

Université de Montréal

**Le droit à l'information au cœur des impératifs commerciaux du
développement durable : le précédent de l'agriculture biologique**

par

Robert Maxime Simard

Faculté de Droit

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître en droit (LL.M)

Mai 2012

© Maxime Simard, 2012

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**Le droit à l'information au cœur des impératifs commerciaux du
développement durable : le précédent de l'agriculture biologique**

présenté par :

Robert Maxime Simard

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Marie-Annik Grégoire
Présidente-rapporteure

Pierre-Claude Lafond
Directeur de recherche

Benoît Moore
Membre du jury

Résumé

L'agriculture biologique est issue d'une longue lutte du consommateur et du citoyen pour connaître et contrôler la qualité de son alimentation. Sa popularité montante confirme que la disponibilité de l'information sur l'offre joue un rôle économique et social central auprès de la demande. Cette tendance appuie l'émergence d'un nouvel élément au sein du corpus des droits de la personne : le droit à l'information. Cette étude aborde les étapes de sa formation et prend pour exemple la filière agroalimentaire biologique. Elle représente un modèle avant-gardiste de l'hybridation entre le droit privé et le droit public.

Nous examinons en premier lieu comment l'activité des secteurs agroalimentaires civils et privés a contribué à fomentier le désir d'information du consommateur, pour ensuite le mettre en péril. Parallèlement à cela, nous proposons d'analyser les effets et l'influence du corpus de droits et de principes du développement durable sur la filière biologique, mais surtout sur la reconnaissance du besoin d'information pour le consommateur. Enfin, nous faisons un tour d'horizon de la réglementation publique de l'appellation biologique, de son label et de son étiquette. Pour cela, nous évaluons les mesures en place selon les critères de la véracité, de l'accessibilité et de l'exhaustivité de l'information divulguée au consommateur.

À la lumière de notre analyse, le consommateur peut tirer ses propres conclusions sur les meilleures réponses normatives à ses besoins. Quelles mesures entre le droit transnational, le droit international et le droit national offrent le meilleur résultat? Laquelle de ces formes juridiques s'avère en mesure de promouvoir une consommation responsable où le consommateur ne fait plus face aux obstacles à son choix éclairé?

Mots-clés : droit à l'information, agriculture biologique, droit de la consommation, normes, labels, droit du développement durable.

Summary

Organic farming is the result of a long struggle of the consumer and the citizen to know and control the quality of its food. Its rising popularity confirms that the availability of information on the supply plays a central role to economic and social demand. This trend supports the emergence of a new element within the corpus of human rights: the right to information. This study examines the stages of its formation and takes for example the organic food chain. It represents a pioneering model of hybridation between private law and public law.

We first examine how the activity of civil and private sectors food helped foment the desire of consumer information, and then put it in jeopardy. Along with this, we propose to analyze the impact and influence of the corpus of rights and principles of sustainable development of the organic sector, but especially on the recognition of the need for consumer information. Finally, we present an overview of government regulation of the organic designation, its logo and its label. In order to do this, we evaluate the measures in place according to the criterias of accuracy, accessibility and completeness of the information disclosed to the consumer.

In light of our analysis, the consumer can draw their own conclusions on the best normative responses to their needs. What measures between transnational law, international law and national law provide the best outcome? Which of these legal forms is able to promote a form of responsible consumption where consumers no longer face barriers to its choice?

Keywords : right to information, organic agriculture, consumer law, standards, labels, sustainable development law.

Table des matières

Liste des illustrations	viii
Liste des acronymes et sigles	ix
Remerciements	x
Introduction	2
<i>Partie préliminaire. Le désir d'information : la construction normative de l'agriculture alternative</i>	12
Section I. Les scientifiques derrière l'argumentaire biologique	14
§1. L'agriculture traditionnelle sous la loupe des scientifiques	15
§2. Des dimensions humaines pour l'agronomie	16
§3. Un mouvement en marge de la « révolution verte »	18
Section II. La société civile, terreau des normes biologiques	20
§1. L'apport fondamental des organisations berceaux	20
§2. Des principes d'agriculture alternative érigés en normes privées	24
Section III. Les agriculteurs, de missionnaires à ambassadeurs	26
§1. Les fermiers au centre de l'échiquier normatif	27
§2. Une identité normative hétérogène	34
Section IV. L'IFOAM, le sommet de la chaîne alimentaire.....	36
§1. Une fédération comme plateforme de l'information	37
§2. Les normes IFOAM et le contrôle du message	40
Section V. L'industrie agroalimentaire, agent de vulgarisation	43
§1. Le mouvement biologique rationalisé, consolidé et démocratisé	44
§2. La filière de l'agriculture durable à l'ère de la souplesse normative.....	50
<i>Première partie — La reconnaissance de l'information : les corollaires juridiques de l'alimentation durable</i>	54
Section I. Le coup d'envoi de la vigilance alimentaire	56
§1. L'entreprise agricole de plus en plus risquée.....	57
§2. Le principe de précaution en réponse au déficit d'information.....	59
Section II. Les résultats frelatés de la consommation durable	64
§1. Le développement durable en lointaine coquille conceptuelle	66
§2. Un cadre juridique international ignoré du consommateur	71
§3. Des lois et des politiques chétives	75

Section III. Le droit à l'information, panacée du consommateur	79
§1. Le droit à l'information péremptoire à la démocratie	81
§2. L'information indispensable au choix économique	84
§3. La qualité de l'information pour une consommation responsable.....	87
Section IV. L'indiscernable intégrité des normes biologiques	93
§1. Le régime d'émission des normes entre intégrisme et conventionnalisation	95
§2. Le dédoublement de l'intégrité avec le régime de vérification	98
§3. L'ordre par le régime de divulgation	101
<i>Deuxième partie — Les exigences de l'information : la véracité, l'accessibilité et l'exhaustivité sous le régime de l'appellation « biologique »</i>	106
Section I. Les autorités européennes à la rescousse de l'intégrité perdue	109
§1. Le complexe renforcement des prérogatives communautaires	109
§2. La qualité, préoccupation des normes d'étiquetage communautaires.....	115
Section II. L'essor d'un régime de divulgation concurrent aux États-Unis	119
§1. La commercialisation nationale en objectif normatif.....	119
§2. La qualité supérieure réfrénée par le label national.....	125
Section III. La tentative ratée d'harmonisation internationale.....	133
§1. Le référentiel international de la <i>Commission du Codex Alimentarius</i>	134
§2. Le Québec dans le train de l'harmonisation	137
Section IV. L'achèvement décisif d'un système d'équivalence	140
§1. Le Canada à la rencontre des régimes américains et européens.....	141
§2. La garantie IFOAM en étalon international.....	146
Conclusion	154
Bibliographie.....	166

Liste des illustrations

Figure 1 : Label de la <i>Soil Association</i>	22
Figure 2 : Label de <i>Nature et progrès</i>	23
Figure 3 : Labels de <i>Bioland</i> et de <i>Naturland</i>	29
Figure 4 : Label de <i>Québec Vrai</i>	29
Figure 5 : Label de la NOFA.....	30
Figure 6 : Label de l'OCIA.....	32
Figure 7 : Label de l'OTCO.....	33
Figure 8 : Label de la CCOF.....	34
Figure 9 : Logo « Organic » de <i>Wal-Mart</i>	51
Figure 10 : Labels de <i>Utz Certified</i> , de <i>Rainforest Alliance</i> , de <i>Northwest Shade-Grown Coffee</i> et de <i>Global G.A.P.</i>	52
Figure 11 : Schéma des types d'agriculture.....	65
Figure 12 : Label AB.....	110
Figure 13 : Ancien label facultatif de l'UE.....	115
Figure 14 : Nouveau label obligatoire de l'UE.....	116
Figure 15 : Label <i>NJDA Certified</i>	121
Figure 16 : Logos de <i>Bio-Lub</i> , de <i>Bio-Vert</i> , de <i>Bio-Invest</i>	128
Figure 17 : Label <i>USDA Organic</i>	129
Figure 18 : Label <i>BioQuébec</i>	138
Figure 19 : Label <i>Biologique Canada</i>	144
Figure 20 : Label <i>Organic</i> IFOAM.....	152

Liste des acronymes et sigles

CARTV	Conseil des appellations réservées et des termes valorisants (Québec)
CA SOP	California State Organic Program
CCA	Commission du <i>Codex Alimentarius</i>
CCOF	California Certified Organic Farmers
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COFA	California Organic Foods Act
ECOSOC	Economic and Social Council
FAB	Filière agroalimentaire biologique
FAO	Food and Agriculture Organization
FNAB	Fédération nationale de l'agriculture biologique (France)
IFOAM	International Federation of Organic Agriculture Movements
IOAS	International Organic Accreditation Service
ISO	International Organization for Standardization
LPAC	Loi sur les produits agricoles au Canada
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
NOFA	Northeast Organic Farmers Association (États-Unis)
NOSB	National Sustainable Agriculture Coalition (États-Unis)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCIA	Organic Crop Improvement Association
OFPA	Organic Food Production Act (États-Unis)
OGM	Organisme génétiquement modifié
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMT	Organisation mondiale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OTA	Organic Trade Association (États-Unis/Canada)
OTCO	Oregon Tilth Certified Organic
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RSE	Responsabilité sociale et environnementale
USDA	United States Department of Agriculture
US NOP	United States National Organic Program
US NOSB	United States National Organic Standard Board

Remerciements

Ce mémoire a été rendu possible grâce à un support académique, moral et financier qui fût essentiel à ma démarche.

Avant tout, je désire signaler le support financier appréciable de la Fondation Claude Masse ainsi que de la Faculté de droit de l'Université de Montréal.

Par la suite, j'aimerais exprimer ma reconnaissance à mon directeur de recherche, Monsieur Pierre-Claude Lafond, qui a su donner une direction concise à un projet de départ qui annonçait plusieurs tomes. Je le remercie sincèrement pour ses judicieux conseils au fil des phases, pour la sagesse de ses mises en garde, mais surtout, de m'avoir lancé le défi d'aller jusqu'au bout de cette étude.

Par ailleurs, je tiens à souligner la contribution primordiale de Marion à ce projet. Sa précieuse aide académique jumelée à son support moral indéfectible font en sorte que ces écrits dénotent sa présence. Et oui Marion, nous pouvons désormais passer à autre chose!

Enfin, j'aimerais dédier ce mémoire à mes parents qui m'ont inculqué les valeurs nécessaires au choix d'un objet d'étude de la trempe de l'agriculture biologique. Monique, voici mon adaptation intellectuelle de ta passion pour la santé, pour une alimentation saine. Michel, voici mon adaptation intellectuelle de ta passion pour l'environnement, pour l'observation de la nature.

Une pensée également pour mes amis et pour mon alma mater qui m'ont fourni un contexte bien agréable pour aller de l'avant dans la réalisation plus longue que prévue de ce projet.

« Contrairement à la croyance reçue, il y a moins de désordre dans la nature que dans l'humanité. »

— Extrait de *Le paradigme perdu* d'Edgar Morin (1973)

Introduction

Notre quotidien en témoigne, les sociétés humaines abordent ce XXI^e siècle à cadence accélérée. Constamment stimulée par notre technologie, notre attention prend rarement une halte lorsque nous sommes éveillés. Pour pouvoir soutenir un tel rythme, nous sommes noyautés autour d'un seul concept : l'information. Sans les informations tirées de notre tissu social, nous sommes relégués à un statut au savoir instinctif, celui que l'on retrouve chez les formes de vie peu développées. Le matériau de notre tissu social, la communication, fait passer l'information au statut de savoir accumulé.

Notre esprit, lorsque considéré comme une accumulation de savoirs, devient un assemblage d'informations et de perceptions à la fois rationnelles et émotionnelles¹. En vérité, le savoir tire son importance de son processus de transmission davantage que dans son processus de création. Fondamentalement, le savoir est source de pouvoir : sans la mesure de sa pertinence sociale, son contrôle joue un rôle central parce qu'il permet sa mise à profit. À titre d'illustration, tant les délibérations démocratiques, la compétition économique, le choix du consommateur que la contestation juridique ont pour clé du succès l'accès à l'information. À la lumière de cela, il faut tenir pour acquis que la capacité d'en savoir plus rapproche le processus décisionnel de son objectif final.

Peu importe l'objectif final, l'accumulation de savoirs découlant des informations favorise son détenteur. De nos jours, l'accumulation du savoir historique de nos civilisations est telle que le cerveau humain n'en assimile qu'une infime partie. Or, ce serait trop simple de réduire la question à nos capacités physiologiques. La plupart du temps, la difficulté réside dans le décodage de l'information : la subtilité du langage, les effets multiples de nos activités, la variation de nos motivations et de nos intérêts, la malléabilité de nos valeurs et principes font en sorte que les rapports sociaux, économiques et politiques forment un corps hypercomplexe d'informations.

¹ Aussi, si nous avons toujours été dans une société du savoir, c'est parce que nous avons toujours tenté de communiquer l'un avec l'autre comme le souligne Edgar Morin : « La réalité physique de l'information n'est pas isolable concrètement. Je veux dire qu'il n'y a pas, à notre connaissance et sur notre planète, d'information extra-biologique. L'information est toujours liée aux êtres organisés néguentropiquement que sont les vivants et les êtres métabiotiques qui se nourrissent de vie (sociétés, idées) » : Edgar MORIN, *La Méthode : La Nature de la Nature*, coll. « Opus », Paris, Seuil, 1977, p. 316.

L'hypercomplexité devant laquelle nous sommes placés se perçoit comme un réseau global en constante évolution et redéfinition. Non seulement vivons-nous dans un espace composite impossible à capter intégralement, mais les parties de cet espace ont au surplus tendance à se transformer dès l'instant où elles sont appréhendées. Cet assemblage furtif entre ainsi dans notre réalité pour en ressortir aussi rapidement. C'est pourvu de ces pensées, de ce sentiment, que le consommateur réfléchit sur l'agriculture de nos jours. Dépassé par les événements, ce dernier est pris à partie au sein d'un dédale de liens où les responsabilités en ce qui concerne les normes alimentaires se brouillent, s'effacent, se perdent. Aux yeux du consommateur moyen comme aux yeux du consommateur averti, les frontières du privé et du public, des normes volontaires et des règles mandataires, du local, du régional, du national, de l'international et du transnational se fondent et se confondent².

Entre-temps, la mesure de la complexité de l'information est constamment jugée par l'importance qu'elle revêt. À ce sujet, le caractère ostentatoire de l'information sur la nourriture n'est plus à démontrer. L'alimentation et son corollaire, l'agriculture, comblent des besoins de première nécessité et relèvent de ce que l'anthropologue Marcel Mauss qualifie de « fait social total ». Les points de pression sur le secteur agroalimentaire sont d'ailleurs considérables : son industrie fait partie des secteurs manufacturiers les plus puissants, il structure directement la santé publique et celle de l'environnement³, et comporte des effets collatéraux innombrables. Pour appuyer cela, le *Programme des Nations unies pour l'environnement* (ci-après « PNUE ») identifie « l'agriculture et la consommation alimentaire » de même que « l'utilisation de carburants fossiles » comme les produits et matières prioritaires en termes d'impacts sur

² Jim BINGEN et Lawrence BUSCH, « Shaping a Policy and Research Agenda Agricultural Standards », dans Jim BINGEN et Lawrence BUSCH (dir.), *Agricultural Standards: The Shape of the Global Food and Fiber System*, vol. 6, coll. « The International Library of Environmental, Agricultural and Food Ethics », Dordrecht, Springer, 2006, p. 245, à la page 246.

³ Stéphanie V. ENGELS, Ralf HANSMANN et Roland W. SCHOLZ, « Toward a Sustainability Label for Food Products: An Analysis of Experts' and Consumers' Acceptance », (2010) 49-1 *Ecology of Food and Nutrition* 30-60, 31.

l'environnement⁴. Le PNUE rapporte ainsi que « l'agriculture et la consommation alimentaire sont identifiées comme l'un des principaux moteurs de pressions environnementales, notamment la transformation de l'habitat, les changements climatiques, l'utilisation de l'eau et les émissions toxiques »⁵ et évalue que « les impacts provenant de l'agriculture sont supposés augmenter substantiellement »⁶. Parmi les facteurs derrière ces impacts, on dénombre au premier chef la double croissance de la population et de la consommation mondiale⁷.

À coup sûr, la destinée économique et sociale proposée par le savoir issu de la filière agroalimentaire biologique interpelle la courbe de cette croissance. Bien des arguments militent en faveur de l'agriculture biologique, cette garantie unique qui s'offre aux consommateurs de ne pas ingérer d'organismes génétiquement modifiés (ci-après « OGM »). De toute évidence, les produits avantageux pour la santé, respectueux de l'environnement et prenant à cœur les conditions des travailleurs font vendre plus, et plus cher⁸. Preuve de cela, la vente de nourriture biologique est devenue une industrie multimilliardaire dont les revenus représentent, en 2009, trois fois la taille de ceux de 1999⁹. Sans compter que ces 54,9 milliards US \$ de ventes mondiales traduisent l'expansion remarquable de terres cultivées sous les normes biologiques (37,2 millions d'hectares en 2009)¹⁰, un nombre historique de producteurs (1,8 million en 2009)¹¹ participe à la filière.

⁴ PNUE, *Impacts environnementaux de la production et de la consommation : produits et matières prioritaires*, 2010, p. 2.

⁵ *Id.*

⁶ PNUE, *Assessing the Environmental Impacts of Consumption and Production*, 2010, p. 82.

⁷ PNUE, préc., note 4, p. 2.

⁸ Stephan DABBERT, Canan ABAY, Samanta ROSI BELLIERE et al., *Economic Analysis of Certification Systems in Organic Food and Farming : Synthesis Report of Results*, rapport pour CERTCOST, 2011, p. 25, en ligne : <<http://www.certcost.org/Lib/CERTCOST/Deliverable/D23.pdf>> (consulté le 12 février 2012) ; Meike JANSSEN et Ulrich HAMM, *Consumer Preferences and Willingness-to-Pay for Organic Certification Logos : Recommendations for Actors in the Organic Sector*, rapport pour CERTCOST, 2011, p. 19, en ligne : <http://www.certcost.org/Lib/CERTCOST/Deliverable/D33_D17.pdf> (consulté le 12 janvier 2012).

⁹ AGENCE BIO, *L'agriculture biologique, chiffre clés*, 2011, en ligne :

<<http://www.agencebio.org/pageEdito.asp?IDPAGE=143&n2=134>> (consulté le 12 octobre 2011).

¹⁰ *Id.*

¹¹ *Id.*

Pourtant, il serait faux de percevoir la filière agroalimentaire biologique (ci-après « FAB ») comme une panacée infinie. Alors que le marché européen stagne, les analystes prédisent que la FAB devrait atteindre les 104,5 milliards US \$ en 2015¹², soit un taux de croissance moyen de 11,9 %. Malgré des prévisions de croissance qui font l'envie du secteur agroalimentaire, il s'agirait d'un taux de croissance mondiale en moyenne deux fois moins élevée pour la période de 2010 à 2015 que pour celui de la période de 1999 à 2009¹³. Cette diminution représente une désaffection cruciale lorsqu'on prend en considération que les cultures et les élevages biologiques ne représentent qu'un très faible pourcentage des ventes totales de l'industrie agroalimentaire¹⁴. Dans le même ordre d'idées, la *Food and Agriculture Organization* (ci-après « FAO ») estime la surface des terres cultivées sur la planète à 4 889 millions d'hectares, ce qui laisse à la FAB une maigre part de 0,67 % de celles-ci¹⁵. Ainsi, même avec l'explosion des inquiétudes à propos de la nourriture durant les années quatre-vingt-dix, l'agriculture conventionnelle demeure loin devant l'agriculture biologique en termes de production et de consommation¹⁶.

Cette baisse de régime de l'agriculture biologique est pour le moins préoccupante pour les parties prenantes de la FAB qui se demandent naturellement quels facteurs freinent la croissance. La crise économique et une saturation naturelle des grands marchés sont évoquées¹⁷, mais pourrait-il y avoir d'autres avenues pertinentes que des explications conjoncturelles? De notre avis, la piste de recherche décisive pour trouver réponse à cette baisse d'enthousiasme trouve sa place auprès du consommateur. Avec la projection de la FAB sur le marché mondial, la plateforme locale dont le consommateur

¹² MARKETSANDMARKETS, *Global Organic Foods & Beverages Market Analysis by Products, Geography, Pricing Trends & Forecasts (2010-2015)*, en ligne : <http://www.marketsandmarkets.com/PressReleases/global-organic-food-and-beverages-market.asp> (consulté le 10 février 2012).

¹³ *Id.*

¹⁴ Par exemple, en 2010 l'*Organic Trade Association* (ci-après « OTA ») estime le volume de ventes de la FAB aux États-Unis à 26,7 milliards de US\$ alors que l'industrie au complet afficherait 673,3 milliards de US\$ de ventes : OTA, *2011 Organic Industry Survey*, 2011, en ligne : <http://www.ota.com/organic/mt/business.html> (consulté le 21 novembre 2011).

¹⁵ FAOSTAT, « RessourceSTAT », en ligne : <http://faostat.fao.org/site/377/default.aspx#ancor> (consulté le 22 octobre 2011).

¹⁶ OTA, préc., note 14.

¹⁷ MARKETSANDMARKETS, préc., note 12.

disposait pour incliner les normes biologiques à sa mesure se renverse au point où c'est dorénavant l'offre normative qui détermine sa demande¹⁸. Devant ce fait accompli, ce dernier se retrouve sur le siège passager de la FAB, et comble de la situation, ignore la destination du véhicule normatif qu'il a pourtant contribué à démarrer.

Néanmoins, le consommateur est plus que jamais enclin à acheter en fonction de ses valeurs. En Europe comme en Amérique du Nord, sa préoccupation par rapport à sa santé et à sa sécurité vient en premier lieu, suivie de considérations relatives à la préservation de l'environnement, à la qualité et au goût des produits, pour se terminer par une volonté d'appuyer les fermes locales¹⁹. Sachant cela, il faut des éléments particuliers de démotivation pour expliquer la stagnation actuelle du créneau. Les multiples études et sondages divisent en trois les obstacles à la consommation durable : le premier fait état de considérations pécuniaires et le deuxième a trait au déficit d'information et le troisième pointe l'indisponibilité des produits recherchés²⁰. Cette étude juridique s'interroge sur la deuxième raison de non-achat en prenant compte que le sentiment du consommateur par rapport à l'information passe du « regret » à la « frustration » de ne pas être informé²¹. Chercher des réponses suppose de multiples questions. Quelle information est disponible pour le consommateur? Quelles normes et règles régissent cette information? Quels labels et appellations biologiques existent et

¹⁸ Bingen et Busch abondent en ce sens : « With “free market” principles now dominating global economic activities, important shifts among standards setting and enforcement bodies are occurring. In particular, international bodies are becoming more important players, just as nonprofit and corporate groups seek greater influence within changing sets of national and international public regulations and standards » : Jim BINGEN et Lawrence BUSCH, préc., note 2, à la page 246.

¹⁹ L'ordre des raisons varie selon les territoires. Pour le consommateur européen, voir : Joris AERTSENS, *Organic food as an emerging market: personal determinants of consumption, supply governance and retail strategies*, thèse de doctorat, Gand, Faculté d'ingénierie en science biologique, Université de Gand, 2011, p. 27-46. Pour le consommateur français voir : CONSEIL SONDAGE ANALYSES [CSA], *Baromètre de consommation et de perception des produits biologiques en France*, Rapport n°1001174, 2010, p. 58, en ligne : <<http://www.agencebio.org/pageEdito.asp?IDPAGE=139>> (consulté le 13 novembre). Pour le consommateur des États-Unis, voir : Scott HENSLEY, « Organic Foods Have Broad Appeal, But Costs Temper Demand », (20 juillet 2011) *National Public Radio*, en ligne : <<http://www.npr.org/blogs/health/2011/07/20/138534183/organic-foods-have-broad-appeal-but-costs-temper-demand>> (consulté le 10 janvier 2012). Pour le consommateur canadien, voir : Mikaël RICQUART, *Les exigences des consommateurs face à la mise en marché des aliments issus de l'agriculture biologique au Canada*, rapport pour OPTION CONSOMMATEURS, 2004, p. 40, en ligne : <<http://www.ic.gc.ca/app/oca/crd/dcmnt.do?id=1490&lang=fra>> (consulté le 27 septembre 2011).

²⁰ CSA, préc., note 19, p. 17 ; Mikaël RICQUART, préc., note 19, p. 42 ; M. JANSSEN et U. HAMM, préc., note 8.

²¹ Mikaël RICQUART, préc., note 19, p. 42 et 46.

comment faire en sorte qu'ils ne soient pas « tous différents et identiques »²² ? Quelles organisations structurent la mise en marché du produit biologique et comment celles-ci se comparent-elles en termes de gouvernance, d'objectifs et de mise en valeur de l'information ? Comment le droit intervient-il pour mettre de l'ordre dans l'information et d'où provient-il ? Et, par dessus tout, quelle est la place du consommateur dans la gestion de l'information et sur quels critères doit-on évaluer l'information pour la rendre acceptable aux yeux du consommateur ?

En partant de ces remarques démasquant les perceptions du consommateur à l'endroit de l'appellation biologique, l'objectif de cette étude est de démontrer, avec le dépouillement historique des sources normatives de l'agriculture biologique, la trajectoire de montée en reconnaissance du droit à l'information. En parallèle, nous proposons de déchiffrer l'information divulguée par ses normes et ses règles et d'en analyser les bienfaits et les torts. Ainsi, s'il est vrai que les normes réduisent ou éliminent les asymétries de l'information²³, nous verrons que tout dépend ultimement des paramètres de l'information communiquée par les normes. Cela dit, avant de se lancer dans un processus d'appréciation des corrélations entre la FAB et le droit à l'information du consommateur, il importe d'apporter certaines précisions dans l'éventualité où elles éviteront certaines attentes injustifiées.

À première vue, une recherche comparative des acteurs et des sources normatives de la FAB est suffisamment exhaustive pour approfondir le concept de droit à l'information du consommateur sans qu'il y ait besoin d'ajouter d'autres variables. S'il aurait été tentant de rajouter d'autres modes de consommation responsable²⁴ ou même de

²² *Id.*, p. 44.

²³ Jim BINGEN et Lawrence BUSCH, « Introduction : A New World of Standards » dans Jim BINGEN et Lawrence BUSCH (dir.), *Agricultural Standards : The Shape of the Global Food and Fiber System*, vol. 6, coll. «The International Library of Environmental, Agricultural and Food Ethics», Dordrecht, Springer, 2006, p. 15-16.

²⁴ Tel que le commerce équitable qui se veut « [...] un partenariat commercial, fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud » : Corrine GENDRON, Arturo PALMA TORRES et Véronique BISAILLON (dir.), *Quel commerce équitable pour demain ? Pour une nouvelle gouvernance des échanges*, Montréal, Écosociétés, 2009, p. 18.

gouvernance durable²⁵, il faut garder en tête que seule l'agriculture biologique présente un caractère exécutoire et compte sur un système réglementaire public. De ce fait, l'accueil du droit à l'information peut s'accomplir par le biais des règles d'étiquetage présentes au sein de la FAB. Par ailleurs, en ce qui concerne le contingent d'acteurs et de sources, nous nous livrons à un échantillon délimité aux territoires de l'Union européenne (ci-après « UE »), des États-Unis, du Canada, en plus des organisations oeuvrant à la gouvernance internationale ou transnationale des sujets abordés. Le choix de l'Europe et de l'Amérique du Nord se définit par l'apport constitutif d'acteurs de ces continents de même que par la place de leurs consommateurs qui achètent à hauteur de 95 % des ventes mondiales d'aliments biologiques²⁶. À ce titre, l'inclusion des territoires du Sud à la problématique devrait faire l'objet d'un projet de recherche propre.

En constat préliminaire, un recul historique permet le recours à un empirisme logique afin de comprendre le sens des principes et des normes visant l'appellation biologique. En effet, une perspective tirée du constructivisme structuraliste place cinq catégories d'acteurs considérées comme le pivot d'une architecture mobile, malléable. Communauté scientifique, société civile, producteurs, industrie et fédération : ces regroupements structurent le développement du droit à l'information dans la FAB²⁷. Alors que chaque catégorie d'acteur apporte sa contribution à l'identité des normes promulguées, nous nous interrogerons sur l'essence de celles-ci, sur leurs sources, leurs portées et leurs reflets. Dans leur déploiement, ces acteurs ont contribué à la consolidation du langage et de la personnalité propres à faire passer notre sujet d'une définition embryonnaire vers un système juridique postmoderne. Cette postmodernité se

²⁵ Tel que pour l'*International Organization for Standardization* (ci-après « ISO »), l'ISO 26000 qui recommande « l'organisation prenne en considération les différences sociétales, environnementales, juridiques, culturelles, politiques et la diversité des organisations ainsi que les différences de conditions économiques, en toute cohérence avec les normes internationales de comportement » : ISO, « ISO 26000:2010 », en ligne : <http://www.iso.org/iso/fr/catalogue_detail?csnumber=42546> (consulté le 12 février 2012).

²⁶ FÉDÉRATION NATIONALE D'AGRICULTURE BIOLOGIQUE (ci-après FNAB), « Enjeux et actualités de la réglementation européenne », en ligne : <http://www.fnab.org/index.php?option=com_content&view=article&id=159:enjeux-et-actualites-de-la-reglementation-europeenne&catid=8:reglementation&Itemid=17> (consulté le 17 novembre 2011).

²⁷ Toutefois, la rigueur de ces démarcations entre regroupements doit être prise avec réserves, car elles sont perméables entre elles. À titre d'exemple, certains scientifiques sont membres des organisations civiles et certains activistes sont membres des associations de producteurs.

moque des frontières traditionnelles entre normes, principes et droits pour mettre en place un alliage d'appuis privés et publics constitutifs au regard du mouvement biologique, mais aussi du désir d'information du consommateur. En bout de compte, il s'agit de savoir comment le dynamisme normatif de cette version de l'agriculture durable est arrivé à l'étonnante mutation actuelle vers un régime public, vers un cadre inédit et novateur redéfinissant notre vision de la consommation?

Ce désir d'information du consommateur fait en sorte que l'agriculture devient un véritable prisme d'où rayonnent une série de vecteurs normatifs propres au XXI^e siècle. La diffusion transversale de ce corpus de droit mou traverse les frontières de la doctrine et atteint en retour la FAB. Cela se produit au moyen de véhicules juridiques de faible intensité : les principes, les droits et les politiques. C'est en envisageant leur cumul au sein des institutions internationales et des nations qu'il devient opportun de se questionner sur la résilience de ces droits réflexifs. Toutefois, avec l'ambiguïté de la *soft law*, on ne sait toujours par combien d'affirmations de combien d'acteurs font en sorte qu'un corpus de droits et principes est appliqué. Leur exécution demande davantage.

Notre propos relève que le droit à l'information se distingue par sa capacité d'évocation et son polymorphisme reliant certains cercles fermés du raisonnement juridique. Ce faisant, il possède cette capacité intrinsèque d'infiltrer la diversité des principes et droits rattachés au droit agroalimentaire, parmi lesquels le principe de précaution et le droit de la consommation durable. Le droit à l'information étant aussi divisible au sein de la communauté des droits économiques, sociaux et environnementaux, cette influence unique agit dès lors tel un vase communiquant sur la vitalité des droits et principes offrant une protection au consommateur. Ce profond accomplissement fait en sorte que le droit à l'information sert à la fois d'objet et de but des politiques élaborées par les acteurs privés, des traités entre États, mais aussi des ententes administratives entre autorités normatives²⁸.

²⁸ Marie-Claude CORDONIER SEGGER et Ashfaq KHALFAN, *Sustainable Development Law : Principles, Practices and Prospects*, Oxford, Oxford University Press, 2004, p. 281-294.

C'est pourquoi, lorsqu'il est question du contenu avancé par le droit à l'information du consommateur, les normes, les principes et les droits à l'origine de l'agriculture biologique sculptent tour à tour la réglementation publique des normes biologique. Par conséquent, le désir d'information du consommateur à propos de l'étiquette biologique compte sur les droits et principes pour prendre de l'amplitude au moyen des règlements et des lois que l'on retrouve chez l'agriculture biologique. En vigueur aujourd'hui dans plus de 60 pays²⁹, les règlements biologiques codifiés se veulent à cette fin l'expression atypique d'une ascension normative appliquée à la consommation de produits courants.

La démonstration, durant les parties à venir, des flux d'information liés à l'étiquetage des aliments biologiques, nous amène à envisager la FAB sous un angle systémique. Lorsque compris dans leur globalité et leur complexité, les multiples interactions entretenues par les acteurs privés et publics de la FAB s'alignent pour faire jaillir un ordre normatif qu'une approche positiviste ne saurait capter³⁰. Certains auteurs traduisent ce schéma par une approche « polyoculaire³¹ ». En ce qui nous concerne, l'isolement des variables normatives « acteurs » et « droits » dans les parties à venir est de service pour développer une démarche où, pour reprendre Smuts, il existe une « tendance dans la nature à constituer des ensembles qui sont supérieurs à la somme de leurs parties, au travers de l'évolution créatrice »³². En souscrivant à cette logique, c'est tissées ensemble dans un enchevêtrement d'entrelacements que les normes biologiques autorisent l'observateur à les décoder. En l'occurrence, la résultante de ce métissage normatif, sorte de plus-value juridique, sera le droit à l'information.

²⁹ INTERNATIONAL FEDERATION OF ORGANIC AGRICULTURE MOVEMENT (ci-après, «IFOAM»), «History of IFOAM», en ligne : <http://www.ifoam.org/about_ifoam/inside_ifoam/history.html> (consulté le 11 novembre 2011).

³⁰ Il faut accepter la capacité qu'a la complexité de remettre en question les processus juridiques conventionnels. Il ne s'agit pas ici d'isoler des définitions. Nous voyons l'étiquetage l'agriculture et le droit à l'information comme l'entremêlement de plusieurs paramètres qui s'influencent les uns les autres.

³¹ C'est le cas d'Alrøe et Noe qui divisent en trois perspectives leur analyse : l'agriculture biologique vue comme une alternative en opposition au courant principal ; l'agriculture biologique vue comme un système auto-organisé basé sur des valeurs communes ; et l'agriculture biologique vue comme une opportunité économique : Hugo F. ALRØE et Egon NOE, « What makes organic agriculture move - protest, meaning or market? A polyocular approach to the dynamics and governance of organic agriculture », (2008) 7 *International Journal of Agricultural Resources, Governance and Ecology*, 5-22, 8.

³² (Notre traduction) : « The tendency in nature to form wholes that are greater than the sum of the parts through creative evolution » : Jan Smuts, *Holism and Evolution*, Londres, Macmillan & Co, 1926, p.362.

Par ailleurs, le choix du modèle théorique a été pourvu selon ses capacités d'adaptation à son objet d'étude et selon son utilisation presque unanime de la communauté scientifique spécialisée sur les normes. Ainsi, le canevas sur lequel nous travaillons, l'agriculture biologique, est tiré à partir des mêmes paramètres holistiques que le systémisme. En effet, les piliers conceptuels de ce cadre s'appliquent tout aussi bien à la science biologique qu'à la science juridique. Enfin, cette analyse postmoderne doit surtout être admise sur la base de sa fréquence élevée d'utilisation par la doctrine citée³³.

Ce charabia théorique peut sembler confus pour le néophyte³⁴. Il n'en reste pas moins que la mondialisation de la FAB laisse entrevoir un fruit sans pareil aux yeux de la théorie. Un fruit apte à fournir un exemple crédible de la constitution postmoderne du droit, par l'illustration de la conception des normes, des principes et des droits. En cela, nous pensons connaître les normes biologiques, mais nous n'en savons que le résultat. Pour en atteindre le coeur, il faut les reprendre au début. La construction normative du désir d'information pour l'agriculture durable (partie préliminaire) marque d'abord le processus de consommation de son empreinte. Ce processus atteint ensuite une reconnaissance juridique alors que les corollaires de l'alimentation durable posent l'information en pierre angulaire des principes du droit public du XXI^e siècle (première partie). Enfin, avec le régime d'appellation « biologique », le rapport entre le consommateur et l'information trouve un domaine d'application de ses exigences de véracité, d'accessibilité et d'exhaustivité (deuxième partie).

³³ Lorsqu'il est temps de démêler les concepts de droit mou et dur ; lorsqu'il faut apprécier la valeur normative de règles, principes, droits, normes et autres formes juridiques ; lorsque les acteurs internationaux se conjuguent à des acteurs transnationaux pour former un corpus normatif particulier ; lorsque plusieurs strates d'analyse se superposent : il vaut mieux renchérir le cadre théorique postmoderne que de faire cavalier seul. Pour un exposé complet des multiples sources et déclinaisons de la norme et du droit postmoderne, voir : Karim BENYEKHLEF, *Une possible histoire de la norme : les normativités émergentes de la mondialisation*, Montréal, Éditions Thémis, 2010.

³⁴ L'exercice de justification de la méthodologie choisie peut se révéler un chemin long et tortueux. L'objectif présenté n'est pas de prolonger indéfiniment les débats théoriques. À ce titre, la cohésion entre notre sujet et son approche théorique est avant tout fonctionnelle. Elle permet d'aller chercher un degré supplémentaire de compréhension, plutôt que de se buter à déconstruire un phénomène juridique avec la mauvaise boîte à outils théorique.

Partie préliminaire. Le désir d'information : la construction normative de l'agriculture alternative

L'agriculture biologique a longtemps existé dans un relatif anonymat avant d'être reconnue par ses labels et d'être consacrée comme une appellation réservée par la réglementation de 74 pays³⁵. Ses origines forment un amalgame des meilleures techniques naturelles d'agriculture, celles transmises par des générations d'agriculteurs de par le monde. Avec la variante biologique existe la prémisse que l'agriculture, ce métier vital et plusieurs fois millénaire, a été spécialisée à un tel point que les méthodes actuelles ne prennent en compte qu'une partie du savoir accumulé au cours de l'histoire de l'Humanité³⁶. En effet, jusqu'à l'emploi de dérivés pétrochimiques dans l'agriculture, peu d'esprits s'étaient appliqués à préserver et à promouvoir des procédés ancestraux tant acquis que familiers. Or, au XX^e siècle, le visage de l'agriculture change en empruntant le mouvement du balancier, entre révolution et contre-révolution :

« Good land use is going to come either by hard necessity or by some kind of teaching... And so I'm asking you, from where you are, can you see any possibility of another kind of agricultural symposium... one that would try to bring together the various branches of agricultural dissidence and heresy? »³⁷

Cette citation, datant de 1974, met en scène l'écrivain américain Wendell Berry tentant de convaincre des citoyens américains de former une association pour faire vivre les valeurs liées à l'agriculture biologique. Comme l'écrit Berry, le mouvement se veut une voie alternative cherchant à unir et à transmuier « la vie et l'esprit des utilisateurs de la

³⁵ Helga WILLER et Lukas KILCHER (dir.), *The World of Organic Agriculture. Statistics and Emerging Trends 2011*, Frick, Rapport IFOAM-FiBL, 2011, p. 25.

³⁶ À titre d'exemple, les engrais verts sont utilisés en Chine depuis plus de 3 000 ans. Aussi, l'efficacité naturelle de l'eau exploitée aujourd'hui pour l'agriculture hydroponique fut en fait une pratique courante il y a plus de 2 000 ans à divers endroits tels que l'Himalaya, les Philippines et le Yucatán : IFOAM, « The early development of organic agriculture », en ligne :

<http://www.ifoam.org/growing_organic/4_strategic_relations/early_development_of_organic.php> (consulté le 11 novembre 2011).

³⁷ Lettre écrite de Wendell Berry, cité dans Mark MUSICK, « A Brief History of Tilth », en ligne : <<http://www.washingtontilth.org/history.htm>> (consulté le 11 novembre 2011).

terre »³⁸. Cette essence identitaire de l'agriculture transpirera tout au long de notre analyse de la construction juridique du droit à l'information par l'étiquette biologique. Cela est acquis pour le juriste, les normes, bien avant de rejoindre l'appareil étatique, entrent dans l'*habitus* des sociétés à l'aide d'acteurs sociaux à l'avant-garde d'un secteur donné³⁹. L'apparition des normes de l'agriculture biologique ne déroge pas à cet ordre des choses. Ainsi, elles ont été élaborées par des chercheurs en réaction à l'avènement de techniques d'agriculture intensive utilisées pour nourrir les masses durant la Seconde Guerre mondiale. Pour en venir aux normes biologiques modernes, les scientifiques ne seront que le premier maillon d'une chaîne qui s'allongera au cours de ces soixante-dix dernières années.

Dans la partie à venir, nous nous permettons un grand détour historique où il sera question du rapport étroit entre la progression des acteurs privés de la FAB et celle des normes d'identification des produits, cette réponse privée au désir d'information. Pour ce faire, nous procéderons avec les premiers acteurs derrière le contenu de l'information spécifique à l'agriculture biologique, les scientifiques (Section I). Cela nous fournira les éléments nécessaires pour découvrir les initiateurs d'une étiquette différente pour des produits agricoles singuliers, soit la société civile, terreau des normes biologiques (Section II). Nous poursuivrons en illustrant comment les producteurs, de véritables missionnaires engagés dans une spécialisation agricole marginale, ont acquis le statut de négociants (Section III) grâce à leur habile renforcement normatif des labels biologiques. Peu à peu, une nouvelle vocation populaire rejoint l'agriculture biologique, ce qui l'expose aux paradoxes d'une commercialisation reprise par l'industrie agroalimentaire, cet agent de vulgarisation de l'information (Section IV). Enfin, avec la création de l'IFOAM, nous verrons comment cette fédération hégémonique (Section V) au sein de la FAB tente de s'emparer du contenu de l'information pour mieux desservir le consommateur.

³⁸ *Id.*

³⁹ Cette approche nous rappelle que les conventions sociales sont un phénomène préalable au droit : Karim BENYekhlef, préc., note 33.

Section I. Les scientifiques derrière l'argumentaire biologique

La communauté scientifique a durablement imprégné la génétique normative de la FAB⁴⁰. En lui insufflant une dimension sanitaire de même qu'un aspect moral où l'environnement intègre la réalité humaine, deux fronts ont été créés pour convaincre les esprits de la valeur de l'aliment biologique. Cette génétique a évolué au fil du temps, mais n'a jamais brisé le lien profond qui l'unit avec les sciences naturelles et humaines. Encore de nos jours, ce lien permet à cette alternative de l'agriculture conventionnelle de convaincre de sa viabilité⁴¹. Cela dit, l'objet de notre propos n'est pas de juger de la valeur ou du mérite de leurs études, mais plutôt de confirmer la place des droits humains et de la protection de l'environnement dans l'élaboration des normes. Dans notre analyse du déploiement des arguments scientifiques et philosophiques, nous débattons de ceux-ci d'après l'intérêt que les consommateurs leur portent. Or, avant la Seconde Guerre mondiale, l'intérêt pour l'agriculture biologique est pratiquement inexistant du fait de la marginalité des propos⁴².

L'indispensable historique de l'agriculture biologique procède donc d'une analyse multidisciplinaire. Cette dernière se manifeste au début du XX^e siècle sous les conceptualisations d'écrivains se réclamant des sciences naturelles (§1) et humaines (§2). Les arguments développés sont par la suite utilisés pour dénoncer la « révolution verte », jetant les bases d'un mouvement social qui perdure de nos jours (§3).

⁴⁰ Eliot COLEMAN, « Organic agriculture: deeply rooted in science and ecology », (2011) *Grist Magazine*, en ligne : <<http://www.grist.org/sustainable-farming/2011-04-20-eliot-coleman-essay-organic>> (consulté le 14 novembre 2011).

⁴¹ L'agriculture biologique, qui utilise la science d'une manière holistique et participative, décline fortement en matière d'études d'impact les créneaux similaires qui traitent d'agriculture durable (tels que le commerce équitable, le label SAN/*Rainforest Alliance* et le label *UTZ Certified*) : IFOAM, *2010 Annual Report: One Earth, Many Gifts*, 2010, p. 11, en ligne : <http://www.ifoam.org/about_ifoam/inside_ifoam/pdfs/IFOAM_Annual_Report_2010_web.pdf> (consulté le 13 octobre 2011).

⁴² De toute façon, nous soupçonnons que la subtilité des pratiques de fertilisation biologiques aurait connu des difficultés d'assimilation par l'agriculteur typique. Celui-ci procédait déjà sans intrants chimiques, à petite échelle et en respectant relativement bien la biodiversité.

§1. L'agriculture traditionnelle sous la loupe des scientifiques

L'intérêt pour l'immense savoir traditionnel agricole s'est manifesté plus couramment chez des chercheurs occidentaux au début du XX^e siècle. Précurseur de l'idée d'agriculture biologique, Franklin Hiram King effectue en 1909 une tournée en Chine, en Corée et au Japon pour y observer les pratiques de l'agriculture permanente⁴³. Par l'étude du labourage, de la fertilisation et d'autres techniques, le professeur américain de l'Université du Wisconsin pose les jalons de ce qui caractérise une agriculture durable. Le savoir-faire de celle-ci a été établi dans les contrées asiatiques sujettes à une pression démographique constante⁴⁴.

Considéré comme le père de l'agriculture biologique, le botaniste Howard s'est pour sa part inspiré des recettes de compostage de l'agriculture traditionnelle indienne à partir de 1905. L'histoire retiendra son œuvre fondamentale⁴⁵, *An Agricultural Testament*⁴⁶, où le Britannique explique comment l'utilisation de la nature et la sélection d'un compost aéré permettent un rendement dans son ensemble supérieur aux méthodes conventionnelles. Sans être à l'origine des termes « biologique » ou « organique »⁴⁷, Howard arrive entre autres à la conclusion que seul un terreau en santé peut produire une nourriture saine. Bénéficiant lui aussi d'un séjour en Inde, le physicien McCarrison

⁴³ Le terme « *permanent agriculture* » sous-entend des méthodes culturales qui permettent aux terres de maintenir leur fertilité naturelle. Son enquête aboutit à la rédaction d'un livre phare sur la question : Franklin Hiram KING, *Farmers of Forty Centuries or Permanent Agriculture in China, Korea and Japan*, Kessinger Publishing, 1911, en ligne : <<http://www.soilandhealth.org/01aglibrary/010122king/ffc.html>> (consulté le 11 novembre 2011).

⁴⁴ « La vente de *terre noire* (excrément humain) qui était journalièrement retournée des villes aux campagnes [en Chine, en Corée et au Japon] et les subventions du gouvernement [japonais] encourageant l'utilisation de composts et offrant des récompenses en prix pour les meilleurs composts dans chaque comté » (notre traduction) : John PAULL, « Permanent Agriculture: Precursor to Organic Farming », (2006) 83 *Journal of Bio-Dynamics Tasmania* 19-21, 20.

⁴⁵ Au départ, sa contribution dépasse le sujet de l'agriculture alors que ses recherches mettent en évidence une corrélation entre le déclin des grandes puissances et l'abandon de méthodes d'agriculture durable : ORGANIC LIMITED, « Albert Howard », en ligne : <<http://organic.com.au/people/AlbertHoward/>> (consulté le 11 novembre 2011).

⁴⁶ Albert HOWARD, *An Agricultural Testament*, London, Oxford University Press, 1943.

⁴⁷ Même si Howard n'a jamais utilisé le terme *organique* pour décrire ses techniques, il a établi la fondation pour une « proto-définition de l'agriculture organique qui contient trois éléments essentiels devant être présents pour avoir un système agroalimentaire sécuritaire et durable : une terre fertile, des produits alimentaires frais et un coût stabilisé » (notre traduction) : Lisa F. CLARK, *Organic limited: The Corporate Rise and Spectacular Change in the Canadian and American Organic Food Sector*, thèse de doctorat, Vancouver, Département de sciences politiques, Université Simon Fraser, 2007, p. 33.

observe de son côté une différence notable entre la nourriture traditionnelle des paysans et la nourriture moderne quant à l'impact sur la santé humaine⁴⁸.

Le lien entre la qualité de l'alimentation et la santé humaine est appréhendé différemment en France. Le chirurgien Delbet découvre durant la Première Guerre mondiale le pouvoir anti-infectieux du magnésium et son importance dans les aliments. C'est le début d'un courant de pensée qui affirme qu'aucune activité humaine, pas même la médecine, n'a autant d'importance pour la santé de l'Homme que l'agriculture. Ce constat est déjà intégré en 1931 par le boulanger Lemaire sur sa ferme expérimentale de Somme, ce qui en fait le premier à vendre un pain « naturel » fait à partir de blé cultivé avec des engrais biologiques et magnésiens.

L'agriculture biologique acquiert ses lettres de noblesse avec l'agronome Balfour. En 1939, à l'âge de 20 ans, la soeur d'un ancien Premier ministre britannique entreprend l'expérience Haughley, une comparaison de cultures biologiques et conventionnelles sur une ferme en Angleterre⁴⁹. La diffusion considérable des conclusions de l'expérience Haughley semble être un élément déclencheur dans la reconnaissance de la qualité biologique. Par la suite, l'apport des sciences naturelles sera déterminant dans les débats sur les mérites de la FAB : la probité scientifique des normes sanitaires et environnementales biologiques est de nos jours appuyée par de nombreuses études⁵⁰.

§2. Des dimensions humaines pour l'agronomie

L'impact majeur, mais subtil de la philosophie sur le réel nous convie à corroborer à la thèse de son influence normative dans le cas de la FAB. Toujours dans la première moitié du XX^e siècle, le philosophe autrichien Steiner plaide pour l'anthroposophie qui

⁴⁸ L'alimentation traditionnelle comporte des légumes frais, des grains entiers et des animaux nourris à l'herbe tandis que l'alimentation moderne est faite de viande en conserves, de margarine, de légumes bouillis : Philip CONFORD, *The Origins of the Organic Movement*, Edinburgh, Floris Books, 2001, p. 161.

⁴⁹ Evelyn Barbara BALFOUR, *The Living Soil: evidence of the importance to human health of soil vitality*, London, Soil Association, 2006.

⁵⁰ Tim LANG et Eric MILLSTONE, *Atlas de l'alimentation dans le monde*, coll. « Atlas/Monde », Paris, Éditions Autrement, 2003, p. 88 et 89 ; Hubert REEVES, *Mal de terre*, Paris, Éditions du Seuil, 2003, p. 2.

mise sur le rôle du fermier dans le maintien d'un équilibre du lien entre les animaux, les plantes et la terre⁵¹. Ces idées inspirent un de ses disciples allemands, Pfeiffer, qui nomme « agriculture biodynamique » cette approche globale prenant en compte, notamment, les cycles lunaires et astraux. Cette vision spirituelle, holistique et naturelle est aussi décrite par Northbourne. Premier à utiliser le terme « agriculture organique », l'agronome britannique considère la ferme comme un « tout organique » et une « entité vivante »⁵², soit un système de complexes interactions développées par la Nature.

À la même époque, une agriculture de type organo-biologique est prônée à la fois par l'homme politique suisse, Hans Müller, sa femme agronome, Maria Bigler, et le microbiologiste allemand, Hans Peter Rusch. Parmi ceux-ci, Bigler insère pour la première fois un aspect moral dans le sujet d'étude. En focalisant son argumentaire sur la proximité de l'agriculture et l'utilisation maximale de ressources renouvelables⁵³, elle marque les débuts de deux tendances normatives pérennes. Le microbiologiste japonais Fukuoka approfondit la démarche avec « les principes de "l'agriculture sauvage" ou permaculture qui se contente de stimuler les processus naturels en limitant au maximum toute intervention, y compris le travail du sol »⁵⁴. Il s'agit du courant extrémiste de l'agriculture durable. Celui-ci clame que toute manipulation humaine empêche de récolter le meilleur des fruits de la Nature.

Le courant philosophique et spirituel lié à l'agriculture emprunte donc l'apparence d'une gamme de pensées ayant la Nature pour référentiel. De nos jours, il s'agit de valeurs popularisées en Occident avec la promotion d'un train de vie « zen ». La vérification de l'influence de ces valeurs auprès des agents normatifs de la filière biologique est un projet de recherche propre. Néanmoins, nous ne pouvons passer outre

⁵¹ Rudolph STEINER, *Agriculture. Fondements spirituels de la méthode biodynamique*, coll. « Sciences de l'esprit », Yverdon-les-Bains, Éditions anthroposophiques romandes, 1924.

⁵² Lord NORTHBOURNE, *Look to the Land*, London, Sophia Perennis, 1940.

⁵³ ORGANIC LIMITED, « Maria Bigler », en ligne : < <http://organic.com.au/people/mariabigler/> > (consulté le 11 novembre 2011).

⁵⁴ Arlette HARROUCH, « Le rôle de Nature et Progrès dans l'histoire de la bio en France : Témoignage d'une actrice engagée », (2003) 44 *Revue Nature & Progrès*, en ligne : <http://www.actionconsommation.org/publication/docs/NP_histoire_bio.pdf> (consulté le 11 novembre 2011).

la mention de cette influence, aussi inquantifiable soit-elle. En définitive, l'agriculture biologique a gagné ses lettres de noblesse à l'aide d'arguments crédibles. N'eût été la complémentarité entre la dimension morale et scientifique de l'agriculture biologique, la survie de ce créneau spécialisé aurait été compromise et la « contre-révolution » biologique n'aurait peut-être jamais vu le jour.

§3. Un mouvement en marge de la « révolution verte »

Il faut attendre l'expérience Haughley pour arriver à la conversion de ce qui fut au départ une discipline de recherche scientifique et philosophique vers un mouvement social marginal à composition hétéroclite⁵⁵. L'atteinte de ce statut se fait grâce à un point de ralliement se trouvant dans la dénonciation des pratiques de l'agriculture industrielle⁵⁶. C'est donc dès ses débuts pratiques que la « révolution verte » sera un sujet contesté. Cette « révolution », c'est l'investissement de l'industrie pétrochimique dans le domaine de l'agriculture après la Première Guerre mondiale⁵⁷. L'application de certains produits chimiques atténue les pertes de production liées aux insectes et aux mauvaises herbes, hausse le rendement des sols et des plantes, et prolonge la conservation des aliments. Témoins de l'efficacité de ces produits, les autorités publiques et les producteurs favorisent après coup cette voie⁵⁸. Portée par les fondations

⁵⁵ Selon Conford, le mouvement d'agriculture biologique de Grande-Bretagne avait à ses débuts des liens forts avec la droite radicale et la gauche radicale. Par exemple, l'éditeur du journal *Mother Earth* de la *Soil Association* était un membre actif de la *British Union of Fascists* : P. CONFORD, préc., note 48, p. 131.

⁵⁶ L'agriculture industrielle a pour source une théorie datant de 1840 de Justus von Liebig sur la nutrition minérale des végétaux. « Selon lui, les sels minéraux sont les seuls nutriments des plantes et ils peuvent se substituer totalement au fumier. Peu avant la Première Guerre mondiale, les chimistes Fritz Haber et Carl Bosch mettent au point un procédé pour synthétiser l'ammoniac à partir de l'azote de l'air. Cet ammoniac qui avait été utilisé pour la fabrication des explosifs sera mis à disposition de l'agriculture comme engrais, après guerre » : CONSEIL DES APPELLATIONS RÉSERVÉES ET DES TERMES VALORISANTS (ci-après « CARTV »), « Agriculture biologique : historique et fondement », en ligne : <<http://cartv.gouv.qc.ca/node/231>> (consulté le 22 septembre 2011).

⁵⁷ Sachant que la productivité des terres était nécessaire pour nourrir leurs troupes en guerre, de nombreux pays se sont engagés à la financer pour fabriquer fertilisants, pesticides, herbicides et autres produits de synthèse. On découvre alors que certains produits utilisés par l'industrie militaire peuvent avoir des applications multiples. Par exemple, le nitrate d'ammonium utilisé pour les munitions devient un fertilisant abondant et peu coûteux : H. REEVES, préc., note 50, p. 2.

⁵⁸ ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (ci-après « FAO »), « La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2000 », Rome, FAO, 2000.

Ford et Rockefeller⁵⁹, la « révolution verte » se répandra mondialement avec pour mission de lutter contre la faim. Agissant aujourd'hui comme agriculture conventionnelle, elle fût accompagnée d'importants bénéfices économiques, mais également de coûts environnementaux et sanitaires désastreux selon les tenants d'une agriculture naturelle⁶⁰.

Compte tenu de ce qui précède, l'alimentation biologique ainsi que la plupart des formes d'activisme du mouvement écologique prennent véritablement leur envol à la sortie de *Silent Spring*⁶¹ en 1962. Ce livre d'anthologie pour les écologistes relate les effets condamnables du DDT et d'autres pesticides sur la santé de la faune, de la flore et de l'humain. Son auteure, Rachel Carson⁶², y démontre une corrélation entre l'épandage de pesticides nocifs et l'augmentation du taux de cancers et de malformations dans certaines communautés des États-Unis. Elle-même décédée d'un cancer deux ans après la sortie de son livre, elle ne put constater l'impact colossal de son étude sur la conception populaire de l'agriculture⁶³.

Malgré les protestations de l'industrie pétrochimique⁶⁴, les arguments scientifiques et le romantisme naturel⁶⁵ de *Silent Spring* font leur chemin dans l'esprit collectif. Les

⁵⁹ T. LANG et E. MILLSTONE, préc., note 50, p. 46.

⁶⁰ Pour un aperçu des études scientifiques entourant le sujet, voir : Xie BIAO, Wang XIAORONG, Ding ZHUDONG et Yang YAPING, « Critical Impact Assessment of Organic Agriculture », (2003) 16 *Journal of Agricultural and Environmental Ethics* 297-311. Voir aussi : Rod MACRAE, Ralph MARTIN, Anne MACEY, Paddy DOHERTY, Janine GIBSON et Robert BEAUCHEMIN, « L'adoption de systèmes alimentaires et agricoles biologiques peut-elle résoudre de nombreux problèmes liés aux politiques agricoles? », (2003) *Centre d'agriculture biologique du Canada*, en ligne : http://www.organiccentre.ca/docs/oacc%20paper_benefits_version2%20french1.pdf (consulté le 10 octobre 2011).

⁶¹ Rachel CARSON, *Silent Spring*, Boston, Houghton Mifflin, 1962.

⁶² La biologiste du Département des pêches des États-Unis a déjà fait sa réputation d'écrivaine durant les années 50 avec une trilogie sur la vie marine : Linda LEAR, « Rachel Carson's Biography », 1998, en ligne : <http://www.rachelcarson.org/> (consulté le 10 novembre 2011).

⁶³ Son avis incisif dans *Silent Spring* déclenchera un mouvement social de « retour vers la terre » : Peter MATTHIESSEN, « Environmentalist Rachel Carson », (1999) *Time Magazine*, en ligne : <http://www.time.com/time/printout/0,8816,990622,00.html> (consulté le 14 novembre 2011).

⁶⁴ Selon leur porte-parole durant les années 60 Robert White-Stevens, « si le monde devait suivre les leçons de madame Carson, nous retournerions à la Grande Noirceur, et les insectes, les maladies et la vermine hériteraient encore une fois de la terre » (notre traduction) : Dorothy MC LAUGHLIN, « Fooling with Nature: Silent Spring Revisited », *Frontline. PBS*, en ligne : <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/nature/disrupt/sspring.html> (consulté le 14 novembre 2011).

inquiétudes sociales ont alors atteint un tel niveau que le législateur n'a d'autre choix que de s'emparer du dossier : des lois sont votées pour créer l'*Environmental Protection Agency*, en 1970, et pour interdire l'utilisation du pesticide DDT en 1972. Avec pour trame de fond l'impact de premier ordre de l'environnement sur la santé humaine, c'est le début d'une nouvelle ère où les préoccupations écologiques s'invitent dans l'espace public.

Section II. La société civile, terreau des normes biologiques

Des années quarante jusqu'au début des années quatre-vingt, l'agriculture et l'alimentation biologiques sont l'apanage de groupes principalement issus de la société civile. La renommée de la FAB précommerciale doit son ascension aux résistances locales par rapport à la « révolution verte ». Redoutant les effets négatifs de l'utilisation de produits pétrochimiques, miniers et pharmaceutiques, des scientifiques, nutritionnistes et fermiers formeront une multitude de groupes et associations s'affairant à promouvoir leur vision. Stratégiquement, ils reproduiront tous la même recette : des recherches scientifiques, des publications à grande échelle, une normalisation de la production et l'introduction de garanties de qualité. Convaincues par les vertus de l'agriculture biologique, les associations citoyennes ont dévoilé le rapport entre l'environnement et la santé humaine à la face du monde. À ce titre, revisiter l'apport des organisations fondatrices en Europe et en Amérique du Nord (§1) permet d'explorer comment les principes originels ont façonné l'élaboration du document central de la norme biologique privée : le cahier de charges (§2).

§1. L'apport fondamental des organisations berceaux

Parmi les premières organisations non gouvernementales dédiées à la protection de l'environnement, la *Soil Association* de Grande-Bretagne marque, en 1946, l'introduction de l'agriculture parmi l'activisme environnemental. À l'origine de sa

⁶⁵ Le titre, *Printemps silencieux*, évoque l'absence remarquée de gazouillis des oiseaux au printemps, après l'épandage de pesticides mortels : R. CARSON, préc., note 61.

fondation, nous retrouvons les pionniers scientifiques Howard et Balfour. D'ailleurs, durant les trente années suivant sa création, la *Soil Association* sera vouée à la recherche fondamentale sur la ferme de Haughley⁶⁶. Ces recherches et d'autres sujets d'intérêts écologiques sont alors publiés dans le magazine de l'association *Mother Earth*, qui deviendra plus tard *Living Earth*.

Ayant assimilée comment tirer le meilleur des productions traditionnelles et conventionnelles, la *Soil Association* sera la première à lancer des normes biologiques en 1967⁶⁷. Suivant la signature d'un code de bonnes pratiques, celles-ci guideront les fermiers sur le bien-être des animaux, la gestion des sols et la qualité de la nourriture. Selon cette ONG, la base du succès pour un projet biologique repose ultimement sur la protection de la santé du consommateur⁶⁸. Avec la conception de normes pour les agriculteurs viendra le réflexe de consommateurs sensibilisés de demander des produits répondant à celles-ci. Par conséquent, le président de la *Soil Association*, Schumacher, entrevoit un besoin pressant pour la disponibilité commerciale de denrées alimentaires « sans poisons »⁶⁹. C'est ainsi qu'en 1973 un système de certification, le premier du genre, est mis au point pour fournir un audit indépendant de même qu'un système de traçabilité du champ du fermier jusqu'à l'emballage du produit. Ce label est reconnu depuis son apposition première au jus de pomme biologique de marque *Apsall*, à tel point qu'aujourd'hui, environ 80 % de la nourriture biologique de Grande-Bretagne est certifiée par la *Soil Association Certified Ltd*⁷⁰.

⁶⁶ Elle focalisera ses inquiétudes sur l'érosion et l'épuisement des sols, la diminution de qualité nutritionnelle de la nourriture produite intensivement, l'exploitation des animaux dans des unités intensives et l'impact de l'agriculture intensive à grande échelle sur la campagne et la vie sauvage : SOIL ASSOCIATION, « Our history », en ligne : <http://www.soilassociation.org/Aboutus/Ourhistory/tabid/70/Default.aspx> (consulté le 14 novembre 2011).

⁶⁷ *Id.*

⁶⁸ *Id.* : « [...] la création et l'entretien d'un terreau vivant. L'utilisation ou l'abstinence de toute pratique devrait être jugée par ses effets sur le bien-être de la vie micro-organique de la terre, sur lequel la santé du consommateur dépend ultimement. » (notre traduction).

⁶⁹ SOIL ASSOCIATION, préc., note 66 (notre traduction).

⁷⁰ SOIL ASSOCIATION, « Our history. Our achievements », en ligne : <http://www.soilassociation.org/Aboutus/Ourhistory/Ourachievements/tabid/71/Default.aspx> (consulté le 14 novembre 2011).

Figure 1 : Label de la *Soil Association*

Dans la foulée de la *Soil Association*, des médecins et des consommateurs français inquiets des effets des aliments sur la santé humaine trouvent un remède en l'agriculture biologique. Auteur des premiers faits d'armes de la FAB française, l'*Association française d'agriculture biologique* voit le jour en 1961 sous l'auspice de l'ingénieur-agronome Jean Boucher⁷¹. Ses nouvelles fonctions l'amènent à rencontrer le Raoul Lemaire⁷² en 1963, avec pour effet la mise au point de la première méthode d'agriculture naturelle commercialisée. Cependant, en raison de dissensions créées par ce marchandage, l'association s'effacera progressivement pour laisser toute la place à l'organisation phare de l'agriculture biologique en France, *Nature et progrès*.

Au printemps 1964, un contingent de paysans, de consommateurs, de médecins, d'agronomes et de nutritionnistes forme cette association. Celle-ci s'inspire des modèles anglophones pour définir, renforcer et diffuser les vertus de l'agriculture biologique en publiant la revue *Nature et progrès*. Puis, en 1972, elle prend du galon avec son premier cahier de charges de l'agriculture biologique. Centrées sur les productions végétales, ces charges posent les bases de l'attribution d'une autre forme de garantie au consommateur, la *Mention Nature et progrès*⁷³.

⁷¹ ORGANIC LIMITED, « Jean Boucher », en ligne : <<http://organic.com.au/people/JeanBoucher/>> (consulté le 11 novembre 2011).

⁷² ORGANIC LIMITED, « Raoul Lemaire », en ligne : <<http://organic.com.au/people/RaoulLemaire/>> (consulté le 11 novembre 2011).

⁷³ NATURE & PROGRÈS, « De 1964 à nos jours », en ligne : <http://www.natureetprogres.org/nature_et_progres/histoire_nature_progres.html> (consulté le 14 novembre 2011).

Figure 2 : Label de *Nature et progrès*

Celle-ci génère une visibilité de l'origine biologique des produits pour les consommateurs à tel point qu'un lien⁷⁴ entre les fermiers et les clients s'opère pour former des groupements d'achats qui deviendront au fil du temps des coopératives de consommateurs. Cela dit, l'étape cruciale pour la crédibilité et l'indépendance des normes privées d'information dans l'agriculture biologique se fait en 1978 avec l'établissement de l'*Association des conseillers indépendants en agriculture biologique*⁷⁵. En France, le consommateur d'aliments biologiques peut désormais compter sur une information présentant les prémisses de la véracité et de l'exhaustivité.

Par ailleurs, à l'instar des progrès européens en la matière, l'Amérique commence également à vivre au rythme de normes sociales biologiques qui muteront vers des normes privées innovatrices. En 1942, aux États-Unis, l'éditeur J.I. Rodale popularise le mouvement biologique en lançant le magazine *Organic Farming and Gardening*, en publiant l'ouvrage à succès *Pay Dirt*⁷⁶ et en fondant en 1947 la *U.S. Soil Association* qui deviendra par la suite l'*Institut Rodale*⁷⁷. Comme en Grande-Bretagne, la reconnaissance générale de l'impact des méthodes de production de nourriture sur la santé des consommateurs s'est traduite rapidement en une demande pour identifier les

⁷⁴ Arlette Harrouch a été directrice de Nature & Progrès : A. HARROUCH, préc., note 54.

⁷⁵ Avec une organisation autonome contrôlant les cahiers de charges mis sur pied par les ONG françaises, le biologique atteint un statut de crédibilité inégalé dans sa courte existence. Les objectifs de ces conseillers sont à la fois « de répondre à des besoins d'accompagnement technique et d'échanges [...], mais surtout de donner plus de crédibilité au contrôle du biologique, en rendant les contrôleurs indépendants des organismes gestionnaires de marque » : A. HARROUCH, préc., note 54.

⁷⁶ RODALE PRESS, « Rodale Story », en ligne : <<http://www.rodale.com/rodale-story?page=1>> (consulté le 14 novembre 2011).

⁷⁷ Tout comme Lady Balfour, il croit que la recherche scientifique est nécessaire pour prouver les bénéfices de l'agriculture biologique. Les expériences et les recherches menées sur cette ferme de Kutztown en Pennsylvanie prouveront, selon l'Institut, que l'agriculture biologique est plus productive, plus profitable et davantage bénéfique pour les gens et la planète : *id.*

denrées provenant d'agriculteurs biologiques. La *Rodale Press*⁷⁸ est à l'avant-scène de ce remue-ménage dans les pratiques agricoles et le prouvera en étant parmi les premières organisations nord-américaines à établir des normes volontaires et un programme de certification dès 1972⁷⁹. Ces faits d'armes se distinguent d'autant plus que le mouvement biologique tarde à s'engager dans la voie des garanties normatives au consommateur en Amérique, dont une absence complète au Canada⁸⁰.

§2. Des principes d'agriculture alternative érigés en normes privées

En Amérique comme en Europe, le réveil a sonné pour l'émergence d'un mouvement écologique dont la préoccupation d'origine concerne l'utilisation de la terre. Une pléthore d'organisations naît dans tous les pays et partage en commun cette précaution en lien avec l'épandage à grande échelle de produits synthétiques sur la nourriture. Celles qui se démarquent procèdent au moyen d'une démarche singulière dans la construction de normes. Alors que les idéaux sociaux prennent le devant de la scène, leur communication compréhensive modèle les perceptions des consommateurs. La réunion de ces conditions accentue le besoin d'autodéfinition du mouvement et formalisera la conception des principes biologiques. En cela, les cahiers de charge des ONG constituent le premier document normatif sur l'agriculture biologique et répondent à une volonté de savoir réclamée par les consommateurs.

Toutefois, l'expansion du mouvement biologique ne se résume pas seulement à un succès. À partir des années soixante-dix, on assiste à la prolifération d'associations

⁷⁸ Les organisations de Rodale sont à ce point subordonnées aux idées et principes liés à l'agriculture biologique que leur choix de personnalité morale a peu de conséquences sur le fait qu'elle fait partie de la société civile. Détentrice de publications renommées à travers le monde telles que *Organic Gardening*, *Men's Health*, *Prevention*, *Runners World* et *Bicycling*, la *Rodale Press* s'est engagée depuis longtemps à mettre les gens en contrôle de ce qu'ils mangent : RODALE INSTITUTE, « About Us », en ligne : http://www.rodaleinstitute.org/about_us (consulté le 14 novembre 2011).

⁷⁹ *Id.*

⁸⁰ L'histoire des débuts de la FAB au Canada n'est pas ponctuée de telles garanties par les organisations citoyennes. Elle a plutôt commencé avec la formation de la *Canadian Organic Soil Association* en 1953, qui sera renommée plus tard *Land Fellowship*. Cette association doit sa reconnaissance aux réalisations de son fondateur, le cinéaste Christopher Chapman. Le succès de ses productions *Understanding the Living Soil* et *A Sense of Humus* et le travail continu sous la forme de conférences, de publications et de *lobbying* pavent la voie à une lente, mais constante multiplication de fermes biologiques sur le territoire canadien : Stuart B. HILL et Rob J. MACRAE, « Organic Farming in Canada », (1992) 39 *Ecological Agriculture Projects Publications* 71-85, 75.

parmi les plus informelles. La formulation de cahiers de charges et de labels propres à chacune encourage l'atomisation d'un mouvement déjà marginal⁸¹ et affecte l'exhaustivité générale de l'information. Quoique contrôlées indépendamment dans les patries à l'étude, les normes intégrées de part et d'autre contrastent par leurs écarts qualitatifs et quantitatifs. À une étape relativement prématurée, le mouvement biologique est en proie à un dilemme qui lui collera à la peau : plus il cherche à s'autodéfinir par des normes précises, plus les acteurs divergent d'opinion sur la teneur de celles-ci. Ce tohu-bohu entraîne une première confusion chez le client de la FAB en complexifiant son processus de consommation.

En dépit de cette confusion, la relative proximité entre l'aliment consommé et son lieu de production, durant les années soixante et soixante-dix, compense suffisamment les inquiétudes précitées. Le sentiment général de bonne foi envers le milieu et le lien de confiance entre le consommateur et le producteur pallient la difficulté de l'exercice de comparaison des différentes normes. Pour ainsi dire, le rapprochement entre le client et le fermier s'avère intrinsèquement lié au projet d'agriculture biologique depuis le constat de Maria Bigler⁸². L'alimentation locale provenant d'une ferme de petite échelle est le mariage du désir et de la logique du consommateur d'aliments biologiques. Ce gourmet citoyen s'interroge sur l'origine de son assiette, qu'elle soit qualitative ou géographique. Son désir d'information cherche à s'inscrire dans les cahiers de charges de plusieurs organisations, c'est le début d'une réponse privée aux attentes du consommateur envers la qualité environnementale des produits qu'il consomme.

La provenance du terroir fait encore aujourd'hui partie de la perception du consommateur de nourriture biologique⁸³. D'ailleurs, plusieurs ONG dédiées à l'agriculture durable cherchent à favoriser le lien direct entre le client et le fermier en jouant le rôle d'entremetteur, par opposition à celui d'intermédiaire. Cela ne sera guère

⁸¹ FNAB, « Histoire de l'agriculture biologique et création de la FNAB », en ligne : http://www.fnab.org/index.php?option=com_content&view=article&id=2:lhistoire-de-lagriculture-biologique-a-travers-quelques-ouvrages-&catid=1:historique&Itemid=9 (consulté le 14 novembre 2011).

⁸² ORGANIC LIMITED, préc., note 53.

⁸³ J. AERTSENS, préc., note 19, p. 27-46; CSA, préc., note 19, p. 88; S. HENSLEY, préc., note 19; M. RICQUART, préc., note 19, p. 40.

suffisant. Signe de la régression de l'influence de la société civile, la grande partie de la vente d'aliments biologiques prendra une tangente commerciale suivant la dynamique de la mondialisation. Les agriculteurs sont les premiers à explorer cette vocation commerciale qui entraîne la FAB et ses normes vers une trajectoire distincte.

Section III. Les agriculteurs, de missionnaires à ambassadeurs

Troisième figure du triumvirat d'acteurs pionniers après les scientifiques et la société civile, les associations ou syndicats de fermiers s'exposent aux risques pécuniaires de l'aventure de la FAB. Quoi qu'on en dise, dans une industrie où la prévisibilité des récoltes est incertaine et où la valeur des productions varie fréquemment, les agriculteurs biologiques sont de véritables missionnaires⁸⁴. C'est d'ailleurs ainsi que Bostrom et Klintman définissent le mouvement : « des cas où les acteurs sont entièrement dévoués à l'idée, aux principes et aux pratiques de la production biologique, de même qu'à une contestation culturelle de l'agriculture conventionnelle/industrielle »⁸⁵. De toute évidence, l'ensemble actuel de principes et de normes aurait été vain si personne n'avait pris le risque de cultiver biologique.

Dans sa recherche d'un équilibre entre la rentabilité et la poursuite de valeurs, le cultivateur s'adapte au chassé-croisé des autres, non sans y apporter ses propres contributions. Les raisons du changement vers des normes agricoles précises durant les années quatre-vingt s'expliquent par la popularisation de l'agriculture sans pesticides et la demande croissante par le consommateur de produits « fraîchement récoltés ». Une partie de l'objectif de cette section est de démontrer comment la structuration des agriculteurs offre un gage de crédibilité servant à propager les qualités de l'agriculture biologique dans les campagnes de par le monde. Placés au centre de l'échiquier normatif en Europe comme en Amérique du Nord (§1), les agriculteurs se sont dès lors

⁸⁴ Avant de compter faire des profits, les agriculteurs cultivant le biologique avant les années 90 sont des amoureux de la terre étudiant à temps plein le lien entre sa vitalité et sa performance : L. F. CLARK, préc., note 47, p. 162.

⁸⁵ Magnus BOSTRÖM et Mikael KLINTMAN, « State-centred *versus* non-state driven organic food standartization: A Comparison of US and Sweden », (2006) 23 *Agriculture and Human Values* 163-180, 167.

associés afin d'amener un modèle normatif trilatéral (§2) où les principes originels côtoient tant des techniques agricoles complexes que des pratiques avancées de commercialisation.

§1. Les fermiers au centre de l'échiquier normatif

Avant d'être identifiés comme membres d'un mouvement social, les pratiquants précoces de l'agriculture biologique étaient des jardiniers et des fermiers dont l'intérêt était davantage porté sur des questions techniques que sur l'idéal d'une révolution sociale⁸⁶. Le retour vers la terre fomenté par l'émergence de l'esprit de contre-culture des années soixante fait en sorte que la profession d'agronome, composée d'une tranche de citoyens généralement conservateurs, est investie d'éléments progressistes à partir de la fin des années soixante jusqu'aux années soixante-dix. Cet assemblage prend de l'ampleur au point où deux modèles d'organisation opèrent une gestion distincte de la croissance des normes biologiques. Alors que les syndicats de cultivateurs biologiques s'occupent d'établir un quasi-monopole sur les normes nationales, les associations traditionnelles de fermiers misent sur l'expansion de leurs activités de certification pour asseoir leurs propres normes.

La suite des choses, qui fait place au regroupement des agriculteurs, fomente le début d'une vision nationale. Alors que la méthode Lemaire-Boucher échoue dans sa tentative de répondre aux attentes des producteurs⁸⁷ et se conclut en leur désaffection graduelle à

⁸⁶ Julie GUTHMAN, « The Trouble with 'Organic Lite' in California: A Rejoinder to the Conventionalisation Debate », (2004) 44 *Sociologica Ruralis* 301-316, 302-306.

⁸⁷ Modèle de « résistance aux dictats » des compagnies d'engrais de synthèse depuis les années vingt, le négociant de céréales Raoul Lemaire s'adjoint en 1963 le fondateur de l'AFAB, Jean Boucher, pour commercialiser un engrais naturel défini selon leur méthode précise. La nouvelle société Lemaire-Boucher propose une formule novatrice aux fermiers qui veulent être dépositaires de leur marque : avec l'achat de leurs engrais, la société s'engage à commercialiser les céréales de ses clients. Selon Harouch, Lemaire-Boucher rejoint surtout de petits et de moyens exploitants agricoles faisant dans la polyculture. Ceux-ci n'ont pas la capacité financière d'investir suffisamment pour opérer une conversion vers l'agriculture intensive et se résoudront à l'option naturelle par défaut. Au départ dépourvue d'intellectuels contestataires et autres néoruraux, la structure verticale imposée par la société Lemaire-Boucher rencontre des difficultés lorsque ces fermiers marginaux intègrent les rangs des fermiers. Leur propension à remettre en question la pensée unique et à promouvoir une diversité d'approches ne cadre guère avec la formule « exclusive » d'engrais naturels de la société : A. HARROUCH, préc., note 54.

son égard, les exploitants agricoles français sont confrontés au refus de l'ONG *Nature et progrès* de toucher à l'aspect commercial de l'agriculture biologique, ils s'offrent conséquemment une structure professionnelle syndicale pour prendre en mains la destinée de la FAB au pays de la gastronomie⁸⁸. La *Fédération nationale de l'agriculture biologique* voit le jour en 1978 et a pour but de « réunir les producteurs biologiques sur des critères géographiques [...] et de fédérer l'ensemble de la production indépendamment des appartenances aux marques »⁸⁹. Déjà à l'époque, seize marques privées exposent l'alimentation biologique au consommateur avec à leur actif un cahier de charges distinct. La fédération en profite pour entamer un dialogue avec les instances publiques. Cette démarche a la main heureuse alors que la FNAB aura un impact concret dans l'élaboration des plans de développement de la FAB, mais aussi dans la construction des normes biologiques⁹⁰. Représentant la grande majorité des agrobiologistes de France, elle apparaît véritablement comme le joueur central des discussions sur les normes biologiques. En l'absence du penchant européen d'une telle union de producteurs, la FNAB fait d'ailleurs partie des syndicats servant le plus de membres avec *Bioland* et *Naturland* de l'Allemagne mais n'appose pas son label sur les produits contrairement à ces derniers.

⁸⁸ *Id.*

⁸⁹ Pourvu d'un discours modéré axé sur l'ouverture à la commercialisation du biologique, ce syndicat remplace progressivement *Nature et Progrès* en tant qu'interlocuteur principal des pouvoirs publics : FNAB, préc., note 81.

⁹⁰ La FNAB jouira notamment d'une reconnaissance officielle du ministère de l'Agriculture et de la Pêche de France, en 1991. Elle fait valoir « son rôle de premier plan » dans le parcours normatif du biologique, depuis les premiers cahiers de charges français dans les années quatre-vingt jusqu'à l'édification des dispositifs réglementaires actuels de l'Union européenne. De toute évidence, ceux-ci ont été écoutés attentivement lors de la mise en oeuvre des règlements de la Commission européenne sur l'agriculture biologique. La FNAB affiche ouvertement son désir que les normes soient le reflet d'une série de principes et indique que la défense de ceux-ci est à la source de son engagement auprès des autorités compétentes; FNAB, « Réglementation », en ligne :

<http://www.fnab.org/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=8&Itemid=17> (consulté le 17 novembre 2011); AGENCE BIO, « La FNAB », en ligne :

<<http://www.agencebio.org/pageEdito.asp?IDPAGE=14>> (consulté le 17 novembre 2011).

Figure 3 : Labels de *Bioland* et de *Naturland*

De son côté, le Québec reproduit à retardement le même type de parcours que celui effectué par les agriculteurs français. Si le *Mouvement pour l'agriculture biologique*⁹¹ marque son entrée officielle dans le monde biologique en 1972⁹², il faudra attendre l'année 1989 pour que le monopole syndical provincial, l'*Union des producteurs agricoles*⁹³, se dote d'une filiale dédiée à l'agriculture biologique. Cette dernière, baptisée « *Fédération d'agriculture biologique du Québec* », entreprend un an plus tard des activités de certification biologique conjointement avec le ministère québécois de l'Agriculture (ci-après « MAPAQ »). Opérant sous le sceau « Québec Vrai »⁹⁴, cette union entre le monde syndical et les autorités publiques place le Québec à l'avant-garde canadienne de la FAB.

Figure 4 : Label de *Québec Vrai*

Par le fait même, si les modèles français et québécois se singularisent par la présence de syndicats dédiés à l'agriculture biologique autour de la table de négociation, ils

⁹¹ Regroupement de producteurs visant l'autosuffisance, la préservation de la santé et de l'environnement : QUEBEC VRAI, « À propos de Québec Vrai », en ligne : <<http://www.quebecvrai.org/presentation>> (consulté le 17 novembre 2011).

⁹² La belle province se démarque dès le départ dans l'essor de fermes biologiques en partie grâce à ses immigrants européens pratiquant ces techniques depuis déjà quelques années dans leur pays respectif; Rod MACRAE, *History of Sustainable Agriculture: Strategies for Overcoming the Barriers to the Transition to Sustainable Agriculture*, thèse de doctorat, Montréal, Département d'agriculture économique, Université McGill, 1990, en ligne : <http://eap.mcgill.ca/AASA_1.htm> (consulté le 14 novembre 2011).

⁹³ Syndicat obligatoire des agriculteurs québécois, l'UPA fait figure de monopole au Québec.

⁹⁴ QUEBEC VRAI, préc., note 91.

diffèrent dans leur promotion du nombre de marques et de cahiers de charges. Néanmoins, l'arrivée des syndicats nationaux assure un maintien relatif de l'information divulguée par les marques, les labels et les cahiers de charges. Une situation autrement plus complexe en ce qui concerne l'information émise par les associations traditionnelles.

Tout comme les syndicats, les associations d'agriculteurs biologiques prennent rapidement du galon et doivent être considérées comme les architectes des normes publiques régionales et nationales, en particulier aux États-Unis. Les premiers signes d'une influence normative des producteurs américains de cultures biologiques se révèlent assez tôt. Dès 1971, l'entrée en scène de la *Natural Organic Farmers Association* (ci-après « NOFA »)⁹⁵ ouvre la voie de neuf principes sur lesquels désirent s'appuyer les fermiers membres⁹⁶. Plus tard, la NOFA repousse les frontières normatives de la FAB en 1985 avec le lancement d'un programme de certification et d'un label pour chacun des six États qu'elle couvre.

Figure 5 : Label de la NOFA



Toutefois, ce regroupement d'associations étatiques délaisse l'élaboration d'un cahier de charges indépendant pour miser sur une participation dans la fondation de regroupements plus larges tels que la *National Organic Coalition* et la *National Sustainable Agriculture Coalition*. Ce choix de prioriser les interlocuteurs publics

⁹⁵ Cette organisation régionale avec des branches dans six États américains fait ses premiers pas au New Hampshire. Elle troquera en 1993 le « *Natural* » pour « *Northeast* ». Son fondateur, Samuel Kaymen, la conçoit d'abord comme un lieu d'échange de semences et d'informations sur les diverses formes d'agriculture durable. Comme pour les organisations marquantes du mouvement, la NOFA fait reposer sa stratégie de croissance sur une publication, en l'occurrence *The Natural Farmer*.

⁹⁶ Traitant entre autres de méthodes naturelles de compostage, de désherbage et d'ensemencement, cette série de rudiments écarte volontairement le marketing des produits : NORTHEAST ORGANIC FARMERS ASSOCIATION OF CONNECTICUT, « 1977-2005 Records », en ligne : <http://www.library.umass.edu/spcoll/ead/mums525.xml> (consulté le 17 novembre 2011).

découle de sa vision unificatrice du mouvement biologique qui s'exprime tant sur le plan américain que sur le plan international⁹⁷. En privilégiant ce cheminement, la NOFA reconnaît les besoins d'aller chercher un niveau de crédibilité supérieur et de condenser l'information afin de permettre au consommateur de s'y retrouver.

Toujours dans l'est, plus exactement à Albany, dans l'État de New York, une nouvelle association est fondée en 1985 sous le nom d'*Organic Crop Improvement Association* (ci-après « OCIA »). Un ensemble de fermiers des États-Unis et du Canada se montre intéressé par le concept d'un organisme de certification dont il aurait la détention et le contrôle exclusif⁹⁸. Cette décision exclut *de facto* le consommateur de la gouvernance de l'OCIA, mais cela n'affecte guère la reconnaissance de son système de certification⁹⁹. Son fait d'armes tient toutefois dans son rayon d'action international : peu après son incorporation, l'OCIA entreprend une formidable campagne mondiale de recrutement de membres¹⁰⁰ et d'accréditation de ses services¹⁰¹. Son succès tient aussi du fait que l'apposition de son label comporte des exigences supplémentaires, notamment sur le plan de la gouvernance des entreprises certifiées et des nanotechnologies¹⁰². Un tel label, prouve que le zèle supplémentaire de son cahier de charges attire la confiance des producteurs autant que celle des consommateurs.

⁹⁷ Notamment avec son engagement dans l'IFOAM et son adhésion aux principes et normes promus par la fédération internationale : NORTHEAST ORGANIC FARMERS ASSOCIATION, « What We Stand For? », en ligne : <<http://www.nofa.org/whatwestandfor.php>> (consulté le 14 novembre 2011).

⁹⁸ La particularité de l'OCIA réside précisément dans son herméticité à la venue d'autres acteurs dans ses rangs. Ce purisme dans la gouvernance de ses activités permet de mieux isoler les tendances normatives prônées par les cultivateurs : OCIA, « About OCIA: History », en ligne : <<http://www.ocia.org/AboutOCIA/History.aspx>> (consulté le 18 novembre 2011).

⁹⁹ Au nord du 45^e parallèle, l'OCIA offre l'appui le plus attrayant, ouvre plusieurs branches régionales et assure la transition vers un modèle ayant des liens étroits avec les autorités publiques canadiennes : QUEBEC VRAI, préc., note 91.

¹⁰⁰ En 1988, elle compte déjà parmi ses membres des groupes de fermiers du Pérou et d'ailleurs en Amérique latine et intègre aujourd'hui plus de 1 500 branches sur tous les continents rassemblant l'équivalent de plus de 30 000 fermiers qu'elle rejoint avec son bulletin d'informations intitulé *Communicator* : OCIA, « Quick Facts About OCIA », en ligne : <<http://www.ocia.org/AboutOCIA/QuickFacts.aspx>> (consulté le 18 novembre 2011).

¹⁰¹ À terme, elle pourra certifier des produits conformes aux normes demandées par l'IFOAM, les États-Unis, le Canada, le Québec et l'UE : *id.*

¹⁰² OCIA, « International Certification Standards : Approved at AGMM 2010 », en ligne : <<http://www.ocia.org/QMS/EN/QS/Misc/EN-QS-M-003.pdf>> (consulté le 17 novembre 2011).

Figure 6 : Label de l'OCIA



De l'autre côté de l'Amérique du Nord, avec l'appui de la *Rodale Press*, 1973 marque le début de la *California Certified Organic Farmers* (ci-après « CCOF »), alors que 1974 met au jour la *Regional Tilth Association*¹⁰³. Toutes deux parmi les plus vieilles et principales agences de certification biologique aux États-Unis, la CCOF et la *Tilth* regroupent principalement des fermiers, mais aussi quelques consommateurs intéressés. Par cela, elles innovent en allant jusqu'à bâtir un mécanisme interne de transmission de l'information aux consommateurs en leur assignant une place dans leur structure organisationnelle. Néanmoins, elles connaissent un départ bien modeste, avec une succession de branches à l'organisation instable et aux finances précaires¹⁰⁴, pour enfin prendre leur envol durant les années quatre-vingt.

L'essor normatif commence en 1982 avec l'initiative de la branche « *Willamette Valley* » de la *Tilth* qui démarre un programme de certification pour servir les cultivateurs désireux de fonctionner avec les préceptes de l'agriculture biologique. En collaboration avec les États de Californie et de Washington, cette branche très active travaille sur les premières normes et procédures états-uniennes pour la production biologique¹⁰⁵. Celles-ci composeront l'essentiel des normes décrétées par plusieurs États américains et même celles du *National Organic Program* (ci-après « NOP »). En 1986, seule la division de l'Oregon¹⁰⁶ poursuit des activités de certification sous le

¹⁰³ Plus tard l'*Oregon-Washington Tilth Organic Producers Association*, « *Tilth* » signifiant « la structure et la qualité du sol cultivé » : Mark MUSICK, « A Brief History of Tilth », en ligne : <<http://www.washingtontilth.org/history.htm>> (consulté le 11 novembre 2011).

¹⁰⁴ *Id.*

¹⁰⁵ OREGON TILTH, « About Us: History », en ligne : <<http://tilth.org/about/history>> (consulté le 11 novembre 2011).

¹⁰⁶ En 1986, la *Willamette Valley Tilth* devient l'*Oregon Tilth*, publie le journal bimensuel *In Good Tilth* et hérite ni plus ni moins de la structure du *Regional Tilth* avec sa consœur, la *Washington Tilth* : *id.*

pseudonyme OTCO (ci-après « *Oregon Tilth Certified Organic* »). L'OTCO a été une partie prenante appréciable dans la table de négociations du programme biologique états-unien et se satisfait de toute évidence des normes publiques puisqu'elle n'a pas jugé bon de développer les siennes¹⁰⁷. L'OTCO possède une identité hybride, puisqu'environ la moitié de ses clients certifiés sont des fermes et l'autre moitié des membres fait partie de l'industrie de la transformation alimentaire. Cette forme alternative d'expansion en a fait, selon elle, une des premières organisations à reconnaître le besoin d'appliquer des normes à l'industrie de la transformation¹⁰⁸ et ouvre la porte à l'industrialisation des normes, voir leur complexification. Cela se répercute au plan de l'information avec l'arrivée d'un premier label biologique intégrant le type de normes susmentionnées.

Figure 7 : Label de l'OTCO



La CCOF n'est pas en reste du bond normatif des exploitants agricoles d'Amérique du Nord. Douze branches sur treize composées par des fermiers¹⁰⁹ traduisent un assemblage de normes propres à cette dernière¹¹⁰. Celles-ci sont répertoriées dans un manuel depuis 1987 et serviront de référence à la refonte de 1990 du *California Organic Foods Act* (ci-après « COFA »)¹¹¹. Son contact constant avec les autorités publiques lui

¹⁰⁷ Pour certifier ses membres, elle est accréditée par la USDA NOP ainsi que dans le cadre des programmes du Canada et de l'Union européenne. Cela dit, elle n'est pas membre de l'IFOAM et n'a donc pas la bénédiction de l'*International Organic Accreditation Service* (ci-après « IAOS ») : OREGON TILTH, préc., note 105.

¹⁰⁸ *Id.*

¹⁰⁹ À la base de son Conseil exécutif, nous trouvons onze branches de fermiers californiens, une branche dédiée aux fermiers de l'extérieur de même qu'une branche de transformateurs et autres travailleurs de l'alimentation : CALIFORNIA CERTIFIED ORGANIC FARMER, « Chapters », en ligne : <<http://ccof.org/chapters.php>> (consulté le 14 novembre 2011).

¹¹⁰ CALIFORNIA CERTIFIED ORGANIC FARMER, « Organic System Plan », en ligne : <<http://www.ccof.org/osp.php>> (consulté le 14 novembre 2011).

¹¹¹ La branche des services de certification de la CCOF s'est, de surcroît, assurée que ses normes soient accréditées par les autorités compétentes de l'IFOAM ainsi que celles des États-Unis, du Canada, du Québec et de l'Union européenne : CALIFORNIA CERTIFIED ORGANIC FARMER, « The History of CCOF », en ligne : <http://ccof.org/history_ab.php#sec1> (consulté le 14 novembre 2011); CALIFORNIA CERTIFIED

permet de traiter, entre autres, les sujets de l'interprétation des standards, de la protection des attentes des consommateurs d'aliments biologiques ou de la dérive des semences génétiquement modifiées¹¹². Grâce à son magazine *Certified Organic* et à ses activités de certification, la CCOF se maintient parmi les organisations de référence pour le consommateur en recherche de crédibilité. Une crédibilité qui s'applique avant tout par l'apposition de son label. Sur ce dernier repose donc un équilibre entre les principes originaux de la FAB, les besoins de constance des normes et une réalité économique qui rattrape les agriculteurs plus que quiconque.

Figure 8 : Label de la CCOF



§2. Une identité normative hétérogène

À coup sûr, un sérieux déplacement normatif s'effectue à mesure que se poursuit le dialogue avec les autorités publiques. Bien que des relents philosophiques s'agglutineront aux normes biologiques du moment, la FAB trouvera dorénavant ses sources dans la science naturelle. Devant les exigences des autorités publiques de progresser avec des normes objectives, le penchant philosophique se rabattra sur le mouvement accessoire de l'agriculture biodynamique pour céder le pas aux normes techniques dans l'agriculture biologique. Cette scission mérite d'être soulignée puisqu'elle a tôt fait de consacrer la tonalité pragmatique des méthodes de production biologiques et redéfinit l'intégrité de l'agriculture biologique pour le consommateur.

ORGANIC FARMER, « Certification FAQ's », en ligne : <http://ccof.org/faq_detail.php?id=40> (consulté le 14 novembre 2011).

¹¹² Dotée d'un directeur des politiques qui suit les directives du Conseil exécutif, la CCOF est, d'autre part, engagée dans la défense des intérêts de ses membres auprès des agences de réglementation telles que le USDA, le NOP, le NOSB (National Organic Standard Board) et le CA SOP (California State Organic Program) : CALIFORNIA CERTIFIED ORGANIC FARMER, « The History of CCOF », préc., note 111.

Cette division remonte en fait jusqu'aux contestations des pratiques « exclusives » de la société Lemaire-Boucher. La réalité complexe de la production d'aliments dits « naturels » sera alors mise en évidence. Comment peut-il exister une méthode unique de production biologique alors qu'il s'agit d'une science d'ajustement sujette à un lot de définitions subjectives? En effet, lorsqu'on examine la dénomination d'engrais « naturels », l'amplitude terminologique devient objet de discorde. À titre d'exemple, entre l'utilisation d'un compost d'herbes et le dépouillage des éléments chimiques provenant d'un compost d'herbes, y a-t-il un engrais moins « naturel » que l'autre? Pour saisir l'étendue du défi de circonscrire l'aspect biologique d'une méthode de production, il faut ajouter entre autres le besoin du fermier de s'adapter aux spécificités locales. Cela signifie réussir à optimiser et concilier les caractéristiques propres aux types de terre, aux espèces de mauvaises herbes, aux types d'insectes ravageurs, à la température, aux types de culture, etc.

En contrepartie, avec sa technicisation, le mouvement peut difficilement s'extraire de ce cadre au détriment d'une approche globale qui inscrirait d'autres types de normes « humaines », comme celles du travail. Par conséquent, les normes biologiques privées commencent à se figer et ne suivent plus la courbe des demandes du consommateur. La latitude jusqu'alors permise par un mouvement aux frontières inconnues et malléables s'effrite avec pour conséquence la reconnaissance publique de ce mouvement et un besoin croissant de stabilité des normes. En d'autres termes, la certification flexible et adaptée de la FAB abdique en faveur d'une vision binaire de la norme : le respect ou le non-respect de règles techniques précises menant à l'approbation ou au refus d'un certificat émis par une agence compétente en la matière. Sans disparaître, les principes biologiques deviennent des facteurs d'inspiration de normes techniques plutôt que d'occuper une place discrétionnaire dans la grille d'évaluation du certificateur.

Outre cette mise à l'écart de la norme substantive au profit de la norme technique, le nouvel ascendant exercé par les agriculteurs sur les normes opère une seconde bifurcation dans l'évolution de celles-ci. La démonstration pratique qu'il est possible d'atteindre un rendement de production passable sans faire exploser les frais

d'exploitation de la ferme modifie peu à peu la perception des méthodes conventionnelles. Progressivement, l'arrivée au pouvoir d'une frange d'acteurs aux occupations réalistes met en marche un volet commercial qui était occulté par l'idéalisme rigoureux de la société civile. Puisqu'il est dorénavant question d'argent, le terrain des normes biologiques devient un espace de compromis où les principes s'arriment inévitablement aux intérêts financiers des producteurs.

Avec ses avantages organisationnels substantiels et en dépit de ses atteintes à l'idéal normatif entrevu par les mouvements de contre-culture, l'association de producteurs biologiques marque le début de la métamorphose du mouvement biologique vers son régime actuel d'information. À vrai dire, qui dit certification et commercialisation internationale d'un produit de qualité supérieure, dit obligation d'identification. Voilà amorcée la consolidation du label comme moyen principal de reconnaissance de la FAB, un engagement d'information supplémentaire envers le consommateur. Cela dit, l'information représentée par le label, qui commence à peine à être reconnu par le consommateur, divulgue déjà alors plusieurs variantes de normes. Cette tendance contient le germe du désordre actuel qui sévit aux dépens du consommateur. Pour réfréner cette tendance et offrir un standard constant aux consommateurs, les acteurs impliqués dans l'agriculture biologique forment un regroupement mondial, l'*International Federation of Organic Agriculture Movements* (ci-après « IFOAM »).

Section IV. L'IFOAM, le sommet de la chaîne alimentaire

« L'industrialisation de l'agriculture se perçoit mieux avec l'évolution des mots à travers le temps : paysan est rejeté pour devenir cultivateur, puis agriculteur et aujourd'hui... exploitant agricole! Les mouvements sociaux actuels redonnent son sens, sa beauté et sa force au mot paysan. »¹¹³

Par ce *Témoignage d'une actrice engagée*, Harrouch fait l'éloge de l'agriculture paysanne et souligne le volte-face en train de gagner le secteur de l'agroalimentaire. Tout comme l'évolution linguistique est un exemple du changement des perceptions, l'engrenage biologique a connu plusieurs impulsions que nous avons retracées au fil de

¹¹³ A. HARROUCH, préc., note 54.

cette partie. La plus significative jusqu'à maintenant est de toute évidence l'éclosion d'une fédération mondiale. Déjà en 1911, Franklin King appelle pour un mouvement mondial vers une agriculture alternative et permanente¹¹⁴, soixante et un ans plus tard, la mutation de cette envolée toujours sans nom culminera par la formation d'une association mère et de ses démembrements¹¹⁵.

Avant l'arrivée de l'IFOAM, le mouvement biologique est un éden où la loi du plus fort se résume à la survie de l'enthousiasme des participants. Certes, les précurseurs examinés au cours de cette partie sont d'une importance capitale pour le mouvement, mais remis dans leur contexte sociétal du moment, ce ne sont que des groupuscules vivant dans une économie parallèle. Néanmoins, la réunion de l'ensemble de ces groupuscules au sein de l'IFOAM a parachuté le mouvement dans la cour des grands. Ce nouveau milieu socioéconomique ne présente guère la simplicité et la convivialité de l'ancien. En poursuivant l'analogie, il s'agit d'une jungle où la loi du plus fort devient une question de survie. Heureusement pour ses membres aujourd'hui, l'IFOAM est restée debout pour protéger l'intérêt des petits. Le mouvement biologique, qui a tôt fait de comprendre que l'union fait la force, confiera à sa fédération des structures inédites qui chapeauteront tous les domaines reliés à la FAB (§1). Par la suite, l'IFOAM développe le premier volet de son ascendant normatif, soit des normes biologiques, des principes et une définition qui s'avèrent un référentiel international utile, mais accessoire (§2).

§1. Une fédération comme plateforme de l'information

À l'initiative de Nature et progrès en 1972, la *Rodale Press*, la *Soil Association* de Grande-Bretagne, celle d'Afrique du Sud et l'Association biodynamique suédoise se réunissent à Versailles pour insuffler l'idée qu'il est possible de se servir de la nature

¹¹⁴ F. H. KING, préc., note 43.

¹¹⁵ Les structures officielles de l'IFOAM comptent des forces de travail (*Participatory Guarantee Systems*), des groupes régionaux et nationaux, des corps professionnels de consultants (*IFOAM Forum of Consultants*), de détaillants (*Organic Retailers Associations*), de fermiers (*Intercontinental Network of Organic Farmers Organisations*) et de commerçants (*Organic Trade Forum*).

pour maîtriser l'agriculture. Dans son appel à tous pour ce congrès international, Nature et progrès consacre l'utilisation du terme « organic » en anglais et « biologique » en français tout en soulignant l'origine civile de leur projet de fédération par la qualification de « mouvements ». Si ces acteurs de la société civile sont en mesure de décrire précisément envers quel type d'agriculture ils affichent leur prédilection, il leur manque toujours une désignation suffisamment inclusive pour identifier leur projet de fédération. Avec l'IFOAM, ils s'offrent finalement une voie unifiée et organisée pour la promotion d'une nourriture biologique.

Paull voit dans sa dénomination le fruit d'une vision délibérée : « l'IFOAM incorpore dans son nom l'appel de King pour un “mouvement mondial”, l'argumentaire d'une agriculture “biologique” de Northbourne et la vision internationale de “grands et fructueux résultats pour toute l'humanité” de Steiner »¹¹⁶. Provenant d'un mouvement anti-institution¹¹⁷, l'IFOAM est à ses débuts une fédération marginale et excentrique allant même jusqu'à refuser l'établissement d'une hiérarchie dans son personnel administratif¹¹⁸. Ce contexte de départ laissant toute la place aux membres plaît manifestement : elle devient promptement un incontournable de l'agriculture durable. À cet égard, son succès tient de sa capacité unique à diffuser et à échanger de l'information sur les principes et les pratiques de la culture biologique, en dépit des frontières nationales et linguistiques¹¹⁹.

¹¹⁶ John PAULL, « From France to the World: The International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM) », (2010) 2 *Journal of Social Research & Policy* 93-102, 97 (notre traduction).

¹¹⁷ Bernward GEIER, « IFOAM and the History of the International Organic Movement », dans William LOCKERETZ (dir.), *Organic Farming: An International History*, Wallingford, CABI, 2007, p. 175, aux pages 176-179.

¹¹⁸ Fondée par la société civile, l'IFOAM est ensuite investie par les organisations d'agriculteurs. Durant les années 70, en fonction de son mandat limité (voire précaire), tous s'entendent relativement bien. Mais l'absence de hiérarchie et de développement stratégique se révèle une pratique administrative peu viable lorsque le nombre de chaises croît exponentiellement : Bernward GEIER, « A look at the Development of IFOAM in its First 25 years », (1998) *IFOAM* 1-10, 1, en ligne :

<http://www.ifoam.org/about_ifoam/inside_ifoam/history.html> (consulté le 11 novembre 2011).

¹¹⁹ IFOAM, « Inside IFOAM: Mission and Goals », en ligne :

<http://www.ifoam.org/about_ifoam/inside_ifoam/mission.html> (consulté le 11 novembre 2011).

Pourtant, les interrogations sur la direction du mouvement suivront la courbe de l'effectif de la fédération¹²⁰. Alors que l'effectif de 50 organisations en 1975 passe à 100 membres au milieu des années 80, l'IFOAM aurait pu être paralysée par une crise identitaire. Le passé étant garant de l'avenir, un défi plus imposant se pose en 1984. À l'aube d'atteindre en cinq ans la marque de 500 organisations membres dans plus de 75 pays, l'IFOAM prend la décision d'élargir son cercle de membres à l'industrie de la transformation et de la distribution¹²¹ de même qu'aux autres organisations faisant la promotion d'une agriculture durable¹²². Si cette ouverture coupe l'herbe sous le pied de ceux qui désirent un mouvement misant sur une agriculture de proximité, elle renforce sérieusement sa légitimité auprès des autorités publiques. Depuis, plus jamais l'IFOAM ne sera menacée par un émule et par la précarité institutionnelle.

Aujourd'hui parvenue à maturité, l'IFOAM se décrit comme « une organisation populaire et démocratique qui unit couramment plus de 750 organisations membres provenant de 116 pays »¹²³. Figurant bonne première au palmarès du *Global Accountability Report*¹²⁴, elle se donne la mission de « mener, d'unir et d'assister le mouvement biologique dans toute sa diversité »¹²⁵. Pour ce faire, les membres composent une assemblée générale qui nomme un Conseil mondial à chaque trois ans. En cela, elle favorise des systèmes économiquement, écologiquement et socialement solides fondés sur les principes de l'agriculture biologique¹²⁶. Mais avant d'atteindre son statut actuel, la fédération a connu quelques crises de croissance, dont la plus décisive concerne le contrôle des normes de production et de leur terminologie.

¹²⁰ Avantagusement pour le mouvement, la direction a su donner suffisamment d'espace à chacun pour qu'il puisse poursuivre sa voie au lieu de devenir un terrain d'affrontement des diverses mouvances de l'agriculture biologique : B. GEIER, préc., note 118.

¹²¹ *Id.*

¹²² L'inclusion de cette diversité s'applique donc à des acteurs aux préoccupations tombant en dehors de l'expertise traditionnelle de l'IFOAM. C'est ainsi que certaines organisations de commerce équitable ont rejoint l'IFOAM en effectuant le constat que « la pénétration des marchés équitables implique aussi que le café soit de première qualité ; or, l'agriculture biologique permet de produire un produit de qualité supérieure » : C. GENDRON, A. PALMA TORRES et V. BISAILLON (dir.), préc., note 24, p. 47.

¹²³ (notre traduction) ; IFOAM, « The IFOAM Organizational Structure », en ligne : <http://www.ifoam.org/about_ifoam/inside_ifoam/organization.html> (consulté le 11 novembre 2011).

¹²⁴ ONE WORLD TRUST, *2008 Global Accountability Report*, 2008, en ligne : <http://www.oneworldtrust.org/index.php?option=com_content&view=article&id=114&Itemid=144/> (consulté le 17 novembre 2011).

¹²⁵ IFOAM, préc., note 119.

¹²⁶ *Id.*

§2. Les normes IFOAM et le contrôle du message

Forte de son contingent de membres, la direction de l'IFOAM s'est lancée dans une opération tous azimuts pour raffermir sa position de leader du monde biologique. Des principes immanents au mouvement datent depuis les origines et gagnent en crédibilité au fil de l'éclosion du bouillonnement social des années 60-70. Pour faire écho à ces principes, la fédération se lance dans deux grands chantiers normatifs, les « Standards de base IFOAM » et les critères d'accréditation. Ceux-ci forment un ensemble compris comme les « Normes IFOAM » et ont pour objectif d'encadrer internationalement le mouvement afin de s'entendre sur l'information à livrer aux hordes de consommateurs.

Après la création de l'IFOAM en 1972, il se passe six ans avant que les membres n'en viennent à la conclusion qu'il appartient à la fédération de proposer un référentiel normatif aux adhérents du mouvement. Deux ans plus tard, les « Normes IFOAM » voient le jour pour guider les membres, les organismes de certification, les autorités publiques et les organisations internationales dans leur processus d'édification de normes biologiques. Les principes de l'agriculture biologique résolus à la Conférence de Sissach¹²⁷ sont les piliers normatifs de la FAB et l'expression avant-gardiste du concept

¹²⁷ « Principes de l'agriculture biologique résolus à la Conférence de Sissach :

1. To work as much as possible within a closed system, and draw upon local resources.
2. To maintain the long-term fertility of soils.
3. To avoid all forms of pollution that may result from agricultural techniques
4. To produce foodstuffs of high nutritional quality and sufficient quantity.
5. To reduce the use of fossil energy in agricultural practice to a minimum.
6. To give livestock conditions of life that conform to their physiological needs and to humanitarian principles.
7. To make it possible for agricultural producers to earn a living through their work and develop their potentialities as human beings.
8. To use and develop appropriate technology based on an understanding of biological systems.
9. To use decentralised systems for processing, distribution and marketing of products.
10. To create a system which is aesthetically pleasing to both those within and those outside the system.
11. To maintain and preserve wildlife and their habitats. »

Saki Ichihara FOOMSGAARD, *The Evolution and Status of Organic Principles in an International Perspective*, document de travail pour Department of Economics, Politics and Public Administration, Aalborg University, 2006, p. 5.

de développement durable décrit dans le rapport Bruntland¹²⁸.

À partir de l'Assemblée générale de Montréal en 1978, le rôle de l'IFOAM prend de l'ampleur sous la présence d'une structure renouvelée et d'ambitions élevées. Tel que mentionné auparavant, le nouveau Comité de normes se penche sur le déploiement des premiers « Standards de base IFOAM ». Inévitablement, un choc des idées a lieu. D'un côté, les fidèles à des principes socio-écologiques idéalistes s'évertuent à faire des normes biologiques une agriculture de proximité, donc locale et humaine. De l'autre, des pragmatistes voient la possibilité de faire bénéficier le plus grand nombre de personnes d'aliments meilleurs pour leur santé personnelle et celle de l'environnement. Le choix *a priori* audacieux d'admettre des éléments possédant une rationalité principalement économique n'est pas sans conséquence pour l'organisation transnationale. Elle opère dans une dualité où évoluent les conceptions idéalistes et pragmatiques et sa mission de mener, d'unir et d'assister le mouvement dans toute sa diversité¹²⁹ ne pourrait être remplie avec l'exclusion de l'une ou l'autre des parties. Sans sa capacité de résilience et sa faculté d'ouverture, cette situation se transformerait en bombe à retardement. L'intégration de plus d'acteurs à but lucratif dans la FAB nécessite une recomposition de son mandat et de ses objectifs normatifs et elle y arrive tant bien que mal avec ses normes et ses critères d'accréditation. Ces efforts en valent la peine puisque de l'effectif ouvert aux acteurs privés de la FAB, elle tire une légitimité additionnelle considérable.

Sous l'autorité de l'Assemblée générale, les « Normes IFOAM » évoluent au fil de la démocratie civile pour unir et pour assurer l'intégrité du monde biologique à travers un système commun de normes et de vérification¹³⁰. Ce cadre, continuellement passé en revue par le Comité des normes, est conçu de façon assez flexible pour que les différents acteurs puissent prendre en compte leurs conditions locales. C'est ainsi que

¹²⁸ Lawrence WOODWARD, David FLEMING et Hardy VOGTMANN, « Health, Sustainability, the Global Economy: the Organic Dilemma », 11^e Conférence internationale IFOAM, Newbury, Elm Farm Research Centre, 1996, p. 6.

¹²⁹ IFOAM, préc., note 119.

¹³⁰ Deborah BRISTER, « The Process of Certification », en ligne : <http://library.enaca.org/certification/publications/expertworkshop/18%20IFOAM%20process%20and%20procedure.pdf> (consulté le 15 novembre 2011).

les « Standards de base IFOAM » ont servi de modèle pour des centaines de normes générées par la société civile, le secteur privé et par les autorités publiques¹³¹. Au cours de la décennie quatre-vingt-dix, l'IFOAM effectue un pas supplémentaire dans l'enchâssement normatif de la FAB en mettant sur pieds un système d'accréditation des agences de certifications. Alors que de plus en plus d'acteurs s'intéressent aux normes de production biologique, il apparaît urgent pour la fédération de garder une mainmise sur les organisations qui vérifient le respect effectif de ces normes. Parce qu'elle doit composer avec l'intégrité d'un procédé de production complexe plutôt que celle d'un simple produit fini¹³², l'IFOAM se prémunit de critères d'accréditation pour assurer le maintien de la qualité des normes biologiques.

Développé en 1997, l'IAOS¹³³ veille à vérifier les pratiques de ceux qui certifient les normes biologiques. Cette ONG indépendante avec pour membre unique l'IFOAM permet d'abord aux entités certificatrices de voir leurs normes biologiques entrer en conformité directement avec celles de l'IFOAM. Ensuite, elle peut aussi admettre l'équivalence de leurs normes biologiques avec des normes nationales. En conséquence, lorsqu'une agence de certification se fait accréditer par l'IOAS, elle accède à la reconnaissance mutuelle que procure la grande toile de pays et d'autres agences de certifications déjà partenaires de l'IFOAM. La garantie IFOAM fournit donc une référence internationale à la fois lors du choix de normes et lors de la certification de ces normes. Ce faisant, elle facilite *ipso facto* leur développement en leur transmettant la crédibilité de l'acteur le plus reconnu du secteur biologique et la légitimité de ses quelque 750 organisations membres.

Tout cela considéré, l'histoire normative de la FAB est loin de s'achever ainsi. Victimes de la popularité de l'aliment biologique, les scientifiques, la société civile, les fermiers et l'IFOAM voient leur chasse gardée investie par des acteurs aux moyens imposants, les entreprises multinationales. Ces derniers ne sont guère éligibles pour une

¹³¹ Sont mentionnés par Foomsgaard le Règlement EU 2092/91 de la Commission européenne et le *Organic Foods Production Act* (OFPA) des États-Unis ainsi que la directive GL 32-1999 du Codex Alimentarius; S. I. FOOMSGAARD, préc., note 127, p. 7.

¹³² D. BRISTER, préc., note 130.

¹³³ IOAS, « Who we are? », en ligne : <<http://ioas.org/who.htm>> (consulté le 17 novembre 2011).

l'adhésion de l'IFOAM¹³⁴ et s'en accommodent plutôt bien. Alors que les acteurs traditionnels cherchent à relever le défi de raffermir leur emprise sur le message des normes biologiques, leurs moyens de communication au consommateur sont très inférieurs aux moyens dont disposent les ténors de l'industrie agroalimentaire. Sans que personne puisse y faire quoi que ce soit, la mission originelle du mouvement devient partiellement dénaturée. Entrent dans l'équation, des acteurs désireux de convertir une vocation sanitaire, écologique et sociale en un « secteur de niche » vecteur de croissance¹³⁵.

Section V. L'industrie agroalimentaire, agent de vulgarisation

En 2005, à l'occasion d'une assemblée des actionnaires, le chef la direction de *Wal-Mart* Lee Scott lance : « nous sommes particulièrement emballés par les aliments biologiques, qui constituent la catégorie de nourriture dont la croissance est la plus rapide »¹³⁶. L'enthousiasme soudain de Scott illustre à perfection l'ironie du sort de la FAB où *Wal-Mart* est le dernier gros joueur en liste à entrer dans la danse. Dans un passé encore récent, l'industrie agroalimentaire s'est employée à diminuer les arguments des défenseurs d'une filière d'agriculture responsable. Mais à l'aube du XXI^e siècle, l'appel des consommateurs a surpassé son aversion pour un milieu parsemé de principes et de normes, autant d'entraves supposées à la liberté économique.

Cette implication opportuniste cause son lot de conséquences dont la plus importante se situe au plan de l'information : après tant d'efforts de communication, l'achat de denrées alimentaires redevient un processus atteint de cécité. Les techniques de commercialisation peu scrupuleuses de l'industrie déposent un voile sur la seule lumière qui subsiste : le label biologique. Parce que la capacité décisionnelle du

¹³⁴ Pour devenir membre de l'IFOAM, les activités de l'organisation doivent être liées à plus de 50 % aux activités biologiques : IFOAM, « How to apply for IFOAM Membership », en ligne : <http://www.ifoam.org/about_ifoam/membership/application_home.html> (consulté le 18 novembre 2011).

¹³⁵ L. F. CLARK, préc., note 47.

¹³⁶ Sean PRATT, « Organic products hit mainstream », (29 décembre 2005) *The Western Producer*, en ligne : <<http://www.producer.com/News/Archive-Article.aspx?aid=213062>> (consulté le 12 novembre 2011).

« consomm'acteur » est en relation de dépendance avec le degré d'information divulguée, celui-ci avance dans l'obscurité pour différencier les degrés de qualité des produits qui prétendent tous en être le summum.

En bout de compte, la mondialisation de l'agriculture apporte son lot d'effets mitigés sur les méthodes d'agriculture et ouvre la porte aux remises en question. Que ce soit pour répondre à la demande ou pour profiter de la manne, l'industrie agroalimentaire s'investit précipitamment dans la FAB avec pour effets de la rationaliser, de la consolider et de la démocratiser (§1). Cet engagement est fait de telle sorte qu'il apporte une série de normes dont la souplesse remet en question la perception de la FAB par le consommateur (§2).

§1. Le mouvement biologique rationalisé, consolidé et démocratisé

La FAB, devant l'arrivée des gros joueurs du secteur agroalimentaire, ne peut rien contre l'opportunisme dont ils font preuve en profitant de crises alimentaires auxquelles ils possèdent une certaine participation¹³⁷. À vrai dire, ces multinationales font réellement figure de colosses aux pieds « agiles » plutôt qu'aux pieds « d'argile » : voyant le tapis se dérober sous leurs pieds, ils opèrent un spectaculaire retournement pour accueillir la FAB à bras ouverts. Pour leur ajustement à la demande d'un créneau de qualité supérieure, ils se lancent dans une vague de rationalisation et de consolidation d'entreprises de la FAB dont la solide croissance démocratise le produit biologique en le plaçant sur les tablettes des grandes surfaces. En ce qui nous concerne, l'accession des produits biologiques aux tablettes de supermarché constitue la première perte d'information pour le consommateur. De ce fait, la faiblesse des connaissances et de l'intérêt de l'industrie agroalimentaire envers les normes biologiques amène une zone grise où les principes de gestion biologique se compromettent devant des principes de gestion capitalistes. En conséquence, toute la commercialisation devient sujette à une démarche où l'information est l'apanage des stratégies de *marketing* pour remplacer

¹³⁷ Leur participation est implicite dans la mesure où ils sont les premiers acheteurs de production conventionnelle.

l'approche classique du mouvement où la marque et le label sont avant tout des signes de garantie de normes de qualité supplémentaires.

Un survol de la situation nous apprend que l'explosion fortuite de popularité de la FAB voit la demande atteindre les couches de consommateurs ne faisant pas partie des réseaux traditionnels. Naturellement, la demande s'installera en premier lieu dans les endroits les plus fréquentés des « gens ordinaires », les supermarchés. Par conséquent, la distribution spécialisée¹³⁸ d'aliments biologiques se fait dépasser par celle des détaillants grand marché¹³⁹. Cela dit, ces grandes surfaces ont tôt fait d'être confrontées par les pratiques inefficaces et les capacités réduites des fournisseurs atomisés de la FAB¹⁴⁰. C'est ainsi que les opérations dichotomiques entre les détaillants grand marché, ayant besoin de produits de masse, et les agriculteurs de la FAB, cultivant des polycultures de petite échelle, créent un espace que plusieurs producteurs agroalimentaires de grande échelle s'empresseront de combler¹⁴¹. Sachant que les principales multinationales de l'alimentation comptent pour 60 % des ventes totales en Amérique du Nord¹⁴², leur présence ne tarde pas à se faire sentir dans le créneau des produits alimentaires à valeur ajoutée¹⁴³.

¹³⁸ Empruntant traditionnellement les formes juridiques de commerces indépendants, de franchisés ou de coopératives : Alexis BOUTIN-GUILLEMOT, *La filière biologique : enjeux des distributeurs spécialisés*, mémoire de maîtrise, Nantes, Faculté de science économique, Université de Nantes, 2001, p. 59.

¹³⁹ Aux États-Unis, les détaillants grand marché (supermarchés, entrepôts et distributeurs de masse) ont vendu, en 2010, 54 % de la nourriture biologique. Les marchés d'alimentation naturelle suivent avec 39 % alors que la balance des ventes vient de marchés communautaires, d'internet, de boutiques spécialisées et autres : OTA, préc., note 14. Pour une illustration de la baisse de coopératives biologiques aux États-Unis, voir Philip H. HOWARD, « Cartographic Map of Cooperative Distributors, 1982-2008 », Michigan State University, en ligne : <<https://www.msu.edu/~howardp/organicdistributors.html>> (consulté le 14 novembre 2011).

¹⁴⁰ « Les exigences de la grande distribution en terme de logistique, d'homogénéité du produit et de prix sont en effet beaucoup plus astreignantes que celles des circuits courts et spécialisés » : A. BOUTIN-GUILLEMOT, préc., note 138, p. 59.

¹⁴¹ Ce processus se rapproche de la formation de conglomerats dans le secteur de l'industrie agroalimentaire durant les années 80 et donne une bonne indication de ce qui attend les acteurs de la FAB à l'aube du présent millénaire : William HEFFERNAN, Mary HENDRICKSON et Robert GRONSKI, *Consolidation in the Food and agriculture system*, National Farmers Union, 1999, en ligne : <www.foodcircles.missouri.edu/whstudy.pdf> (consulté le 18 septembre 2011); P. H. HOWARD, préc., note 139.

¹⁴² Carmelo RUIZ-MARRERO, « Clouds on the Organic Horizon », (25 Novembre 2004) *CorpWatch*, en ligne : <<http://www.corpwatch.org/article.php?id=11712>> (consulté le 22 novembre 2011).

¹⁴³ Pour un exposé du développement de l'industrie agroalimentaire et des divers créneaux qu'elle explore, voir : John WILKINSON, « The Final Foods Industry and the Changing Face of the Global Agro-Food System », (2002) 42 *Sociologia Ruralis* 329-346.

Plutôt que de fonder leurs propres filiales biologiques pour intégrer la marche, les grands conglomérats du secteur agroalimentaire investissent plutôt la filière biologique déjà présente et y transplantent leur modèle de gestion¹⁴⁴. L'achat massif d'entreprises biologiques s'explique d'un côté par le désir de profiter de la réputation sans tache de leurs marques déjà sur le marché¹⁴⁵ et de l'autre par le long délai de conversion de l'exploitation conventionnelle vers l'exploitation biologique¹⁴⁶. Actuellement, la consolidation reprend de plus belle : les acteurs américains quittent leur bulle régionale pour acquérir des parts de marché en Europe et vice-versa¹⁴⁷. La mondialisation de la FAB, sous toutes ses formes, bat son plein.

En réalité, peu importe le degré d'optimisme ou de pessimisme avec lequel les analystes économiques évaluent la FAB, un fait demeure : il s'agit de la niche agroalimentaire connaissant la plus grande croissance jusqu'au moment où elle se fait dépasser en 2008 par... l'agriculture locale¹⁴⁸. De plus, dans la commercialisation générale des produits de consommation, nous remarquons une tendance majeure à afficher les bénéfices sanitaires, environnementaux et sociaux du produit en vente. Le comportement du consommateur conscientisé à de tels enjeux influe de toute évidence sur la mise en marché des produits. Pour le meilleur et pour le pire, le passage d'une économie locale vers l'économie mondiale permet dès lors une gestion et une réglementation généralisée du créneau.

¹⁴⁴ En offrant à des petites exploitations indépendantes des prix bien supérieurs à leur valeur comptable, Howard considère que ces « entreprises biologiques pouvaient difficilement refuser de pareils marchés ». Cité dans S. PRATT, préc., note 136.

¹⁴⁵ Pour preuve, une fois la prise de possession complétée, les firmes propriétaires de marques bien connues du public afficheront peu d'enthousiasme à lier celles-ci à leur nouvelle filiale. W. HEFFERNAN, M. HENDRICKSON et R. GRONSKI, préc., note 141; P. H. HOWARD, préc., note 139.

¹⁴⁶ En raison de prévisions manifestement optimistes, les gros joueurs de l'industrie n'avaient pas envie d'attendre plusieurs années avant de pouvoir sauter dans la mêlée. Selon les différentes agences de certifications et les différentes juridictions, un produit requiert généralement trois ans de transition pour acquérir la dénomination « biologique ».

¹⁴⁷ Matthew SALTMARSH, « Strong Sales of Organic Foods Attract Investors », (23 mai 2011) *The New York Times*, en ligne : <http://www.nytimes.com/2011/05/24/business/global/24organic.html?_r=1> (consulté le 22 octobre 2011).

¹⁴⁸ John E. IKERD, « Reclaiming the Heart and Soul of Organics », présentation à *The Organic Summit*, 2008, en ligne : <http://web.missouri.edu/ikerdj/papers/Boulder%20Organic%20Summit%20--%20Soul%20of%20Organic.htm#_edn1> (consulté le 17 novembre 2011).

La consolidation de la FAB fait dire à Clark, auteure d'une thèse sur la corporatisation de cette dernière, que « les acteurs corporatifs conventionnels ont consolidé leur propriété sur les méthodes de production dans la filière agroalimentaire biologique et ont restructuré ces méthodes pour allouer l'intégration de la filière dans le système commercial mondial »¹⁴⁹. En majeure partie intégrées verticalement ou horizontalement par les conglomérats¹⁵⁰, les entreprises utilisant l'appellation biologique possèdent désormais une vocation régionale, voire mondiale¹⁵¹. Selon plusieurs auteurs, ce phénomène économique contribue à la conventionnalisation des méthodes de production biologique¹⁵², ce qui comporte plusieurs incidences sur l'information rendue disponible pour le consommateur.

Le premier effet de l'expansion de la chaîne de commercialisation est une dérive économique qui a trait à l'asymétrie de la relation entre le fermier et la grande chaîne de supermarchés. En raison de leur différence structurelle (leur taille) trop marquée, les petits producteurs en arrachent lorsque vient le temps de négocier les prix d'achat¹⁵³. Par conséquent, la mondialisation de la compétition entre les agriculteurs biologiques scinde la filière en deux. Les petites polycultures traditionnelles s'alignent sur un marché local et deviennent minoritaires tandis que de grandes monocultures axées sur l'exportation inondent le créneau de leurs produits¹⁵⁴.

Pour l'industrie agroalimentaire, accéder au nombre le plus élevé de marchés nationaux met en relief la nécessité de développer des normes nationales aux restrictions

¹⁴⁹ Lisa F. CLARK, « Business as usual? Corporatization and the changing role of social reproduction in the organic agrofood sector », (2007) 80 *Studies in Political Economy* 55-74, 64.

¹⁵⁰ *Id.*, 65. Une intégration verticale arrive quand une firme investit dans des firmes se spécialisant dans d'autres étapes de la chaîne d'approvisionnement alors que l'intégration horizontale s'explique par l'acquisition de firmes impliquées dans des activités similaires à celles de la firme propriétaire.

¹⁵¹ *Id.*, 66.

¹⁵² Pour une approche sociologique du phénomène, voir : Katherine Laura WAGNER, *Organic Farming: an Institutional Ethnography*, mémoire de maîtrise, Victoria, Faculté de sociologie, Université de Victoria, 2008. Pour un point de vue local de la question, voir : J. GUTHMAN, préc., note 86. Pour une comparaison de la cooptation de l'industrie dans les mouvements biologique et équitable, voir : Daniel JAFFEE et Philip H. HOWARD, « Corporate cooptation of organic and fair trade standards », (2010) 27 *Agriculture and Human Values* 387-399.

¹⁵³ Selon Boutin-Guillemot, « la grande distribution adopte un comportement opportuniste dans la mesure où elle fait évoluer les termes du contrat à son avantage (...) puisque les pouvoirs de négociation entre les deux interlocuteurs ne sont pas équilibrés » : A. BOUTIN-GUILLEMOT, préc., note 138, p. 60.

¹⁵⁴ L. F. CLARK, préc., note 149, 68.

simplifiées. Par le fait même, le secteur biologique s'éloigne d'autant plus de normes adaptées aux spécificités locales. La prédilection pour une proximité entre l'agriculteur et le consommateur devient passéiste parce qu'elle ne convient pas à la réalité mondiale de l'industrie agroalimentaire. Ainsi peut-on dire que si la transition amorcée par la prise de contrôle du milieu corporatif de l'agroalimentation annonce un choc des idées et de leur rapport à la réalité, son effet le plus probant concerne la disparition progressive de la courroie humaine de transmission de l'information que représentent la boutique spécialisée et le marché public. Ainsi, les poids lourds de l'industrie agroalimentaire envisagent autrement la FAB¹⁵⁵ et dorénavant le seul lien envisageable avec le consommateur implique l'étiquette.

Le deuxième effet du désir de l'industrie d'intégrer la chaîne de commercialisation se reflète dans leur compréhension des aspects techniques des normes biologiques, au détriment encore une fois de l'ensemble de principes mis de l'avant par les pionniers. En conséquence, si les acteurs de l'industrie agroalimentaire acceptent de soumettre certains de leurs produits à des normes scientifiques, ils chercheront à s'assurer que les principes contraignants en matière de responsabilité sociale et environnementale ne fassent guère partie du corpus normatif de la FAB. Un clivage s'en suit avec les attentes raisonnables du consommateur.

Dans la perception du mouvement, la technicisation des normes entre en rupture avec l'approche intégrale de la filière. Cette dernière admet l'application d'un ensemble principes humains, soit des ingrédients dont la meilleure recette varie au gré des aléas des idéaux socio-environnementaux. Des normes figées freinent tout processus de renforcement continu, car l'inscription de critères spécifiques à respecter assure certainement un plancher, mais situe le plafond au même niveau que ce plancher. L'industrie considère de son côté que l'application de principes « évolutifs » provoque

¹⁵⁵ À en croire Dag Flack, les acteurs de l'industrie agroalimentaire « ont tendance à être prédisposés aux anciennes façons de faire. "C'est le dilemme avec les très grandes sociétés : elles arrivent avec la même mentalité. Elles n'acceptent pas les principes de l'agriculture biologique". Il a remarqué, par exemple, que les grandes sociétés ne soutiennent plus autant les conférences, les foires commerciales et les réunions annuelles axées sur l'agriculture biologique depuis que des indépendants sont passés entre les mains des multinationales »; S. PRATT, préc., note 136.

une zone grise trop importante pour assurer la prévisibilité de la certification de leurs produits. Leurs opérations commerciales demandent une assise fiable à partir de laquelle la chaîne de distribution peut se fier. En ce sens, la technicisation de la FAB marque la destinée des méthodes de production vers la *hard law*, et celle des principes de gestion vers la *soft law*. La vérification de principes malléables selon les agences de certification apparaît à l'industrie comme des sables mouvants dans lesquels ils veulent avancer à leur propre rythme, en l'occurrence l'*adagio* de la *Responsabilité sociale et environnementale* (ci-après « RSE »)¹⁵⁶. Par conséquent, la notion de qualité alimentaire n'est plus soumise à la demande du consommateur.

Pour récapituler, la demande en masse d'aliments biologiques a été fragilisée par la capacité embryonnaire des producteurs et des transformateurs traditionnels¹⁵⁷. Cette vacuité opérationnelle laissée par la société civile et les fermiers confine absurdement un rôle clé pour l'industrie dans le succès commercial de la FAB. Quoi qu'il en soit, l'arrivée massive d'acteurs adeptes de la logique économique néolibérale a apporté son lot d'incidences. D'abord, nous constatons que la popularité de la FAB suffit pour enlever une part de doutes quant à la rentabilité. En revanche, nous observons que l'approche de l'industrie agroalimentaire souffre d'une absence de compatibilité avec les us et coutumes des acteurs traditionnels de la FAB. Bien entendu, ce dysfonctionnement se répercute de multiples façons sur les normes biologiques, mais il faut insister sur le déficit d'information provoqué par la mise au rancart progressive de l'aspect « local » et par celle des principes « socio-environnementaux à caractère évolutif ».

¹⁵⁶ Ainsi, l'industrie ramène partiellement le débat de l'application de principes biologiques vers la RSE, un système d'éthique ne présentant de contraintes que celles relatives à une « amélioration continue ». Cette fuite vers de pâles copies des principes biologiques lui évite d'avoir à compétitionner sur un terrain étranger à une rationalité strictement économe. Du point de vue commercial, malgré leur bonnes intentions, les sociétés privées peuvent difficilement encourager la standardisation de pratiques annihilant la compétitivité de leurs prix. Ce serait aller à l'encontre de l'objectif de leur forme juridique : un but lucratif pour un rayon d'action transnational : Ivan TCHOTHOURIAN, « Aspects environnementaux et sociaux de la RSE. et management des entreprises : une éthique au centre et autour de l'entreprise », (2006) 10 *Revue management et avenir* 57-77, 74.

¹⁵⁷ Anne MACEY, *Certified Organic: The Status of the Canadian Organic Market in 2003*, Ottawa, Agriculture and Agro-Food Canada, 2004, en ligne : <http://www.ota.com/pics/documents/Organic%20Stats%20Report%20revised%20May%202004.pdf> (consulté le 12 novembre 2011).

§2. La filière de l'agriculture durable à l'ère de la souplesse normative

Le paradigme heuristique voulant que le processus de production biologique explore toutes les avenues pour être sanitaire, environnementalement et socialement utile se heurte au credo libéral : gagner plus en dépensant moins. Au terme du processus d'achat des fleurons de la filière biologique, l'industrie agroalimentaire tentera toujours d'appliquer la seule recette qu'elle connaît : externaliser aux confins de la réglementation les coûts sociaux, environnementaux et sanitaires, tout en diminuant la main d'oeuvre superflue pour effectuer des économies d'échelle. La FAB devient le théâtre de signaux discordants au plan de l'information : nous assistons simultanément à la valorisation des labels et à la dévalorisation du contact entre le spécialiste et le consommateur. Pour le consommateur, la FAB des années quatre-vingt-dix devient une industrie aux mille visages alors que la distribution intégrée cède le pas à une commercialisation labellisée¹⁵⁸.

En marge de la métabolisation des normes biologiques par l'industrie, le passage d'une logique de filière à une logique de marché est donc synonyme de la transfiguration de la FAB. Ainsi, la remise en question de la FAB se répercute autant sur ses normes que sur son image. La perte du lien direct entre le fermier et le citoyen se révèle un élément charnière de la distorsion morphologique de la filière. Nous en sommes instruits, la relation directe entre le consommateur et le producteur s'amenuise et évacue la notion locale de la FAB. La formidable expansion de la filière agroalimentaire biologique s'est exprimée par l'amplification des distances entre les différents acteurs de la chaîne de commercialisation. Cette incidence sociologique fait ressortir le rôle central des distributeurs avec la demande des « nouveaux » consommateurs du Nord pour des fruits exotiques ou même pour de grandes quantités de céréales transformées. Or, pendant que les distributeurs s'occupent à relier producteurs et commerces de détail, le rôle humain d'instrument de communication des normes derrière l'aliment biologique mondialisé est laissé vacant. Le commis de supermarché étant dépassé par la complexité des normes alimentaires, cette « moins-

¹⁵⁸ A. BOUTIN-GUILLEMOT, préc., note 138, p. 27.

value » réaffecte toute la relation de confiance vers le label, ce logo certifié devant prouver le respect des normes.

Cependant, deux pratiques viennent gâcher le potentiel de communication du label si bien que la fiabilité des normes sera remise en cause. En premier lieu, faisant fi des conventions, l'utilisation du terme biologique sur l'emballage suffit à plusieurs détaillants sans qu'il y ait besoin d'insister sur les contraintes procurées par le label. En effet, mis à part sur le territoire de quelques États à la législation indigente, n'importe quelle organisation peut arriver avec ses propres normes pour une « agriculture biologique », si tant est qu'il y en ait. Qui plus est, même lorsqu'il y a effectivement certification, les stratégies de marketing de l'industrie agroalimentaire mettent l'accent sur leurs propres logos biologiques et relèguent le label des certificateurs à un rôle complémentaire¹⁵⁹. Certains auteurs décrivent l'arrivée de l'industrie agroalimentaire comme le début d'une scission, d'un mouvement à deux vitesses¹⁶⁰ et pointent que les gros joueurs tel que *Wal-Mart* inventent un « nouveau biologique »¹⁶¹.

Figure 9 : Logo « Organic » de *Wal-Mart*



En second lieu, la distinction entre l'agriculture biologique et l'agriculture naturelle, rustique ou encore verte se fonde dans le portrait généraliste de l'agriculture durable dont seules certaines élites intellectuelles différencient les traits. Cette démarcation de l'agriculture biologique par rapport à l'agriculture durable sera débattue dans chaque bond normatif de notre objet d'étude, générant son lot de préoccupations commerciales et consuméristes. Après tout, le concept d'agriculture durable est malléable à souhait et

¹⁵⁹ ORGANIC MONITOR, « The Future of Organic Products: Brands or Retailer Private Labels? », dans *The Global Market for Organic Food & Drink*, 3^e éd., rapport #7003-40, 2010, en ligne : <http://www.organicmonitor.com/r0811.htm> (consulté le 23 novembre 2011).

¹⁶⁰ A. BOUTIN-GUILLEMOT, préc., note 138, p. 60.

¹⁶¹ Mark Alan KASTEL, « Wal-Mart: The Nation's Largest Grocer Rolls-Out Organic Products. Market Expansion or Market Delusion? », (2006) *The Cornucopia Institute*, en ligne: http://www.cornucopia.org/WalMart/WalMart_White_Paper.pdf (consulté le 22 novembre 2011).

englobe une série d'appellations truffées, elles aussi, de labels¹⁶². À l'intérieur de cette famille de normes, l'industrie agroalimentaire de même que les détaillants grande surface, se rendent coupables d'un certain clientélisme normatif alors que sont développés des grilles de comparaisons entre le potentiel de commercialisation d'un produit « durable » et son coût de production ou sa marge de profit. Appuyé par des leaders corporatifs ou civils du monde agroalimentaire, le logo « durable » dispute des parts de marché à l'agriculture biologique. Avec l'emploi d'autres termes et de labels assimilable au vocable « biologique », l'industrie lance un réajustement vers le bas de la qualité des produits alimentaires de niche alors qu'historiquement celle-ci tendait à augmenter.

Figure 10 : Labels de *Utz Certified*, de *Rainforest Alliance*, de *Northwest Shade-Grown Coffee* et de *Global G.A.P.*



GLOBALG.A.P.
The Global Partnership for Good Agricultural Practice

Nous constatons que les facteurs dénigrant les normes biologiques s'additionnent à mesure que l'appellation biologique devient victime de sa popularité : non seulement sa définition devient hors de contrôle, mais elle entre en concurrence avec les définitions

¹⁶² Pour quelques exemples contribuant à cette prolifération de labels certifiés se réclamant de l'agriculture durable, voir : UTZ CERTIFIED, « Que signifie Utz Certified? », en ligne : <http://www.utzcertified.org/fr/aproposdutzcertified> (consulté le 11 août 2011) ; RAINFOREST ALLIANCE, « About Us », en ligne : <http://www.rainforest-alliance.org/about> (consulté le 14 août 2011) ; NORTHWEST SHADE COFFEE CAMPAIGN, « About Shade Coffee », en ligne : <http://shadecoffee.org/shadecoffee/Coffee/AboutShadeCoffee.aspx> (consulté le 14 août 2011) ; FOOD ALLIANCE, « Certification Standards », en ligne : <http://foodalliance.org/certification> (consulté le 14 août 2011) ; GLOBALG.A.P., « Fully Approved Standards », en ligne : http://www2.globalgap.org/full_app_stand.html (consulté le 14 août 2011) ; FAIRTRADE INTERNATIONAL, « Standards », en ligne : <http://www.fairtrade.net/standards.html> (consulté le 13 août 2011).

d'appellations et de labels calqués sur sa personnalité normative. Par ailleurs, s'il est risqué de préjuger des intentions de l'industrie, nous remarquons que c'est le seul acteur de la FAB à ne pas vouloir annoncer formellement ses couleurs lorsqu'il s'agit de définir l'agriculture biologique et ses principes. Cette situation crée un épais nuage de mystère pour le consommateur qui paie généralement plus cher pour ces produits ne disposant plus de garanties. Par conséquent, il en vient naturellement à s'interroger sur la valeur et la véracité des normes biologiques.

Détaillée sous un angle comparatif durant la partie qui précède, l'existence normative des parties prenantes de la filière agroalimentaire biologique (FAB) doit maintenant être analysée à partir des rapports substantifs qui l'animent pour continuer à tracer la ligne vers la protection des intérêts du consommateur. Car de ce système émergent, plusieurs questions demeurent lancinantes. Le droit peut-il apporter un élément de réponse pour redresser les dérives commerciales de la FAB? À cet égard, quelles sources normatives pourraient viser l'alimentation biologique? Si les normes biologiques supposent des principes et droits, de quelle nature ceux-ci se réclament-ils et dans quelle éventualité leur influence structure-t-elle la FAB? Au delà de cela, doit-on considérer la norme privée et la règle publique comme des entités distinctes ou les appréhender au sein d'un métasystème aux paramètres particuliers? Les indices accumulés au fil notre analyse permettent-ils de déceler une gouvernance en métamorphose ou relèguent-ils la filière à être simplement la somme de ses parties? Pour connaître le verdict sur ces interrogations, l'analyse des corollaires juridiques de l'agriculture durable se veut une tâche de première nécessité.

Première partie — La reconnaissance de l'information : les corollaires juridiques de l'alimentation durable

Dans cette réalité contemporaine où les modes de communications s'infiltrant partout, les systèmes alternatifs ne peuvent plus vivre en autarcie. Malgré sa volonté de dissociation, l'intégration de la FAB au sein de l'ordre économique conventionnel était en pratique inévitable. Cela dit, à la différence de son portrait économique, le destin juridique de la FAB semble moins défini. Au regard du droit, la « cause » biologique présente un caractère inexploré. Si, de toute évidence, la constitution de la FAB aboutit à un système juridique à part entière, sa structure composite intrigue. Une piste de réponse se trouve dans les principes déjà présents au sein du créneau. Ce dernier, résolument bâti en tant que voie alternative à l'agriculture productiviste, offre avant tout un aperçu faisant la belle part aux principes environnementaux et sociaux.

Effectivement, les courants en vigueur dans la marche historique de la FAB se rassemblent tous autour des attentes du consommateur. Celles-ci, exposées avec les mécanismes normatifs de l'agriculture biologique durant la partie préliminaire, lui confèrent par la même occasion des droits. De la sorte, nous partons de l'idée que le droit et l'agriculture biologique se sont construits de concert et que cette édification mutuelle se retrouve dans les textes juridiques de portée transversale, multisectorielle et sectorielle. Pour en savoir plus sur l'état de ces droits, nous proposons de disséquer les trajectoires convergentes du droit et de l'agriculture biologique.

Mais avant d'aborder cette construction, un retour sur la pierre angulaire de ce mouvement juridique s'impose. De par leur capacité normative, les consommateurs ont servi à la fois de matériau, de carburant et de plan architectural à l'édification de l'agriculture biologique. En retour, le consommateur, ce rouage des systèmes commerciaux conventionnels et alternatifs, désire avant tout bénéficier d'une information claire et précise pour effectuer un choix rationnel. Or, en vertu des carences de droit à l'information, ce dernier est pris en otage entre les impératifs commerciaux des entreprises et son désir d'acheter selon ses convictions sociales et

environnementales. Afin de comprendre la dynamique qui anime le désir d'information du consommateur, cette partie jette les bases des fondements juridiques de l'agriculture biologique et rend évidente leur complémentarité avec le droit à l'information. À cet effet, le droit à l'information nous apparaît comme le descendant du principe de précaution, l'aïeul de la consommation durable et le porte-étendard d'un important déplacement juridique, politique et économique vers la responsabilisation du consommateur.

Nous avançons qu'un attachement prééminent conditionne la coexistence d'une charpente de droits réflexifs au sein du système juridique d'un de ses avatars pratiques, l'agriculture biologique. La question de l'information transcende les grandes préoccupations scientifiques et consuméristes, les paradigmes théoriques et, surtout les textes juridiques en lien avec ceux-ci. Elle renvoie à des principes qui, par l'intermédiaire du droit international et de ses conventions ont amorcé leur transition vers une affiliation avec le droit des États. Le droit à l'information, pour arriver à convaincre de changer les prédispositions normatives du droit au sens large, s'est doté d'une panoplie d'angles d'influence. Il se révèle ainsi le corollaire juridique de l'alimentation durable et cette partie vise justement une analyse des facteurs qui interviennent en faveur d'un renouveau juridique de la FAB par l'information.

En partant de l'axe conceptuel du droit de l'information, plusieurs questions émanent quant aux textes juridiques qui interpellent l'agriculture biologique. Leurs interfaces sont-elles compatibles et, si c'est le cas, par quels intermédiaires? Quel élément déclencheur prédispose autant le consommateur à exiger des normes strictes pour la FAB? Dans l'éventualité où les rapports entre l'économie et l'agriculture biologique se cimentent par leurs normes, de quelle façon cette armature soutient-elle les droits des consommateurs? En considérant qu'une véritable évolution juridique de l'espace de commercialisation se dessine, quelle place est réservée au consommateur?

La première illustration de l'omniprésence du droit à l'information se rencontre dans la montée du principe de précaution. Ce dernier compose le véritable coup d'envoi de la

vigilance alimentaire du consommateur (Section I). En réaction, une cohésion entre les principes du développement durable et les normes biologiques se met en place, mais cette interpénétration juridique de la théorie et de la pratique mène à des résultats frelatés par les mesures de consommation durable (Section II). Dès lors, il en ressort que l'attention du juriste doit être tournée vers un droit beaucoup plus consensuel. Parce qu'il est déjà pratique courante au sein du système démocratique et dans le libéralisme économique, le droit à l'information est la panacée que le consommateur réclame (Section III). Finalement, sur le plan de la FAB, les défis qui attendent le droit à l'information peuvent se regrouper sous une bannière conceptuelle : l'indiscernable intégrité (Section IV). Des complications majeures qui résultent des problèmes d'intégrité de la FAB, une série d'observations et de résultats concomitants renforcent la présomption d'un réel déficit de droit à l'information du consommateur doit être comblé. La capacité du consommateur de supporter la FAB en dépend.

Section I. Le coup d'envoi de la vigilance alimentaire

« Ça aura pris 30 ans à l'agriculture biologique pour occuper 1 % des terres agricoles et des marchés d'alimentation [...] les inquiétudes sur la sécurité de la nourriture ont résulté dans sa récente montée spectaculaire et imprévue. »¹⁶³

Avec cette remarque, le rapport *World Agriculture Towards 2015/2030* de la FAO souligne à juste titre le gain de popularité aussi phénoménal que paradoxal de l'agriculture biologique. Les attributs durables de cette agriculture alternative acheminaient très lentement la filière vers ses succès contemporains avant que des événements déclenchent une demande du consommateur *mainstream*. À ce titre, les préoccupations du consommateur s'avèrent un des trois facteurs essentiels déterminant les conditions de la demande des produits biologiques¹⁶⁴. Au banc des accusés se trouve l'utilisation des biotechnologies dont la portée a été vraisemblablement mal évaluée par

¹⁶³ FAO, *World Agriculture Towards 2015/2030 : An FAO Perspective*, « Chapter 11.3: Organic Agriculture », FAO, 2003, en ligne : <<http://www.fao.org/docrep/005/y4252e/y4252e13.htm>> (consulté le 2 novembre 2011) (notre traduction).

¹⁶⁴ Préc., note 20.

les acteurs imputables. Dans sa course vers l'approvisionnement de la planète durant les années quatre-vingt-dix, l'industrie agroalimentaire explore nombre d'avenues audacieuses et de raccourcis technologiques. En effet, l'agriculture étant dorénavant soumise aux aléas de la compétition économique, elle commande la poursuite d'une logique où les pertes doivent être éliminées et les résultats commandent une obtention accélérée.

Indubitablement, les piliers de cette vision sont ébranlés au fur et à mesure des crises sanitaires qui éclatent. La qualité des productions se dégrade au point où le consommateur établit un lien entre sa santé et celle de l'environnement de production des aliments. Pendant que les techniques se spécialisent pour diminuer le risque pour les agriculteurs de perdre leurs récoltes (§1), les médias s'intéressent à la part de risque redonnée au consommateur et fomentent l'émergence juridique du principe de précaution, cette réponse au déficit d'information (§2).

§1. L'entreprise agricole de plus en plus risquée

Se glisser dans la peau des travailleurs de l'industrie agroalimentaire, c'est découvrir leur stress constant issu du fait qu'ils possèdent peu de contrôle sur le résultat de leur production. Celui qui décide de vivre de ce métier joue constamment à la roulette russe avec mère Nature. Dans cet engrenage, toute source de réconfort est bienvenue et les biotechnologies font désormais partie du portrait lorsqu'il est temps pour un producteur d'assurer sa sécurité financière à court terme.

Pour régulariser le rendement des cultures végétales, on ne se limite plus aux conventionnelles monocultures utilisant des engrais, des pesticides et des herbicides de synthèse. Dorénavant, les techniques les plus concluantes concernent l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (ci-après « OGM »). Ainsi, les facteurs de risque peuvent être amenuisés par l'industrie avec la mise en marché de soja métabolisant les herbicides, de maïs produisant une protéine toxique pour les insectes ravageurs ou de

pommes de terre résistantes aux maladies¹⁶⁵. D'autre part, l'utilisation des OGM va au-delà de la lutte aux pertes, elle s'occupe aussi de l'accroissement de leur potentiel de vente. Puisqu'un produit sur le marché n'est pas nécessairement un produit vendu, pourquoi ne pas profiter de l'occasion pour bonifier des caractéristiques alimentaires et esthétiques que le consommateur privilégie¹⁶⁶?

En tant que forme de vie plus évoluée, les animaux font l'objet de techniques encore plus élaborées pour éviter les pertes et augmenter la productivité. Précipitamment, l'usage d'antibiotiques se répand de façon prophylactique pour empêcher toute épidémie¹⁶⁷. Une fois le risque de mortalité diminué, la question de la rapidité de production s'insère aussi dans le domaine de l'élevage. Pour atteindre un maximum de croissance en un minimum de temps, l'usage de farines animales¹⁶⁸ et celle d'hormones de croissance¹⁶⁹ deviennent des pratiques courantes en Amérique du Nord. Dans un futur proche, s'ajouteront à cela les modifications génétiques et le clonage qui sont encore pour l'instant des techniques à parfaire dans le cas de l'élevage d'animaux. Aussi, ce n'est qu'une question de temps avant que leurs résultantes ne soient disponibles dans

¹⁶⁵ Nancy PERSICO, *Incidence de la réglementation actuelle et future des aliments génétiquement modifiés sur leur exploitation*, mémoire de maîtrise, Montréal, Faculté de droit, Université de Montréal, 2002, p. 15.

¹⁶⁶ La transgénèse peut servir à cultiver du riz contenant une plus grande valeur nutritionnelle ou encore faire pousser des tomates sans leur enzyme responsable du vieillissement : *Id.*, p. 15 et 16.

¹⁶⁷ À titre d'exemple, l'administration d'antibiotiques préventifs diminue de l'ordre de 20 % à 30 % le taux de mortalité chez les poulets et est une pratique commune pour 99 % des aviculteurs québécois : Marie ALLARD, « Un poulailler sans antibiotiques », (24 octobre 2011) *La Presse*, en ligne : <http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/sante/201110/23/01-4460142-un-poulailler-sans-antibiotiques.php?utm_categorieinterne=trafficedrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B4_manchettes_231_accueil_POS3> (consulté le 24 octobre 2011).

¹⁶⁸ En l'occurrence un mélange broyé des carcasses de leurs congénères abattus. Par exemple, cette version de cannibalisme est nécessaire pour arriver à un poulet mature en 40 jours au Québec alors que sa nourriture est composée à hauteur de 8 % de farine de « protéines animales » : M. ALLARD, préc., note 167.

¹⁶⁹ Administrées aux boeufs issus des États-Unis et du Canada principalement, la pratique étant interdite dans l'UE : *Directive (CE) 96/22 du Conseil du 29 avril 1996 concernant l'interdiction d'utilisation de certaines substances à effet hormonal ou thyrostatique et des substances β -agonistes dans les spéculations animales et abrogeant les directives 81/602/CEE, 88/146/CEE et 88/299/CEE*, [1996] JO, L 125/3. Le boeuf aux hormones a d'ailleurs fait l'objet d'un long conflit commercial porté à l'OMC, avec une décision favorable envers les États américains. Le conflit s'est finalement réglé par une entente à l'amiable qui prévoit une hausse importante des quotas d'importations de boeuf américain sans hormones pour compenser l'interdiction toujours en vigueur du boeuf aux hormones dans l'UE : *Communautés européennes – Mesures concernant les viandes et les produits carnés*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS48/AB/R (16 janvier 1998), en ligne : <http://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds48_f.htm#top> (consulté le 11 septembre 2011).

nos supermarchés¹⁷⁰. Au bout de la chaîne alimentaire, les méthodes de conservation des aliments font l'objet de la même effervescence technologique que les développements appliqués lors de la production. Parmi elles, on compte l'utilisation d'additifs variés ainsi qu'une technique particulièrement efficace pour détruire la vie microbienne : la radiation des aliments.

En somme, des changements complexes transforment le domaine de l'agroalimentaire, engendrant à cette occasion une révolution dont le qualificatif demeure à ce jour dénué de consensus. À vrai dire, cet amalgame de développements techniques n'en est qu'à ses premières applications et pourra probablement compter sur l'apport des nanotechnologies dans le futur. Or, en dépit d'un processus d'approbation publique opaque aux yeux des citoyens, la gamme de nouvelles technologies en science de la vie se fraie un chemin jusqu'à l'assiette des consommateurs sans protestations de masse. Il faut attendre une série de crises sanitaires médiatiquement gonflées pour qu'un réflexe de précaution réforme les habitudes alimentaires.

§2. Le principe de précaution en réponse au déficit d'information

« La suspicion est souvent interprétée comme un état de doute en attente de certitude ou une absence de confiance. Pourtant, il s'agit bien d'une opération réflexive aux propriétés singulières (...). Il faut sans doute l'analyser comme une opération à part entière, qui joue un rôle central dans l'exercice de la vigilance critique responsable de la pérennisation de différenciations. »¹⁷¹

Cette réflexion sur la suspicion de la part des sociologues Teil et Barrey dans leur oeuvre *Le vin et l'environnement* décrit bien l'état d'esprit qui a mené le consommateur à « pérenniser la différence » offerte par les produits biologiques. À partir de la médiatisation de la crise de la vache folle vers la fin des années quatre-vingt-dix jusqu'à

¹⁷⁰ Exemple parmi bien d'autres, le saumon AquaAdvantage d'AquaBounty Technologies n'attend que l'approbation des autorités sanitaires pour être disponible dans nos supermarchés : AQUABOUNTY TECHNOLOGIES, « Our Technology », en ligne : <<http://www.aquabounty.com/technology/technology-296.aspx>> (consulté le 22 novembre 2011).

¹⁷¹ Geneviève TEIL et Sandrine BARREY, « La force du soupçon : une reconfiguration de la viticulture bio portée par la crainte de "conventionnalisation" », dans Geneviève TEIL, Sandrine BARREY, Pierre FLOUX et Antoine HENNION, *Le vin et l'environnement : faire compter la différence*, Paris, Presses de l'École des Mines, 2011, p. 222.

la grippe aviaire, les nouvelles techniques ont été pointées du doigt pour expliquer ces catastrophes sanitaires. En effet, il fut découvert avec le recul que l'encéphalopathie spongiforme bovine avait été causée par les farines animales distribuées au bétail. Avec 129 décès répertoriés et plus de 180 000 vaches infectées et abattues pour prévenir l'expansion de la crise¹⁷², l'imaginaire des consommateurs de produits carnés n'a jamais été aussi durablement marqué. À la suite de cela, c'est au tour du secteur de la volaille d'être frappé par une autre épizootie, la grippe aviaire. Portant le nombre de victimes humaines à 332¹⁷³, son origine demeure méconnue. En revanche, la résistance de souches du virus aux antibiotiques s'expliquerait par la surutilisation de ceux-ci selon la FAO¹⁷⁴ et d'autres études scientifiques¹⁷⁵.

Un fort décalage médiatique entre la nouvelle scientifique et la nouvelle sensationnelle s'en suit. L'ironie veut que le spectacle érigé autour d'épidémies mineures¹⁷⁶ en ait fait plus en quelques jours pour le mouvement biologique que des dizaines d'années de promotion scientifique par celui-ci. Ce phénomène s'explique par le fait que la nouvelle scientifique ne bénéficie pas de canaux d'information du consommateur aussi étendus que la nouvelle sensationnelle¹⁷⁷. En rendant son

¹⁷² ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (ci-après « OMS »), « Encéphalopathie spongiforme bovine », Aide-mémoire N° 113, en ligne : <<http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs113/fr/>> (consulté le 22 novembre 2011).

¹⁷³ OMS, *Cumulative number of confirmed human cases for avian influenza A(H5N1) reported to WHO : 2003-2011*, rapport du 15 novembre 2011, en ligne : <http://www.who.int/influenza/human_animal_interface/EN_GIP_20111115CumulativeNumberH5N1cases.pdf> (consulté le 17 novembre 2011).

¹⁷⁴ OMS, « Salmonelles multirésistantes », Aide-mémoire N° 139, en ligne : <<http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs139/fr/>> (consulté le 22 novembre 2011).

¹⁷⁵ Amy R. SAPKOTA et al., « Lower Prevalence of Antibiotic-resistant Enterococci On U.S. Conventional Poultry Farms That Transitioned to Organic Practices », (2011) 119-11 *Environmental Health Perspective* 1622, en ligne : <<http://ehp03.niehs.nih.gov/article/info%3Adoi%2F10.1289%2Fehp.1003350>> (consulté le 11 novembre 2011).

¹⁷⁶ En ce qui concerne la diète et la nourriture, l'évaluation du risque par les scientifiques est bien différente de celle du public. Par exemple, le nombre de morts causés par les maladies cardiovasculaires se compte en dizaine de milliers en Grande-Bretagne pendant que les risques de mourir des effets de l'agriculture conventionnelle demeurent incertains : Christopher RITSON et Sharron KUZNESOF, « Food Consumption, Risk Perception and Alternative Production Technologies », dans Jergen EILENBERG et Heikki M. T. HOKKANEN (dir.), *An Ecological and Societal Approach to Biological Control*, vol. 2, coll. « Progress in Biological Control », Dordrecht, Springer, 2006, p. 50 et 51.

¹⁷⁷ La nouvelle scientifique se forme aux confins de l'espace médiatique au terme d'un long processus. Elle est relayée une première fois avec la découverte d'un procédé et une seconde fois lorsque ce procédé est utilisé sur le terrain par les promoteurs de sa version commerciale. Enfin, elle revient lorsque ceux qui

traitement incontournable, elle a été un redoutable outil pour polariser l'opinion publique contre les biotechnologies.

Malgré le sensationnalisme journalistique derrière l'examen de certaines cibles biotechnologiques, le fondement scientifique et éthique du débat public ne fait guère de doute. La répétition de crises alimentaires à la fin du siècle dernier, notamment en Europe, a conduit les citoyens à s'interroger sur la pertinence et l'efficacité du mode de gestion de la sécurité des aliments. Ces préoccupations sont d'ailleurs institutionnalisées de différentes façons par les autorités publiques d'Amérique du Nord et d'Europe. Le traditionnel principe de prévention, qui cherche avant tout à empêcher la survenue de risques connus, ne suffit plus devant l'ampleur des risques encourus par les nouvelles technologies.

Pour sa part, le principe de précaution s'adapte à la modernité dans la mesure où il anticipe des risques inconnus¹⁷⁸. Une part des acteurs du système international ont d'ailleurs déjà assimilé ces craintes et le principe de précaution possède ses entrées juridiques bien avant les crises sanitaires. Né dans les années soixante-dix avec le *Vorsorgeprinzip* du droit allemand¹⁷⁹, son tracé juridique s'inscrit par la suite dans les traités internationaux¹⁸⁰, dans le droit communautaire¹⁸¹ et, entre autres États, dans le

voient d'un œil circonspect les technologies utilisées réagissent sur l'espace public. Pour être crédible, cette réaction résulte d'un long processus de justifications au moyen d'expériences scientifiques nécessitant des fonds. Cela s'entend, les répliques tardives ratent la plupart du temps le battement médiatique autour de l'utilisation d'une technologie controversée. En revanche, les nouvelles sensationnelles qui créent (parfois injustement) les crises occupent l'avant-plan des médias.

¹⁷⁸ Selon le chercheur en droit Galibert, « l'application du principe suppose uniquement que la décision puisse précéder la connaissance scientifique complète du phénomène en cause » : Thierry GALIBERT, *Le principe de précaution : du droit de l'environnement au droit de la sécurité des aliments*, mémoire de maîtrise, La Réunion, Faculté de droit et des sciences économiques, Université de la Réunion, 2002, p. 24.

¹⁷⁹ Retenu dans la politique environnementale de la République fédérale allemande : Marc IYNEDJIAN, « Le principe de précaution en droit international public », (2000) 3 *Revue de Droit International de Sciences Diplomatiques et Politiques* 247-262, 251.

¹⁸⁰ En premier lieu dans les deuxième et troisième conférences sur la protection de la Mer du Nord mais de façon plus significative dans le principe 15 de la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* (ci-après « *Déclaration de Rio* ») à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement : ONU, *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, 3-14 juin 1992, Doc. off. A.G. N.U. A/CONF.151/26, par. 5 : en ligne :

<<http://www.un.org/french/events/rio92/aconf15126vol1f.htm>> (consulté le 14 février 2012). En deuxième lieu dans l'article 5(7) de l'*Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires* :

droit national français¹⁸². Le principe de précaution sert ainsi d'instrument juridique pour la sphère publique¹⁸³ et devient *ipso facto* un des principaux axiomes du droit de l'environnement.

Néanmoins, ce dernier reste à ce jour confiné à « des vecteurs mous dont la force obligatoire, l'effectivité et la pérennité est sujette (sic) à caution »¹⁸⁴. La plupart du temps, la faiblesse juridique du principe de précaution jumelée à l'inaction politique font de ce dernier un mirage plébiscité par le droit international et le droit national. D'autre part, en relevant du principe moral et éthique de responsabilité¹⁸⁵, le principe de précaution fait appel à une pluralité d'avis et de types d'expertise qui laissent au politique une gestion difficile du risque. Avec la globalisation des considérations sanitaires et phytosanitaires, le droit est constamment à la remorque des percées scientifiques et la précaution, avec ses enjeux économiques importants, devient difficile à circonscrire lorsque les études pointent différentes directions. À ce titre, l'évaluation des autorités normatives au sujet de ce qui requiert la précaution devrait démontrer plus de transparence. Selon Galibert, « les processus d'enquête publique, de démocratisation de la décision (notamment administrative) deviennent ici des auxiliaires indispensables à la mise en oeuvre du principe (de précaution) »¹⁸⁶.

Toutefois, ce serait faire preuve d'un regard bien candide que de croire que l'effet normatif du principe de précaution se limite au droit public. En effet, ce principe prend des proportions dépassant l'action politique et juridique des États et s'épanouit au

Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, 15 avril 1994, art. 5(7), en ligne : <http://www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/spsagr_f.htm> (consulté le 12 septembre 2011) [Accord SPS].

¹⁸¹ *Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne*, 13 décembre 2007, art. 191(2), en ligne : <<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:C:2007:306:SOM:FR:HTML>> (consulté le 17 septembre 2011) [Traité de Lisbonne].

¹⁸² *Loi n°95-101 du 2 févr. 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement*, J.O. 3 févr. 1995, p. 1840, devenue l'article L 200-1 du *Code rural* puis L 110-1 du *Code de l'environnement*.

¹⁸³ T. GALIBERT, préc., note 178, p. 18.

¹⁸⁴ Gilles MARTIN, « Précaution et évolution du droit », (1995) 39 *Recueil Dalloz Sirey* 299.

¹⁸⁵ Faisant son apparition une première fois dans les écrits de l'auteur et philosophe Hans Jonas, le principe de responsabilité « préconise notamment d'intégrer, en amont des décisions, les risques potentiellement engendrés par le progrès scientifique et technique, susceptibles de porter atteinte aux grands équilibres de la biosphère ou de menacer l'intégrité des hommes et ce, en compromettant la qualité de vie voire les conditions de survie des générations futures » : T. GALIBERT, préc., note 178, p. 11.

¹⁸⁶ *Id.*, p. 23.

contact des normes privées. Ainsi, un pouvoir de précaution instantané pour les consommateurs dépend de l'information disponible et relève de l'exercice de leur choix économique dans l'achat de produits exempts de risques à leur sens. Forcés par les crises sanitaires de modifier leurs habitudes quotidiennes et de se questionner sur l'origine des denrées consommées, davantage de consommateurs développent un réflexe de méfiance envers leur assiette¹⁸⁷. Semé dans l'esprit, ce doute se transpose à toute nouvelle forme de technologies cherchant à joindre le monde de l'agriculture¹⁸⁸. Par conséquent, le citoyen cherche à s'informer davantage plutôt que de jouer au cobaye en consommant des denrées aux effets incertains. Au fil des débats, la pression conjuguée des médias et des consommateurs sur l'agriculture conventionnelle se convertit dans la recherche d'une alternative alimentaire. Les normes de qualité privées offrent une réponse sur mesure à leurs attentes en grande partie parce qu'elles accordent un droit de regard du consommateur sur les produits.

De toute évidence, les préoccupations en lien avec les crises sanitaires et les impacts environnementaux ont propulsé les aliments biologiques dans le panier d'achats d'une part croissante de consommateurs. Au regard des inquiétudes suscitées, le principe de précaution offre des solutions juridiques et normatives novatrices aux consommateurs. Au demeurant, sous l'auspice des pressions économiques et citoyennes, la précaution ne peut être le seul réconfort adapté à la réalité du XXI^e siècle. Pour considérer cela pleinement, il faut sortir ce principe du droit de l'environnement pour le rapporter à la préoccupation la plus présente chez le consommateur : comment peut-il aller chercher des garanties supplémentaires en information ? Au principe de précaution se joignent côte à côte deux cadres législatifs naissants : la conceptualisation holistique du

¹⁸⁷ Pour un aperçu du processus menant à la méfiance des aliments et une analyse des données recueillies, voir : Lynn J. FREWER et Susan MILES, « Risk Perception, Communication and Trust. How might Consumer Confidence in the Food Supply be Maintained », dans Lynn J. FREWER, Einar RISVIK et Hendrik SCHIFFERSTEIN (dir.), *Food People and Society: A European Perspective of Consumers' Food Choices*, New York, Springer-Verlag, 2001, p. 401-414. Voir aussi : Sharron KUZNESOF et Mary BRENNAN, « Perceived risk and product safety in the food supply chain », dans Michael A. BOURLAKIS et Paul W.H. WEIGHTMAN (dir.), *Food Supply Chain Management*, Oxford, Blackwell Publishing, 2004, p. 32-48.

¹⁸⁸ Notamment dans les cultures d'OGM de même que dans l'utilisation de moulées carnées et d'antibiotiques préventifs : N. PERSICO, préc., note 165.

développement durable et l'intelligibilité du droit à l'information accompagnent le consommateur dans son désir de se nourrir en évitant un maximum de risques.

Section II. Les résultats frelatés de la consommation durable

Une des raisons pour lesquelles l'idée de principe de précaution porte en elle les germes du développement durable a trait au fait qu'il préconise une pluralité d'avis et de types d'expertise à mettre en place. En effet, maintenant que nous savons que le monde de l'alimentation présente des risques liés aux biotechnologies, comment s'extirper mentalement de cet état permanent de crise si ce n'est en cherchant toutes les solutions valables? Un des apports majeurs du développement durable est qu'il ne laisse pas les politiques décider ce que doivent être les futurs techniques et produits en fonction des seules données de la science. En 1987, le *Rapport Brundtland* de la *Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU* définit d'ailleurs ce dernier de la façon la plus large possible : « un mode de développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs »¹⁸⁹. Ce rapport sert de pierre d'assise pour la venue du droit du développement durable dont la première manifestation a lieu à la *Déclaration de Rio*¹⁹⁰ et dans son produit, l'*Agenda 21*, les États s'engagent à « la poursuite du développement du droit international concernant le développement durable, en accordant une attention particulière à l'équilibre délicat entre les questions relatives à l'environnement et celles relatives au développement »¹⁹¹.

Comme pour le principe de précaution lorsqu'il s'adresse aux attentes du consommateur, le développement durable possède son propre arsenal d'outils juridiques et normatifs. Avec pour principal présupposé normatif que nous vivons dans un monde

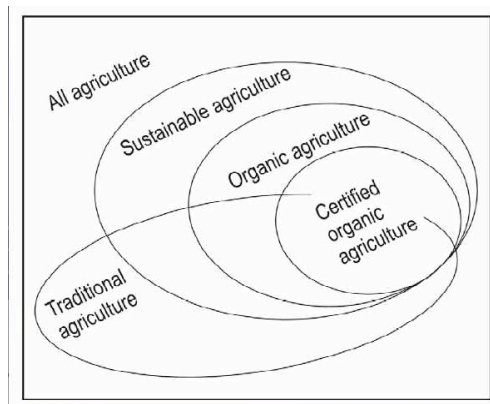
¹⁸⁹ COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ONU, *Notre avenir à tous*, Montréal, Éditions du Fleuve, 1988.

¹⁹⁰ Article 4 : « la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considérée isolément » : ONU, préc., note 180, par. 4.

¹⁹¹ ONU, *Agenda 21*, 3-14 juin 1992, Doc. N.U. A/CONF.151/26, ch. 39.1(a) : en ligne : <<http://www.un.org/esa/sustdev/documents/agenda21/french/action0.htm>> (consulté le 15 avril 2012).

aux ressources limitées, ce dernier cherche à restructurer le système économique sur le plan cognitif par l'entremise de droits, de principes et de politiques publiques d'envergures transversales, multisectorielles et sectorielles. Pour ainsi dire, le développement durable est à la consommation durable ce que le libéralisme est à l'économie de marché : une assise doctrinale de laquelle un système se conçoit. Ce dernier se nourrit entre autres d'une accumulation de reconnaissances et de mentions par la communauté internationale. Plus spécifiquement, cet encadrement juridique place l'agriculture biologique sous les projecteurs étant donné sa participation active dans le mouvement plus large de l'agriculture durable¹⁹².

Figure 11 : Schéma de types d'agriculture



Dans cette perspective, les normes biologiques font figure d'exemple judicieux pour la modélisation du développement durable, et vice versa. Cependant, la vigueur juridique de la consommation durable démontre aussi que les plans « macrojuridique » et « microjuridique » de cet intermédiaire entre la théorie et la pratique n'apportent pas les certitudes requises à la consolidation d'un positionnement « durable » dans l'univers du consommateur. Cette démonstration est rendue possible de prime abord par l'idée que le développement durable agit comme une coquille conceptuelle bien lointaine (§1). En pratique, l'alliage formé des droits et principes de la consommation durable confirme la consolidation entre les attentes des consommateurs envers un développement durable mais ne lui laisse pour solution que sa propre responsabilisation. Cette dernière résulte

¹⁹² Sophia TWAROG, « Organic Agriculture: A Trade and Sustainable Development Opportunity for developing Country », document de travail pour CNUCED, *Making Sustainability Standards Work for Small-scale Farmers. A Pre-UNCTAD XII Event*, Arusha, 2008, p. 2.

de l'ignorance du cadre juridique international (§2) et d'une intensité juridique et des politiques chétives dans le droit national (§3).

§1. Le développement durable en lointaine coquille conceptuelle

« Pour être effectif et dépasser son statut de slogan, ce dernier (le développement durable) doit être compris comme un agencement hiérarchisé de pôles économie, environnement et société, où le développement social est envisagé comme un objectif, l'économie comme un moyen et l'intégrité de l'environnement comme une condition, l'équité étant à la fois un moyen, une condition et une fin du développement durable »¹⁹³.

Déjà en 2002, cet avertissement de la professeure Gendron met en garde contre l'élargissement des frontières conceptuelles du développement durable et sa reprise par une vision où le pôle économie se place au-dessus des pôles environnement et société. Dix ans plus tard, cette problématique se veut toujours d'actualité mais pourtant, le développement durable nous apparaît plus présent qu'il ne l'a jamais été. Ses largesses théoriques semblent par conséquent assurer son ascension comme paradigme mondial et cela fait l'affaire du consommateur responsable.

Par sa vocation syncrétique, le développement durable cadre aisément aux côtés de l'analyse systémique, notre tuteur théorique. Assurément, seule cette méthodologie réflexive du droit est en mesure d'en saisir la polysémie et l'oscillation normative de son arborescence. Le développement durable est une manière de concevoir la protection de l'environnement en identifiant les sources des problèmes. La diversité de celles-ci fait du développement durable un corps interdisciplinaire où trois séries de rapports distincts sont formulées : un axe économie-environnement, un axe développement social-économie et un axe développement social-environnement¹⁹⁴.

¹⁹³ Corinne GENDRON, « Vers Johannesburg. Le développement durable : slogan creux ou théorie visionnaire? Le débat entre croissance économique et préservation de l'environnement reste entier », (29 juin 2002) *Le Devoir*, en ligne : <<http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/4496/vers-johannesburg-le-developpement-durable-slogan-creux-ou-theorie-visionnaire>> (consulté le 15 décembre 2011).

¹⁹⁴ Jean-Maurice ARBOUR et Sophie LAVALLÉE, *Droit international de l'environnement*, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2006, p. 73.

À l'interdisciplinarité du développement durable se rajoute son polymorphisme juridique dans la mesure où il est en réalité une agrégation juridique. De façon non exhaustive, celui-ci comprend des principes de gouvernance (intégration, coopération, équité, participation, subsidiarité), des principes juridiques (précaution, prévention, pollueur-payeur, écologie) et des droits (à l'information, à un environnement sain, à la santé). Qui plus est, il est relié à de nombreuses branches du droit, à commencer par le droit de la consommation et « tout le droit de l'environnement, car il bannit sur le champ tous les modes de production et de consommation insoutenables à terme »¹⁹⁵.

Sur le plan du droit international, le droit au développement durable est réaffirmé en 2002 dans la *Déclaration de Johannesburg*¹⁹⁶, mentionné par la Cour internationale de justice¹⁹⁷ et fait partie des objectifs d'un nombre substantiel de traités internationaux¹⁹⁸. De plus, le développement durable s'inscrit symboliquement dans le texte constitutif d'un des piliers de la gouvernance mondiale : l'Organisation mondiale du commerce (ci-après « OMC »)¹⁹⁹.

¹⁹⁵ La liste des branches de droit du développement durable est particulièrement variée et comprend en outre les branches du droit commercial, du droit du travail et du droit de la propriété intellectuelle : J.-M. ARBOUR et S. LAVALLÉE, préc., note 194, p. 67.

¹⁹⁶ La déclaration de Johannesburg réaffirme spécialement l'engagement des parties à assumer « notre responsabilité collective, qui est de faire progresser et de renforcer, aux niveaux local, national, régional et mondial, les piliers du développement durable que sont le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement, qui sont interdépendants et qui se renforcent mutuellement » : ONU, « Annexe. Déclaration de Johannesburg sur le développement durable », dans *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable. Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002*, Doc. N.U. A/CONF.199/20, par. 5, en ligne : <http://www.un.org/esa/sustdev/documents/WSSD_POI_PD/French/POI_PD.htm> (consulté le 20 mars 2012).

¹⁹⁷ *Affaire relative au Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie c. Slovaquie)*, C.I.J. Recueil 1997, p. 7, lire particulièrement l'opinion individuelle de M. Weeramantry (vice-président).

¹⁹⁸ Parmi lesquels : la *Convention de l'ONU sur la diversité biologique* (1992) et le *Protocole de Carthagène* (2000), la *Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques* (1992) et le *Protocole de Kyoto* (1997), la *Convention de l'ONU pour la lutte à la désertification* (1994), la *Conférence de l'ONU sur les stocks de poissons* (1995) de la *Convention de 1982 de l'ONU sur le droit de la mer*, l'*Accord de Cotonou* (2000) entre l'Union européenne et les pays de l'ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifiques), le *Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture* (2001).

¹⁹⁹ *Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, Résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay. Textes juridiques, secrétariat du GATT*, Genève, 1994, préambule, par. 2.

Le premier traité régional à citer le développement durable est l'*Accord de libre-échange nord-américain* (ci-après « ALENA »)²⁰⁰. Dans ce cas, l'intégration *a priori* timide du concept au préambule de l'ALENA se veut une référence à un traité accessoire. L'*Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement* institue la *Commission de coopération environnementale* et fait état d'un engagement un peu plus significatif des signataires envers le développement durable en l'intégrant dans les objectifs²⁰¹. Par contre, malgré leur intention louable, ces mentions sont avant tout symboliques puisque ni l'ALENA ni la *Commission de coopération environnementale* ne font du développement durable un principe directeur et aucune politique faisant la promotion de ce dernier n'a été mise au point.

À ce jour, l'engagement le plus intéressant envers le développement durable est inscrit dans l'article 2 (3) du *Traité de Lisbonne*²⁰². Le parti pris fondamental en faveur du développement durable démontré par ce traité est le fruit d'une tradition riche en politiques durables. Amorcé avec la *Stratégie de Lisbonne* en 2000²⁰³, le sujet est approfondi par la stratégie de l'UE en faveur du développement durable²⁰⁴. En 2010,

²⁰⁰ *Accord de libre-échange nord-américain*, Can./Mex./É.-U., [1994] R.T.Can. n°2, préambule, al. 1, par. 13, en ligne : <<http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/nafta-alena/index.aspx?lang=fra&view=d>> (consulté le 19 décembre 2011).

²⁰¹ *Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement entre le gouvernement du Canada, le gouvernement des États-Unis d'Amérique et le gouvernement des États-Unis du Mexique*, 1993, art. 1(b), en ligne : <http://www.cec.org/Page.asp?PageID=1226&SiteNodeID=567&AA_SiteLanguageID=2> (consulté le 19 décembre 2011).

²⁰² « L'Union établit un marché intérieur. Elle oeuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. » : *Traité de Lisbonne*, préc., note 181, art. 2(3).

²⁰³ La stratégie de Lisbonne est l'axe majeur de politique économique et de développement de l'Union européenne entre 2000 et 2010, décidé au Conseil européen de Lisbonne de mars 2000 par les quinze États membres de l'UE d'alors. L'un de ses objectifs est de « devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale » : EUROPA, « Le Conseil européen extraordinaire de Lisbonne (mars 2000) : vers une Europe de l'innovation et de la connaissance », en ligne : <http://europa.eu/legislation_summaries/education_training_youth/general_framework/c10241_fr.htm> (consulté le 27 septembre 2011).

²⁰⁴ COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES [CCE], *Développement durable en Europe pour un monde meilleur : stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable*, Proposition de la Commission en vue du Conseil européen de Göteborg, 2001.

l'UE marque le lancement d'une nouvelle réflexion stratégique avec le *Livre vert pour accroître l'impact de la politique de développement de l'UE*²⁰⁵.

Pour leur part, le Canada et les États-Unis affichent beaucoup plus de retenue lorsqu'il est temps de reconnaître le développement durable. Le Canada a franchi cette étape avec la *Loi fédérale sur le développement durable*²⁰⁶ qui rend obligatoire la mise sur pied d'une stratégie de développement durable. Cela dit, avec une seule consécration juridique, le principe de « prudence »²⁰⁷, le pays à l'unifolié fait preuve d'une remarquable « prudence » juridique, ajoute un principe latent au droit du développement durable et cloisonne la portée du développement durable à l'approche unidimensionnelle du droit de l'environnement²⁰⁸. De surcroît, la *Stratégie fédérale de développement durable*²⁰⁹, qui suit la loi de 2008, abandonne le principe de prudence²¹⁰ au profit d'une approche non contraignante²¹¹ et segmente le secteur public soumis à la loi dans la mesure où, par exemple, seulement 10 des 28 ministères sont assujettis à la stratégie sur les changements climatiques²¹². Cette performance normative de faible intensité supplante tout de même celle du gouvernement fédéral des États-Unis qui brille par son refus de tout engagement législatif envers le développement durable²¹³. Cette position

²⁰⁵ COMMISSION EUROPÉENNE [CE], *Livre vert. La politique de développement de l'UE en faveur de la croissance inclusive et du développement durable. Accroître l'impact de la politique de développement de l'Union européenne*, Communication de la Commission, Bruxelles, 2010.

²⁰⁶ L.C. 2008, c. 33, art. 9.

²⁰⁷ Le principe de la prudence est un pied de nez terminologique au principe de précaution. Il reprend dans sa définition l'esprit de ce dernier : « Principe selon lequel, en cas de risques de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures rentables visant à prévenir la dégradation de l'environnement » : *id.*, art 2.

²⁰⁸ CHAIRE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE [CRSDD] et CENTRE DE DROIT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE [CDIDD], *Commentaires sur la Stratégie fédérale de développement durable 2010*, Montréal, 2010, p. 5, en ligne : <<http://www.crsdd.uqam.ca/Pages/docs/04-2010.pdf>> (consulté le 20 décembre 2011).

²⁰⁹ BUREAU DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ENVIRONNEMENT CANADA, *Planifier un avenir durable. Stratégie fédérale de développement durable pour le Canada*, 2010, en ligne : <http://www.ec.gc.ca/dd-sd/F93CD795-0035-4DAF-86D1-53099BD303F9/FSDS_fr.pdf> (consulté le 20 décembre 2011).

²¹⁰ CRSDD et CDIDD, préc., note 208, p. 15.

²¹¹ L'approche SMART établit des cibles non-contraignantes dans l'esprit d'un processus d'amélioration continue des politiques de développement durable : BUREAU DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ENVIRONNEMENT CANADA, *Rapport d'étape sur la stratégie fédérale de développement durable 2010-2013*, 2011, p. 15, en ligne : <<http://www.ec.gc.ca/dd-sd/default.asp?lang=Fr&n=917F8B09-1>> (consulté le 21 décembre 2011).

²¹² CRSDD et CDIDD, préc., note 208, p. 5.

²¹³ John C. DERNBACH, « Progress Toward Sustainability: A Report Card and a Recommended Agenda », (2009) 39 *Environmental Law Reporter* 10275-10284, 10279.

de la première puissance mondiale se veut la plus grande rebuffade aux droits et principes du développement durable et ravage encore à ce jour la légitimité de ces derniers parce qu'elle effectue une coupure entre le citoyen et ce paradigme juridique.

De plus, la notion de développement durable, relativement nouvelle, est cernée d'une zone grise qui tarde à s'effacer. Ainsi, malgré les nombreuses mentions dont elle fait l'objet, il n'est pas acquis que cette notion au sens large ait réellement atteint le statut de règle de droit coutumier international²¹⁴. Certains auteurs entretiennent des doutes valables sur son contenu variable auquel on peut presque faire dire tout et son contraire²¹⁵. Selon le professeur de droit Fievet, « sa généralité et son abstraction » serait telles que le droit du développement durable « apparaît faiblement opérationnel et laisse, quoiqu'il en soit (sic), une part énorme à la subjectivité du juge »²¹⁶.

Toutes proportions gardées, il ne faut pas se formaliser de cette critique puisque ces signaux épars du développement durable sont matières courantes dans l'univers des paradigmes. Au sens de cette étude, il faut regarder le développement durable comme autre chose qu'une coquille théorique : il regorge de manifestations normatives qui dévoilent au grand jour, chacune à leur manière, une partie d'une définition juridique que nous avons volontairement axée sur le droit à l'information. En somme, pour comprendre l'essence du développement durable, il faut chercher du côté de ses déclinaisons juridiques. À commencer par la consommation durable, dont le lien est souligné par la déclaration de Johannesburg qui vise « l'éradication de la pauvreté et le changement des modes de consommation et de production, ainsi que la protection et la gestion des ressources naturelles en vue du développement économique et social »²¹⁷

²¹⁴ À ce sujet, voir Vaughan LOWE, « Sustainable Development and Unsustainable Arguments », dans Alan BOYLE et David FREESTONE (dir.), *International Law and Sustainable Development: Past Achievements and Future Challenges*, Oxford, Oxford University Press, 1999, p. 36 ; Alan BOYLE et David FREESTONE (dir.), *International Law and Sustainable Development: Past Achievements and Future Challenges*, Oxford, Oxford University Press, 1999, p. 16-18.

²¹⁵ Gilles FIEVET, « Réflexions sur le concept de développement durable : prétention économique, principes stratégiques et protection des droits fondamentaux », (2001) 1 *Revue Belge de droit international* 128-184, 140.

²¹⁶ *Id.*

²¹⁷ ONU, préc., note 196, par. 2.

qui sont « des objectifs primordiaux et des conditions absolues du développement durable »²¹⁸.

§2. Un cadre juridique international ignoré du consommateur

À l'échelle de l'agriculture, un des moyens de mise en oeuvre du développement durable passe par la consommation durable²¹⁹. Tout comme le développement durable, la consommation durable se fonde sur l'interdisciplinarité. La chercheuse Boucquey-Norgaard souligne ce trait concrètement en donnant l'exemple que « le rapport qu'entretiennent les politiques respectives de l'environnement et de la consommation au niveau du concept de consommation durable peut être envisagé comme un entrecroisement d'intérêts passant par une relation d'utilité respective »²²⁰. À ce titre, la consommation durable peut être définie comme « l'utilisation de biens et de services nécessaires permettant de répondre aux besoins de base et d'améliorer la qualité de vie sans nuire aux besoins des générations futures »²²¹.

Dix ans avant la mise au point de cette définition, le *Sommet de la terre* se pose en point de départ juridique de la consommation durable. Le principe 8 de la *Déclaration de Rio* prévoit qu'« afin de parvenir à un développement durable et à une meilleure

²¹⁸ *Id.*, par. 11.

²¹⁹ À ce titre, la définition fréquemment citée fournie par l'Organisation de coopération et de développement économiques (ci-après « OCDE ») sied aux fins de cette section. L'OCDE définit la consommation durable comme « l'utilisation de services et de produits qui répondent à des besoins essentiels et contribuent à améliorer la qualité de la vie tout en réduisant au minimum les quantités de ressources naturelles et de matières toxiques utilisées, ainsi que les quantités de déchets et de polluants tout au long du cycle de vie du service ou du produit, de sorte que les besoins des générations futures puissent être satisfaits » : J.F. BARDE cité dans Nathalie DE GROVE-VALDEYRON, « La stratégie de l'Union européenne en faveur d'une production et d'une consommation durables », dans Geneviève PARENT (dir.) avec la collab. de Sophie LAVALLÉE et Georges AZZARIA, *Production et consommation durables : de la gouvernance au consommateur-citoyen*, coll. « CÉDÉ », Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2008, p. 489, à la page 493, note 1; G. FIEVET, préc., note 215, 143-177.

²²⁰ Nathalie Boucquey-Norgaard est chercheure au Centre de recherche en droit économique de l'Université de Nice, Sophia Antipolis. Nathalie BOUCQUEY-NORGAARD, « La normalisation européenne au service de la consommation durable : état des lieux des textes et de leur application », (2002) 4 *R.E.D.C.* 251-320, 286.

²²¹ Durant les années 90, la question interpelle le Département des affaires économiques et sociales au point où la consommation durable y sera définie en 1999 : DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE L'ONU, *Principes directeurs des Nations Unies pour la protection du consommateur (tels qu'étendus en 1999)*, New York, Nations Unies, 2003.

qualité de vie pour tous les peuples, les États doivent réduire et éliminer les modes de production et de consommation non viables et promouvoir des politiques démographiques »²²². L'institutionnalisation de la consommation durable suit avec la seconde version des *Principes directeurs des Nations Unies pour la protection du consommateur* (ci-après « Principes directeurs de l'ONU »). Absente du document auparavant, la consommation durable s'y trouve dorénavant jumelée aux objectifs²²³, aux principes généraux²²⁴, aux principes directeurs²²⁵ et, comble de l'intérêt pour cette étude, aux mesures concernant l'agriculture²²⁶. Dans le cas de la *Déclaration de Rio* comme dans celui des *Principes directeurs de l'ONU*, la consommation durable est érigée en droit substantif où les principes servent de référence pour la mise en oeuvre de politiques pour la protection du consommateur et de l'environnement²²⁷. Cet électrochoc donné par les organisations internationales à la consommation durable résonne aussi à l'échelle régionale où le Conseil de l'Europe, malgré la modestie de ses pouvoirs, exhorte maintes fois ses États membres à favoriser le développement durable²²⁸ et sa version consumériste²²⁹.

²²² ONU, préc., note 180, par. 8.

²²³ *Id.*, art. 1 : « [...] les consommateurs doivent jouir du droit d'obtenir des produits qui ne sont pas dangereux et qu'il importe de promouvoir un développement économique et social juste, équitable et soutenu et la protection de l'environnement [...] ».

²²⁴ *Id.*, art. 3 (g), 4 et 5.

²²⁵ *Id.*, art. 42 à 55. Parmi les principes généraux, « les gouvernements sont encouragés, pour assurer la protection des consommateurs, à créer des mécanismes de réglementation effective traitant des divers aspects de la consommation durable, ou à les renforcer » (art. 51).

²²⁶ *Id.*, art. 58 : « Les gouvernements devraient promouvoir des politiques et des pratiques agricoles écologiquement rationnelles, la préservation de la diversité biologique et la protection des sols et de l'eau, en tenant compte des savoirs traditionnels. »

²²⁷ *Id.*, art. 49 : « Les gouvernements devraient faire valoir les avantages des modes de consommation et de production viables pour la santé, en en considérant aussi bien les effets directs sur la santé des individus que les conséquences pour la collectivité résultant de la protection de l'environnement. »

²²⁸ CONSEIL DE L'EUROPE, AP, Recommandation 1431 de la 729^e réunion des Délégués des Ministres du 4 novembre 1999, *Action future du Conseil de l'Europe en matière de protection de l'environnement*, art. 11(ii)a), en ligne :

<<http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta99/FREC1431.htm>> (consulté le 22 avril 2012); CONSEIL DE L'EUROPE, AP, Résolution 1292 de la 21^e séance du 26 juin 2002, *Sommet mondial sur le développement durable : dix ans après Rio*, art. 11, en ligne :

<<http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta02/FRES1292.htm>> (consulté le 21 avril 2012).

²²⁹ Dans la Résolution 1318, l'Assemblée recommande « de promouvoir de nouveaux modes de consommation et de production, tels que définis à Johannesburg, afin de contribuer à démocratiser davantage l'économie sur la base, entre autres, de l'engagement du citoyen pour une responsabilité sociale accrue, et de favoriser la cohésion et la justice » : CONSEIL DE L'EUROPE, AP, Résolution 1318 de la 7^e séance du 30 janvier 2003, *Mondialisation et développement durable*, art. 20(iii), en ligne : <<http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta03/FRES1318.htm>> (consulté le 12

En réponse aux nombreux appels, le PNUE et le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (ci-après « UNDESA ») conviennent en 2002 de lancer le Processus de Marrakech destiné à la mise en oeuvre de projets et de stratégies portant sur la consommation et la production durables. Pour cela, l'élaboration d'un cadre mondial d'action sur la consommation et la production durables nommé *Plan-cadre décennal de programmes de CPD*²³⁰ est articulée. De ce tandem PNUE et UNDESA émergent donc des recommandations pour le développement de programmes nationaux sur la consommation et la production durable²³¹. Ainsi mis de l'avant, les Principes directeurs et les politiques ont le mérite de définir la consommation durable, de permettre un socle commun pour la concertation des acteurs tant publics que privés, et de fournir un début de réponse aux besoins des consommateurs.

À la lumière des principes sélectionnés et des directives politiques émises par les organisations internationales et régionales, la table des nations semble mise pour des signaux juridiques forts en faveur de la consommation durable. À ce titre, l'Europe laisse entrevoir un renforcement législatif plus achevé que l'Amérique du Nord. Ces efforts sont relayés par l'institution phare du continent, l'UE, qui répond prestement à ses engagements pris durant le *Sommet de la terre*. En ce qui a trait à la stratégie d'implantation de la consommation durable, la démarche amorcée en 2001 par un livre vert²³² et soulignée par une communication de la Commission²³³, met entre autres en vitrine des objectifs pour une politique intégrée des produits. Celle-ci fait valoir qu'une

mars 2012); CONSEIL DE L'EUROPE, AP, Recommandation 1636 de la 898^e réunion des Délégués des Ministres du 30 septembre 2004, *Développement de l'agriculture biologique*, en ligne : <<http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/WorkingDocs/Doc04/FDOC10302.htm>> (consulté le 12 avril 2012); CONSEIL DE L'EUROPE, AP, Recommandation 1786 de la 9^e séance du 26 janvier 2007, *Pour une consommation alimentaire responsable*, en ligne : <<http://assembly.coe.int/mainf.asp?Link=/documents/adoptedtext/ta07/frec1786.htm>> (consulté le 12 avril 2012).

²³⁰ PNUE, *Planning for Change : Guidelines for National Programmes on Sustainable Consumption and Production*, 2008.

²³¹ Appuyée sur les *Principes directeurs des Nations Unies sur la protection du consommateur*, le PNUE a développé une stratégie de changement : PNUE, préc., note 230.

²³² CCE, *Livre vert sur la politique intégrée de produits*, Communication de la Commission, Bruxelles, 2001.

²³³ CCE, *Politique intégrée de produits : développemnt d'une réflexion environnementale axée sur le cycle de vie*, Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, Bruxelles, 2003.

dimension produit est nécessaire à la politique environnementale et expose que celle-ci doit prendre en compte l'empreinte environnementale de la production²³⁴ tout autant que la consommation²³⁵. Or, en dépit de multiples initiatives, l'implication des États provoque un sentiment de déception envers les attentes placées. On retrouve de ce fait peu de correspondances entre le droit international et le droit national. Sous prétexte de la contraignance juridique de leur droit, les États sont particulièrement frileux à cautionner le développement durable dans les mêmes paramètres que ceux désignés par les organisations internationales. À l'intérieur de l'UE, les autorités réglementaires françaises ont beau être parmi les plus proactives²³⁶, notamment ces dernières années avec le *Grenelle Environnement II*²³⁷, les effets concrets de ces lois se font peu sentir.

Le désenchantement en regard de la consommation durable est plus aigu en Amérique du Nord, où la variété de dispositifs légaux est reléguée à un rayon d'action sectoriel et régional. D'une part, en visant seulement les opérations gouvernementales, ces dispositifs fracturent la portée transversale des principes du droit international et ne rendent redevables que les acteurs publics. En revanche, ces lois servent aussi de tremplin pour la mise sur pied de politiques publiques transversales avec comme source des principes énoncés dans la loi. D'autre part, les gouvernements nationaux des États-Unis et du Canada ne disposent d'aucune ligne de conduite relative à la consommation durable, qui revient *de facto* aux états ou provinces. C'est ainsi que dix états américains²³⁸ et deux provinces canadiennes²³⁹ sont auteurs de mesures législatives sur le sujet pour délivrer leur territoire des affres d'une économie insoutenable. Parmi ceux-ci, la *Loi sur le développement durable*²⁴⁰ du Québec cumule seize principes devant guider l'action de l'administration publique, mais aussi celle de sa stratégie de

²³⁴ En réduisant l'incidence des produits durant leur cycle de vie : N. DE GROVE-VALDEYRON, préc., note 219, aux pages 501 et 502.

²³⁵ En accentuant le rôle de l'étiquetage pour permettre la facilité du choix économique : *Id.*

²³⁶ *Loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire*, J.O. 29 juin 1999; *Loi constitutionnelle n°2005-205 du 1^{er} mars 2005 relative à la Charte de l'environnement*, J.O. 2 mars 2005.

²³⁷ *Loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement*, J.O. 5 août 2009.

²³⁸ La Californie, le Minnesota, le New Jersey, l'Oregon, la Pennsylvanie, l'Indiana, la Géorgie, l'Arizona, la Caroline du Nord et le Massachusetts : J. C. DERNBACH, préc., note 213, 10279.

²³⁹ Le Québec et le Manitoba.

²⁴⁰ L.R.Q., c. D-8.1.1.

développement durable renouvelable tous les cinq ans. Au nombre de ces principes, on retrouve « la production et la consommation responsables »²⁴¹, un autre pas envers l'admission du consommateur au sein du cadre juridique du développement durable. En somme, même si la rupture entre le droit international et le droit national est apaisée par quelques gains juridique de la consommation durable, ces derniers, faute d'obligations, ne se répercutent pas suffisamment dans la réalité du consommateur.

§3. Des lois et des politiques chétives

Au départ, la consommation, cette utilisation des biens et des services tant des particuliers que des entreprises, prend une tangente durable dans la gouvernance publique à l'aide de trois rôles distincts²⁴². En amont de la production, le gouvernement peut mandater la performance environnementale, le contenu du produit et les méthodes de production et de transformation. En aval, il peut premièrement agir comme une force dissuasive ou persuasive au gré des taxes, des subventions (indirectes) et de l'approvisionnement publics. Toujours en aval, le gouvernement peut aussi « agir comme source d'information, en requérant des données environnementales objectives pour avoir un impact rationnel sur les décisions d'achats »²⁴³. Évidemment, ce dernier rôle nous intéresse plus particulièrement, mais pour l'instant, retenons son attachement constitutif à la consommation durable.

Toutefois, ce portrait de l'application des principes et des directives liées à la consommation durable ne saurait être complètement étanche aux critiques. En réfléchissant sur les instruments légaux des droits international et national, la question clé selon Salzman demeure de « savoir s'ils réduisent les impacts de la consommation *suffisamment* pour atteindre des niveaux durables de consommation étant donné les

²⁴¹ Production et consommation responsables sont entendus comme « des changements [devant] être apportés dans les modes de production et de consommation en vue de rendre ces dernières plus viables et plus responsables sur les plans social et environnemental, entre autres par l'adoption d'une approche d'écocoefficience, qui évite le gaspillage et qui optimise l'utilisation des ressources » : *id.*, art. 6 al. 1 (n).

²⁴² James SALZMAN, « Sustainable Consumption and the Law », (1997) 27 *Environmental Law* 1259-1268.

²⁴³ *Id.*

impacts courants et la hausse de la population »²⁴⁴. Selon notre grille d'analyse, les instruments légaux actuels sont inadéquats pour plusieurs raisons.

Dans un premier temps, si la démultiplication des textes internationaux précisant les paramètres de la consommation durable peut servir de baromètre de son acceptation générale, l'analyse de leur valeur juridique demeure un exercice périlleux. Lorsque l'on fait l'exercice, il apparaît que cette valeur juridique est insuffisante puisque les cadres transversaux sur la consommation durable, au plan international comme national, se contentent de définitions et de principes de faibles implications juridiques. De plus, la formulation de la consommation durable en droit international fait appel à la *soft law*, ce qui peut se traduire comme une incapacité des États à s'engager juridiquement²⁴⁵.

Tout cela considéré, si ce n'est qu'en raison de la volonté de participation des États, l'affirmation de la *soft law* relève plutôt d'un processus à étapes multiples où le facteur temps joue un rôle majeur²⁴⁶. Ainsi, selon Bonnin, les effets juridiques des instruments du droit international de la consommation durable doivent par conséquent se comprendre comme « le reflet de l'engagement politique des États à reconnaître la nécessité de modifier les modes de consommation actuels non viables »²⁴⁷. Cette observation nous amène naturellement à explorer les étapes internes de cette volonté politique, avec pour trame de fond les effets juridiques de la consommation durable.

Dans un deuxième temps, malgré la valeur juridique contestée des principes et droits de la consommation durable, on ne peut nier pour autant l'existence des programmes de toutes sortes pour la mettre en oeuvre. Or, les programmes internationaux, tout en prenant en compte les délibérations des parties prenantes, sont appliqués de façon défailante. Une asymétrie se forme entre les propositions innovatrices et

²⁴⁴ J. SALZMAN, préc., note 242.

²⁴⁵ Maurice KAMTO, « Les nouveaux principes du droit international de l'environnement », (1993) 1 *R.J.E.* 11, 20; Pascale DEUMIER, *Le droit spontané*, Paris, Economica, 2002.

²⁴⁶ Nguyen QUOC DINH, Patrick DAILLIER et Alain PEULET, *Droit international public*, 6^e éd., Paris, L.G.D.J., 1994, p. 1231.

²⁴⁷ Coralie Angélique BONNIN, *L'intégration de la consommation durable en droit français et canadien*, thèse de doctorat, Québec-Nice, faculté de droit, Université Laval et Université de Nice - Sophia Antipolis, 2010, p. 25.

potentiellement efficaces des textes internationaux et la réponse apportée aux défis reconnus. En conséquence, la capacité structurante des cadres internationaux du développement et de la consommation durables connaît de nombreuses disparités d'application de ses modalités par les nations. Les principes choisis pour guider les stratégies de consommation durable, à défaut de reprendre ceux du droit international du développement durable, ne sont pas concertés. Au lieu de cela, chaque autorité publique élabore des lois et des programmes aussi larges²⁴⁸ que le spectre des allégeances politiques au pouvoir et contribue par la même occasion au morcellement du droit de la consommation durable

Dans un troisième temps, même à l'intérieur des nations, ce droit est morcelé. Pour chaque palier normatif du développement durable, on prend bien soin d'éviter les mariages juridiques entre les dispositifs multisectoriels, sectoriels et *ad hoc*. Les rares initiatives de droit de police sont isolées et tout débordement juridique sur les principes et droits est soigneusement évité. Dépourvues de guide juridique, ces solutions *ad hoc* souffrent de cette séparation et en peuvent apporter que des solutions techniques à des enjeux systémiques²⁴⁹. C'est ainsi que la promotion juridique de la consommation durable repousse généralement sa destinée : une union avec le concept d'analyse de cycle de vie. De l'avis de plusieurs chercheurs²⁵⁰ et acteurs de la société civile²⁵¹, l'analyse de cycle de vie est le seul outil valable pour mesurer intégralement l'impact social, économique et environnemental d'un bien ou d'un service. Réglementer un aspect spécifique du design ou du contenant d'un produit est utile dans l'éventualité où il procure un effet positif visible, mais ce processus superficiel peut négliger l'impact environnemental le plus significatif du produit ou simplement transposer le problème environnemental vers une autre partie du cycle de vie²⁵².

²⁴⁸ N. DE GROVE-VALDEYRON, préc., note 219, à la page 513.

²⁴⁹ J. SALZMAN, préc., note 242.

²⁵⁰ J. SALZMAN, préc., note 242.

²⁵¹ Niels JUNGBLUTH, Olaf TIETJE et Roland W. SCHOLZ, « Food purchases: Impacts from the consumers' point of view investigated with a modular LCA », (2000) 5 *International Journal of Life Cycle Assessment* 134-142.

²⁵² J. SALZMAN, préc., note 242.

Finalement, une dernière raison des manquements de la consommation durable tient du fait que les programmes manquent de cibles claires, d'échéanciers et de ressources²⁵³. Ce faisant, une trop grande part de la responsabilité des États est externalisée vers les acteurs privés et le droit transnational²⁵⁴ et même cette externalisation est plombée par la rareté des dispositifs volontaristes, en particulier aux États-Unis.

Tout compte fait, l'absence de volonté politique des autorités publiques de s'impliquer juridiquement pour renforcer la consommation durable est généralement pointée du doigt. Même chez les modèles les plus avancés en la matière, seulement des principes vagues²⁵⁵ sont inscrits au sein de textes essentiellement dévoués à la mise sur pied de politiques opérant sur une base non contraignante. Subtilement, le fardeau de la responsabilité de changements en faveur d'une consommation durable est refilé aux acteurs privés et civils par le biais de politiques d'incitations gouvernementales. Avec l'absence de mesures coercitives, la responsabilité du respect de cet objectif du Sommet de la terre est partagée entre les autorités publiques et les secteurs privés et civils²⁵⁶.

En rétrospective, pour gagner en efficacité, la consommation durable se doit de fournir des normes interstitielles servant à réconcilier des règles conflictuelles reliées à l'environnement, à l'économie et au développement social²⁵⁷. Or, dans la mesure où les textes internationaux et nationaux reflètent à ce jour l'état embryonnaire de cette dernière, nous constatons que ses effets juridiques sont plutôt bénins.

Néanmoins, l'analyse empirique des principes et des droits, des méthodes de production et des comportements de consommation, appuyée par leur liaison

²⁵³ Annuka BERG, « Not Roadmaps but Toolboxes: Analysing Pioneering National Programmes for Sustainable Consumption and Production », (2011) 34 *J. Consum. Policy* 9-23; N. DE GROVE-VALDEYRON, préc., note 219, à la page 513.

²⁵⁴ Voir *supra*, partie préliminaire.

²⁵⁵ N. DE GROVE-VALDEYRON, préc., note 219, à la page 513.

²⁵⁶ Selon De Grove-Valdeyron, « La mise en place d'une politique visant à encourager les consommateurs à consommer autrement, c'est-à-dire des produits et des services nécessitant moins de ressources et générant moins de pollution, ne pourra vraisemblablement être atteinte que par un ensemble de mesures combinant tant des instruments fondés sur le marché (instruments différenciés en fonction des produits) que d'autres instruments, ainsi qu'une approche volontaires » : *id.*, à la page 514.

²⁵⁷ M.C. CORDONIER SEGGER et A. KHALFAN, préc., note 28, p. 45-50; Duncan FRENCH, *International Law and Policy of Sustainable Development*, Manchester, Manchester University Press, 2005, p. 51.

inextricable dans le temps et l'espace, a le mérite de procurer à la fois plus de maturité la définition au développement durable et un contenu au droit à l'information. Ainsi, l'encadrement érigé autour de la consommation durable a pour effet positif de renforcer d'autres principes et droits en vigueur dans la famille du développement durable. Le plus important à notre sens, le droit à l'information, prend le relais de la précaution et de la consommation durable pour entraîner le consommateur dans un cercle vertueux où d'une part, sa responsabilité est accrue, mais d'autre part, où il jouit d'une capacité normative et juridique inégalée. Subtilement, le droit de la consommation durable fait place au droit de la consommation responsable.

Section III. Le droit à l'information, panacée du consommateur

Avant même sa compréhension dans la famille des droits et principes du développement durable, le droit à l'information se prête déjà à plusieurs interprétations. Comprise au sens large, l'union du droit et du vocable « information » se veut un concept-réceptacle. À première vue, il est capable de couvrir les principes de liberté d'expression et de la presse comme celui de la protection de la vie privée. À la différence de ces concepts propres au droit **de** l'information, le droit **à** l'information ouvre la porte de bien d'autres significations de la notion. Professeur de droit à l'Université de Montréal, Pierre Trudel conçoit plus précisément le droit à l'information comme « un concept qui cristallise un ensemble de valeurs ayant en commun la prise en considération des intérêts du public-récepteur de l'information »²⁵⁸.

L'information, malgré la variation de son appréciation comme solution aux maux de la consommation, occupe une place centrale au sein des droits qui façonnent le droit de la consommation. En marge des autres droits et principes évoqués de même que des branches de droit privé comme public, le droit à l'information transcende et apparaît à la fois comme prémisses et comme finalité. Cela se remarque entre autres avec les débuts

²⁵⁸ Pierre TRUDEL, « Le droit à l'information », Chaire L. R. Wilson, en ligne : <http://www.chairelrwilson.ca/cours/drt3805g/droitainformation.html> (consulté le 12 janvier 2012).

d'un système d'information pour l'alimentation²⁵⁹. Ainsi, la législation alimentaire vise à protéger le consommateur et lui fournit une base pour choisir en connaissance de cause les denrées alimentaires qu'il consomme.

À l'instar du système d'alimentation, la consommation responsable est en train de devenir un véritable principe d'action grâce à l'intervention primordiale de l'information. Alors que les rôles de consommateurs et de citoyens se confondent dans l'activisme prôné par le développement durable²⁶⁰, le droit de parole du « consomm'acteur » gagne en légitimité à l'égard des choix que la société lui propose. Ce dernier désire d'ailleurs ce droit plus que tout dans l'éventualité où il est empreint de véracité, d'accessibilité et d'exhaustivité. Dans le dessein de comprendre l'inéluctabilité de l'escalade juridique du droit à l'information, ses origines polysémiques seront soulignées et appuyées par le biais de trois perspectives. Le droit à l'information s'est d'abord ancré auprès du politique en se posant comme un rempart de la démocratie contemporaine (§1) pour ensuite se présenter sous un jour économique en se rendant indispensable à la liberté de choix au sein du marché (§2). Enfin, le contrecoup de la « conquête » du droit à l'information des sphères politiques et économiques correspond aujourd'hui à une « révolution tranquille » du droit. Notamment par l'entremise de l'étiquetage, le droit à l'information s'exprime de plus belle par sa responsabilisation du consommateur dans le discernement de la qualité des biens et services qu'il consomme (§3).

²⁵⁹ Suzan ILCAN et Lynne PHILLIPS, « Circulation of Insecurity : Globalizing Food Standards in Historical Perspective », dans James BINGEN et Lawrence BUSCH (dir.), *Agricultural Standards: The Shape of the Global Food and Fiber System*, vol. 6, coll. « The International Library of Environmental, Agricultural and Food Ethics », Dordrecht, Springer, 2006, p. 51-72.

²⁶⁰ Raphael BEMPORAD et Mitch BARANOWSKI, *Conscious Consumers Are Changing the Rules of Marketing. Are You Ready?. Highlights of the BBMG Conscious Consumer Report*, 2007, en ligne : <<http://www.docstoc.com/docs/41841275/Conscious-Consumers-Are-Changing-the-Rules-of-Marketing-Are#>> (consulté le 18 février 2012), p. 3.

§1. Le droit à l'information péremptoire à la démocratie

« Le progrès de la démocratie exige la disponibilité d'une information véridique et complète, qui permette aux citoyens de juger en connaissance de cause les politiques gouvernementales; autrement, c'est le règne de l'autocratie obscurantiste. »²⁶¹

Figurant au début du *Rapport annuel 2001-2002 du Commissaire à l'information du Canada*, cette réflexion de Pierre E. Trudeau au sujet de l'information résonne encore de nos jours. L'ancien Premier ministre canadien ne faisait pas fausse route : depuis que la démocratie s'est installée au sein des divers gouvernements de la communauté internationale, le droit à l'information se pose en porte-étendard de la démocratie. La question du droit à l'information prend donc une tangente *a priori* politique et cette légitimité servira à glorifier ce « droit-valeur » au point où « il possède une force d'évocation considérable »²⁶².

Sans contredit, la prépondérance juridique du droit à l'information se perçoit dans la mesure où il est le prolongement de la liberté d'expression et de la notion de vie privée²⁶³. Ainsi, son autorité est décrite dans le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* comme « la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce »²⁶⁴. Par extension de la libre circulation de l'information, la réception de l'information se reconnaît donc comme un droit²⁶⁵. Au Québec, cette logique est poussée plus loin alors que l'article 44 de la *Charte des droits et libertés de la personne* énonce que « toute personne a droit à l'information, dans la mesure prévue par la loi »²⁶⁶. Quoique ce chapitre intitulé « Droits économiques et sociaux » comporte des implications au regard du droit, il ne possède pas de caractère absolu et exécutoire.

²⁶¹ Pierre E. TRUDEAU cité dans COMMISSAIRE À L'INFORMATION DU CANADA, *Rapport annuel du Commissaire à l'information 2001-2002*, Ottawa, p. 2.

²⁶² P. TRUDEL, préc., note 258.

²⁶³ Pour les fins d'une étude portant sur le droit du consommateur à l'information sur les biens et services, la notion de vie privée ne figure pas au menu de la présente analyse.

²⁶⁴ *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, 19 décembre 1966, [1976] R.T.Can. n°47, art. 19(2).

²⁶⁵ P. TRUDEL, préc., note 258.

²⁶⁶ L.R.Q., c. C-12, art. 44.

Les assises juridiques du droit à l'information sont réellement renforcées à partir du moment où une multitude de législateurs le reconnaît explicitement en signalant que l'information contenue dans les documents gouvernementaux doit être rendue publique. L'accès à l'information, ce droit exigible²⁶⁷, est promulgué dès 1966 chez les États-Unis sous la présidence de Lyndon B. Johnson²⁶⁸. À l'inverse du principe de précaution et du droit du développement durable, cette fois-ci la première puissance mondiale n'est pas à la remorque du système juridique, mais à l'avant-garde : du *Freedom of Information Act* états-unien a jailli une étincelle qui a allumé une ferveur mondiale pour le droit d'accès à l'information. Parmi les autorités publiques qui sont citées durant cette étude, l'accès à l'information a été implantée en France²⁶⁹, au Canada²⁷⁰, au Québec²⁷¹, dans l'Union européenne²⁷² ainsi que dans plusieurs autres États à travers la planète. Après la chute du mur de Berlin, la reconnaissance du droit à l'information s'est accélérée au point où en 2006 plus de 65 pays ont des dispositifs à ce sujet, dont plus de 24 pays au sein de leur constitution²⁷³.

Par ailleurs, le déploiement juridique de l'accès à l'information ne se limite pas aux documents gouvernementaux et franchit un pas supplémentaire lorsque les risques environnementaux débordent dans l'espace public et médiatique. Un mécanisme de diffusion des informations environnementales est réclamé par de nombreux acteurs de la société. Le fruit de ces discussions aboutit en 1998 avec la *Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à*

²⁶⁷ Selon Trudel, le droit à l'information est « rarement reconnu comme conférant des droits exigibles aux sujets, sauf pour ce qui a trait au droit d'accès aux documents publics » : P. TRUDEL, préc., note 258.

²⁶⁸ *Freedom of Information Act*, 5 U.S.C. § 552 (1966).

²⁶⁹ Loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.

²⁷⁰ Loi sur l'accès à l'information, L.R.C. 1985, c. A-1.

²⁷¹ Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q., c. A-2.1.

²⁷² UE, Règlement (CE) 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, [2001] JO, L 145/43; UE, Directive (CE) 2003/98 du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public, [2003] JO, L 345/90.

²⁷³ Helen DARBISHIRE, « Access to Information: A Fundamental Right, A Universal Standard », document de travail pour Access Info Europe, Madrid, 2006, en ligne : <http://www.access-info.org/documents/Access_Docs/Thinking/Get_Connected/Access_Info_Europe_Briefing_Paper.pdf> (consulté le 14 février 2012).

la justice en matière d'environnement signée par 40 États concentrés en Europe et en Asie centrale²⁷⁴. À la suite de cela, la tangente environnementale de l'accès à l'information prend une tournure réellement contraignante dans l'UE avec le *Règlement (CE) n° 166/2006*²⁷⁵. Celui-ci, renforcé par la *Directive (CE) n° 2003/4* qui crée une obligation de moyen de diffuser l'information²⁷⁶, garantit au citoyen le droit de disposer d'un accès large et facilité à l'information environnementale.

Elles qui ne connaissent pas les frontières humaines, les crises environnementales²⁷⁷ engagent conséquemment un nouveau genre de droit à l'information. En accordant le « droit de chacun, dans les générations présentes et futures, de vivre dans un environnement propre à assurer sa santé et son bien-être »²⁷⁸, la Convention d'Aarhus opère sur un registre inédit en combinant les droits de l'homme et la protection environnementale, une sorte de « droit de l'homme à l'environnement »²⁷⁹. Le droit d'accès à l'information en matière de risque environnemental, par le dialogue qu'il instaure, se pose en modèle pour la suite des choses. En encourageant la participation de façon non discriminatoire, la Convention d'Aarhus donne un objectif précis au droit à l'information. De plus, par sa distinction entre la société civile (le public)²⁸⁰ et les citoyens (le public concerné)²⁸¹, la Convention a le mérite de redonner une place aux citoyens qui désirent un contact direct avec les institutions publiques²⁸². En toute transparence, elle installe un processus de rétroaction entre les autorités publiques et le public où chaque partie a la possibilité d'ajouter et de recenser des informations. Pour ce faire, la Convention d'Aarhus évite les formules vagues en créant une véritable

²⁷⁴ UNECE, « Status of ratification », en ligne : <<http://www.unece.org/env/pp/ratification.html>> (consulté le 24 février 2012).

²⁷⁵ UE, *Règlement (CE) 166/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants, et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE du Conseil*, [2006] JO, L 33/1.

²⁷⁶ UE, *Directive (CE) 2003/4 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la directive 90/313/CEE du Conseil*, [2003] JO, L 41/26.

²⁷⁷ Par exemple la fuite nucléaire de Tchernobyl.

²⁷⁸ UNECE, *Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement*, Aarhus, 1999, art. 1.

²⁷⁹ Michael MASON, « Information disclosure and environmental rights: The Aarhus Convention », (2010) 10-3 *Global Environmental Politics* 10-31, 16 et 17.

²⁸⁰ UNECE, préc., note 278, art. 2(4).

²⁸¹ *Id.*, art. 2(5).

²⁸² Ainsi, ils n'ont plus à passer par le filtre de la société civile.

procédure pour permettre aux citoyens d'accéder sans embuches à l'information environnementale, en plus d'y favoriser leur participation et leur accès à la justice.

Cependant, alors que la mise en oeuvre de la Convention est un travail de longue haleine pour la mise à niveau organisationnelle des parties²⁸³ et pour l'harmonisation de leur interprétation²⁸⁴, l'effet de la convention doit aussi être pris avec circonspection. L'influence du paradigme libéral et son aversion envers toute prescription du bien-être diminuent la portée de l'article 1 de la *Convention d'Aarhus* pour en faire une aspiration plutôt qu'une obligation. Telle que le signale une déclaration de la Grande-Bretagne avant sa ratification de la convention²⁸⁵, la liberté de choix doit primer sur le « droit au bien-être »²⁸⁶. Par conséquent, pour la Grande-Bretagne comme pour d'autres États, le seul point de ralliement juridique se trouve du côté du droit d'accès à l'information, à la participation et à la justice. Or, le principal reproche fait à la *Convention d'Aarhus* concerne le traitement des entités privées qui ne sont pas soumises au devoir de divulguer l'information lorsque leurs activités ont un impact sur l'environnement. En cela, les efforts des États sont assujettis au bon vouloir des organisations privées de partager leurs informations et par conséquent l'efficacité de la convention est entamée. Quoi qu'il en soit, ce léger bémol au droit à l'information ne saurait ralentir sa dissémination et son affirmation. Tel que la Grande-Bretagne l'a remarqué, au sens du postulat libéral c'est à celui-ci que les autres droits substantifs doivent se conformer.

§2. L'information indispensable au choix économique

L'origine historique du droit à l'information se rapporte également à la naissance de l'analyse économique moderne au début des années soixante. L'un des pères de celle-ci, Milton Friedman soumet la performance de l'économie de marché à la condition que les

²⁸³ Avec des pays signataires tels que le Kirghizstan et le Tadjikistan, l'application des procédures est conditionnée à la réalité organisationnelle des pays signataires : M. MASON, préc., note 279, 18 et 19.

²⁸⁴ *Id.*, 21-23.

²⁸⁵ UNESE, préc., note 278.

²⁸⁶ Mason en rajoute en affirmant : « In the first place, this reflects a *liberal political aversion* to prescribe any conception of a good life for individuals who are deemed to exercise freely chosen life-choices » : M. MASON, préc., note 279, 25.

« transactions soient volontaires et informées »²⁸⁷. Pourtant, même si elle vise juste en érigeant l'information des parties contractuelles en prérequis, la candeur de l'économie néoclassique est déconcertante. Sa vision met en scène une concurrence naturellement « parfaite » du marché qui sous-entend une information « parfaite » des parties. L'information est représentée dans l'économie néoclassique comme un fluide « libre d'accès, disponible instantanément et sans coût »²⁸⁸.

Or, les travaux de plusieurs prix Nobels mettront éventuellement à jour la nature imparfaite de l'information, donc de l'économie. Selon les détracteurs du néoclassicisme, plusieurs des caractéristiques intrinsèques de l'information doivent s'insérer dans sa définition, parmi lesquelles son caractère partiel²⁸⁹, son coût²⁹⁰ et son asymétrie²⁹¹. Sans entrer dans les détails des comportements des consommateurs, les paramètres imparfaits de l'information exposent la vulnérabilité de ceux-ci. Ainsi, malgré l'appui profond du libéralisme économique en faveur de la liberté de l'information, la réalité fait en sorte qu'elle peut être de nature privée ou publique, qu'elle amène un avantage à ceux qui la possèdent et elle se soumet donc aux lois de l'offre et de la demande, et que la capacité de son traitement n'est pas donnée à tous. Par conséquent, les cibles collatérales de cette percée théorique, les consommateurs, ont tôt

²⁸⁷ (Notre traduction). Friedman pose la liberté et l'information en piliers de l'économie de marché : « Fundamentally, there are only two ways of co-ordinating the economic activities of millions. One is central direction involving the use of coercion - the technique of the army and the modern totalitarian state. The other is voluntary co-operation of individuals - the technique of the market place. The possibility of co-ordination through voluntary co-operation rests on the elementary - yet frequently denied - proposition that both parties to an economic transaction benefit from it, provided the transactions is bilaterally voluntary and informed » : Milton FRIEDMAN, *Capitalism and Freedom*, Chicago, University of Chicago Press, 1962, p. 13.

²⁸⁸ Cette vision réductrice, qui a toujours cours de nos jours, pose l'*homo oeconomicus* comme un être qui opère sa rationalité économique à partir de la comparaison des prix : Yves THÉPAUT, « Le concept de l'information dans l'analyse économique contemporaine », (2006) 44 *Hermès* 161, 162.

²⁸⁹ Théorie développée notamment par Georges Akerlof où « certains individus disposent d'informations "privées" non directement accessibles aux autres » : *id.*, 162.

²⁹⁰ Théorie développée notamment par Georges Stigler où « l'information obtenue est utile pour prendre des décisions avantageuses, elle procure également des gains et recouvre dès lors la qualité de bien rare, utile et pouvant faire l'objet d'échange, c'est-à-dire le statut de bien économique » : *id.*, 163.

²⁹¹ Théorie explorée par Herbert Simon et développée notamment par Oliver Williamson où « la rationalité limitée exprime l'idée que l'agent économique, confronté à des connaissances partielles et doté de capacités cognitives restreintes pour traiter l'information de manière fiable, ne peut conduire un programme de maximisation de son utilité comme l'envisage le postulat de "rationalité substantive", ou "illimitée" » : *id.*, 163.

fait de dénoncer ces faiblesses de l'économie de marché et ont intérêt à ériger l'information en droit.

Si bien que la nécessité de fournir une information éclairée au consommateur sur les biens et services a amené les États à codifier une série de mesures pour protéger leurs droits. En ce qui concerne la propriété économique du droit à l'information, sa démarche est fondée sur les dispositions consacrant l'économie de marché et la liberté de mouvement des biens et services²⁹². Une fois ces règles du jeu acceptées, les droits économiques et sociaux des consommateurs tendent à garantir à la fois l'obligation d'information, le droit à une information véridique et exhaustive et le droit au choix. Parmi l'inventaire des dispositifs visant à faire respecter l'obligation d'information, on trouve entre autres la fixation des prix et la nécessité de les divulguer. Le tracé de cette obligation emprunte de multiples voies qui renvoient principalement à la notion-standard de droit d'information²⁹³.

En ce qui concerne le droit au choix, entendu comme « *the right to be able to select from a range of products and services, offered at competitive prices with an assurance of satisfactory quality* »²⁹⁴, il est l'effet économique de la notion de pluralisme. Autrement dit, le droit à l'information du consommateur prend un sens seulement si celui-ci dispose de la possibilité d'exercer ses connaissances. Cette liberté de choix permet une variété de critères de sélection des produits dont les plus convenus sont d'ordres économiques : le prix, la qualité, l'esthétique, etc. Cela dit, un certain paradoxe peut ressortir du droit au choix du moment où ce droit met en opposition la liberté de mouvement des biens et des restrictions d'importations basées sur des critères environnementaux ou sociaux²⁹⁵. La liberté de choix du consommateur se bute donc au

²⁹² Thomas WILHELMSSON, « Consumer Law and the Environment: From Consumer to Citizen », (1998) 21 *Journal of Consumer Policy* 45-70, 54.

²⁹³ À ce titre, même si le droit des obligations n'est pas traité dans cette étude, il est possible de jeter les bases du droit à l'information à partir des questions de l'autonomie des parties et de l'équité transactionnelle. Pour approfondir la question, consulter : Geraint HOWELLS, André JANSSEN et Reiner SCHULZE (dir.), *Information Rights and Obligations: A Challenge for Party Autonomy and Transactional Fairness*, Burlington, Ashgate, 2005.

²⁹⁴ *Id.*, p. 24.

²⁹⁵ T. WILHELMSSON, préc., note 292, 55.

devoir des autorités publiques de protéger ces mêmes consommateurs. Loin de remettre en question le droit au choix, ce conflit d'apparence démontre seulement la responsabilité du législateur de soupeser les mérites et faiblesses des droits pour en extraire la juste interprétation. De la sorte, les capacités du droit à l'information atteignent de nos jours un nouveau sommet.

§3. La qualité de l'information pour une consommation responsable

Dans un ouvrage sur la théorie du droit de la consommation, le grand spécialiste Thierry Bourgoignie traduit un constat généralisé lorsqu'il s'agit de projeter l'information en droit : celle-ci est essentielle simplement parce que le besoin d'information est nécessaire pour accomplir tous nos choix lorsque ces derniers sont citoyens ou consommateurs.

« Par la connaissance qu'elle apporte aux consommateurs et la comparaison qu'elle permet, l'information apparaît comme l'élément indispensable de tout programme visant à rendre au consommateur sa maîtrise sur les conditions de production et de distribution »²⁹⁶.

Ainsi, outre l'accès à l'information publique et le droit à l'information économique pour un choix éclairé, le développement durable considère aussi ce dernier. En provenance du paradigme durable, les motifs du droit à l'information ont pour objectif d'« informer les citoyens de leur influence sur l'environnement et des différentes manières dont ils peuvent opérer des choix plus durables »²⁹⁷. Cette formule utilisée par le Conseil de l'UE représente d'ailleurs une reconnaissance parmi bien d'autres au sein du droit international. À l'échelle européenne, le droit à l'information pour la protection du

²⁹⁶ Thierry BOURGOIGNIE, *Éléments pour une théorie du droit de la consommation : au regard du droit belge et du droit de la Communauté économique européenne*, Bruxelles, Story-Scientia, 1988, p. 133 et 134.

²⁹⁷ « Renforcement de la participation des citoyens à la prise de décision. Mieux informer et mieux sensibiliser l'opinion au développement durable. Informer les citoyens de leur influence sur l'environnement et des différentes manières dont ils peuvent opérer des choix plus durables » : CE, *Principes directeurs de la deuxième Stratégie en faveur du développement durable*, Bruxelles, 2006, p. 5.

consommateur relève d'ailleurs de l'article 153 du traité CE où il est prévu que l'UE doit établir une politique de protection des consommateurs²⁹⁸.

En s'attardant au registre de l'information dans le cadre des textes juridiques, le droit à l'information occupe une présence imposante sur la scène internationale. À ce titre, le document le plus significatif pour le consommateur est définitivement les *Principes directeurs des Nations Unies pour la protection du consommateur* de 1999 où le droit à l'information est omniprésent. Notons en particulier que l'information y fait partie des besoins légitimes des consommateurs pour « faire un choix éclairé, selon leurs désirs et leurs besoins »²⁹⁹ et retenons que l'on mise sur son « exactitude »³⁰⁰ et sa « libre circulation »³⁰¹. D'autre part, toujours avec objectif la promotion et protection des intérêts économiques des consommateurs, ces derniers devraient « avoir accès à des informations fiables concernant l'impact sur l'environnement des produits et services en [...] élaborant des programmes d'attribution de labels écologiques volontaires et clairs »³⁰².

De toute évidence, le secteur agroalimentaire constitue le meilleur exemple pour illustrer ces dimensions en raison de sa sensibilité. Il est d'ailleurs le premier à présenter un cadre réglementaire de contrôle de la qualité sanitaire³⁰³ et ses normes d'étiquetage se sont développées en conséquence. À ce titre, les *Principes directeurs des Nations Unies pour la protection du consommateur* commandent au premier chef que les programmes d'information doivent être dirigés vers « la santé, la nutrition »³⁰⁴, « l'étiquetage des

²⁹⁸ *Traité instituant la Communauté européenne*, 25 mars 1957, , art. 153 (1), en ligne : <eur-lex.europa.eu/fr/treaties/dat/12002E/pdf/12002E_FR.pdf> (consulté le 20 août 2011) [Traité CEE].

²⁹⁹ DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE L'ONU, préc., note 221, art. 3 (c).

³⁰⁰ *Id.*, art. 22.

³⁰¹ *Id.*, art. 23.

³⁰² *Id.*, art. 24.

³⁰³ Pour une étude historique de la construction des normes alimentaires, voir l'excellent texte suivant : S. ILCAN et L. PHILLIPS, préc., note 259, aux pages 51-72.

³⁰⁴ DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE L'ONU, art. 37 (a).

produits »³⁰⁵, « les renseignements sur la qualité »³⁰⁶ et vers « la protection de l'environnement »³⁰⁷.

Cela dit, la consécration *stricto sensu* de la promotion du droit à l'information ne suffit point pour éveiller notre intérêt à elle-même. La réalité du consommateur, au sens de sa possibilité d'effectuer un meilleur choix économique et politique, revient à savoir où réside sa meilleure sauvegarde. À ce titre, J.F. Kennedy visait juste en décrivant le droit à l'information du consommateur comme « *the right to be given the facts needed to make an informed choice, and to be protected against dishonest or misleading advertising and labelling* »³⁰⁸. Dans notre cadre d'analyse, le droit de l'information comporte deux dimensions au regard du consommateur : l'une d'entre elles doit fournir une garantie de protection contre une publicité mensongère et l'autre doit lui donner l'occasion de faire un choix éclairé. D'une part, le régime de protection y complémente activement l'information pour tous les cas où le degré de celle-ci est à ce point incomplet et inefficace que la situation justifie qu'il soit protégé malgré lui³⁰⁹.

D'autre part, pour être complète et efficace, l'information doit porter sur l'ensemble des conditions dans lesquelles le consommateur exerce son jugement, notamment « le prix des articles et des prestations proposés, la qualité et les caractéristiques des biens et des services offerts, les termes de l'échange et les obligations juridiques liant le consommateur, etc. »³¹⁰. Bien entendu, lorsqu'il s'agit d'un créneau à l'étiquetage informatif volontaire tel que celui de l'alimentation biologique, la question de la qualité détermine celles de la protection et du choix. Dans la relation du consommateur vis-à-vis sa consommation durable, son droit à l'information recèle par-dessus tout une volonté de pouvoir choisir parmi des critères de santé, de sécurité, d'environnement, d'équité sociale, etc. Dorénavant, étant acquis qu'une pluralité de sources d'informations

³⁰⁵ *Id.*, art. 37 (c).

³⁰⁶ *Id.*, art. 37 (e).

³⁰⁷ *Id.*, art. 37 (f).

³⁰⁸ CONSUMER INTERNATIONAL, « Consumer Rights », en ligne :

<<http://www.consumersinternational.org/who-we-are/consumer-rights>> (consulté le 20 février 2011).

³⁰⁹ T. BOURGOIGNIE, préc., note 296, p. 137.

³¹⁰ *Id.*, p. 135.

existent, le consommateur exige le droit, certes, à des biens et services de qualité, mais aussi pour cela, à une information de qualité.

Ainsi, le nouveau paradigme international du développement durable invite à considérer le droit à l'information au delà des traditionnelles avenues. L'accession à la modernité du XXI^e siècle a pris acte des suggestions et commande une information de qualité pour une qualité des biens. Cette dernière, l'*Organisation internationale de normalisation* (ci-après ISO) la définit comme « la satisfaction des besoins déclarés ou implicites du consommateur au travers de leurs propriétés ou de leurs caractéristiques »³¹¹. Transposée sur le secteur agroalimentaire, nous savons déjà que cette qualité se trouve dans la sécurité alimentaire, dans les valeurs nutritionnelles et, dans le cas qui nous intéresse, dans le développement durable. À la différence des critères strictement utilitaristes protégés par des dispositions législatives d'étiquetage, un sens implicitement gastronomique et idéaliste émerge dans le désir de qualité des consommateurs³¹². Sont étroitement associés à cette qualité supplétive les appellations d'origine contrôlées, les aliments issus de méthodes traditionnelles, l'appellation biologique et le commerce équitable.

Pour en revenir au droit du consommateur à l'information, lorsque couplé avec les manifestations pratiques de la demande d'information alimentaire, il apparaît qu'un élément constitutif de la sauvegarde du consommateur réside dans les pouvoirs dont il dispose pour assurer sa propre protection. Avec l'essor des normes volontaires de qualité supérieure, ce désir d'indépendance de jugement du consommateur doit être servi par sa responsabilisation partielle. L'alimentation biologique est une précaution volontaire, un acte foi envers la protection de valeurs environnementales et sociales. Le consommateur réclame des outils de responsabilisation à cet égard et l'étiquette, le label et les termes valorisants sont les médiums choisis pour l'occasion. Alors que l'État souscrit pour sa part au minimum acceptable dans l'admission des biens et services au marché, il doit

³¹¹ Ana CARRETO-GARCIA, « Signes distinctifs de qualité alimentaire en droit espagnol », dans Geneviève PARENT (dir.) avec la collab. de Sophie LAVALLÉE et Georges AZZARIA, *Production et consommation durables : de la gouvernance au consommateur-citoyen*, coll. « CÉDÉ », Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2008, p. 541-566, à la page 545.

³¹² *Id.*

aussi chercher à rallier le consommateur auprès des principes et droits reconnus sur la scène internationale. Un partage de responsabilité s'en suit où l'État doit permettre les conditions optimales pour que chacun puisse avancer à la hauteur de ses attentes lorsqu'il s'agit d'exprimer ses convictions économiques et politiques par sa liberté de choix dans la consommation.

Du point de vue où le processus de responsabilisation du consommateur est paralysé par l'affrontement entre la société civile et les intérêts privés, la situation a assez duré. Notre partie préliminaire en témoigne : de part et d'autre de la FAB, tous s'ajustent à la réalité du mouvement qui se scinde autour de deux perceptions. La première affirme que la poursuite commerciale constitue un déni envers les valeurs d'origines et d'un nivellement vers le bas qui discréditent l'appellation biologique. Par exemple, l'organisation Nature et Progrès conteste avec acharnement les normes nationales au point où elles refusent de soumettre leurs normes et leur label aux régimes biologiques français et européens. L'autre courant de pensée s'accorde pour surmonter les craintes du premier dans la mesure où l'arrivée de l'industrie garantit un formidable essor au mouvement. Pour ce groupe, il est plus avantageux de faire appliquer des normes réduites à travers le monde que de rester aligné sur des normes strictes dont personne n'a entendu parler. Ainsi, la grande distribution n'est pas contrainte d'entretenir des relations spécifiques à celles qui s'appliquent logiquement à travers l'éthique de la filière biologique. L'objectif n'est pas d'élaborer un projet en commun dans le sens propre de l'agriculture biologique : le but est purement commercial³¹³.

Pourtant, l'intervention de l'État se limite principalement à une seule étape : fournir un barème général avec l'assortiment de techniques agronomiques à respecter. Ce faisant, les autorités publiques ont aussi décidé de maintenir les contributions normatives sur la « qualité supérieure » dans le registre privé. Maintenant, la prochaine démarche doit s'inspirer des vertus du droit à l'information. Puisqu'une joute normative s'opère entre la société civile et l'industrie, il faut donner au consommateur le droit de désigner le vainqueur. Or, tel qu'observé par les chercheurs Rigby et Carceres, « les

³¹³ A. BOUTIN-GUILLEMOT, préc., note 138, p. 59.

normes sont bien plus en capacité de référer à des entrants interdits que de spécifier des critères précis pour l'évaluation de savoir si vraiment les producteurs et les transformateurs agissent d'une manière "socialement juste" ou "écologiquement responsable" »³¹⁴. On comprend donc l'État de montrer des réticences à s'impliquer dans le domaine des normes de qualité supérieure.

En somme, plusieurs résistances entrent en considération dans le partage des responsabilités pour la consommation, parmi lesquelles le degré d'information à divulguer et la sensibilité de celle-ci tiennent un rôle primordial. À ce titre, même la Commission européenne reconnaît qu'il apparaît « notamment que les consommateurs ne sont pas bien informés des principes et des avantages de l'agriculture biologique »³¹⁵. Malgré son désir d'émancipation, il n'est pas aisé pour le consommateur de retrouver une information capable de faciliter ses choix et de combler sa demande. D'une part, le label est surtout fait pour protéger le producteur contre la concurrence, au détriment du consommateur qui a du mal à se retrouver dans cet ensemble de certifications, de labels et de garanties³¹⁶. Justement, la plupart du temps les différentes organisations qui produisent de l'information à destination du consommateur ne prennent pas en considération son accessibilité. Par exemple, au regard du consommateur moyen, le surplus d'information peut constituer un obstacle majeur à sa compréhension³¹⁷.

Le droit à l'information est tout désigné pour être la pierre angulaire de la filière biologique. Si cette dernière puise sa principale source d'approvisionnement juridique parmi la famille de principes et de droits du développement durable, il faut mettre la

³¹⁴ D. RIGBY et D. CARCERES, « Organic Farming and the Sustainability of Agricultural Systems », (2001) 68 *Agricultural Systems* 21-40, 27 (notre traduction).

³¹⁵ COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES [CCE], *Plan d'action européen en matière d'alimentation et d'agriculture biologiques*, Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, Bruxelles, 2004, p. 12 et 13.

³¹⁶ Michel PRIEUR, « Agriculture biologique et développement durable », dans Catherine GIRAUDÉL (dir.), *L'agriculture biologique, une agriculture durable? Étude de droit comparé de l'environnement*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 1996, p. 259-277, à la page 272.

³¹⁷ Alessandra DI LAURO, « Le mensonge dans les règles de la communication : instruments pour une gestion soutenable et "adéquante" de l'information du consommateur », dans Geneviève PARENT (dir.) avec la collab. de Sophie LAVALLÉE et Georges AZZARIA, *Production et consommation durables : de la gouvernance au consommateur-citoyen*, coll. « CÉDÉ », Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2008, p. 517-539, à la page 524.

place du droit à l'information au sommet de la hiérarchie de ses sources puisque ce sont les consommateurs qui ont structuré ses priorités normatives. Cependant, si l'agriculture biologique génère un lot d'attention inespéré sur la place publique, sa compréhension demeure truffée de clichés et de préjugés. Si nous savons d'ores et déjà que l'agriculture biologique est plus qu'un épiphénomène du développement durable, la vérité à son sujet se situe à proximité du renforcement de son droit d'accès à l'information. À ce titre, le point de départ pour pallier les résistances susmentionnées réside dans la recherche de « systèmes d'informations neutres et indépendants qui offrent davantage de garanties d'objectivité »³¹⁸.

Section IV. L'indiscernable intégrité des normes biologiques

En réponse à la suspicion, la recherche s'engage à des procédures de vérification pour apaiser les craintes. Cela dit, les différentes réponses apportées par les chercheurs ne sont pas isolables de l'activité humaine et sont, par conséquent, sujettes à un cycle interminable de révision. La rétrospective historique de la FAB permet de déceler plusieurs facteurs entrant en considération lorsqu'on se livre à l'exercice de qualifier l'intégrité du mouvement biologique. Explorée au fil de la partie préliminaire, la constance des normes biologique et de ses principes est entrecoupée de l'arrivée graduelle de différents acteurs. Ces derniers, au départ locaux et isolés sur un territoire restreint, se transforment avec l'essor des communications pour donner lieu à un espace biologique privé et mondialisé. Or, si ce nuage de sources normatives procure une attention inégalée à l'agriculture biologique et stimule le déploiement d'une étonnante capacité normative³¹⁹, son contenu devient l'objet d'interprétations douteuses.

Même avant d'entrer dans l'aspect informationnel des productions agricoles, un élément préalable méduse le consommateur. Le commun des mortels ne bénéficie pas des connaissances pour différencier la terminologie employée dans le jargon des garanties alimentaires. Les labels, les appellations réservées ou contrôlées, les normes,

³¹⁸ T. BOURGOIGNIE, préc., note 296, p. 135.

³¹⁹ J. BINGEN et L. BUSCH, préc., note 2, à la page 248.

les standards, les certifications, les accréditations, les règlements et les lois; ce charabia sémantique est une entrave à l'intégration des produits biologiques dans les habitudes d'achat des consommateurs. Pourtant, s'il y a un phénomène juridique qui détermine notre train de vie individuel et collectif, c'est celui des systèmes de normes.

Les normes sont un concept millénaire³²⁰ où les produits, leur transformation et leurs producteurs sont jugés selon leur performance. L'Office québécois de la langue française les définit comme un « ensemble de règles fonctionnelles ou de prescriptions techniques relatives à des produits, à des activités ou à leurs résultats, établies par consensus de spécialistes et consignées dans un document produit par une autorité légitime »³²¹. Les normes peuvent être d'origines privées, d'origines publiques ou d'origines mixtes. Lorsqu'elles sont privées, elles se rattachent directement aux organisations qui les émettent. Dans les cas où elles sont publiques, elles se rattachent généralement à un règlement prescrivant leurs modalités d'application. Enfin, elles peuvent être mixtes dans l'éventualité où elles sont émises par une organisation internationale comptant à la fois des membres étatiques et des membres privés.

Au cours de la complexification de la FAB, le consommateur a été relativement échaudé et en vient à considérer que les normes biologiques ne sont qu'une nouvelle forme de « marketing vert ». Justement, si les normes biologiques privées sont en majeure partie belles et bien soumises à un processus rigoureux d'évaluation de leur intégrité, le problème réside dans le fait qu'on ne sait toujours pas de quelle intégrité il s'agit³²². Afin de mieux saisir les paramètres de la dévaluation de l'intégrité des normes biologiques, la division de leur système juridique en trois régimes se veut un tour d'horizon complet. À ce titre, nous commencerons la démonstration des déficits d'intégrité avec leur régime d'émission (§1), poursuivrons avec leur régime de vérification (§2) et terminerons avec leur régime de divulgation (§3).

³²⁰ Pour une excellente explication de l'histoire de la norme, lire : K. BENYEKHLEF, préc., note 33, et plus particulièrement le titre II intitulé « La norme pré-moderne » (page 399-555).

³²¹ OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE, « Le grand dictionnaire terminologique », en ligne : <<http://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/gdt.html>> (consulté le 12 janvier 2012).

³²² J. GUTHMAN, préc., note 86.

§1. Le régime d'émission des normes entre intégrisme et conventionnalisation

Au sein du régime d'émission des normes, celles-ci sont prescrites pour répondre à des exigences de qualité qui se déterminent de trois façons³²³. Elles le font à partir des méthodes de production (par exemple, l'agriculture biologique), à partir d'une analyse postproduction (par exemple, la détection de la salmonelle) ou à partir de la gouvernance (par exemple, ISO 65 (EN 45011))³²⁴. En parcourant la littérature sur le sujet, ces exigences renvoient inévitablement aux questions sur l'intégrité. Dans le secteur de la FAB, le régime de divulgation ne lève pas dans l'espace juridique sans attache et la dynamique derrière la promotion des normes traduit d'après négociations³²⁵.

Premièrement, les normes sont négociées sur une base continue, « discutées, reformulées, reconçues à la lumière de changements juridiques, institutionnels et technologiques, de même que d'autres normes (possiblement conflictuelles) »³²⁶ tel que le formulent Bingen et Busch. Ce constat est l'effet de la restructuration du système agroalimentaire qui s'appuie sur un nombre croissant de producteurs, de distributeurs, de transformateurs, de commerçants, de preneurs de décision, de régulateurs, de certificateurs et de mouvements sociaux partout sur la planète³²⁷. L'élargissement des acteurs de la FAB, s'il est le présage du système juridique de l'agriculture biologique, annonce du même souffle une remise en question de la tradition normative³²⁸ et de

³²³ Gérard CAPLAT et Catherine GIRAUDÉL, « L'agriculture biologique et la normalisation » dans GIRAUDÉL, C. (dir.), *L'agriculture biologique, une agriculture durable? Étude de droit comparé de l'environnement*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 1996, p. 104-109.

³²⁴ Le Guide 65 ISO/IEC standardise la gouvernance de la grande majorité des accréditateurs nationaux et privés dans la FAB.

³²⁵ Spécialistes de la question des normes d'agriculture, Bingen et Busch s'accordent pour faire ressortir le concept de négociation lorsqu'il s'agit d'identifier les groupes et les intérêts comme source de création, de modification et de maintien des normes : J. BINGEN et L. BUSCH, préc., note 2, à la page 245.

³²⁶ *Id.*

³²⁷ La facette historique des différences de perception a été exposée en détail durant la première partie. Pour une présentation détaillée des vues actuelles des acteurs impliqués dans la FAB, voir : Bülent MIRAN, Özlem K. UYSAL, Canan ABAY et Murat BOYACI, « Stakeholders' views on improving the organic certification system », document de travail pour CERTCOST, İzmir, Turquie, 2009, en ligne : <<http://orgprints.org/16048>> (consulté le 12 janvier 2011).

³²⁸ En effet, la conventionnalisation de la FAB signale l'expiration du corpus normatif relativement homogène. La dispersion des principes biologiques « traditionnels » surgit au fil de l'admission des règles de jeu du credo néolibéral : Ike DARNHOFFER, Thomas LINDENTHAL, Ruth BARTEL-KRATOCHVIL et

l'intégrité qui lui est associée.

Depuis les débuts de la FAB, la question de l'identification des valeurs et des principes monopolise les débats au sein des structures scientifiques, civiles, économiques et juridiques³²⁹ et se veut la clé de l'intégrité du créneau. Agissant comme élément déclencheur de la recomposition juridique des normes biologiques³³⁰, l'industrie cherche une source de valorisation autre que la *responsabilité sociale et environnementale* (ci-après « RSE »)³³¹. Ce faisant, elle délaisse la compétition sur les prix, par essence peu profitable, et mise sur la différenciation de ses produits par leurs qualités³³². Avec son intégration à la FAB, des approches radicale et réformiste de l'agriculture biologique émergent³³³. Tandis que l'une tient à éviter les formes conventionnelles de commercialisation et à aligner la filière sur une échelle locale³³⁴, l'autre fait valoir que l'adoption globale de normes intermédiaires vaut mieux que la pratique marginale de normes strictes. En somme, la discussion cherche à savoir s'il y a

Werner ZOLLITSCH, « Conventionalisation of organic farming practices: from structural criteria towards an assessment based on organic principles. A review », (2010) 30 *Agronomy for Sustainable Development* 67-81.

³²⁹ Suzanne PADEL, Henk ROECKLINSBERG et Otto SCHMID, « The implementation of organic principles and values in the European Regulation for organic food », (2009) 34 *Food Policy* 245-251 ; Susanne PADEL, Helenna RÖCKLINSBERG, Henk VERHOOG, Hugo Fjelsted ALRØE, Jan DE WIT, Chris KJELDSSEN et Otto SCHMID, *Balancing and integrating basic values in the development of organic regulations and standards: proposal for a procedure using case studies of conflicting areas*, rapport du Organic Revision Project, 2007, en ligne: <<http://www.organic-revision.org>> (consulté le 24 décembre 2011).

³³⁰ L.F. CLARK, préc., note 149; Pour une comparaison de la cooptation de l'industrie dans les mouvements biologique et équitable, voir : D. JAFFEE et P. H. HOWARD, préc., note 152.

³³¹ La RSE peut donner un résultat insatisfaisant dans la mesure où « en général, on peut conclure que la notion de “responsabilité sociale des entreprises” qui inclut les aspects environnementaux n’a pas, jusqu’à présent, abouti à une réelle prise en considération de l’environnement dans les activités des entreprises » : Ludwig KRÄMER, « De nouvelles parties prenantes : la responsabilité sociales de entreprises et le droit européen de l'environnement », (2003-2004) 4 *Revue des affaires européennes* 549-562, 561 ; Peter UTTING, « The struggle for corporate accountability », (2008) 39-6 *Development and Change* 959-975.

³³² Telles que la confiance, les bénéfices sociaux et environnementaux et l'attachement aux productions locales. Pour un exposé approfondi de la question de la différenciation des produits au moyen de valeurs, voir : François NICOLAS et Egizio VALCESCHINI, *Agro-alimentaire : une économie de la qualité*, Paris, Économica, 1995.

³³³ Stefano PONTE et Peter GIBBON, « Quality standards, conventions and the governance of global value chains », (2005) 34 *Economy and Society* 1-31; Jean-Marie CODRON, Lucie SIRIEX et Thomas REARDON, « Social and environmental attributes of food products in an emerging mass market: Challenges of signaling and consumer perception, with European illustrations », (2006) 23 *Agriculture and Human Values* 283-297.

³³⁴ J. E. IKERD, préc., note 148.

création ou baisse de valeur avec l'assimilation des normes de l'industrie³³⁵ et soulève des questions d'équité et d'autogouvernance parce qu'il y a toujours des gagnants et des perdants dans l'adoption et le changement des normes.

Deuxièmement, la conventionnalisation du secteur agroalimentaire pose la question de la légitimité de sa gouvernance normative³³⁶. Lorsque les acteurs qui sont sujets des normes, font les normes, il vaut mieux que celles-ci soient consensuelles. Or, en lieu de perspective traditionnelle, l'histoire de l'agriculture biologique se construit en « valorisant » l'opposition au système dominant de production et de commercialisation³³⁷. Pour la société civile et les agriculteurs, il semble anachronique d'envisager une gouvernance échouant à répondre aux exigences de l'idéal de départ. Cette autre facette de l'intégrité inquiète non seulement les acteurs traditionnels, mais aussi le consommateur.

Troisièmement, sans informations exhaustives pour départager et comprendre ce changement, l'hypercomplexité rhétorique³³⁸ des acteurs atrophie l'intérêt du consommateur et celui-ci s'en remet au « marketing vert » pour faire ses achats. En prenant du recul, l'intégrité du système normatif biologique dépend ultimement de son exposition au consommateur. Avec le survol de l'histoire derrière l'argumentaire biologique, la problématique inépuisable concernant les mérites qualitatifs des normes de productions et de transformation a été exposée dans la mesure où un meilleur accès à l'information pourrait éviter de polariser les débats entre les parties prenantes et l'image brouillonne que cela donne aux consommateurs.

En bout de compte, par leur implication dans toutes les phases de production et de commercialisation de l'aliment biologique, les parties prenantes de la FAB s'éloignent

³³⁵ Glen DOWELL, Stuart HART et Bernard YEUNG, « Do Corporate Global Environmental Standards Create or Destroy Market Value? », (2000) 46 *Management Science* 1059-1074.

³³⁶ Doris FUCHS, Agni KALFAGIANNI, Jennifer CLAPP et Lawrence BUSCH, « Introduction to symposium on private agrifood governance: values, shortcomings and strategies », (2011) 28 *Agriculture and Human Values* 335-344.

³³⁷ *Supra*, partie préliminaire.

³³⁸ Il n'est jamais aisé de départager la validité de normes lorsqu'elles se rattachent au champ émotionnel des valeurs et des principes.

de plus en plus d'un passé local où le contrôle s'effectuait par la proximité³³⁹. Par le fait même, malgré leurs racines locales, les acteurs traditionnels n'échappent pas au tourbillon provoqué par la mondialisation et le consommateur exige une vérification additionnelle pour justifier la prime monétaire qu'il paie pour les produits de qualité biologique.

§2. Le dédoublement de l'intégrité avec le régime de vérification

Devant les remises en question de l'intégrité du régime d'émission des normes biologiques, le mouvement n'a eu d'autre choix que de lui adjoindre un système garantissant la rigueur de la démarche du mouvement³⁴⁰. Celui-ci fait appel à deux mécanismes à l'intérieur du régime de vérification et la certification fait office du premier³⁴¹. Comme les normes, les types de certification peuvent se diviser selon la vérification des méthodes de production, le contrôle postproduction et l'évaluation de la gouvernance. Généralement, l'évaluation de la gouvernance implique des systèmes de certification génériques qui s'appliquent à n'importe quel secteur industriel et qui sont obtenus grâce à l'évaluation de données fournies par l'entreprise³⁴². Les vérifications pendant la production et la postproduction sont destinées à des secteurs spécifiques et sont le résultat de visites-surprises sur le terrain par des inspecteurs indépendants.

³³⁹ J. BINGEN et L. BUSCH, préc., note 2, à la page 248.

³⁴⁰ La Commission du *Codex Alimentarius* explique dans ses Directives le raisonnement derrière cette garantie supplémentaire : « Le contact étroit entre le consommateur et le producteur est une idée répandue depuis longtemps. L'augmentation de la demande sur le marché, la croissance des intérêts économiques dans la production et l'élargissement de la distance qui sépare les producteurs des consommateurs ont stimulé l'introduction du contrôle externe et des procédures de certification ». COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS, *Directives concernant la production, la transformation, l'étiquetage et la commercialisation des aliments issus de l'agriculture biologique*, 1999, section 8, en ligne : <www.codexalimentarius.net/download/standards/360/cxg_032f.pdf> (consulté le 12 décembre 2011).

³⁴¹ Une définition complète de celle-ci renvoie à un contrôle des normes effectué par « des tierce-parties d'origines publiques ou privées qui utilisent des théories scientifiques, des tests, des données de même que des moyens techniques pour vérifier indépendamment les critères de qualité et de sécurité » (notre traduction) : J. BINGEN et L. BUSCH, préc., note 2, à la page 248 ; T. ROTHERHAM, préc., note 342, p. 5-8.

³⁴² Ce type de schémas de gouvernance est fréquemment à la poursuite du développement durable notamment par l'entremise des programmes de RSE mis au point par les entreprises. On retrouve parmi ceux-ci les certifications ISO et Global G.A.P. : Tom ROTHERHAM, « Selling Sustainable Development: environmental labeling and certification programs », document de travail pour *Meeting of Technical Specialists and Policy Experts on Environmentally-Sound Trade Expansion in the Americas*, Université de Miami, 1999, p. 5-8.

Le régime de vérification comprend un second mécanisme : l'accréditation. Lorsqu'une agence de certification voit le jour, elle doit d'abord faire reconnaître son expertise. Des organismes d'accréditation d'origines publiques ou privées admettent ensuite la qualification des agences de certification en leur délivrant un permis pour pratiquer dans le domaine de la norme ciblée. Ensuite, ils conduisent des vérifications sur les sites inspectés par les agences de certification pour s'assurer que les résultats sont les mêmes. À titre indicatif, l'organisation d'accréditation qui accrédite généralement les autorités publiques est l'ISO alors que l'IAOS s'occupe davantage des certificateurs privés³⁴³.

Pour en revenir à la certification, l'intégrité de celle-ci³⁴⁴ pâtit toujours des luttes intestines exposées dans la description du régime d'émission des normes biologiques. À coup sûr, l'indépendance de la certification est au coeur de la procession du changement normatif et le domaine de la consommation responsable est particulièrement visé par cela³⁴⁵. Tentant de réconcilier les prétentions scientifiques et les principes, l'agence de certification devient le point de mire de la confiance des consommateurs envers les normes³⁴⁶. Selon les biologistes Seppänen et Helenius³⁴⁷, la définition de l'agriculture biologique se joue d'ailleurs dans le quotidien des activités de certification : la façon dont les inspecteurs déterminent la conformité possède une importance au même titre que la façon dont le policier applique les dispositions du Code criminel. En fait, même lorsqu'elles ont une portée universelle, ces normes sont appliquées localement, et sont donc sujettes à des interprétations locales³⁴⁸.

³⁴³ Pour une comparaison approfondie des deux principales normes d'accréditation des organismes de certification biologique, voir : Beate HUBER, « Comparison between two accreditation criteria: A report on the differences between the IFOAM Accreditation Criteria and ISO 65 (EN 45011) », (2003) 30 *The Organic Standard* 1-2, en ligne : <http://orgprints.org/2809> (consulté le 11 janvier 2011).

³⁴⁴ Pour un survol complet des activités et enjeux entourant les certificateurs, voir : Gunnar RUNDGREN, « Break-out Group: The Role of Certification Services in Organic Produce Market », document de travail pour l'OCDE, dans *Standards and Conformity Assessment in Trade: Minimising Barriers and Maximising Benefits*, Berlin, 2005.

³⁴⁵ P. UTING, préc., note 331, 965.

³⁴⁶ J. BINGEN et L. BUSCH, préc., note 2, à la page 248.

³⁴⁷ Laura SEPPÄNEN et Juha HELENIUS, « Do inspection practices in organic agriculture serve organic values? A case study from Finland », (2004) 21 *Agriculture and Human Values* 1-13.

³⁴⁸ J. BINGEN et L. BUSCH, préc., note 2, à la page 245.

Ainsi, la gouvernance générale du système biologique relève en partie des dispositions de son homologation. Cela, l'industrie agroalimentaire et la société civile l'ont compris en compétitionnant pour le contrôle des activités de certification³⁴⁹. À ce sujet, des craintes sur l'indépendance du régime de vérification s'expriment en regard de l'égalité d'accès à la certification³⁵⁰ et du drainage des ressources financières par celle-ci. À l'intérieur d'un milieu où les intervenants vivent la précarité d'une industrie encore fragile, les organismes de certification grugent une part non négligeable des marges de profit disponibles³⁵¹. Malgré les racines populaires du mouvement, la tendance actuelle fait des exclus dans la gouvernance : les petits producteurs deviennent marginalisés³⁵² parce qu'ils ne peuvent défrayer les coûts exigés. Aux yeux du consommateur, la part de ressources consacrée au régime de certification est problématique dans la mesure où elle détourne les fonds des fermes d'intégrité supérieure (locales, de petite échelle)³⁵³, au profit d'exploitations agricoles correspondant moins aux idéaux de l'agriculture biologique.

En définitive, les diverses certifications et accréditations biologiques amènent un degré de complexité supplémentaire parce que leur gouvernance, comme celle des émetteurs de normes, est partagée entre de multiples acteurs³⁵⁴. Cette situation nous

³⁴⁹ Tad MUTERSBAUGH, « Just-in-space: Certified rural products, labor of quality, and regulatory spaces », (2005) 21 *Journal of Rural Studies* 389-402.

³⁵⁰ Pour des précisions sur les catégories de codes de gouvernance des normes, voir : Stepan WOOD, « Voluntary Environmental Codes and Sustainability », dans Benjamin J. RICHARDSON et Stepan WOOD (dir.), *Environmental Law for Sustainability*, Oxford, Hart, 2006, p. 229-276.

³⁵¹ De plus, les études démontrent que les marges de profits juteuses tirées du secteur le sont par les entreprises de vente au détail : Isabelle VAGNERON et Solveig ROQUIGNY, « Value distribution in conventional, organic and fair trade banana chains in the Dominican Republic », (2011) 32-3 *Revue canadienne d'études du développement* 324-338.

³⁵² Cette situation est particulièrement fréquente chez les producteurs des pays en voie de développement : S. ILCAN et L. PHILLIPS, préc., note 259; Timothy VOS, « Visions of the middle landscape: organic farming and the politics of nature », (2000) 17-3 *Agricultural and Human Values* 245-256.

³⁵³ Les frais de certification sont particulièrement inquiétants puisqu'en raison du nombre de normes différentes, le cultivateur doit faire certifier sa production plusieurs fois : Lizzy Melby JESPERSEN, *Organic Certification in Selected European Countries: Control Fees and Size of the Sector*, rapport pour CERTCOST, 2011, en ligne : <http://www.certcost.org/Lib/CERTCOST/Deliverable/D13_D8.pdf> (consulté le 12 janvier 2012).

³⁵⁴ Parmi lesquels on retrouve une fédération internationale, des agences privées, des associations de producteurs, des organismes publics : Christopher M. BACON, « Who decides what is fair in fair trade? The agri-environmental governance of standards, access, and price », (2010) 37-1 *Journal of Peasant Studies* 111-147, 121; T. VOS, préc., note 352.

conduit au régime d'information. Celui-ci connaît à son tour un déficit d'intégrité justement parce qu'il y a un débalancement de l'autorité normative des deux premiers en sa défaveur.

§3. L'ordre par le régime de divulgation

Compte tenu de ce qui précède, les régimes d'émissions et de vérifications doivent être abordés dans l'optique où leur prééminence sur le régime de divulgation nuit au consommateur. Le régime de divulgation des normes biologiques comprend un versant privé et un versant public et plusieurs moyens d'y participer existent pour les parties prenantes de la FAB. Le moyen le plus connu du consommateur se fait par l'entremise des labels et de leur version superficielle, les logos. Les labels sont un « signe distinctif apposé sur un produit ou qui accompagne un service, et qui en garantit la qualité, l'origine ou la conformité à certaines caractéristiques définies »³⁵⁵. À ce titre, il est important de distinguer le label du logo, cet « ensemble d'éléments graphiques qui caractérise, de manière constante et spécifique, une marque, un nom d'entrepreneur, une firme ou une organisation »³⁵⁶. Le logo s'appuie seulement sur la réputation de l'organisation et n'offre aucune garantie normative. Pourtant, nous savons que le consommateur peine à distinguer le label du logo et nous savons aussi que la rigueur des garanties varie grandement selon la nature des protagonistes.

Autre stratégie de communication aux consommateurs, l'étiquetage peut prendre une forme informative³⁵⁷ comme une forme publicitaire. En ce qui concerne la FAB, un arsenal de dispositifs réglementaires unique touche aux normes d'étiquetage informatives. L'arme la plus avancée de cet arsenal demeure la réservation des appellations, en l'occurrence du terme « biologique », de ses synonymes et dérivés.

³⁵⁵ OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE, préc., note 321.

³⁵⁶ *Id.*

³⁵⁷ « Action d'apposer sur un produit ou une marchandise, au moyen d'une étiquette, des informations non publicitaires claires, objectives, concrètes et complètes, notamment le prix, la nature des composants, le mode d'utilisation, la catégorie de qualité, les performances du produit, le poids, la capacité, la date de fabrication, la date limite d'utilisation, etc., ce qui permet au consommateur de faire un choix raisonné, fondé sur ses justes besoins » : OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE, préc., note 321.

Toutefois, au su de la situation actuelle, l'apparente clarté du système en place cède le pas à la confusion pour le consommateur. La marge de manoeuvre normative pour l'étiquetage laisse place à une gamme subtile d'abus aux dépens du consommateur.

Cela dit, s'il est attendu que la représentation de l'intégrité diffère selon l'appartenance au camp choisi, au sein de la FAB, le cours des événements n'est pas tout à fait négatif. Si la percée des acteurs conventionnels change profondément le cours d'évolution des paramètres des normes biologiques, cette reprise des grandes entreprises privées fait transiter la production de l'économie informelle vers l'économie formelle, procurant au passage des avantages au consommateur. L'un de ceux-ci concerne la mise en oeuvre de politiques nationales. Aujourd'hui, puisque la FAB tire la majorité de ses ventes du supermarché et des magasins d'alimentation naturelle³⁵⁸, un suivi statistique devient accessible et des mesures correctives peuvent être apportées pour encourager ce secteur de niche³⁵⁹. À ce sujet, le nombre de pays avec des données sur l'agriculture biologique est passé de 86 au tournant du millénaire à 160 en 2009³⁶⁰. En résumé, la gouvernance publique de la FAB a maintenant la possibilité de se baser sur la documentation de ses spécificités³⁶¹ et il va de soi qu'une meilleure connaissance du mouvement est un préalable pour le respect de son intégrité.

En contrepartie, l'expansion privée et publique de la filière objectivise un sujet qui a toujours été un assemblage de construits sociaux³⁶². L'intégrité des valeurs et principes au sein de ces réseaux alternatifs a toujours été obtenue par la même recette : une

³⁵⁸ Selon les données de l'OTA pour 2010, les ventes de supermarché ont atteint 54% du total alors que celles des magasins d'alimentation naturelle ont atteint 39% : OTA, préc., note 14.

³⁵⁹ Lorsque le produit passait directement des mains du fermier aux mains du consommateur, la mise en oeuvre de politiques nationales pour le secteur était ardue : Beate HUBER et Jochen NEUENDORFF, « How to safeguard integrity within organic systems », document de travail pour *European Organic Congress*, Bruxelles, 2007, en ligne : <<http://orgprints.org/13437>> (consulté le 11 janvier 2012).

³⁶⁰ FIBL et IFOAM, *World of organic agriculture. Statistics & Emerging Trends 2011*, Bonn, 2011, en ligne : <<http://www.organic-world.net/fileadmin/documents/yearbook/2011/world-of-organic-agriculture-2011-page-1-34.pdf>> (consulté 26 février 2012).

³⁶¹ B. HUBER et J. NEUENDORFF, préc., note 359.

³⁶² Erin NELSON, Laura GOMEZ TOVAR, Rita SCHWENTESIUS RINDERMAN et Manuel Engels GOMEZ CRUZ, « Participatory organic certification in Mexico: an alternative approach to maintaining the integrity of the organic label », (2010) 27 *Agriculture and Human Values* 227-237, 229.

gestion locale permettant un accès facilité aux installations biologiques³⁶³. En somme, la plupart du temps, la production biologique doit être vue pour être crue. La cohésion du mouvement, soutenue par son intégrité, se trouve d'abord dans sa transparence et son accessibilité locale³⁶⁴.

Les deux perspectives de l'intégrité présentées peuvent être assimilées aux attributs macros et micros de la gouvernance du régime de divulgation. Mais contrairement aux attentes, leur apparence conflictuelle cède le pas à une relation complémentaire. D'une part, les autorités publiques et les entreprises multinationales ne possèdent pas le capital humain pour établir un contact étroit avec les consommateurs de produits dont la charge de principes comporte intrinsèquement une vocation éducative. Pour ce faire, ils doivent reconnaître l'importance du rôle des organisations sur le terrain. D'autre part, les acteurs traditionnels ne disposent pas de ressources suffisantes pour ériger des structures de commercialisation répondant à la demande croissante des produits de consommation responsable. Ainsi, ils doivent admettre que les valeurs et les principes peuvent être instrumentalisés comme intermédiaires de profits. Dès lors, l'augmentation des courants normatifs, cette expression de la gouvernance polycentrée, doit être admise tel un impact positif de la même façon que le système juridique d'un État profite du processus démocratique d'une gouvernance fondée sur le parlementarisme. Plusieurs avantages découlent de ce mode de participation ouvert, dont la qualité des décisions rendues³⁶⁵.

Tout cela considéré, l'image floue de la FAB persiste toujours et deux réalités interagissent pour en rendre compte. D'abord, le corollaire du polycentrisme de la gouvernance, la pléthore de normes, présente des attributs propres à la liberté et à la flexibilité. La différence des approches civiles, privées et publiques contribue à une compétition saine dans l'éventualité où la diversité des normes correspond à une sélection accrue pour le consommateur. En revanche, la gouvernance de la FAB

³⁶³ B. HUBER et J. NEUENDORFF, préc., note 359.

³⁶⁴ *Id.*

³⁶⁵ Frans H.J.M. COENEN, Dave HUITEMA et Johan WOLTJER, « Participatory Decision-Making for Sustainable Consumption », dans Frans H.J.M. COENEN (dir.), *Public Participation and Better Environmental Decisions: The Promise and Limits of Participatory Process for the Quality of Environmentally Related Decision-making*, Dordrecht, Springer, 2009, p. 100-108.

présente des émetteurs diffusant chacun une fréquence indépendante. Dans cette métaphore, les consommateurs font figure de légion d'antennes devant capter plusieurs chaînes d'information. Tout cela, pour un sujet somme toute assez modeste en comparaison avec les préoccupations quotidiennes de ces consommateurs-citoyens. Ainsi peut-on dire que ces derniers sont saturés d'information et un ménage s'impose.

À partir de ce moment, notre intérêt pour les normes biologiques se concentre sur l'installation de liens entre les consommateurs, les acteurs privés et les États parce que ceux-ci entretiennent des rapports fréquents³⁶⁶. Cette interrelation amène des effets normatifs inconnus pour la FAB. Quelle est la place du droit à l'information du consommateur par rapport à la prolifération des normes d'émission, de vérification et de divulgation? L'implication des autorités publiques permet-elle de renouer le lien de confiance avec le consommateur? D'autre part, la participation d'éléments privés assurant un dynamisme qualitatif sera-t-elle paralysée par les lois et les règlements?

Pour mettre de l'ordre dans le créneau, le déploiement transnational de la FAB suggérerait d'abord le besoin urgent d'une reconnaissance des normes biologiques privées entre elles. Or, la quantité d'organisations impliquées et le nombre de cahiers de charges à rendre équivalents annoncent une tâche titanesque. Devant cette situation critique, deux modèles interviennent. Le premier, une reprise en contrôle des normes du mouvement par sa fédération, tente de maintenir et de renforcer le modèle de *soft law* du droit à l'information. Le suivant, la mise en tutelle de la filière biologique par les autorités publiques, entraîne les normes biologiques dans l'univers contraignant de la *hard law*.

Ce dernier modèle met en relief l'inertie attribuable à la formation des systèmes juridiques, car la FAB devient l'objet d'une volonté commune pour le moins inusitée. Au premier chef, les acteurs traditionnels pressent les autorités publiques d'agir devant le spectre d'une perte de contrôle de la gouvernance normative de l'agriculture durable aux mains de sociétés multinationales de l'agroalimentaire. De leur côté, ces sociétés

³⁶⁶ Khalid NADVI et Frank WÄLTRING, *Making sense of global standards*, Duisburg, INEF, 2002.

recherchent des garanties juridiques pour leur investissement au sein d'un créneau historiquement construit en opposition à leurs pratiques agricoles et échappant à leur contrôle. Les craintes de part et d'autre justifient l'intervention du législateur et propulsent la FAB vers un système juridique hybride où les frontières entre le privé et le public s'estompent pour laisser place à la responsabilisation partagée par l'information.

Dans le même ordre d'idée, si l'état des connaissances nous a amenés à regarder du côté des axes juridiques du système biologique, ce phénomène offre aussi un second degré d'analyse. En effet, l'agriculture biologique s'est attelée à construire un système de principes à sa manière avant même que ne soient verbalisés les paramètres de la précaution, de la consommation durable et du droit à l'information. Nous verrons que faute de textes législatifs suffisamment significatifs sur ces droits et principes à l'échelle des nations, les lois sur l'agriculture biologique fournissent d'autres prémisses de l'émergence de ceux-ci au sein des États.

Ainsi, le destin normatif de la FAB vogue sur les eaux communes de la *soft* et de la *hard law*. La FAB, cette embarcation sur laquelle de plus en plus d'acteurs prennent place, ne connaît pas encore sa destination bien qu'elle connaisse mieux sa finalité. Pour découvrir les possibilités qui s'offrent à elle, nous devons évaluer les paramètres normatifs de ce vaisseau pourvu d'un alliage inédit de manifestations du droit à l'information du consommateur.

***Deuxième partie* — Les exigences de l'information : la véracité, l'accessibilité et l'exhaustivité sous le régime de l'appellation « biologique »**

À la lumière du sillon historique tracé par les acteurs privés et par leurs corollaires juridiques, la filière agroalimentaire biologique (FAB) se voit entraînée dans une inertie sans précédent. La genèse des acteurs privés de la FAB, des préoccupations alimentaires du consommateur, de la consommation durable et du droit à l'information illustrent la convergence des interfaces du droit transnational et du droit international vers le prototype des normes biologiques. À cette équation plurijuridique s'ajoute dorénavant le droit national qui, avec son caractère absolu et exécutoire, adapte la norme biologique de même que ses principes et droits originels. Aux confins de l'approche spécifique à l'agriculture biologique se trouvent des signaux forts de filiation juridique. Le droit à l'information, sous couvert des normes d'étiquetage, émane fortement des législations nationales traitant des normes biologiques. Néanmoins, la « douceur » de son insertion finit par porter préjudice aux intérêts du consommateur. La coexistence d'une surabondance de systèmes parallèles est pointée du doigt, signe que trop d'information tue l'information.

La FAB devient, dès les années quatre-vingts, une préoccupation publique en raison de l'utilisation endémique d'appellations biologiques aux valeurs inégales. En réponse, les États d'Amérique et d'Europe réagissent en retenant des normes biologiques rudimentaires dans le but de ne pas trop ralentir la tangente commerciale de la filière. Avec cette adoption d'un plancher normatif, l'État s'avère un joueur de plus sur le terrain des normes biologiques. Pour asseoir son autorité, il nationalise l'appellation et se dote d'un label national qui s'ajoute aux côtés du label du certificateur. Au demeurant, une hiérarchie s'installe dans le système normatif biologique pour mettre fin à « l'anarchie » des normes privées.

Plus précisément, cette opération d'uniformisation des normes par territoires requiert désormais la souscription obligatoire de l'appellation biologique aux normes

énoncées dans la loi ou le règlement³⁶⁷. Ainsi, les produits labellisés « biologique » doivent être originaires d'une ferme ou d'une entreprise de transformation dont la certification publique ou privée est accréditée par les autorités réglementaires. Le respect des normes des différents paliers législatifs est désormais un passage obligatoire pour qui veut commercialiser des produits sous appellation réservée « biologique ». De plus, les agences de certification, garantes de la conformité des productions biologiques, doivent dorénavant être approuvées par les instances nationales pour offrir leurs services.

À la suite de cette entrée en scène des États, certaines organisations civiles, dont *Nature et Progrès*, choisissent de répudier l'approche réglementaire au nom de leur intégrité normative et en signe de protestation par rapport à l'évacuation des principes humanistes. Ce faisant, elles se sont exclues *de facto* des consultations autour de l'échafaudage des systèmes publics. En dépit de cette dissidence, la FAB continue de grossir ses rangs. Parmi ceux-ci, elle bénéficie de l'expertise de plusieurs organisations internationales qui ont maintenant leur mot à dire sur la progression juridique de la filière biologique vers un cadre réglementaire international. Ce cadre doit d'ailleurs être suivi par les normes nationales afin de respecter un plancher normatif minimal ayant pour objectif la création d'un marché mondial de produits biologiques.

Avant d'entamer ce survol des développements législatifs de la FAB en regard du droit à l'information du consommateur, il faut signaler que les normes inscrites dans ce système réglementaire souscrivent toutes aux règles relatives aux produits conventionnels³⁶⁸. Autrement dit, une norme biologique nationale, communautaire ou internationale ne peut contrevenir aux normes sanitaires déjà en place. De cette manière, s'il nous arrive d'employer l'expression « normes plancher », on doit l'entendre comme celui du deuxième étage de l'édifice normatif de l'agroalimentaire, le premier étant occupé par la réglementation générale sur l'agriculture conventionnelle.

³⁶⁷ Par exemple, le commerçant américain désignant ses produits comme « biologic » doit dans tous les cas respecter les normes biologiques en vigueur s'il veut apposer le label « USDA Organic » sur son produit.

³⁶⁸ Cet espace est dévoué entre autres aux normes de sécurité de ces produits pour la santé humaine, communément appelées normes sanitaires.

Ces mises au point complétées, nous pouvons nous pencher sur la méthodologie qui guidera notre analyse tout au long de la présente partie. Premièrement, il conviendra de distinguer l'intervention des paliers législatifs « inférieurs » (en l'occurrence de la France, la Californie et le Québec) et « supérieurs » (en l'occurrence l'Union européenne, les États-Unis et le Canada). Puis, nous identifierons et analyserons le régime de divulgation des normes biologiques s'adressant aux consommateurs en fonction des critères de véracité, d'exhaustivité et d'accessibilité de l'information. À ce sujet, deux piliers devront être distingués, le premier, sous-jacent, est composé des lois et des règlements choisissant le mode de gouvernance, le régime des importations et les mesures de sanctions. Le deuxième pilier, à l'avant-plan, met en évidence la réservation d'appellations, les modalités d'application des labels et d'autres mesures touchant l'étiquetage des produits biologiques.

Cette analyse approfondie de l'entrée de la FAB dans l'univers des normes publiques d'étiquetage nous permet de constater que cela se fait différemment selon l'entité juridique. Plusieurs systèmes émergent au fil du temps, et l'exercice comparatif proposé est cohérent avec la sélection de territoires observés au cours des parties précédentes. En premier lieu, le cadre d'analyse se dirige vers les autorités européennes qui volent à la rescousse de l'intégrité perdue de la filière biologique (Section I); puis, vers l'essor d'un régime de divulgation concurrent aux États-Unis qui réamorce la tendance vers la complexification de l'information (Section II). Avec les deux plus grandes puissances économiques mondiales investies dans la réglementation de la FAB, les acteurs ont affaire à un système dichotomique qui suppose un dédoublement de l'information. Cette conjoncture est propice à la mise en place d'une harmonisation internationale, une tentative qui avortera malgré l'appui du Québec (Section III). Toutefois, ces efforts initiaux sont compensés par l'achèvement décisif d'un système d'équivalences dans lequel le Canada joue un rôle précurseur (Section IV).

Section I. Les autorités européennes à la rescousse de l'intégrité perdue

À partir du 1^{er} janvier 2009, une norme gouvernementale unique pour les produits biologiques s'applique uniformément dans tous les États membres de l'Union européenne. Ce résultat sans précédent est d'abord le fruit d'initiatives nationales de certification dont les textes sont réappropriés par les institutions communautaires, mais exécutés par les États. Cette situation donne lieu à un complexe renforcement des prérogatives communautaires (§1) qui contribue à la confusion du message normatif de la FAB malgré les des intentions de simplification. La complexité institutionnelle a pour but noble de laisser le plus de place à une gestion étatique, ce qui a pour effet de permettre un espace modeste à l'expression la qualité dans les normes d'étiquetage communautaires (§2) malgré l'harmonisation de l'étiquetage et des normes biologiques sur l'ensemble du territoire de l'UE.

§1. Le complexe renforcement des prérogatives communautaires

Historiquement, la certification des produits biologiques en Europe est d'abord l'affaire des nations. Sujet privilégié au cours de cette étude, le territoire français fait figure de pionnier lorsqu'il s'agit de la construction de normes publiques en la matière. L'agriculture biologique se fraie une place implicite dans la législation française dès 1980 avec la *Loi d'orientation agricole*. L'article 14 (III) de celle-ci avance que « les cahiers des charges définissant les conditions de production de l'agriculture n'utilisant pas de produits chimiques de synthèse peuvent être homologués par arrêté du ministère de l'Agriculture »³⁶⁹. Peu de temps après, le décret du 10 mars 1981³⁷⁰ met en place un cadre pour ces cahiers des charges en insistant sur la production et le contrôle. Ce décret, l'équivalent d'un règlement au Canada, vise la création d'une commission nationale d'homologation des cahiers réunissant entre autres la FNAB et *Nature et progrès* pour donner des avis au ministère.

³⁶⁹ *Loi n° 80-502 du 4 juillet 1980 d'orientation agricole*, J.O. 5 juil. 1980, p. 1670, art. 14(III) (abrogé).

³⁷⁰ *Décret n° 81-227 du 10 mars 1981 relatif à l'homologation des cahiers des charges définissant les conditions de production de l'agriculture n'utilisant pas de produits chimiques de synthèse*, J.O. 5 mars 1981, p. 750.

Le modèle administratif français pour l'appellation biologique présente un portrait original pour les années quatre-vingt en Europe. Alors que les marchés anglais³⁷¹ et allemand³⁷² s'engagent dans la promotion des normes privées déjà présentes, la France choisit d'unifier toutes les tendances au sein d'un seul cahier des charges national. Cette première harmonisation étatique progresse avec la mise en place d'un label national en 1985 pour devenir une réalité juridique dans les années quatre-vingt-dix avec les douze cahiers des charges français concernant l'élevage³⁷³.

Figure 12 : Label AB



Le système de certification de l'UE connaît ses débuts en 1991 avec le *Règlement CEE n° 2092/91*³⁷⁴ sur les productions végétales biologiques. Selon les rouages de l'UE, ce règlement remplace toutes les dispositions des États membres sur le même sujet. Dix ans plus tard, le *Règlement CEE n° 1804/99*³⁷⁵ complémentaire sur les productions

³⁷¹ Parmi les plus importantes, on compte, d'après des données de 2007, les normes de la Soil Association (48 % des fermiers) et de l'Organic Growers & Farmers (27 % des fermiers) : ORGANIC RULES AND CERTIFICATION, « Certification by country: UK », en ligne : <http://organicrules.org/custom/CountryCertificationOverview.php?id=20CertByC> (consulté le 4 novembre 2011).

³⁷² Parmi les plus importantes, on compte, d'après des données de 2007, les normes de Naturland (31 % des fermiers) et Bioland (11 % des fermiers) : ORGANIC RULES AND CERTIFICATION, « Certification by country: Germany », en ligne : <http://organicrules.org/custom/CountryCertificationOverview.php?id=8CertByC> (consulté le 4 novembre 2011).

³⁷³ FNAB, « Rapide historique des règles françaises de l'agriculture biologique », en ligne : http://www.fnab.org/index.php?option=com_content&view=article&id=16:rapide-historique-des-regles-francaises-de-lagriculture-biologique&catid=8:reglementation&Itemid=17 (consulté le 17 novembre 2011).

³⁷⁴ UE, *Règlement (CEE) 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires*, [1991] JO, L 198/1.

³⁷⁵ UE, *Règlement (CE) 1804/1999 du Conseil du 19 juillet 1999 modifiant, pour y inclure les productions animales, le règlement (CEE) n° 2092/91 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires*, [1999] JO, L 222/1.

animales entre en vigueur le 24 août 2000. Celui-ci finit de donner une base commune aux membres de la communauté dans ce qui se veut la première version du régime réglementaire de l'UE. La deuxième phase de la réglementation biologique européenne entre en vigueur avec le *Règlement CE n° 834/2007* consolidant les dispositifs précédents en un seul texte « cadre » accessible au consommateur. Ce texte de référence est complété par une série de modifications, dont la plus structurante est le *Règlement CE n° 899/2008* qui s'étend sur les modalités d'application du *Règlement CE n° 834/2007*.

La suite de la réglementation biologique en Europe appartient donc en majeure partie à l'Union européenne en vertu de ses pouvoirs conférés par ses États membres. Mais les textes contraignants de l'UE laissent insatisfaits certains États, dont la République française. Dans les cas où c'est l'État qui est garant des normes biologiques, celui-ci veut éviter leur nivellement par le bas. Par le fait même, il cherche à répondre aux doléances de ses acteurs civils et privés en exprimant sa « spécificité historique » au-delà des éléments communs du texte communautaire. Ramenée au plan des États, elle tient principalement à des considérations territoriales et culturelles,³⁷⁶ mais rejoint aussi les préoccupations des consommateurs et des acteurs privés qui désirent voir reconnaître des pratiques agraires encore plus respectueuses de l'environnement et des travailleurs.

En France, cette spécificité s'exprime avec un arrêté ministériel désignant un nouveau cahier de charges, le CC REPAB F³⁷⁷, dont la première version paraît en 2000. Celui-ci reprend essentiellement les normes des anciens cahiers de charges pour préciser

³⁷⁶ À cet effet, il est à propos de rappeler la position de l'acteur civil français le plus influent : « [...] l'agriculture biologique, mouvement de terrain avant tout (les pratiques bio étant historiquement définies localement par des producteurs, des consommateurs et des transformateurs), connaît des variations assez fortes selon les pays et les conditions pédoclimatiques, du Danemark à la Grèce, notamment en élevage (accès à l'extérieur des animaux plus ou moins étendu, importance différente accordée au bien-être animal, visions divergentes de l'emploi des produits vétérinaires allopathiques...) » : FNAB, préc., note 373.

³⁷⁷ *Arrêté du 28 août 2000 portant homologation du cahier des charges concernant le mode de production et de préparation biologique des animaux et des produits animaux définissant les modalités d'application du Règlement CEE n° 2092/91 modifié du Conseil et/ou complétant les dispositions du Règlement CEE n° 2092/91 modifié du Conseil*, J.O. 30 août 2000, p. 13409.

certaines applications des règlements communautaires³⁷⁸ et pour compléter certaines catégories manquantes³⁷⁹. Responsables d'entraves au commerce européen selon la Commission européenne, les particularités nationales qui ne sont pas complémentaires disparaîtront dans l'effort communautaire de simplification, d'harmonisation réglementaire et d'arrêt des distorsions de la concurrence. En 2004, le *Plan d'action européen en matière d'alimentation et d'agriculture biologiques*³⁸⁰ mène au régime en usage actuellement et diminue fortement les prétentions nationales sur la réglementation biologique. Malgré tout, la tentation réglementaire subsiste toujours chez les États, dont la France, avec la possibilité d'occupation de domaines non prévus par la réglementation européenne³⁸¹.

Par ailleurs, l'UE ne désapprouve pas complètement ce comportement, car elle doit appliquer le principe de subsidiarité conformément aux dispositions prévues dans l'article 5 du *traité de Lisbonne*³⁸² en accord avec le concept de compétences partagées. En ce qui nous concerne, cela signifie que l'application des normes établies se fait à l'aide des autorités compétentes dans chacun des 27 États membres, ce qui engage une complexité institutionnelle inconvenante pour l'assimilation du message biologique par le consommateur.

³⁷⁸ Par exemple, le bague des bovins, des porcs et de la volaille : *id.*, ch. 3.1.

³⁷⁹ Par exemple, la production française d'escargots et de lapins biologiques : *id.*, ch. 6.

³⁸⁰ Ce plan identifie les priorités à venir pour la réglementation de l'agriculture biologique dans l'UE. Son « Action 10 : Compléter et approfondir l'harmonisation des normes en matière d'agriculture biologique [...] » prévisage une augmentation du rôle normatif de l'UE : CCE, préc., note 315, p. 25.

³⁸¹ Conformément aux dispositions de l'UE, *Règlement (CE) 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n°2092/91*, [2007] JO, L 189/1, art. 42 : le cahier des charges français (CCF) établit les modalités de production des espèces animales qui ne sont pas prévues par le *Règlement (CE) 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant [sur les] modalités d'application du règlement (CE) n°834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles*, [2008] JO, L 250/1.

Illustration des initiatives françaises dans les secteurs non couverts par le *Règlement 889/2008* :

« Cahier des charges Aliments pour animaux de compagnie » à base de matières premières issues du mode de production biologique, homologué par l'arrêté interministériel du 16 février 2004.

« Cahier des charges concernant le mode de production biologique d'animaux d'élevage et complétant les dispositions des règlements (CE) n° 834/2007 du Conseil et (CE) n° 889/2008 de la Commission », homologué par l'arrêté interministériel du 5 janvier 2010.

« Cahier des charges relatif à la restauration hors foyer à caractère commercial en agriculture biologique », homologué par l'arrêté interministériel du 28 novembre 2011.

³⁸² *Traité de Lisbonne*, préc., note 181, art. 5(2).

Dans le cas de la République française, la structure publique de la filière biologique s'organise autour de l'Agence BIO³⁸³. Ce groupement d'intérêt public créé en novembre 2001 tire ses origines de la *Loi d'orientation agricole* de 1999³⁸⁴ et a pour mission de donner une orientation à l'agriculture biologique en rassemblant les pouvoirs publics³⁸⁵ et les structures professionnelles³⁸⁶ autour d'une même table. En revanche, la mise en oeuvre des politiques nationales et des règlements communautaires revient à l'*Institut national de l'origine et de la qualité*³⁸⁷. Ce véhicule institutionnel se charge d'agréer les organismes certificateurs qui contrôlent les conditions de production, de transformation et d'importation de denrées biologiques. Ceux-ci auront été préalablement accrédités par le *Comité français d'accréditation*³⁸⁸, une instance nationale ayant préséance sur toutes les activités de la certification en France.

L'*Institut national de l'origine et de la qualité* applique entre autres les mesures de contrôle des importations en accord avec le *Règlement CE n° 1235/2008*. Les dispositions de ce texte prévoient que le fermier désirant exporter ses fruits vers l'UE peut obtenir une reconnaissance « *biologique* » de deux façons. Soit il provient d'un des neuf pays³⁸⁹ dont la réglementation a été évaluée comme équivalente par la Commission, soit il a obtenu une autorisation d'importation délivrée par l'autorité compétente d'un État membre de l'UE³⁹⁰. En l'occurrence, en France, cette demande

³⁸³ Littéralement, *Agence Française pour le Développement et la Promotion de l'Agriculture Biologique*.

³⁸⁴ *Loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole*, J.O. 10 juill. 1999, p. 10231.

³⁸⁵ Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire.

³⁸⁶ L'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture, la Fédération des coopératives agricoles (de France), la FNAB, le Syndicat national des transformateurs de produits naturels et de culture biologique.

³⁸⁷ INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ [INAO], « Agriculture biologique », en ligne : <http://www.inao.gouv.fr/public/home.php?pageFromIndex=textesPages/Agriculture_biologique407.php~mnu=407> (consulté le 11 décembre 2011).

³⁸⁸ COMITÉ FRANÇAIS D'ACCREDITATION [COFRAC], « Présentation générale du Cofrac », en ligne : <<http://www.cofrac.fr/fr/cofrac>> (consulté le 11 décembre 2011).

³⁸⁹ Nouvelle-Zélande, Tunisie, Suisse, Israël, Inde, Costa Rica, Australie, Canada et États-Unis : UE, *Règlement (CE) 1235/2008 de la Commission du 8 décembre 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil en ce qui concerne le régime d'importation de produits biologiques en provenance des pays tiers*, [2008] JO, L 334/25, art. 7, ann. III. Mis à jour par le *Règlement d'exécution (UE) n° 590/2011 de la Commission du 20 juin 2011 modifiant le règlement (CE) n° 1235/2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil en ce qui concerne le régime d'importation de produits biologiques en provenance des pays tiers*, [2011] JO, L 161/9.

³⁹⁰ *Id.*, art. 3, ann. I.

doit être présentée au ministère de l'Agriculture et de la Pêche. D'une manière comme de l'autre, à leur arrivée sur le territoire de l'UE, ces fruits auront à présenter un certificat original d'inspection émis par l'autorité ou l'organisme de contrôle compétent³⁹¹. Entre temps, si le fermier fait appel à un intermédiaire pour l'exportation, celui-ci doit aussi faire l'objet de vérifications par un certificateur agréé et doit avertir l'Agence BIO de ses activités.

Mesure ultime de la protection du consommateur, l'article 30 du *Règlement CE n° 834/2007* précise que les cas de fraude ou d'irrégularité sont sanctionnés par les autorités compétentes de l'État membre où le signalement a été fait. Utiliser l'appellation ou le label biologique sans en respecter les normes empêche le contrevenant de commercialiser de tels produits sur une période variant en fonction du degré de la faute. Ensuite, la décision devra être communiquée aux autres organismes de normalisation publique des États qui adopteront à leur tour les interdictions appropriées³⁹².

L'application des sanctions en France n'est qu'un exemple de la gestion décentralisée du modèle communautaire. Au vu et au su de ce système, trois institutions nationales, en plus des appareils législatifs européens et étatiques, interviennent dans cette gouvernance pour le moins complexe aux yeux du consommateur. La confusion qui règne dans la gouvernance de la FAB, supposée être atténuée par la mainmise des autorités publiques sur le secteur, ne s'en trouve que paradoxalement renforcée. À moins de posséder une expertise sur cette superposition de couches de gouvernance, il est facile de remettre en question l'intégrité des normes biologiques. Quoi qu'il en soit, la complexité des régimes d'importation et de sanction ne diminue pas le niveau de protection octroyé au consommateur contre l'utilisation frauduleuse de l'appellation biologique. Pour ajouter à cela, l'UE s'est engagée récemment à renforcer le droit à l'information en donnant une ligne directrice à l'élément constitutif de son lien avec le consommateur : l'étiquetage.

³⁹¹ *Id.*, art. 13, ann. V.

³⁹² *Règlement CE n° 834/2007*, préc., note 381, art. 31.

§2. La qualité, préoccupation des normes d'étiquetage communautaires

Afin de mieux répondre aux attentes du consommateur en regard à l'exhaustivité et la véracité de l'information, le nouveau régime instauré par le *Règlement CE n° 834/2007* bonifie l'ancien. Cette amélioration se charge de trois domaines qui véhiculent l'information au consommateur.

Dans un premier temps, pour la réservation de l'appellation « biologique », trois dispositions marquantes du premier régime de divulgation de l'UE se perpétuent dans le second. D'abord, l'utilisation du terme « biologique » demeure réservée en français³⁹³. Au surplus, il y est spécifié que même son diminutif « bio » tombe dans le champ d'application du *Règlement CE n° 834/2007*³⁹⁴. Enfin, le contrôle des appellations et de leurs diminutifs au sein de l'UE s'applique de la même façon dans les autres langues communautaires. Parmi les 24 langues répertoriées dans l'UE, chacune possède une appellation réservée équivalente à l'exception de l'allemand, de l'estonien, du letton et du slovaque qui en comptent deux³⁹⁵.

Dans un deuxième temps, la création d'un label communautaire en mars 2000³⁹⁶ a déjà apporté une signature visuelle bienvenue dans le paysage de l'alimentation biologique.

Figure 13 : Ancien label facultatif de l'UE



Ce label avait pour but de valoriser l'authenticité des normes de production communautaires, mais son application volontaire lui confère le rôle de second violon

³⁹³ *Id.*, art. 23.

³⁹⁴ Autrefois puisé dans le *Règlement CEE n° 1804/99*.

³⁹⁵ *Règlement CE n° 834/2007*, préc., note 381, art. 23(1), ann I.

³⁹⁶ UE, *Règlement (CE) n° 331/2000 de la Commission du 17 décembre 1999 modifiant l'annexe V du règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires*, [2000] JO, L 48/1.

par rapport aux labels nationaux³⁹⁷. Avec la deuxième phase de réglementation, où le *Règlement UE n° 271/2010*, « refigure » le *Règlement CE n° 834/2007* en permettant au logo communautaire de faire peau neuve, un nouveau label obligatoire³⁹⁸ prend place sur l'étiquette des produits biologiques dont la matière première est issue des États membres de l'UE. Cette mesure affaiblit les labels nationaux, mais se veut un portrait plus près de la réalité étant donné que tous partagent dans leur ensemble la même réglementation dans l'UE.

Figure 14 : Nouveau label obligatoire de l'UE



De son côté, le label du certificateur est optionnel. Si aucune référence ne pointe vers l'intégration forcée de celui-ci³⁹⁹, c'est que l'organisation certificatrice apparaît déjà sous la forme d'un code numérique sous label communautaire⁴⁰⁰. En pratique, l'usage d'un code a été conçu et planifié pour éviter autant que possible d'alourdir la gamme visuelle de l'étiquette biologique, mais ces chiffres occultent la capacité du consommateur de prendre connaissance directement de l'organisme responsable du régime de vérification. Fait important, dans l'ancien comme dans le nouveau régime, il n'existe pas de restrictions à la venue d'autres labels biologiques privés ou publics sur les produits⁴⁰¹. Le cas échéant, le label biologique de l'UE pourrait être accompagné d'une quantité illimitée de labels aux vocations diverses et même être de dimension inférieure auxdits labels sans cette dilution visuelle ne soit considérée comme un obstacle à l'exhaustivité de l'information divulguée au consommateur.

³⁹⁷ Par exemple, un sondage mené en 2010 démontre que de 89 % des consommateurs français reconnaissent le label national « AB », largement plus que l'ancien label européen (31 %) et le nouveau label européen (13 %). Le même sondage démontre entre autres la majoration de cet écart depuis 2007 : CSA, préc., note 19, p. 46.

³⁹⁸ *Règlement CE n° 834/2007*, préc., note 381, art. 24.1 al. 3 et modifié par le *Règlement (UE) n° 271/2010 de la Commission du 24 mars 2010 modifiant le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil en ce qui concerne le logo de production biologique de l'Union européenne*, [2010] JO, L 84/19.

³⁹⁹ *Règlement CE n° 834/2007*, préc., note 381, art. 25(2).

⁴⁰⁰ *Id.*, art. 24(1a), 27(1) et 35(b).

⁴⁰¹ *Id.*, art. 25(2).

Dans un troisième temps, les nouvelles règles de l'UE conservent un non-dit majeur généralement admis dans les règles publiques de l'étiquetage de la certification biologique. En vertu de l'article 23.4 (1.2), l'utilisation de l'appellation et du label communautaire est autorisée dans l'éventualité où « au moins 95 % en poids, de ses ingrédients d'origine agricole soient biologiques »⁴⁰². En dépit de ce qui peut sembler une porte ouverte à un produit biologique « impur », la nouvelle mouture du règlement biologique communautaire tente en réalité d'atténuer les effets de cette disposition retrouvée dans la grande majorité des régimes de certification publique. Le nouveau régime interdit de commercialiser un tel produit s'il « contient des OGM, est constitué d'OGM ou est obtenu à partir d'OGM »⁴⁰³. Par cette règle, on adopte une ligne dure envers les biotechnologies pour rassurer le consommateur qu'il n'existe guère de « marge d'erreur » en ce qui concerne les OGM. Cela dit, puisque l'étiquette biologique « omet » déjà de mentionner que le produit biologique l'est en réalité garanti à hauteur de 95 %, cette déclaration écrite ne spécifie pas la garantie qu'aucun OGM ne compose le produit. Au surplus, il faut s'interroger sur la portée de cette mesure en raison du fait que l'analyse laboratoire des productions biologiques n'est pas exigée par le régime de vérification européen et qu'une contamination peut avoir lieu sans que personne ne s'en rende compte.

Cela dit, en dehors des critères de « pureté », l'information du consommateur sur les normes biologiques fait état de progrès significatifs. Nouveauté du côté du deuxième régime, en vertu de l'article 24.1 (3)⁴⁰⁴, le label de l'UE peut afficher l'indication géographique de la matière première agricole. Des scénarios possibles, on peut inscrire le nom du pays membre si toutes les matières premières ont été produites dans celui-ci. Sinon, on se contentera d'indiquer « Agriculture UE », « Agriculture non UE » ou « Agriculture UE/non UE » selon la provenance en question. Pour ajouter à cela, le *Règlement UE n° 271/2010* a apporté une mesure inédite dans la transparence de la

⁴⁰² Notons que sous la barre des 95 %, la mention biologique est seulement autorisée dans la liste d'ingrédients du produit : *id.*, art. 23.4, al. 1.2.

⁴⁰³ *Id.*, art. 23.3.

⁴⁰⁴ *Id.*, art. 24.1 al. 3.

FAB. Non seulement le label de l'Union européenne est obligatoire à partir du 1^{er} juillet 2010, mais il intègre également un système efficace de repérage⁴⁰⁵. Sous celui-ci, trois séquences codées permettent de connaître dans l'ordre : le pays d'origine, le type d'appellation contrôlée et l'organisation qui a supervisé le contrôle⁴⁰⁶. Malgré le fait regrettable que le consommateur doive utiliser l'intermédiaire du site web de l'UE pour déchiffrer les séquences codées, cette ouverture de l'information vers l'origine territoriale et l'origine du contrôle traduit l'écoute des autorités envers les consommateurs. De plus, ce nouveau système offre des possibilités de coupler l'appellation biologique avec d'autres types d'appellations contrôlées, un pas supplémentaire vers l'intégration de labels qui réduirait davantage le fardeau du consommateur de devoir décoder l'étiquette du produit alimentaire.

En définitive, le régime de certification européen possède la distinction d'être le premier à rejoindre autant de consommateurs à un moment charnière de l'histoire de la FAB. En clarifiant les divers systèmes nationaux déjà en place et en épargnant nombre d'autoproclamations biologiques frauduleuses aux consommateurs, sa venue modifie grandement les paramètres d'opération de la FAB. De plus, les règles de l'UE permettent aux normes nationales plus strictes de demeurer en vigueur, pourvu qu'elles ne soient pas des entraves à la libre circulation des biens.

Ainsi, l'ordre normatif communautaire, vecteur d'une harmonisation complexe des normes compensée par la place aux spécificités qualitatives, est en pleine ascension. Pendant ce temps, un autre système, bien plus centralisateur cette fois, s'applique dans le plus grand marché pour l'alimentation biologique à l'extérieur de l'UE⁴⁰⁷. Le régime des États-Unis vient enrichir notre examen de la réglementation de l'étiquetage biologique. Dans une perspective où le consommateur doit composer avec l'ajout d'un

⁴⁰⁵ Préc., note 398.

⁴⁰⁶ « La structure générale des numéros de code est la suivante : AB-CDE-999 dans laquelle « AB » est le code ISO du pays dans lequel a lieu le contrôle, « CDE » est un terme faisant référence au mode de production biologique (tel que « bio », « org » ou « eko ») et « 999 » est un numéro de référence » : COMMISSION EUROPÉENNE, « Contrôle et certification », en ligne : http://ec.europa.eu/agriculture/organic/consumer-confidence/inspection-certification_fr (consulté le 13 octobre 2011).

⁴⁰⁷ Helga WILLER et Lukas KILCHER (dir.), préc., note 35, p. 25.

acteur supplémentaire dans la gouvernance normative de la FAB, lorgner de l'autre côté de l'Atlantique pour comprendre davantage les motivations derrière les démarches publiques du créneau est fortement à propos.

Section II. L'essor d'un régime de divulgation concurrent aux États-Unis

Comme décrit dans la partie préliminaire, les abus du secteur privé de la FAB forcent l'intervention des autorités publiques en Europe comme en Amérique. Conséquence de cette donne, on assiste aux États-Unis à l'émergence d'un système de réglementation parallèle au marché européen. Cette pression supplémentaire rajoute au polycentrisme normatif déjà omniprésent au sein de la FAB. Ce polycentrisme s'avère bénéfique dans l'éventualité où il permet l'expression d'une pluralité de sources normatives, mais complique par contre la tâche de compréhension du consommateur en multipliant l'information. Cela dit, bien avant de se figer au plan national, ce dynamisme juridique se manifeste dans la multiplication des régimes biologiques étatiques. La riposte du palier fédéral américain mettra une décennie avant de matérialiser un ordre domestique pour faciliter le commerce interétatique (§1). Parallèlement, ce processus de centralisation mène à un label national qui néglige en partie l'expression de la qualité supérieure (§2).

§1. La commercialisation nationale en objectif normatif

À l'image du processus d'élaboration des normes biologiques européennes, les normes américaines suivent un parcours ascendant vers l'harmonisation des normes sur le territoire. Celles-ci sont laissées aux bons soins des États avant de tomber sous la coupe du département fédéral d'agriculture. C'est l'Oregon qui adopte la première loi sur la certification biologique⁴⁰⁸ dans le but de contrer la fraude et l'inconsistance des normes de l'industrie. Deuxième en liste, la Californie s'appuie en 1979 sur la législation

⁴⁰⁸ OR. REV. STAT. § 632.925 (1973). Pour la législation actuelle, voir : OR REV. STAT. § 616.406 (1991).

de l'Oregon pour mettre de l'avant la première version du *California Organic Food Act* (ci-après : « COFA »)⁴⁰⁹.

À l'époque, on parle toutefois d'un système mi-figue, mi-raisin en Californie. De prime abord, les dispositions du COFA sont étonnamment exhaustives dans la réservation d'une gamme étendue d'appellations qui comprend les termes anglais « "organic", "organically grown", "naturally grown", "wild", "ecologically grown", or "biologically grown" »⁴¹⁰. Ces termes doivent correspondre à une série de procédés énumérés à l'intérieur de la même section du *California Health and Safety Code*. De plus, à défaut de mettre de l'avant un label, on exige sur l'étiquette une référence spécifique à la « section 26569.11 du Code »⁴¹¹ et le nom de la personne ou de l'organisation lorsqu'il y a mention que le produit est « certifié »⁴¹². Pour la FAB, ce dispositif marque les premiers pas de l'utilisation de l'étiquette comme intermédiaire du droit à l'information du consommateur.

Toutefois, sans inspection ni sanction définies pour les contrevenants, la loi californienne perd prodigieusement de son efficacité. La seule voie en vigueur pour faire appliquer la loi a trait à la délation des violations au Procureur général, à qui revient la décision de poursuivre les fraudeurs⁴¹³. Consécutivement à l'intervention californienne, il faut attendre 1985 avant que d'autres États américains ne se manifestent sur le plan législatif.

Outre la question de la structure juridique pour mettre un terme aux fausses déclarations biologiques, la « différence entre les lois étatiques présentes crée de

⁴⁰⁹ CAL. FOOD AND AGRIC. CODE § 46000 (West 2010).

⁴¹⁰ CAL. HEALTH AND SAFETY CODE ch. 5, § 26569.11 (Deerings 1981).

⁴¹¹ Cette mention varie selon le type de produit. Dans §26569.13 (a) (1) on doit inscrire par exemple pour les « raw agriculture food products : ORGANICALLY GROWN IN ACCORDANCE WITH SECTION 26569.13 OF THE CALIFORNIA HEALTH AND SAFETY CODE » : *Id.*, §26569.13.

⁴¹² *Id.*, §26569.15.

⁴¹³ En effet, la promotion législative du *California Organic Food Act of 1979* ne prévoit aucun budget pour renforcer les normes étatiques. La tâche d'inspecter n'incombe à personne en particulier et aucun pouvoir nécessaire n'est attribué pour pousser l'exercice jusqu'au bout; CALIFORNIA CERTIFIED ORGANIC FARMER, « The History of CCOF », préc., note 111 ; Kyle W. LATHROP, « Pre-empting Apples with Oranges: Federal Regulation of Organic Food Labelling », (1991) 16 *Journal of Corporation Law* p. 892.

considérables problèmes pour le commerce interétatique, de même que de la confusion auprès du consommateur »⁴¹⁴ selon juriste et chercheur Lathrop. *Primo*, en échange d'une participation à la FAB, certains avantages financiers consentis par les États font en sorte que le modèle pressenti est dirigé exclusivement vers les citoyens de ces mêmes États. La production locale étant privilégiée, cela dissuade indirectement les exportations et dès lors le commerce interétatique. *Secundo*, avec l'intervention non coordonnée des États, les acteurs traditionnels de la FAB sont engagés dans une « Tour de Babel »⁴¹⁵ de réglementations. Chacun des 22 États ayant légiféré sur la FAB développe un régime distinct et peut lancer son propre label. Certains opèrent leurs propres programmes de certification, d'autres coopèrent avec des organisations indépendantes et la balance va émettre des normes de productions publiques sans toutefois préciser l'entité chargée de vérifier celles-ci⁴¹⁶.

Figure 15 : Label NJDA *Certified*



En somme, les sanctions déficientes, le désordre institutionnel et les barrières au commerce du système étatique précipitent la FAB dans un contexte insoutenable qui convainc le législateur fédéral d'insérer la production biologique parmi ses champs de compétence. Fait saillant du centralisme normatif états-unien, dorénavant les États n'auront plus la capacité de légiférer sans l'accord de l'autorité fédérale.

Le cas échéant, deux tangentes peuvent motiver la création d'un *State Organic Program* pourvu qu'elles n'entrent pas en conflit avec le tronc commun de la

⁴¹⁴ (Notre traduction). K.W. LATHROP, préc., note 413.

⁴¹⁵ « Tour de Babel » est le terme utilisé par Patrick Leahy, le Président du *Comité du Sénat sur l'agriculture*, pour décrire le régime de labellisation alimentaire en place : K.W. LATHROP, préc., note 413, p. 894.

⁴¹⁶ K.W. LATHROP, préc., note 413.

règlementation biologique, le NOP⁴¹⁷. D'abord, à la manière de ce qui se fait en Europe, les spécificités agricoles régionales peuvent justifier un *State Organic Program*. À ce titre, le vin biologique inclus dans le COFA constitue un exemple de spécificité agricole régionale omis dans le NOP⁴¹⁸. Enfin, il est aussi de la discrétion des États américains de pouvoir adopter des normes supérieures à celles du NOP⁴¹⁹. Par contre, peu d'entre eux décideront de se prévaloir de normes plus strictes en raison des limites associées aux coûts de réalisation, de maintien et d'exécution. Cet affaissement du pouvoir d'initiative législatif étatique contribuera fortement à la mainmise normative de la USDA sur la FAB.

Relativement au système défaillant mis en place par les États, le gouvernement fédéral ne manque pas de rappeler les raisons qui ont mené à son intervention législative, l'*Organic Foods Production Act*⁴²⁰. Datant de 1990, modifiée en 2005, la loi votée par le Congrès projette « d'établir des normes nationales gouvernant la commercialisation [des produits biologiques], d'assurer les consommateurs que les produits biologiques soient conformes à des normes cohérentes et de faciliter le commerce interétatique pour les aliments frais et transformés qui sont produits biologiquement »⁴²¹. Dans cette perspective, l'histoire de la réglementation publique de la FAB aux États-Unis ressemble étrangement à celle de l'UE mise à part un aspect : si une administration centralisée du programme mène à l'atteinte beaucoup plus franche des objectifs indiqués et améliore l'accessibilité de l'information au consommateur, mais cristallise toutefois les normes autour d'un seul pôle.

La législation du pays alors présidé par George Bush père prévoit la mise en place d'une réglementation finalement adoptée dix années plus tard sous l'administration Clinton. À ce titre, le NOP englobe tous les aspects de la FAB, de la production à la

⁴¹⁷ Mis en place par le Ministère de l'Agriculture (USDA), on le trouve dans la partie 7 du *Code of Federal Regulations* (CFR) : 7CFR 205 *National Organic Program*.

⁴¹⁸ J. GUTHMAN, préc., note 86, p. 311.

⁴¹⁹ Par exemple dans CAL. FOOD AND AGRIC. CODE, préc., note 409, § 46027 (a) : « No food or product may be advertised or labeled as "organic when available" or similar terminology that leaves in doubt whether the food is being sold as organic ».

⁴²⁰ *Organic Foods Production Act* [OFPA], 7 U.S.C. § 6501 (1991).

⁴²¹ (Notre traduction). OFPA, 7 U.S.C. § 6501 (2005).

transformation en passant par celui qui nous intéresse : la commercialisation. Dans le cadre de sa gouvernance, le NOP est révisé deux fois par année par le *National Organic Standards Board*, un comité fédéral de recommandations composé de quinze membres issus de la FAB⁴²². Ses recommandations sont rendues publiques et après révision selon les commentaires reçus, il les transmet au *US Department of Agriculture* USDA. À ce sujet, l'activité en matière de gestion interne⁴²³ des normes biologiques n'a d'égal que la volonté de l'USDA de conjuguer ces normes sur l'échelle internationale où trois types de permissions s'appliquent au régime des importations.

La première implique la reconnaissance par la USDA des agences de certification nationales et celles de l'étranger. Ces dernières sont simplement évaluées selon les mêmes critères utilisés lors de l'accréditation des agences nationales. Un autre moyen d'exporter aux États-Unis demeure les ententes-cadres entre les autorités compétentes, le cas échéant entre l'USDA et son vis-à-vis. Un tel privilège fait en sorte que l'USDA reconnaît la capacité des autorités du pays exportateur d'accréditer des certificateurs⁴²⁴. Par conséquent, c'est l'autorité nationale du pays exportateur qui se porte alors garante que le mandataire certificateur fasse respecter les normes du NOP. La dernière option, la plus simple du point de vue des parties prenantes de la FAB, concerne les accords d'équivalence avec le NOP. Cette permission *nec plus ultra* équivaut à quelques

⁴²² USDA AGRICULTURAL MARKETING SERVICE, « National Organic Standards Board (NOSB) », en ligne :

<<http://www.ams.usda.gov/AMSv1.0/ams.fetchTemplateData.do?template=TemplateQ&navID=NationalOrganicProgram&leftNav=NationalOrganicProgram&page=NOSBHome&description=NOSB&acct=nosb>> (consulté le 11 décembre 2011).

⁴²³ La USDA a déterminé que les agences de certification doivent être libres de conflit d'intérêts pour assurer les consommateurs que les produits qu'elles certifient sont réellement biologiques selon le règlement du NOP : CFR, préc., note 417. Cela implique la séparation des activités des certifications et celles des activités politiques et commerciales pour plusieurs ONG et associations, dont la CCOF et l'IFOAM : CALIFORNIA CERTIFIED ORGANIC FARMER, « The History of CCOF », préc., note 111 ;

Ken COMMINS, « The History of the IFOAM Accreditation Programme », (2005) pour l'IAOS, en ligne : <<http://ioas.org/who.htm>> (consulté le 22 novembre 2011).

⁴²⁴ Les autorités étatiques bénéficiant d'une telle entente sont le Canada, le Japon, l'Inde, le Royaume-Uni, Israël, le Danemark et la Nouvelle-Zélande : USDA AGRICULTURAL MARKETING SERVICE, « Information for International Trade Partners », en ligne :

<<http://www.ams.usda.gov/AMSv1.0/ams.fetchTemplateData.do?template=TemplateJ&navID=InternationalTradePartnersNOPCertifyingAgents&rightNav=InternationalTradePartnersNOPCertifyingAgents&topNav=&leftNav=NationalOrganicProgram&page=NOPInternationalAgreements&resultType=&acct=nopgeninfo>> (consulté le 13 décembre).

exceptions près à une harmonisation des normes américaines avec celles du pays partenaire⁴²⁵.

Les mesures états-uniennes pour contrer la fraude des normes biologiques empruntent des déclinaisons plus variées et plus sévères que pour la contrepartie européenne. Sur décision de la *Compliance & Enforcement Division*⁴²⁶, une sanction pécuniaire pouvant aller jusqu'à 10 000 US \$ s'applique aux ressortissants qui vendent ou labellisent en connaissance de cause un produit qui ne serait pas biologique⁴²⁷. Une personne qui enfreint les règles du NOP risque, sauf exception, de se voir retirer les droits de recevoir une certification biologique pendant cinq ans⁴²⁸. Il en va de même pour les agents de certification négligents ou frauduleux qui perdent leur accréditation pour trois ans⁴²⁹. Ainsi, les producteurs doivent se conformer à une série de normes strictes en matière de production et de commercialisation biologiques.

Compris dans la gouvernance, le régime d'importation doublé du régime de sanction complètent donc les mesures de protection du consommateur. Appuyées par la gouvernance centralisée de la USDA, ces mesures protègent effectivement le consommateur contre la fraude primaire au plan de l'information. Toutefois, bien que

⁴²⁵ L'accord américano-canadien d'équivalence sur le commerce biologique est entré en vigueur le 30 juin 2009 et prend la forme de mesures pratiques et d'exceptions permettant les échanges sans dénaturer les programmes nationaux : USDA AGRICULTURAL MARKETING SERVICE, « International Trade Policies : Canada », en ligne :

<<http://www.ams.usda.gov/AMSV1.0/ams.fetchTemplateData.do?template=TemplateN&navID=NationalOrganicProgram&leftNav=NationalOrganicProgram&page=NOPTradeCanada&description=International%20Trade%20Policies:%20Canada>> (consulté le 13 décembre 2011).

⁴²⁶ La *Compliance and Enforcement Division* est responsable d'assurer la conformité des produits agricoles avec l'OFPA et ses règlements d'implantations : CFR, préc., note 417, § 205.300. Pour ce faire, elle effectue des vérifications, traite et enquête sur les plaintes prétendant que des infractions ont été commises et fait appliquer les normes du NOP. Une fonction complétée par deux organisations du *Agricultural Marketing Service*, soit le *Compliance & Analysis Program* et l'*Audit, Review & Compliance Branch* : USDA AGRICULTURAL MARKETING SERVICE, « Compliance and Enforcement », en ligne :

<<http://www.ams.usda.gov/AMSV1.0/ams.fetchTemplateData.do?template=TemplateE&navID=Compliance&EnforcementlinkNOPInternationalAgreements&rightNav1=Compliance&EnforcementlinkNOPInternationalAgreements&topNav=&leftNav=&page=NOPComplianceandEnforcement&resultType=&acct=noppeninfo>> (consulté le 11 décembre).

⁴²⁷ Pour l'usage abusif du label, voir : OFPA, préc., note 421, § 6519(a).

⁴²⁸ *Id.*, § 6519(c).

⁴²⁹ *Id.*, § 6519(e).

cette protection démontre son engagement à rencontrer ses responsabilités, la USDA a le défi d'effectuer le travail avec un régime de divulgation suffisamment adéquat pour exprimer l'étendue des choix offerts au consommateur.

§2. La qualité supérieure réfrénée par le label national

Du point de vue de la réglementation de l'étiquetage biologique, le régime de divulgation mis en place par le NOP présente certaines différences révélatrices par rapport à son homologue européen. D'abord, contrairement à l'UE, le profil linguistique des États-Unis est unilingue en matière réglementaire. La protection de l'alimentation biologique tourne conséquemment autour de la dénomination « *organic* »⁴³⁰, le pendant anglais de « biologique ». Il s'agit d'une approche univoque qui a le mérite d'éviter toute confusion tournant autour des traductions possibles de l'appellation, étant entendu que le consommateur en ait été éduqué.

Sur le sujet, le parcours de l'appellation biologique a beau avoir connu une reconnaissance mondiale, cela ne signifie pas pour autant qu'il est sans lacunes. Quelques travers viennent ternir l'image du règlement américain, travers qui ne seront pas corrigés plus tard par la deuxième phase de réglementation biologique européenne. En ce qui concerne la réservation de l'appellation, remarquons d'emblée que le système des deux plus grands marchés connaît des limites. L'absence de restrictions quant à l'emploi du vocabulaire réservé sème deux types de confusion auprès des consommateurs.

Premièrement, aux États-Unis comme en Europe, le système de réservation des appellations peut être déjoué facilement à l'aide de synonymes. Nous comprenons mal que la réservation des termes « biologique », « organique » ou « écologique », termes étymologiquement assez proches pour former une catégorie d'appellations référant au mode de production biologique, varie encore selon les langues et les États. Pourtant,

⁴³⁰ Sur les modalités d'utilisation du terme « *organic* » : CFR, préc., note 417.

puisque la réglementation sur le sujet a été conçue dans un esprit de lutte à l'utilisation frauduleuse de l'appellation, les législateurs respectifs auraient pu s'attarder au fait que la mondialisation des échanges profite de l'ambiguïté des traductions. Or, en dehors de l'appellation réservée sur un territoire donné, la vente de produits « biologique », « organique » ou « écologique » tombe dans une zone grise. Le seul garde-fou généralement établi par les lois dicte que les produits « substitués » ne doivent pas référer directement au mode de production biologique. Conséquence de la traduction libre de l'appellation, d'autres termes rejoignent aisément le registre flou de la consommation responsable, avec pour effet de dévaluer l'effet de la seule appellation au caractère exécutoire.

Ainsi, même si nous comprenons que la pluralité des prétentions environnementales dans l'agroalimentaire peut difficilement être proscrite, cela n'en cause pas moins des maux de tête pour le consommateur. D'ailleurs, parmi les termes « responsables » les plus susceptibles d'inciter le consommateur à payer plus, « naturel » et « écologique » suivent « biologique » selon les études sur le sujet⁴³¹. Les autorités publiques, passives devant le détaillant qui promeut un mets « responsable » avec du poisson « naturel » avec un emballage « vert », font peu de communications pour différencier leurs normes biologiques dans cette compétition terminologique⁴³². Du moins, même si certains règlements abordent la question⁴³³, ceux-ci gagneraient à être adoptés à même l'ensemble des réglementations de manière à régler l'incertitude une bonne fois pour toutes.

⁴³¹ John PAULL, *The Value of Eco-Labeling : Price Premiums & Consumer Valuations of Organic, Natural and Place of Origin Food Labels*, Saarbrücken, VDM Verlag, 2009.

⁴³² La liste des adjectifs de qualité supérieure est bien plus longue. Sachant que le consommateur est prêt à payer plus cher pour ses convictions, certains produits n'hésitent pas à se proclamer « sans agents de conservation », « sauvage », « sans produits chimiques », « sans OGM », etc.

⁴³³ Par exemple en Californie où le règlement 46011.0815(k) énonce : « This act shall not apply to the term "natural" when used in the labeling or advertising of a product : "Sold as organic" means any use of the terms "organic," "organically grown," or grammatical variations of those terms, whether orally or in writing, in connection with any product grown, handled, processed, sold, or offered for sale in this state, including, but not limited to, any use of these terms in labeling or advertising of any product and any ingredient in a multi-ingredient product » : CAL. FOOD AND AGRIC. CODE, préc., note 409, § 46011.0815(k).

Deuxièmement, les règlements en vigueur⁴³⁴ laissent une porte béante pour l'utilisation de l'appellation réservée par d'autres types de denrées. À ce titre, jusqu'où peut aller l'utilisation de cette terminologie valorisée auprès du consommateur? Comme l'indique Krämer dans un article sur la RSE :

« [...] le diable est dans le détail. Les entreprises pourraient donc utilement développer et appliquer de (sic) codes de conduite ou des règles concernant la publicité avec des notions telles que "biologique", "naturel", "sans ajouts chimiques", "sans OGM" et autres. À présent, la confusion des consommateurs et utilisateurs de produits devant la multitude d'allégations publicitaires est grande parce que, par manque de définition précise, les termes mentionnés sont utilisés dans des conditions très différentes. »⁴³⁵

Déjà, la vente de « sels biologiques » est admise dans la réglementation européenne⁴³⁶, ce qui crée une brèche de l'appellation vers des produits « inertes ». Or, malgré ses pratiques tout à fait honorables, la production de minéraux « biologiques » nous semble susceptible de rajouter à la confusion ambiante, d'autant plus que « *bios* » est l'équivalent grec de « vivant ». S'ajoute à cela une pléthore d'utilisations des termes réservés à destination de productions ne figurant pas dans les limites réglementaires de l'agroalimentaire biologique. Parmi ceux-ci, on retrouve l'emploi du préfixe « bio » pour des produits ménager, des lubrifiants ou de services financiers⁴³⁷. Par exemple, un grand préjudice sémantique porté au préfixe « bio » demeure son usage pour deux secteurs aux antipodes de ce qui est prêché dans le mouvement biologique : celui des biocarburants et celui des biotechnologies⁴³⁸. Cette confusion des genres nous invite à

⁴³⁴ « L'utilisation des termes (réservés) n'est autorisée (...) à moins que ces termes ne s'appliquent pas à des produits agricoles présents dans les denrées alimentaires ou les aliments pour animaux ou qu'ils ne soient manifestement pas associés à la production biologique ». *Règlement CE n° 834/2007*, préc., note 381, art. 23(2).

⁴³⁵ L. KRÄMER, préc., note 331, 555.

⁴³⁶ Pour un exemple de cela, il est possible de consulter le site web de Salins Agro-Alimentaire : SALINS AGRO ALIMENTAIRE, « Produits biologiques », en ligne : <http://www.salins-iaa.com/Produits_Biologiques-p-21.html> (consulté le 12 novembre 2011).

⁴³⁷ Une compagnie de produits nettoyants nommée « Bio-Vert » a beau prôner une série de pratiques écologiques et arborer l'écolabel canadien, son lien avec la certification des pratiques biologiques demeure inexistant : BIO-VERT, « Accueil », en ligne : <<http://www.bio-vert.com/>> (consulté le 2 novembre 2011) ; idem pour les compagnies de lubrifiant ou de services financiers : BIO-LUB CANADA, « Accueil », en ligne : <<http://www.bio-lubcanada.com>> (consulté le 24 novembre 2012) ; BIO INVEST, « Accueil », en ligne : <<http://www.bio-invest.be>> (consulté le 24 novembre 2012).

⁴³⁸ Les biocarburants sont généralement produits à partir de la fermentation de cultures conventionnelles qui entrent en concurrence avec les culture biologiques : MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE

nous interroger sur la vocation spécialisée des appellations réservées et à la liberté de leur utilisation en dehors de leur cadre réglementaire.

Figure 16 : Logos *Bio-Lub*, *Bio-Vert*, *Bio-Invest*



Pour tout dire, les différents législateurs étaient forcément de bonne foi lorsqu'ils se sont engagés dans la voie de la réservation des appellations liées aux méthodes de production. Seulement, leur intervention demeure teintée de demie-mesure au sens de la confusion engendrée, d'une part, par l'absence de circonscription étymologique définitive de la terminologie utilisée et, d'autre part, par l'absence de circonscription des secteurs couverts par ladite terminologie. Par leur portée internationale, ces trois pierres d'achoppement sur la route de la FAB peuvent difficilement être retranchées par le mandat national des autorités publiques.

Par ailleurs, l'idée d'un logo qui représenterait le produit biologique certifié selon les normes nationales apparaît en 1990 avec l'*Organic Foods Production Act*. Symbole par excellence de l'agriculture biologique aux États-Unis⁴³⁹, le label « *USDA Organic* »

L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES DE L'ONTARIO, « Biocarburants », en ligne : <http://www.omafra.gov.on.ca/french/engineer/ge_bib/biofuel.htm> (consulté le 12 novembre 2011) ; autre exemple, « BIOQuébec » est un réseau québécois d'entreprises de biotechnologies et de sciences de la vie dont les objectifs, la modification génétique au premier chef, sont aux antipodes des principes prônés par l'agriculture biologique : BIOQuébec, « Accueil », en ligne : <<http://www.bioquebec.com/>> (consulté le 3 janvier 2012).

⁴³⁹ OFPA, préc., note 421, § 6505(a(2)).

prend officiellement place sur les étiquettes à partir de 2002. Cette disposition visuelle, incluse dans la réglementation du NOP, reste depuis ses débuts une mesure volontaire⁴⁴⁰. Cela dit, à l'opposé de la compétition historique entre le label de l'UE et les labels de ses membres⁴⁴¹, le label « *USDA Organic* » fait classe à part devant la timidité des quelques labels étatiques en vigueur⁴⁴².

Figure 17 : Label *USDA Organic*



En vertu de sa popularité auprès des consommateurs, les détaillants américains le voient comme un objet de marketing efficace et l'apposent volontiers. Au surplus, quoique volontaire, le sceau biologique états-unien commande toutefois certaines règles d'application. Contrairement aux règles européennes, il existe des restrictions à la venue d'autres labels biologiques privés ou publics sur les produits dans la mesure où « le sceau, le label ou la marque de l'agent de certification n'est pas individuellement affiché de façon plus proéminente que le sceau *USDA Organic* »⁴⁴³. Le cas échéant, l'étiquette pourrait être accompagnée d'une quantité illimitée de labels aux vocations diverses, mais ceux-ci ne pourraient pas être de dimension supérieure audit label *USDA Organic*.

Pour appuyer l'enthousiasme envers ce label volontaire, la réglementation américaine se démarque de celle de l'UE dans les obligations liées à son label. Le NOP précise que l'emballage d'un produit biologique doit impérativement afficher le nom de l'agent de certification alors que la Commission européenne fait appel à un système de codes pour identifier le certificateur⁴⁴⁴. Même si les codes sont disponibles sur le portail de

⁴⁴⁰ CFR, préc., note 417, § 205.303 (a)(4).

⁴⁴¹ CSA, préc., note 19.

⁴⁴² CFR, préc., note 417, § 205.303 (a)(4).

⁴⁴³ *Id.*, § 205.303 (a)(5).

⁴⁴⁴ CFR, préc., note 417, § 205.303 (b)(2).

l'agriculture biologique de la *Commission*⁴⁴⁵, l'approche américaine apparaît tournée davantage vers le consommateur alors qu'il est en capacité d'identifier directement le certificateur sur l'étiquette de son produit. Dès lors, si le consommateur peut y apprécier une certification privée correspondant à des normes de qualité supérieure, le label public *USDA Organic* ne fait lui-même aucune place à l'idée d'une qualité supérieure aux normes en vigueur. Par exemple, ce régime n'a pas été réfléchi dans une optique de promotion d'une agriculture de proximité. Chez la première puissance économique, cette dimension du message incombe avant tout aux acteurs civils et privés. Alors que le système de *State Organic Program* permet d'indiquer que les normes d'un produit se conforment à celle d'un État, aucune mesure n'est instaurée par le NOP pour promouvoir l'aspect géographique des aliments.

Encore une fois, l'aspect le plus potentiellement controversé réside dans la divulgation du pourcentage de « pureté » des produits biologiques. Par la démultiplication des partitions de pourcentage du contenu biologique, notons qu'il s'agit d'un régime éminemment différent de celui en vigueur dans l'UE. En vertu de l'article 205.301 du NOP, quatre dénominations peuvent être attribuées à un produit certifié biologique. Un produit étiqueté « 100 % *organic* »⁴⁴⁶ doit contenir uniquement des ingrédients biologiques. Il souscrit aux mêmes règles conventionnelles que le produit étiqueté « *organic* »⁴⁴⁷, comportant de son côté un minimum de 95 % d'ingrédients biologiques. Pour sa part, un produit étiqueté « *made from organic* (...) »⁴⁴⁸ doit comprendre plus de 70 % d'ingrédients biologiques et doit identifier le certificateur, mais ne peut pas arborer le label *USDA Organic*. Finalement, un produit contenant moins de 70 % d'ingrédients biologiques⁴⁴⁹ ne peut mentionner ceux-ci que dans la liste des ingrédients sur le panneau secondaire et ne peut exhiber ni le label national, ni le label du certificateur.

De toute évidence, la raison derrière ce passage à quatre catégories concerne la

⁴⁴⁵ COMMISSION EUROPÉENNE, préc., note 406.

⁴⁴⁶ CFR, préc., note 417, § 205.303.

⁴⁴⁷ *Id.*

⁴⁴⁸ *Id.*, § 205.304.

⁴⁴⁹ CFR, préc., note 417, § 205.305.

possibilité d'élargir l'application de la mention « biologique » pour favoriser les possibilités économiques du créneau. Du point de vue du droit à l'information du consommateur, cette mesure comporte ses bons et mauvais côtés. Compte tenu de la brèche déjà ouverte sur la « pureté » variable des aliments biologiques, la mesure américaine a pour mérite de détailler davantage au consommateur l'étendue de l'ouverture en question et favorise l'accessibilité de l'information. Par contre, le règlement américain ne va pas aussi loin que le règlement de l'UE pour ce qui se rapporte à la garantie de qualité de la marge « impure » du produit.

L'ouverture de la nomenclature biologique aux ingrédients non biologiques, cette forme de conventionnalisation pointée du doigt par de nombreux éléments de la FAB, s'est exprimée judiciairement aux États-Unis avec l'affaire Harvey en 2005⁴⁵⁰. En effet, l'interprétation de l'OFPA faite par le USDA permet l'utilisation de produits synthétiques apparaissant dans une liste restreinte émise par ce dernier. Selon l'USDA, l'objet de cette liste est de permettre à l'industrie de la transformation d'ajouter certains ingrédients mineurs pour des raisons allant de la texture du mets à sa conservation⁴⁵¹. En fin de compte, la *First Circuit Court of Appeals* rend une décision en faveur de l'interprétation d'Harvey qui fait valoir que l'OFPA n'a jamais ouvert la porte vers l'utilisation de produits synthétiques. En conséquence, l'appellation « *organic* » et ses équivalents devraient en principe signifier que le produit commercialisé est implicitement à 100 % « *organic* » et non à 95 %.

Avec l'entrée dans l'illégalité de la multitude de produits déjà sur les tablettes, la réaction de l'industrie ne se fait pas attendre. Par la voie de l'OTA⁴⁵², un important travail de lobbying se met en branle pour proposer une modification à l'OFPA. Non

⁴⁵⁰ *Harvey v. Veneman*, 396 F.3d 28 (1st Cir. 2005). Pour une analyse en profondeur de l'affaire : E. Melanie DUPUIS et Sean GILLON, « Alternative modes of governance: organic as civic engagement », (2009) 26 *Agriculture and Human Values* 43-56.

⁴⁵¹ Par exemple, on y trouve de la pectine, de la poudre à pâte, de l'acide ascorbique et du dioxyde de carbone. Pour la liste complète, consulter le lien suivant : USDA-AGRICULTURAL MARKETING SERVICE, « Liste nationale des substances permises et interdites: §205.600 », en ligne : <www.ams.usda.gov/AMSv1.0/getfile?dDocName=STELPRDC5068682> (consulté le 13 février 2012).

⁴⁵² La plus importante association américaine d'entreprises biologiques voit son conseil d'administration est occupé majoritairement par des filiales de l'industrie agroalimentaire durant la dernière décennie : OTA, « Board of directors », en ligne : <www.ota.com/about/boarddirectors.html> (consulté le 27 février 2012).

sans provoquer l'ire des acteurs traditionnels de l'industrie, un amendement à l'OFPA est appliqué l'année suivante pour confirmer la légalité des additifs synthétiques dans la vente d'aliments arborant son label biologique⁴⁵³. De fait, le consommateur américain peut très bien se retrouver en présence d'un produit contenant à la fois des ingrédients biologiques et des OGM, ce qui va encore plus à contresens de la perception raisonnable qu'il entretient lorsqu'il effectue son choix. Cet affrontement judiciaire sur une législation biologique, le plus significatif d'une compilation mondiale, rajoute au caractère incomplet de l'étiquette biologique. Le flou existant crée sa part d'incertitudes et alimente un retour de la crise d'intégrité de la FAB. Le consommateur en ressort perdant dans la mesure où son désir de consommer responsablement fait place au scepticisme.

Cet épisode judiciaire ajoute aux autres distinctions qui caractérisent le système états-unien par rapport à son correspondant européen. Si le régime de divulgation américain traduit quelques percées intéressantes pour le respect du droit à l'information du consommateur, notamment à propos de l'accessibilité de celle-ci, il contient aussi sa part de dysfonctionnements. Par-dessus tout, l'espace réservé à l'expression de la qualité « supérieure » ne profite pas de conditions aussi favorables que celles réservées au dispositif d'information de la qualité « inférieure ». L'ouverture du régime de divulgation à la mixité entre ingrédients conventionnels et ingrédients biologiques en est un testament. Par ailleurs, il appert que la réglementation biologique américaine pâtit de la faiblesse systémique du droit à l'information du consommateur pour le secteur de l'alimentation. Ainsi, l'hypothèse que le consommateur puisse se retrouver à acheter une sauce tomate « *organic* » faite avec des OGM sans en être informé est réelle puisque contrairement à ce qui se fait dans l'UE, il n'existe aucune réglementation états-unienne au sujet de l'étiquetage obligatoire de ces derniers.

Dès lors où les systèmes biologiques dominants de l'UE et des États-Unis sont formés, la balance des acteurs étatiques réalise que leur propre marché national ne peut

⁴⁵³ Amendment to the Organic Foods Production Act of 1990, 7 CFR pt. 205 (2006).

survivre sans accès aux grands marchés. Il en résulte que les producteurs et les consommateurs paient la note de ce dédoublement normatif. Dans le premier cas, les fermiers des marchés modestes doivent payer la note à trois reprises pour faire certifier leur production : une fois pour leur propre marché national, une autre pour celui de l'UE et une de plus pour celui des États-Unis. De leur côté, les consommateurs, qui comptaient sur une information plus intègre avec l'uniformisation de leur système national, doivent dorénavant composer avec l'information propre aux normes de pays tiers. Très rapidement, il apparaît que la première réponse à leurs maux serait d'en arriver à une harmonisation internationale des normes biologiques.

Section III. La tentative ratée d'harmonisation internationale

À la vitesse où les marchés biologiques locaux et nationaux sont projetés sur le marché mondial, il apparaît que la condition *sine qua non* de la cohérence du biologique revient à un système d'uniformisation des normes. Au regard de l'histoire, il s'agit en vérité de la continuité d'une solution historique puisqu'une majorité d'États ont achevé leur harmonisation nationale au cours de la dernière décennie. De plus, ce processus rentre en conformité avec la logique du droit international contemporain qui cherche d'une part, à faciliter le libre-échange par la standardisation des normes, et d'autre part, à promouvoir les avenues qui remplissent les objectifs du développement durable.

Cette nouvelle réalité tombe dans l'expertise du principal émetteur de normes alimentaires au monde de la *Commission du Codex Alimentarius* (ci-après « CCA »)⁴⁵⁴. Le mandat de cette dernière oscille justement entre la protection de la santé des consommateurs et les saines pratiques du commerce agroalimentaire. Ce mandat reconnu conjointement par l'ONU et l'OMC la pousse à mettre en vigueur un référentiel international en 1999 (§1). Ayant tout intérêt à se voir reconnaître internationalement, la province de Québec embarque promptement dans le train de l'harmonisation (§2) et utilise le référentiel de la CCA pour modeler son régime de normes biologiques. Par

⁴⁵⁴ « *Codex Alimentarius* » se traduit du latin comme « Code alimentaire ».

ailleurs, l'harmonisation des normes biologiques est aussi un mouvement cher à la majorité des acteurs de la FAB, notamment aux producteurs et aux consommateurs⁴⁵⁵. Mais tandis que l'enthousiasme est à son comble, la question de l'intégrité et de la légitimité démocratique des normes à adopter reste en suspens. L'accessibilité et l'exhaustivité de l'information sont au coeur des préoccupations du consommateur à cet égard.

§1. Le référentiel international de la *Commission du Codex Alimentarius*

Fondée en 1963, la CCA prend de l'importance lorsque son rôle est avalisé en 1985 par la Résolution 39/248 de l'*Assemblée générale des Nations Unies*⁴⁵⁶. Avant son existence, les rôles susnommés appartenaient à diverses associations pour le commerce agroalimentaire international⁴⁵⁷ faisant pression sur les différents gouvernements pour abolir les barrières commerciales dans l'alimentation liées majoritairement aux normes sanitaires.

Dans le cas de l'agriculture biologique, cette tentative d'harmonisation des normes et de protection du consommateur s'est faite avec la publication d'une « directive interprétative » qui doit être pourvue d'un sérieux bémol quant à sa portée juridique. Le nom le dit, cette directive interprète les normes et les principes de la *Norme générale Codex pour l'étiquetage des produits préemballés*⁴⁵⁸. Il est donc acquis que l'usage des

⁴⁵⁵ GLOBAL ORGANIC MARKET ACCESS [GOMA], « Home », en ligne : <<http://www.goma-organic.org>> (consulté le 12 janvier 2012) ; FNAB, « Garanties des produits bio », en ligne : <http://www.fnab.org/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=9&Itemid=18> (consulté le 19 décembre 2011).

⁴⁵⁶ Aux termes de laquelle des directives ont été adoptées pour l'élaboration et le renforcement des politiques concernant la protection du consommateur. Ces directives recommandent que « ... lorsqu'ils formulent des politiques et des plans en matière d'alimentation, les gouvernements devraient tenir compte de la nécessité d'une sécurité alimentaire pour tous les consommateurs, et appuyer et, autant que possible, adopter les normes (...) du Codex Alimentarius ou, en leur absence, d'autres normes alimentaires internationales communément acceptées » : *Principes directeurs des Nations Unies pour la protection du consommateur*, Rés. 39/248, Doc. Off. A.G. N.U. 39e sess., (1985), art. 39 : en ligne : <http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/39/248> (consulté le 11 décembre 2012).

⁴⁵⁷ Telles que la Fédération internationale des produits laitiers.

⁴⁵⁸ COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS, *Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées*, 1985, en ligne : <www.codexalimentarius.net/download/standards/32/CXS_001f.pdf> (consulté le 11 décembre 2011).

normes inscrites dans les directives sur l'agriculture biologique est volontaire pour les États membres de l'ONU comme pour ceux de l'OMC. Cela dit, les dispositions de la CCA acquièrent ultérieurement un pouvoir exécutoire en étant citées comme référentiel lors de l'arbitrage de conflits commerciaux au sein de l'OMC. En vertu de l'*Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires* et de l'*Accord sur les obstacles techniques au commerce*, l'OMC installe un cadre juridique visant ainsi à harmoniser les normes alimentaires autour des paramètres de la CCA. Il faut néanmoins remarquer que malgré cette capacité d'arbitrage, tant et aussi longtemps qu'un pays ne se lancera pas dans un conflit commercial à propos des normes biologiques, ce pouvoir restera fictif.

Ceci n'enlève rien au fait que ce référentiel international de la CCA doit bel et bien être considéré comme une source d'influence au sein de la FAB. *Grosso modo*, en partant du régime de divulgation, la directive synthétise ce qui existe dans les règlements nationaux observés préalablement. À ce titre, pour la plupart des dispositifs s'appliquant à l'étiquetage, la CCA fait preuve d'une approche inclusive dans sa prescription des obligations en matière de certification⁴⁵⁹ et d'importation⁴⁶⁰.

Cela dit, certains dispositifs apportent néanmoins un certain particularisme aux directives de la CCA. Le plus notable d'entre eux se situe dans les recommandations à propos de la réservation de l'appellation par une protection s'étendant aux termes « biologique », « organique », « écologique » et « biodynamique »⁴⁶¹. L'étendue des appellations réservées en fait l'initiative la plus concluante en faveur de l'information du consommateur. Les quatre termes multilingues en question ont le mérite de ratisser assez large pour mettre en échec la majorité des fausses prétentions et reprennent l'ensemble des termes présents dans le jargon des appellations réservées pour la FAB.

Malheureusement pour le consommateur, la mesure éloquente de la CCA sur les appellations réservées perd de son lustre devant l'absence d'une recommandation en

⁴⁵⁹ COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS, préc., note 340, section 6.

⁴⁶⁰ *Id.*, section 7.

⁴⁶¹ *Id.* page 144, art. 1.2 : « ou des termes d'intention similaire, y compris les diminutifs qui, dans le pays où le produit est mis sur le marché, portent l'acheteur à croire que le produit ou ses ingrédients ont été obtenus conformément à des méthodes de production biologique ».

faveur d'une harmonisation des labels nationaux. Pour des raisons nébuleuses, la portion publique du sigle visuel privilégié des consommateurs n'est pas couverte par les directives de la CCA. Malgré tout, les directives rejoignent les deux grands régimes réglementaires sur la traçabilité des certificateurs dans l'éventualité où « l'étiquetage (doit faire) mention du nom et/ou du numéro de code de l'organisme officiellement agréé d'inspection ou de certification auquel l'opérateur est assujetti »⁴⁶². Cette dernière disposition vise à tout le moins une information minimale des labels privés.

Toujours dans les directives de la CCA, l'étiquetage des produits transformés renvoie ensuite à l'approche européenne sur les modalités relatives au pourcentage d'ingrédients biologiques, alors que le système américain se montre beaucoup plus permissif sur la question⁴⁶³. Dernière disposition excluant encore une fois le régime américain, l'article 3.7 autorise l'étiquetage « en transition vers la culture biologique » des produits en conversion depuis un minimum de douze mois⁴⁶⁴. Cette prise de position qui polarise les perceptions sur la place du « presque biologique » sur les étiquettes fait partie des facteurs qui se posent en obstacles à une reprise *in extensio* des directives de la CCA. Seulement, l'organisation internationale n'a pas la légitimité requise pour s'attaquer à ce genre de contrariétés pour le consommateur. Même si la CCA est la seule organisation internationale possédant un mandat pour s'occuper des normes alimentaires, son intervention soudaine en 1999 sur la scène des normes biologiques la place bien éloignée du mouvement populaire historique sur lequel les normes biologiques se sont construites.

En somme, du point de vue de l'étiquetage et des allégations, si l'objectif de la CCA est de fournir des directives de base encourageant au possible la pratique d'une agriculture biologique, son rôle de modèle normatif de la FAB respecte la plupart des conventions établies. Pour l'organisation internationale, il vaut mieux chercher à atteindre ce modeste objectif de départ plutôt que de s'arroger des prérogatives

⁴⁶² *Id.*, art. 3.2(d).

⁴⁶³ *Id.*, art. 3.6 : tel que mentionné dans la deuxième section de la présente partie, le régime américain permet d'utiliser la mention biologique dans le panel d'ingrédients même si ceux-ci forment moins de 70 % de la composition du produit. Les dispositions de la CCA sur le sujet équivalent à celles de l'UE.

⁴⁶⁴ *Id.*, art. 3.7.

normatives sur le dos d'un mouvement populaire qui ne lui a jamais accordé un rôle prépondérant. Au chapitre de ce besoin en reconnaissance internationale, un coup de main opportun vient par ailleurs du gouvernement du Québec.

§2. Le Québec dans le train de l'harmonisation

Le Québec s'intéresse assez tôt à l'agriculture biologique. Dès 1990, démarre un programme d'appellations contrôlées sous le sceau de « Québec Vrai »⁴⁶⁵ qui se termine toutefois cinq ans plus tard faute de financement. Peu de temps après, le gouvernement de la province canadienne met de l'avant une stratégie législative pour compenser son échec initial. Sous réserve de son pouvoir résiduaire, la *Loi sur les appellations réservées*⁴⁶⁶ est adoptée en 1996 et un règlement⁴⁶⁷ entre en vigueur l'année suivante afin de détailler ses modalités d'application. Tandis que la première mouture de cette loi pose les jalons de la reconnaissance des appellations réservées et crée une institution dédiée à sa gestion, le règlement précise les pouvoirs du *Conseil des appellations agroalimentaires du Québec* et promeut le référentiel international de la CCA pour les normes biologiques québécoises⁴⁶⁸.

À la demande du *Conseil des appellations agroalimentaires du Québec*, l'année 2000 est témoin de la réservation de l'appellation « biologique » par le législateur québécois⁴⁶⁹. L'influence de la *Commission du Codex Alimentarius* est sans équivoque en ce qui concerne les termes réservés : l'article 1 de la partie 5 du *Cahier des charges*

⁴⁶⁵ Ce programme, non viable financièrement, prend fin en 1995 alors que le gouvernement du Québec termine sa participation : QUÉBEC VRAI, préc., note 91.

⁴⁶⁶ L.R.Q., c. A-20.02.

⁴⁶⁷ *Règlement sur les appellations réservées*, R.R.Q., 1981, c. A-20.03, r. 1.

⁴⁶⁸ Par conséquent, l'article 1 (1) du *Cahier de charges* du CARTV énonce que « dans le cas d'une appellation attribuée à un produit à titre d'attestation de son mode de production biologique, ce produit devrait satisfaire à un cahier des charges dont les normes sont au moins égales à celles prévues dans les Directives (...) de la Commission du *Codex Alimentarius* ». CARTV, *Cahier des charges relatif aux produits portant des indications se référant au mode de production biologique*, 2008, part. I, art. 1(1).

⁴⁶⁹ Depuis le 1er février 2000, l'appellation « biologique » est réservée au Québec en vertu de l'avis juridique 1999-33336, (1999) 131 G.O. 53. Le CARTV a reçu de la part du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le mandat de contrôler cette appellation.

du CARTV reprend pratiquement mot pour mot l'article 1.2⁴⁷⁰ de la section 1 des directives de la *Commission*. Résultat, tout terme similaire, abrégé ou diminutif de « biologique », « organique », « écologique » et « biodynamique » dans le domaine des produits agricoles et alimentaires « est considéré comme portant des indications relatives aux modes de production biologique lorsque l'étiquette, la publicité ou les documents commerciaux, le produit ou ses ingrédients sont (ainsi) caractérisés »⁴⁷¹. Pour leur part, les normes d'étiquetage des produits multi-ingrédients biologiques, absents dans les directives de la CCA, reprennent dans leur ensemble les normes canadiennes⁴⁷².

La version actuelle des normes biologiques québécoises entre en vigueur en 2006 en vertu de la *Loi sur les appellations réservées et les termes valorisants*⁴⁷³ et remplace la loi de 1996. La loi présente indique que ce sera désormais le CARTV qui se charge d'appliquer la loi, qui agit comme autorité compétente au nom du MAPAQ et qui prend la relève du CAAQ en 2008. Le pouvoir d'initiative du CARTV prend peu de temps à se concrétiser avec l'arrivée du label BIO Québec qui vient appuyer son *Cahier des charges*.

Figure 18 : Label *BioQuébec*



Bien que la certification des produits biologiques soit obligatoire, le régime n'est pas sans failles pour les exploitants biologiques québécois qui vendent leurs produits au

⁴⁷⁰ « Un produit sera considéré comme portant des indications se référant aux modes de production biologique lorsque, dans l'étiquetage ou les allégations, y compris la publicité et les documents commerciaux, le produit ou ses ingrédients sont caractérisés par les termes « organique », « biodynamique », « biologique », « écologique », ou des termes d'intention similaires, y compris les diminutifs (ex : éco, bio) qui, dans le pays où le produit est mis en marché, portent l'acheteur à croire que le produit ou ses ingrédients ont été obtenus conformément à des méthodes de production biologique ». Commission du *Codex Alimentarius*, préc., note 340, art. 1.2.

⁴⁷¹ CARTV, préc., note 468, Partie 5, art. 1 : Exigences relatives à l'étiquetage, la publicité, le matériel de présentation et les documents commerciaux.

⁴⁷² À l'exception des produits alcoolisés. *Id.*, Partie 5, art. 3.1 (a) : Exigences relatives à l'étiquetage, la publicité, le matériel de présentation et les documents commerciaux.

⁴⁷³ L.R.Q., c. A-20.03

Québec. En effet, la mise en oeuvre du régime est limitée par le peu de moyens économiques dont dispose le CARTV pour effectuer les contrôles permettant d'empêcher l'utilisation illégale de l'appellation « biologique ». Résultat, en octobre 2010, seuls deux inspecteurs du CARTV effectuent des contrôles sur les tablettes de la province⁴⁷⁴. Le contrôle du respect de cette réglementation repose aussi sur les plaintes de consommateurs au CARTV. Cette forme de délation n'est toutefois pas fréquente puisque les consommateurs ne sont pas suffisamment informés pour reconnaître les cas d'infractions à la réglementation.

L'âge d'or des normes québécoises se conclut en 2009 avec la promulgation de la norme canadienne CAN/CGSB-32.310-2006⁴⁷⁵ par le règlement canadien sur les produits biologiques⁴⁷⁶. À part le domaine de l'aquaculture qui n'est pas couvert par la réglementation canadienne, les produits biologiques vendus au Québec auront la tâche supplémentaire de se conformer à deux référentiels de certifications. Ce système hybride cause sa part de maux de tête à l'industrie et aux consommateurs jusqu'au 1er janvier 2012, date à laquelle la révision des statuts du *Cahier des charges*⁴⁷⁷ par le CARTV marque le remplacement des normes biologiques de référence du Québec par les normes biologiques du Canada. Dans cette perspective, l'étude des normes biologiques émises par la CCA et reprises par le Québec, notamment pour ce qui concerne les directives sur l'étiquetage, fait la preuve que cette plateforme est dépassée par les diverses implications juridiques et politiques reliées à la gouvernance de la FAB.

Pour tout dire, le CARTV concède ainsi qu'il a intérêt à promouvoir des normes nationales équivalentes à celles de l'UE et des États-Unis plutôt que de choisir un référentiel international dont la titularité l'isole commercialement. Cependant, ce changement de direction aura peu d'impact sur l'étiquette des produits québécois car en dépit des apparences, il concerne principalement les régimes d'émission et de

⁴⁷⁴ FONDATION DU BARREAU DU QUÉBEC, *L'étiquetage des produits alimentaires et le développement durable*, 2011, p. 13, en ligne : <<http://www.fondationdubarreau.qc.ca/publications/etiquetage-aliments/index.html>> (consulté le 11 janvier 2012).

⁴⁷⁵ OFFICE DES NORMES GÉNÉRALES DU CANADA [ONGC], *Systèmes de production biologique : principes généraux et normes de gestion*, CAN/CGSB-32.310-2006.

⁴⁷⁶ *Règlement sur les produits biologiques*, DORS/2009-176 (Gaz. Can. II).

⁴⁷⁷ CARTV, préc., note 468.

vérification des normes. Cela signifie que les exigences relatives à l'étiquetage, à la publicité, au matériel de présentation et aux documents commerciaux spécifiques au marché québécois demeurent valides au même titre que les infractions et peines prévues par la *Loi sur les appellations réservées et les termes valorisants*⁴⁷⁸. Le régime de divulgation, d'une exhaustivité avant-gardiste, se déploie donc toujours aujourd'hui au bénéfice des consommateurs et garde les traces de ce qui fut un exemple de la tentative québécoise d'encourager la venue de normes biologiques uniformisées dans le commerce international.

Section IV. L'achèvement décisif d'un système d'équivalence

Alors que la première intervention du législateur dans la FAB au Canada est venue d'un palier législatif inférieur, il faudra attendre jusqu'en 2009 pour que le palier fédéral s'engage à donner une dimension légale à ses normes biologiques. Pour ce pays au modeste marché intérieur, le polycentrisme juridique des normes biologiques représente une impasse dans le sens où son propre système ne jouit pas d'une capacité de rayonnement suffisamment élevée dans le commerce international. De crainte de voir ses agriculteurs biologiques pénalisés par les frais d'exploitation de multiples certifications, le Canada a dû user d'ingéniosité pour élargir son accès aux marchés d'exportation les plus lucratifs.

Par ailleurs, le Canada n'est pas isolé dans sa stratégie pour l'essor d'un marché biologique mondial sans l'entrave du dédoublement des certifications. L'acteur traditionnellement garant de l'intégrité du mouvement biologique, l'IFOAM, tient aussi à un système d'équivalence. La fédération mondiale s'évertue de nos jours à regrouper dans une « famille de normes » toutes les certifications publiques ou privées qui répondent aux critères minimums d'intégrité pour être reconnues sous l'appellation « biologique ».

⁴⁷⁸ Le Québec se démarque par la sévérité de ses peines lors d'infractions à son règlement biologique.

Tirant leur épingle du jeu normatif qui s'exprime sur le marché mondial, la participation du Canada et de l'IFOAM aux normes biologiques traduit leur propension à amalgamer les influences. Polyvalentes, les normes canadiennes se trouvent à la jonction des régimes américains et européens (§1). Cette capacité en a fait l'élément déclencheur de la marche mondiale vers l'équivalence des systèmes de normes biologiques. Ce contexte prépare l'arrivée de la « garantie IFOAM » qui cherche à s'implanter en tant qu'étalon international des normes biologiques (§2). En dépit de cet élan positif, tout comme pour la tentative d'harmonisation, des interrogations doivent être répondues avant d'en arriver à la conclusion que le consommateur ressort gagnant d'un système d'équivalence. Ainsi, hormis l'augmentation de la variété des produits et la diminution des prix résultant de la compétition internationale, la direction actuelle du mouvement envoie des signaux favorables sur la transparence et la qualité des produits.

§1. Le Canada à la rencontre des régimes américains et européens

Dernier arrivé dans le registre des normes biologiques publiques, le Canada a manifestement subi la pression de ses principaux partenaires économiques, les États-Unis et l'Union européenne, pour aboutir vers un système mandataire. Jusqu'en 2009, la norme biologique canadienne relève de certificateurs privés dont l'éthique professionnelle et le désir de correspondre aux autres systèmes nationaux s'avèrent les arguments principaux en faveur d'une certification répondant aux attentes du consommateur.

Le *Règlement sur les produits biologiques*⁴⁷⁹, promulgué en décembre 2006, est finalement entré en vigueur le 20 juin 2009. Il relève de la *Loi sur les produits agricoles au Canada* dont l'article 32 (a) indique que le gouvernement peut réglementer pour « établir les estampilles et les noms de catégories des produits agricoles et, d'une façon générale, édicter des prescriptions à cet égard ainsi qu'en matière d'étiquetage »⁴⁸⁰. Le *Règlement sur les produits biologiques* décrit en fait les modalités d'application de la norme CAN/CGSB-32.310-2006 sur les principes généraux et normes de gestion des

⁴⁷⁹ *Règlement sur les produits biologiques*, préc., note 476.

⁴⁸⁰ *Loi sur les produits agricoles au Canada*, L.R.C. 1985, c. 20 (4^e supp.).

systèmes de production biologique⁴⁸¹. Ce faisant, il enchâsse dans un cadre légalement contraignant les dispositifs prévus dans cette norme applicable volontairement depuis 1999.

À ce titre, le régime canadien prévoit une série de mesures à prendre en cas de violation de l'une ou l'autre de ses dispositions. Le cas échéant, l'organisme de certification doit impérativement suspendre la certification du titulaire de celle-ci et prendre des mesures qui mèneront ultimement à l'annulation de la certification si les correctifs exigés ne sont pas apportés⁴⁸². De son côté, l'organisme de certification est soumis à des conditions similaires⁴⁸³ par l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Maintenant que l'intégrité de son système de normes biologiques est confirmée, le fait d'armes canadien réside dans les ententes d'équivalence signées avec les États-Unis en 2009⁴⁸⁴ de même qu'avec l'UE en 2011⁴⁸⁵. De ce fait, jusqu'en juin 2012, le Canada a représenté le seul marché libre d'importer et d'exporter des produits biologiques aux deux puissances commerciales. Au plan du régime de divulgation, ces accords historiques prennent acte de la prérogative nationale du droit à l'information en statuant que les normes d'étiquetage du pays importateur doivent être respectées. Au Canada, le régime de divulgation des produits alimentaires se fait conformément à la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation*⁴⁸⁶ et le champ d'application de cette dernière couvre la réglementation biologique.

Évidemment, avant de penser à exporter sur le marché de l'unifolié, le producteur, le transformateur ou l'importateur doivent tous répondre à des conditions précises. Tout comme aux États-Unis et dans l'UE, ils doivent se faire certifier par une agence ayant préalablement fait l'objet d'un agrément par un organisme de vérification de la conformité⁴⁸⁷ reconnu par l'*Agence canadienne d'inspection des aliments*. Sachant cela,

⁴⁸¹ ONGC, préc., note 475.

⁴⁸² *Règlement sur les produits biologiques*, préc., note 476, art. 20.

⁴⁸³ *Id.*, art. 9.

⁴⁸⁴ À voir

⁴⁸⁵ À voir

⁴⁸⁶ L.R.C. 1985, c. C-38, art. 10 b)iii).

⁴⁸⁷ D'après le règlement canadien, cet organisme doit avoir « conclu un accord avec l'Agence aux termes du paragraphe 14(1) de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*, L.C. 1997, c. 6 pour

un produit importé peut soit répondre directement aux normes biologiques canadiennes⁴⁸⁸, soit convenir aux normes désignées par un accord entre l'*Agence canadienne d'inspection des aliments* et son vis-à-vis administratif du pays signataire de l'accord⁴⁸⁹, ou soit provenir d'un pays tiers reconnu par le vis-à-vis signataire de l'accord et appliquer les normes désignées par l'accord en question⁴⁹⁰.

La première étape de l'exécution du régime de divulgation de la norme CAN/CGSB-32.310-2006 concerne la réservation de termes se réclamant de l'agriculture biologique. À ce titre, une similitude apparente se dessine avec ceux présents dans la section 26569.11 du *California Health and Safety Code*⁴⁹¹ et la formulation choisie par le CARTV⁴⁹². De surcroît, le bilinguisme de l'article 24 (1) double le nombre de termes réservés dans un effort qui rappelle celui de la réglementation européenne⁴⁹³. Par contre, puisque le Canada est souverain sur ses normes d'étiquetage, le *Règlement sur les produits biologiques* a raté une belle occasion d'élargir le spectre des appellations réservées en y incluant les termes « écologique » et « biodynamique » comme au Québec.

D'autre part, les exigences quant au label⁴⁹⁴ sont dans les règles communément admises avec l'obligation pour l'étiquette canadienne de comporter le nom de l'organisme de certification⁴⁹⁵. Toutefois, dans les cas où un produit importé affiche le label canadien, il doit accoler le pays d'origine au label en vertu de l'article 25 (c) à moins que le label biologique affiche déjà le pays d'origine. Relativement nouveau, le

évaluer et recommander l'agrément des organismes de certification et de les surveiller; doit remplir les exigences de la norme ISO/IEC 17 011. *Règlement sur les produits biologiques*, préc., note 476, art. 1.

⁴⁸⁸ *Id.*, art. 27 (1) (a)

⁴⁸⁹ *Id.*, art. 27 (1) (b)

⁴⁹⁰ *Id.*, art. 27 (2)

⁴⁹¹ CAL. HEALTH AND SAFETY CODE, préc. note 410, § 26569.11.

⁴⁹² CARTV, préc., note 468, Partie 5, art. 1 : Exigences relatives à l'étiquetage, la publicité, le matériel de présentation et les documents commerciaux.

⁴⁹³ Le règlement précise qu'« il est interdit d'apposer les mentions "biologique", "organique", "cultivé biologiquement", "élevé biologique", "produit biologiquement" ou toutes autres mentions semblables, compris des abréviations, des symboles ou des expressions phonétiques de ces mots ou expressions sur l'étiquette d'un produit – ou de la publicité afférente à un tel produit » : *Règlement sur les produits biologiques*, préc., note 476, art. 24 (1).

⁴⁹⁴ Le label se dénomme « estampille » dans le règlement : *Règlement sur les produits biologiques*, préc., note 476, art. 22.

⁴⁹⁵ *Id.*, art. 25 (a).

label canadien n'est guère obligatoire et ses dimensions comparatives ne sont pas spécifiées, ce qui fait compétitionner sa visibilité avec celle d'autres labels régulièrement retrouvés au Canada tels que l'« *USDA Organic* », le label de l'UE ou le « BIO Québec ». À ce sujet, encore une fois le consommateur ne sait plus où donner de la tête concernant ce vecteur d'information sur l'étiquette biologique.

Figure 19 : Label *Biologique Canada*



Dans un autre ordre d'idées, le régime canadien d'étiquetage s'insère efficacement dans l'un et l'autre des régimes dominants par des dispositions faisant échos aux particularités de chacun. En conséquence, il y est interdit d'apposer un label ou d'utiliser l'appellation réservée sur « un produit multi-ingrédients dont le contenu biologique est de moins de 95 % »⁴⁹⁶. De plus, il assure une certaine liberté d'affichage aux produits multi-ingrédients en offrant la possibilité de mentionner le « (pourcentage) d'ingrédients biologiques s'il oscille entre 70 % et 95 % »⁴⁹⁷. Sous la barre des 70 %, en vertu de l'article 24 (3), les produits aux composantes d'origine biologique peuvent être inscrits dans la liste d'ingrédients à l'instar de ce qui se fait aux États-Unis.

Avec ces premières enjambées substantielles de l'équivalence des systèmes biologiques, la marche vers un marché mondial libre d'entraves pour l'agriculture biologique se transforme en marathon à mesure que les participants prennent acte des désavantages de demeurer en dehors de la compétition. Conscients de la brèche permettant à leurs produits biologiques respectifs de transiter par le Canada pour rejoindre le marché du rival commercial, l'UE et les États-Unis rendent leurs normes

⁴⁹⁶ *Id.*, art. 23 (2).

⁴⁹⁷ *Règlement sur les produits biologiques*, préc., note 476, art. 13 (1) a).

équivalentes dès juin 2012⁴⁹⁸. Ce faisant, ils donnent un signal net quant à la direction prise par la réglementation sur l'agriculture biologique.

En reprenant les termes de leur entente antérieure avec le Canada, les deux plus imposants marchés biologiques au monde, l'Union européenne et les États-Unis, ont établi des critères précis à respecter par les différents partenaires oeuvrant dans le secteur. À la vue des accords d'équivalence réalisés, il apparaît maintenant définitif que le parcours du régime d'étiquetage des aliments biologiques se délimite autour des territoires. Avec l'aboutissement de ces accords, le cheminement vers un régime de divulgation international promu par les États nous semble fort improbable. La création par ces derniers d'une marque de commerce « internationale » qui représenterait la FAB relève de plus en plus de la fiction. Au contraire, malgré une uniformisation pratique de l'étiquette, la question des appellations réservées et des labels publics demeure la chasse-gardée des autorités. Sur le sujet capital de ces deux véhicules d'information, les consommateurs sont liés à l'avancement du droit interne qui, pour sa part, ne voudra pas aller jusqu'à remettre en question les termes des ententes d'équivalence. Autrement dit, alors que les normes biologiques publiques se cristallisent autour d'une seule définition de la qualité et d'une description floue de la traçabilité, il n'est plus question d'intégrer ces mesures transversalement dans les régimes d'émission, de vérification et de divulgation des normes sans renoncer aux équivalences. Le destin du droit à l'information dans le créneau biologique semble donc sur le point d'être scellé.

Cependant, malgré le poids considérable de l'Europe et de l'Amérique du Nord sur l'adoption de normes internationales, trop de questions demeurent en suspens pour que la FAB en entier accepte le fait accompli. Notre point de mire, le consommateur d'aliments biologiques par essence plus conscientisé et plus informé que la norme, se sentira-t-il plus en confiance en sachant que les normes des pays tiers sont reconnues même si elles diffèrent de celle de leur nation? Avec l'occasion accordée d'utiliser le label national voulu dans les accords d'équivalence, jusqu'où ira la confusion du

⁴⁹⁸ USDA AGRICULTURAL MARKETING SERVICE, « International Trade Policies : European Union », en ligne : <<http://www.ams.usda.gov/AMSV1.0/NOPTTradeEuropeanUnion>> (consulté le 12 avril 2012).

consommateur si ces accords augmentent au delà des trois présentement en vigueur? Enfin, quelle place est réservée à l'évolution des normes maintenant qu'un plancher commun a été décrété au sein des plus grands marchés biologiques?

Malgré ce plancher, le débat entre les racines morales et le bourgeonnement commercial de la FAB se reproduit toujours au sein des acteurs privés et les ententes d'équivalence sont susceptibles de provoquer des réactions en défaveur du statu quo du droit à l'information. C'est ainsi que le système d'équivalences échoue partiellement dans sa tentative de répondre aux exigences des consommateurs. En effet, si jamais un processus d'harmonisation et une amélioration de la qualité des normes biologiques il y a, les États seront difficilement aux commandes de celui-ci. À l'aube de ce constat, la gouvernance de la FAB est directement interpellée pour résoudre les questions latentes de légitimité et d'intégrité des normes biologiques.

§2. La garantie IFOAM en étalon international

En l'information du consommateur, l'IFOAM identifie explicitement l'enjeu le plus significatif pour le mouvement et ses acteurs⁴⁹⁹. Le contrôle de la définition de l'agriculture biologique et de ses véhicules d'information représente l'axe autour duquel tourne la balance des normes biologiques. Or, en 2010, plusieurs organisations privées et plus de 74 pays affichent des normes différentes⁵⁰⁰. Sans compter sur les quelque 523 organismes de certification qui gravitent autour de ces normes⁵⁰¹, il faut une légitimité convaincante pour avoir la prétention de s'élever au-dessus de ce bloc hétéroclite. Pour autant, on ne peut plus ignorer les attentes du consommateur par rapport à leur désir d'informations.

En matière de légitimité, cette condition conditionnant l'intégrité des normes, la solution internationale proposée par la CCA n'a pas réussi à répondre de façon

⁴⁹⁹ Dans son site internet, l'IFOAM clame : « Organic standards have long been used to create an agreement within organic agriculture about what an "organic" claim on a product means, and to some extent, to inform consumers » ; IFOAM, préc., note 29.

⁵⁰⁰ H. WILLER et L. KILCHER (dir.), préc., note 35, p. 25.

⁵⁰¹ *Id.*

satisfaisante aux inquiétudes des consommateurs et à représenter une solution crédible pour les États. De la même manière, plusieurs doutes persistent quant à la capacité des ententes bilatérales d'équivalence de suppléer à un vrai régime international fonctionnant avec l'assentiment de toutes les parties prenantes de la FAB. Tandis que l'analyse des normes nationales, internationales et transnationales dénote une convergence de fond et une divergence de forme pour le produit biologique, à l'échelle internationale, la gouvernance de la FAB apparaît dans un vide juridique tout bonnement parce qu'elle refuse sa responsabilité en matière de droit à l'information du consommateur. À moins d'engagements significatifs dans cette direction, cette situation risque d'endommager la relation de confiance du consommateur envers l'appellation « biologique » à mesure que le marché mondial s'étend.

Pour l'instant, des discussions se poursuivent parallèlement au sein de la FAO, de l'UNCTAD et de l'IFOAM pour arriver à agglutiner ensemble la balance hétéroclite de pays émergents, de pays en voie de développement et de pays à l'économie développée qui sont exclus des ententes bilatérales. Or, depuis le début du millénaire, la fédération internationale est perçue par la FAO et l'UNCTAD comme la seule entité capable d'unifier les dimensions privées et publiques de la FAB. Car en ce qui concerne la FAB, l'IFOAM n'a pas d'équivalent dans le monde⁵⁰². Pour preuve, lorsqu'il s'agit de négociations internationales sur l'agriculture et l'environnement, la fédération parle seule au nom du mouvement biologique⁵⁰³. Au fil du temps, l'IFOAM est devenue une organisation parapluie qui chapeaute et coordonne une majorité d'acteurs privés du domaine biologique. Ses liens avec les pouvoirs publics partout dans le monde en font un véritable outil de référence pour tenter d'influer sur les normes biologiques de part et d'autre des sphères publiques et privées.

Cela dit, il serait faux de croire que la fédération à la portée transversale ne possède

⁵⁰² J. PAULL, préc., note 116, 93.

⁵⁰³ Pour faire avancer les intérêts du mouvement biologique à travers le monde, elle possède le statut ECOSOC à l'Assemblée générale des Nations Unies de même que le statut d'observateur à la FAO, à la CNUCED, à l'OMC, au PNUE, à l'OCDE, à l'OIT et à la Commission du Codex Alimentarius; IFOAM, « Official Status », en ligne : <http://www.ifoam.org/about_ifoam/status/index.html> (consulté le 11 novembre 2011).

pas de limites. Investie profondément dans sa mission d'uniformisation mondiale, elle laisse pour contre une part d'ONG et de groupes qui contribuent à sa légitimité. Par exemple, l'IFOAM ne compte à ce jour que huit membres au Canada, dont aucun au Québec⁵⁰⁴. Parmi les explications plausibles, on remarque que ceux-ci ont peu d'intérêts directs à consacrer de leurs moyens à cette organisation maintenant que des normes publiques sont en vigueur. Une autre explication tient du fait que certaines organisations non membres préfèrent engager leurs moyens dans l'avancement de normes davantage progressistes que celles de l'IFOAM qui s'est plutôt concentrée à dégager un consensus durant les deux dernières décennies. À ce sujet, plusieurs intervenants soulignent l'idée saugrenue qu'un aliment puisse parcourir des milliers de kilomètres tout en étant présenté comme un choix bénéfique pour l'environnement. Galvanisée par le succès économique mondial de la FAB, l'IFOAM omet d'inclure l'agriculture de proximité dans ses principes. Implicitement, les exigences du libre-échange se sont frayés un chemin à contresens de la génétique biologique. Supposée prévenir des dérives du système de production agroalimentaire actuel, son approche traditionnelle n'arrive apparemment pas à se soustraire aux modalités commerciales.

Mais la plus grande faiblesse historique de l'IFOAM consiste en sa piètre reconnaissance de la part des consommateurs. Historiquement, elle est demeurée invisible aux yeux du consommateur en ne marquant aucune étiquette de sa présence contrairement aux autres grandes normes privées de la consommation durable détenteurs des labels⁵⁰⁵. Ainsi, après l'effervescence des débuts, l'IFOAM connaîtra un relâchement avec le temps. À mesure que les régimes de règlements biologiques des États font leur apparition, l'attention du monde biologique se détourne de la *soft law* des Normes IFOAM pour se concentrer autour de la *hard law* des règlements publics. À

⁵⁰⁴ IFOAM, « Organic Directory Online Canada », en ligne :

<http://www.ifoam.org/organic_world/directory/Countries/Canada-Members.html> (consulté le 11 novembre 2011).

⁵⁰⁵ Parmi les plus importants exemples, le label *Marine Stewardship Council* (MSC) pour les pêcheries, le label *Forest Stewardship Council* (FSC) dans le domaine forestier, le label *Fairtrade* pour le commerce équitable, le label *SAN/ Rainforest Alliance* pour l'agriculture durable : MARINE STEWARDSHIP COUNCIL [MSC], « Un écolabel crédible », en ligne : <<http://www.msc.org/a-propos-du-msc/credibilite>> (consulté le 12 août 2011) ; FOREST STEWARDSHIP COUNCIL [FSC], « FSC Certification », en ligne : <<http://www.fsc.org/certification.html>> (consulté le 13 août 2011) ; FAIRTRADE INTERNATIONAL, préc. note 162 ; RAINFOREST ALLIANCE, préc., note 162.

force de vouloir aménager des normes satisfaisantes pour tous, l'organisation phare a brûlé une étape essentielle : s'assurer la loyauté de la base populaire de la FAB.

Ses projets récents démontrent qu'elle est sur le point de corriger la situation. Sa stratégie de rattrapage, le *Système de garantie internationale IFOAM* qui présente un volet normatif et un volet stratégique. Le premier rassemble les normes de bases, les principes et la définition officielle de l'agriculture biologique. Le deuxième s'occupe de différentes avenues pour rassembler le mouvement autour de l'importance d'une information accessible et exhaustive.

En premier lieu, l'IFOAM revient en 2003 aux aspects élémentaires de l'information au consommateur et lance un processus de consultations pour la production d'un système biologique intégré. Cette consultation débouchera en trois jets normatifs qui figureront dès lors au préambule des *Standards de base IFOAM*. Du côté privé du spectre des normes durables, la fédération internationale et ses membres identifient les principes de santé, d'écologie, d'équité et de précaution comme guide impératif des normes biologiques⁵⁰⁶. Trois ans plus tard, à l'*Assemblée mondiale de Vignola*, en Italie, est définie officiellement l'agriculture biologique⁵⁰⁷. La version adoptée évoque un pont entre la tradition et l'innovation, entre des préoccupations sanitaires, environnementales, sociales et communautaires. Ce choix de mots et de principes est l'objet de longues négociations et du mûrissement d'un long processus historique. Les principes et la définition officielle de l'agriculture biologique se greffent aux normes de base IFOAM qui existent déjà depuis 1978. Une crise de financement en 2009 pousse l'organisation à prendre conscience de ses torts, ce qui la rend prompte à réorienter un de ses cinq piliers

⁵⁰⁶ En 2005, à l'Assemblée mondiale d'Adélaïde en Australie, l'IFOAM s'est employée à définir ces quatre principes qui « sont les racines à partir desquelles l'agriculture biologique croît et se développe ». Ces principes visent à soutenir la société et les écosystèmes en favorisant la santé de leurs composantes, en misant également sur leur qualité de vie et en adoptant une conduite prudente dans leur gestion : IFOAM, « The Principles of Organic Agriculture », en ligne : http://www.ifoam.org/about_ifoam/principles/history_of_principles.html (consulté le 11 novembre 2011).

⁵⁰⁷ IFOAM, « Definition of Organic Agriculture, as approved by the IFOAM General Assembly in Vignola, Italy in June 2008 », en ligne : http://www.ifoam.org/growing_organic/definitions/sdhw/pdf/DOA_French.pdf (consulté le 11 novembre 2011).

stratégiques, la *Chaîne de valeur biologique*, communément appelée le *Système de garantie biologique*.

Forte du réseau d'action le plus étendu de la FAB, l'IFOAM laisse une empreinte définitive sur l'agriculture biologique en visant son point névralgique : les normes. Cette impulsion se décline sous cinq actions réaffirmant l'emprise de l'IFOAM sur l'intégrité de la FAB. La première action, la plus ambitieuse, amène la création d'une « famille de normes biologiques »⁵⁰⁸. Elle cherche à rassembler en son sein toutes les initiatives publiques et privées en instaurant *de facto* une plateforme d'équivalence. Depuis son adoption le 24 janvier 2011, la « famille de normes IFOAM » a connu une progression fulgurante⁵⁰⁹ et son effectif compte sur les principaux régimes publics et privés. Ce cadre mondial ingénieux, si les autorités normatives s'y réfèrent, possède la vertu de délimiter sans équivoque les ensembles de normes biologiques de ceux qui ne le sont pas. Le test de son adhésion ayant été réussi, il reste maintenant à voir les termes de son utilisation pour arriver à des progrès réels d'harmonisation des normes.

Si le succès de la « Famille de normes » retient l'attention, les autres mesures ont une portée tout autant significative sur le devenir de la fédération et du mouvement dans son ensemble. Ses deuxième et troisième actions ont trait à la révision des *Normes IFOAM*, soit les *Standards de base* et les critères d'accréditation. Alors que l'ébauche de celles-ci est toujours en cours, la version préliminaire de la section huit sur l'étiquetage des produits biologiques intéresse car elle reprend les éléments consensuels que l'on retrouve dans la réglementation des principaux marchés biologiques.

Or, même en sachant que ces critères ont pour but de faciliter l'équivalence des normes biologiques entre elles en fournissant un modèle de base⁵¹⁰, il y a de quoi être

⁵⁰⁸ (Notre traduction) « IFOAM Family of Standards »

⁵⁰⁹ Au 9 janvier 2012, pas moins de 50 normes publiques et privées ont été approuvées pour faire partie de la « famille » et 12 autres attendent le prochain vote d'approbation des membres prévu pour février 2012 : IFOAM, « The IFOAM Family of Standards », en ligne : <www.ifoam.org/ogs> (consulté le 28 janvier 2012).

⁵¹⁰ Les *Normes IFOAM* sont utilisées comme une grille d'équivalence des autres normes biologiques dans le monde au moyen du programme COROS (*Common Objectives and Requirements of Organic Standards*), dans le cadre du projet GOMA (*Global Organic Market Access*) piloté conjointement entre

déçu du conformisme historique d'une institution qui prétend être le chef de file du mouvement biologique. C'est pourquoi une autre proposition figurant à l'intérieur de la *Chaîne de valeur biologique* ouvre la porte vers ce qui pourrait révolutionner la FAB : la venue de la *Norme de meilleure pratique IFOAM*⁵¹¹ pour les États et les organisations privées qui surpassent les *Standards de base*. Toujours au stade de la réflexion chez l'IFOAM, les avenues de cette quatrième action préparent la venue de la qualité supérieure tant attendue du consommateur régulier d'aliments biologiques. Cherchant de plus en plus à déployer son contenu normatif vers une identité de marché, l'IFOAM traverse présentement une période de repositionnement.

En second lieu, l'heure du réveil a sonné pour la fédération. En dépit de son impact significatif sur l'aspect normatif du mouvement biologique, elle tarde à implanter sa signature visuelle, ce qui empêche le consommateur de repérer un produit répondant à ses critères de qualité. De ce point de vue, l'IFOAM est clairement en retard sur d'autres types de marchandises responsables relevant elles-mêmes d'organisations transnationales⁵¹². Son défi le plus important reste à faire connaître son contenu auprès des seuls acteurs du monde biologique ignorant son existence : les consommateurs. Justement, les sondages de consommateur et d'experts pointent qu'un label qui rassemblerait un large spectre d'information environnementale et sociale jouirait d'un niveau d'acceptation élevé et modifierait durablement les comportements d'achat⁵¹³.

Afin de pallier la situation et devenir l'étalon international des normes biologiques, la fédération travaille à l'heure actuelle sur le *Système de garantie IFOAM*, un projet de labellisation de normes équivalentes qui ouvre un nouveau chapitre pour la norme biologique privée.

l'IFOAM, la FAO et l'UNCTAD : IFOAM, « The IFOAM Norms », en ligne :

<http://www.ifoam.org/about_ifoam/standards/norms.html> (consulté le 28 janvier 2012).

⁵¹¹ (Notre traduction)

⁵¹² Parmi les plus importants, le label *Marine Stewardship Council* (MSC) pour les pêcheries, le label *Forest Stewardship Council* (FSC) dans le domaine forestier, le label *Fairtrade* pour le commerce équitable, le label *SAN/ Rainforest Alliance* pour l'agriculture durable : MARINE STEWARDSHIP COUNCIL [MSC], préc., note 505 ; FOREST STEWARDSHIP COUNCIL [FSC], préc., note 505 ; FAIRTRADE INTERNATIONAL, préc., note 162 ; RAINFOREST ALLIANCE, préc., note 162.

⁵¹³ S.V. ENGELS, R. HANSMANN et R.W. SCHOLZ, préc., note 3, à la page 51.

Figure 20 : Label *Organic* IFOAM

Cette dimension transnationale des normes de nature volontaires abonde en implications sur le droit international. À la tentative ratée des directives de la CCA et donc à l'absence de consensus national et international sur les termes, le label peut donc servir de rempart. Devant la grande flexibilité des mots, il est en pratique la seule garantie distinctive du respect de normes.

Ainsi, l'IFOAM tente d'imposer sa griffe comme une marque biologique mondiale à travers le lancement de son label *Organic IFOAM*. Les opérateurs voulant l'apposer sur leurs produits doivent impérativement être certifiés pour une norme faisant partie de la *Famille de normes IFOAM*⁵¹⁴. Pour la première fois de son histoire, la fédération s'expose à la vue des consommateurs avec ce label volontaire. Quand bien même son existence bouleverse la donne, les doutes planent sur sa résonnance auprès des consommateurs puisque l'IFOAM demeure bien méconnue de ceux-ci, puisqu'il entre en compétition avec plusieurs labels déjà établis sur le marché et puisque les frais associés à son utilisation pourraient rebuter les utilisateurs potentiels. Notons de plus que le chef de file de la FAB a raté l'occasion de rendre disponible un label « Norme de meilleure pratique IFOAM » adressé au consommateur⁵¹⁵.

En bout de compte, la faiblesse normative de l'IFOAM tourne autour d'un aspect fondamental et des deux principaux angles du contrôle de la facture visuelle de

⁵¹⁴ IFOAM, « The Global Organic Mark », en ligne :

<http://www.ifoam.org/about_ifoam/standards/OGS/GlobalMark.html> (consulté le 28 janvier 2012).

⁵¹⁵ Un label existe pour les régimes de normes qui font partie de la « famille de normes IFOAM » et pour ceux qui se donnent la peine de répondre à la « Norme de meilleure pratique IFOAM », mais peut être utilisé seulement dans les communications des organisations propriétaires de normes : IFOAM, « The New IFOAM Family of Standards », en ligne :

<http://www.ifoam.org/about_ifoam/standards/family_of_standards/family_of_standards.html> (consulté le 28 janvier 2012).

l'aliment biologique. *Primo*, l'IFOAM omet toujours de tendre la main au consommateur dans ses principes en s'affirmant comme une organisation qui assure un droit à l'information du consommateur. *Secundo*, elle a laissé le champ de la labellisation libre à toutes les organisations présentant ou certifiant des normes. Fâcheusement pour le consommateur, l'inaction des membres de l'IFOAM peut s'expliquer par leur intérêt personnel de miser d'abord sur leur propre label, ce gage de popularité de leurs normes. L'expansion d'un label fédérateur signifierait en pratique la mort du leur. *Tertio*, malgré toute sa bonne volonté, l'IFOAM s'inscrit tout de même dans une logique de pressions normatives à défaut d'opérer avec les capacités inhérentes au pouvoir législatif et réglementaire. C'est ainsi que toute la question de la protection des appellations est laissée de côté, même si des recommandations sur le sujet auraient pu contribuer au débat.

Abandonné seul devant un foisonnement de logos et d'appellations sur l'étiquette, le consommateur n'est ni en capacité de se faire justice, ni en mesure d'apprécier les efforts déployés par l'IFOAM dont il ignore l'existence pour l'instant. De ces faits, les acteurs privés de la FAB, quels qu'ils soient, tardent toujours à assumer leur part de responsabilité sur le droit à l'information du consommateur. À ce titre, les pouvoirs publics sont toujours sollicités dans la protection du droit à une information juste et indicative pour le consommateur. Cela dit, en offrant de faciliter l'équivalence entre programmes de certifications, la fédération assure ingénieusement que ses propres normes restent au sommet de la pyramide des normes biologiques et remplit sa mission de favoriser l'unité comme l'intégrité du monde biologique. Ainsi, une lueur d'espoir commence à poindre sur le consommateur avec ces initiatives qui promettent des normes équivalentes sous un label unique. Lorsqu'on ajoute cela au projet de définition d'une qualité supérieure au biologique, ce dernier peut appréhender l'avenir avec un optimisme à la mesure de sa compréhension de l'information divulguée.

Conclusion

« Marketing is increasingly impersonal. Consumer choice is influenced by mass advertising utilizing highly developed arts of persuasion. The consumer typically cannot know [...] whether the performance of a product will in fact meet his needs [...]. Additional legislative and administrative action is required [...] if the federal Government is to meet its responsibility to consumers in the exercise of their rights. These rights include:

- (1) The right to safety
- (2) The right to be informed
- (3) The right to choose
- (4) The right to be heard »⁵¹⁶

En ce cinquantième anniversaire du célèbre discours de John F. Kennedy au *Congrès américain*, il serait facile de jeter un regard contemplatif sur l'état actuel du travail accompli en droit de la consommation sans prendre acte de sa modulation au contexte historique. En effet, la planète a bien changé depuis cette déclaration publique qui a mené à l'explosion des droits du consommateur. Justement, cette étude a proposé une perspective postmoderne sur l'essor du deuxième droit nommé par Kennedy, le droit à l'information. La stature de ce dernier a été mise en évidence par la rétrospection d'une agriculture d'abord alternative, ensuite durable et finalement biologique. En prenant ce recul historique, deux temps sont venus ponctuer le cours de notre réflexion sur la conceptualisation d'un droit emblématique et la pratique d'une science de la terre.

En ouverture, cette matrice hybridée de réalisme et d'idéalisme génère un paradoxe fascinant : pendant que la mondialisation des communications abaisse sans cesse le rapport espace/temps, la sphère personnelle des parties prenantes de cette dernière repousse continuellement ses limites. Maintenant familière au chercheur, la mondialisation des rapprochements humains avance à cadence accélérée et frappe l'imaginaire alors que sa complexité n'a d'égale que sa fugacité. Par conséquent, ses effets bousculent les croyances, les présupposés, les traditions. À l'inverse, la personnalisation de la réalité humaine, traitée parcimonieusement par la recherche, attribue un pouvoir atypique aux désirs individuels. Ainsi, nous sommes face à un tracé

⁵¹⁶ John F. KENNEDY, « Special Message to the Congress on Protecting the Consumer Interest », (15 mars 1962), en ligne : <<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=9108>> (consulté le 10 février 2012).

parallèle où la mondialisation côtoie les désirs des particuliers pour créer une synergie à l'autorité authentique. Compte tenu de cela, une nouvelle page du droit s'écrit actuellement et elle titre la personnification des normes de production en marge de leur mondialisation.

C'est donc empreinte de cette observation que notre étude prend le développement de l'agriculture biologique comme émule sur le terrain mondial des attentes humaines. À coup sûr, la planétarisation des enjeux environnementaux a été promptement remise à l'échelle des préoccupations personnelles par les considérations sanitaires. Aux premières loges de ce rapatriement individualiste de l'écologie se trouve la nutrition et par conséquent, l'idée d'aliments qui représentent moins de risques pour la santé. En ce sens, la filière agroalimentaire biologique, et les principes qui l'accompagnent, témoignent du processus de construction dichotomique auquel nous référons. Cette idée bipolaire d'un mode de vie aux moyens mondiaux et aux fins personnelles conserve également une place pour le droit à l'information. De ces jours où les frontières entre le citoyen et le consommateur s'estompent, le véhicule où celui-ci peut exercer ses fonctions carburant à l'information. Cette dernière prouve, au sein de cette étude, qu'elle est un désir, un fait reconnu et un droit.

Comme tout mouvement, le créneau biologique ne s'est pas bâti seul. La communauté scientifique, la société civile et les agriculteurs ont le mérite d'avoir défriché le terrain pour amorcer une révolution normative de la production et de l'information qui se répercute à ce jour dans la multitude d'avatars de la consommation durable ou responsable. La production, alignée sur un ensemble de principes, cherche en somme l'internalisation des coûts sanitaires, environnementaux et sociaux⁵¹⁷, ce qui crée la valeur ajoutée des aliments biologiques⁵¹⁸. En retour, l'information sur la qualité des produits doit être perceptible au consommateur et c'est ainsi qu'émergent des garanties visuelles telles que l'appellation « biologique », la certification et le label. Cependant, ce

⁵¹⁷ LAMPKIN et Susanne PADEL, *The Economics of Organic Farming*, Wallingford, CAB International, 1994.

⁵¹⁸ Les normes biologiques, bien qu'elles peuvent représenter des coûts de production additionnels, agissent en bout de compte comme le levier économique principal de l'agriculture durable.

système économique et normatif alternatif se bute à un paradoxe déconcertant : il présente un potentiel élevé de profitabilité.

De toute évidence, cet appel du profit a motivé l'investissement des grands joueurs de l'industrie agroalimentaire dans la FAB et l'inertie de leurs capitaux annonce l'envol planétaire du créneau biologique, avec les pressions de compétition internationale que cela suggère. Or, en se gardant bien de préjuger de la « vraie » vocation de l'agriculture biologique, le décollage économique de la FAB altère ses principes⁵¹⁹ et réserve une place marginale à l'authenticité de l'information pour le consommateur. En partant du point de vue où les normes doivent afficher de la constance pour être reconnues et crédibles, l'afflux d'acteurs privés dans l'espace biologique libéralisé a créé une conjoncture inconvenante. Ces derniers, en plus de contribuer au surplus d'information déjà existant, viennent escamoter les labels de certification biologique en commercialisant leurs produits avec des logos biologiques sans obligations. Ainsi, il y a prolifération de labels et d'appellations qui clament leur appartenance aux méthodes biologiques ou à une « recette » proche de celles-ci et cela entraîne une disparité croissante entre les normes mises de l'avant par chacun sans compter les innombrables prétentions frauduleuses. Cet état des choses attise la méfiance des consommateurs devant un créneau émergent, certes, mais encore relativement méconnu. Résultat, l'accès à l'information sur les normes est d'une complexité ingérable pour un achat quotidien et sans information adéquate, l'acquisition à prix élevé de produits biologiques perd sa garantie de qualité, son intégrité, et ultimement, son essence.

Nonobstant cette dérive, les acteurs traditionnels développent au zénith de leur aventure un véritable corpus de principes en faveur de pratiques durables⁵²⁰, dont font partie les garanties de qualité. Si les méthodes de production durable constituent la planche de salut du mouvement depuis ses débuts, leurs succès reposent spécialement sur l'engagement des consommateurs envers des comportements d'achats responsables.

⁵¹⁹ Cette vision plus libérale qu'holistique se traduit par la domination des normes techniques au dépend des principes formulés par la société civile : L F. CLARK, préc. 149, note , 60.

⁵²⁰ MUTERSBAUGH, T., D. KLOOSTER, M.-C. RENARD et P. TAYLOR, « Certifying rural spaces : quality-certified products and rural governance », (2005) 21-4 *Journal of Rural Studies* 381.

Or, cette conscientisation du consommateur atteignait une faible part de citoyens avant la série de crises sanitaires des années quatre-vingt-dix. Ces événements déterminants surviennent alors que les productions maraîchères et animales embrassent des techniques contemporaines controversées qu'une majorité d'études scientifiques tiennent responsables des crises.

Le scepticisme du consommateur, conséquence du manque de transparence des normes sanitaires publiques envers les biotechnologies, ancre l'essor de l'agriculture durable autour d'un concept phare : l'accès à l'information comme condition *sine qua non* de la consommation responsable. Parallèlement aux normes privées d'étiquetage, ce désir d'information fait aussi partie du corpus des droits de la personne et suit son cours juridique au sein du droit international et du droit national. Ce cheminement est d'abord dirigé vers le réflexe de précaution des citoyens face aux conséquences des désastres environnementaux et sanitaires. Faute de compréhension d'une information hypercomplexe sur l'impact des nouvelles technologies, ces derniers réclament un degré de protection supplémentaire envers les possibles dangers de ces techniques. Avec une place prépondérante dans le droit international de même qu'une place symbolique au sein des frontières juridiques de l'Europe et du Canada, le principe de précaution se rapproche d'un statut exécutoire. Par contre, la constante absence de consensus formel des scientifiques expose ses faiblesses dans l'espace public et ce relativisme du danger lui fait perdre de sa vigueur. Constatant la déconvenue de la précaution, cette tentative de remettre aux calendes grecques l'utilisation de biotechnologies, la protection des intérêts du consommateur prend une tournure modérée avec la mise au point de dispositifs juridiques en faveur d'une consommation durable. Néanmoins, cette approche ne dépasse guère les déclarations de principe tant en droit international qu'en droit européen et donne lieu à des politiques transversales aux effets peu probants.

En substance, les ratés juridiques et politiques du principe de précaution et du droit de la consommation durable nous ramènent invariablement à la carence de l'information. En omettant de responsabiliser le consommateur par une information appropriée, il ne faut pas s'étonner de la faible participation de celui-ci aux mécanismes

publics. En réalité, son ignorance des initiatives publiques se veut le corollaire de sa participation aux initiatives civiles retrouvée dans la FAB. Accolée aux modes de production durable se situe donc la consommation responsable, ce choix modulé par le consommateur averti. Par conséquent, la clé de voûte du droit à l'information repose sur l'idée d'un choix personnel à l'égard d'une précaution alimentaire et d'une consommation durable. Autrement dit, à défaut de politiques contraignantes pour encourager à la source la qualité de la production, le consommateur exige des obligations d'information pour qu'il puisse effectuer un choix raisonné. Avec la prise en compte des abondantes manifestations juridiques impliquant le droit d'accès à l'information du citoyen et le droit à l'information économique du consommateur, le droit agroalimentaire dispose d'un régime d'étiquetage consacrant déjà la véracité de l'information. Toutefois, celui-ci doit aujourd'hui s'affermir pour mettre de l'ordre dans les pratiques douteuses de commercialisation de produits prétendant à une qualité supérieure.

Le sujet de la qualité préoccupe depuis les débuts de la FAB puisqu'un écart se crée quant à la définition même du produit agricole biologique. Au sens du consommateur, c'est à lui, avec sa liberté économique, d'encourager la définition la plus appropriée pour l'agriculture biologique. Sous cette optique, le cadre juridique biologique apparaît comme un casse-tête inachevé dont la reconstitution se décline en deux temps. En lieu de fondement, la somme des gains normatifs réalisés par les différents acteurs de la FAB se divise par un dénominateur commun : le droit à l'information. En lieu de dynamique, celle-ci se multiplie par trois vecteurs clés de la consommation responsable : la véracité de l'information par la force exécutoire, l'accessibilité de l'information par son harmonisation et l'exhaustivité de l'information par l'admission de degrés de qualité supplémentaires. L'accès à l'information citoyenne et consumériste, cette dyade argumentaire, réserve au « consomm'acteur » le droit de recevoir une information accessible et exhaustive. L'imbrication de ces critères du droit à l'information imprègne la génétique normative de la FAB et foment une « croisade » contre la perte d'intégrité de celle-ci.

En permettant au mouvement d'agriculture durable de sortir de sa coquille, les

acteurs normatifs de la FAB et certains droits de la personne peuvent s'autogratiser d'avoir déterminé la physionomie de leur création. Malgré eux, l'existence de la FAB se trouve à la croisée des chemins avant qu'elle ne soit accompagnée d'une « fièvre » normative des autorités publiques. C'est avec de nobles intentions que les États se sont posés comme arbitres pour arriver à satisfaire les parties engagées et à protéger les consommateurs. Pourtant, le renfort apporté par les États ne correspond pas tout à fait aux attentes du consommateur en cela que les exigences de la règle de droit dirigent la norme biologique vers le respect de pratiques techniques au détriment du respect de principes adaptables *in situ*. Le mérite le plus appréciable de l'intervention publique a trait à la restauration de l'intégrité des normes biologiques. Les régimes d'émission et de vérification établissent enfin un ligne visible entre le respect et le non-respect des normes biologiques. Cela dit, encore une fois, les complications surgissent en raison des faiblesses du régime de divulgation.

Au long de notre étude, nous avons posé le constat que les normes attachées à l'image du produit biologique déterminent les normes attachées aux méthodes de production. Que ce soient la société civile, les associations de producteurs, l'industrie agroalimentaire, la fédération internationale, les diverses autorités publiques nationales et internationales, chaque partie-prenante de la FAB cherche à imposer son image pour faire appliquer ses normes. De cette image découle les labels, les appellations réservées et les règles d'étiquetage, mais aussi un affrontement entre des principes qui viennent appuyer les intérêts des acteurs en présence. Le régime de production biologique, comme objet d'un jeu de leviers normatif, n'a pas à ce jour consacré de vainqueur parmi les corpus prétendants. Le consommateur reste le grand oublié de cette bataille. Dans le cas qui nous intéresse, l'ambiguïté de l'information au consommateur, anarchique dans la sphère privée, se reproduit à divers degrés dans la réglementation européenne, états-unienne et canadienne de même que dans l'organisation chargée de proposer un référentiel international, la *Commission du Codex Alimentarius*. Au demeurant, l'analyse de trois intermédiaires d'information (appellation, label, étiquette) fait ressortir trois constats sur le caractère équivoque du régime de divulgation (lacunes de véracité, d'accessibilité et d'exhaustivité) et apportent trois pistes de solution (harmonisation des

normes, gradation de la qualité et localisation) pour la FAB et pour le secteur de la consommation durable dans son ensemble.

Au préalable, la réservation de l'appellation « biologique », capacité exclusive des pouvoirs publics, accomplit sa mission initiale d'éliminer les fraudes directes. Toutefois, en étant soumis aux variations de la langue, le caractère polysémique de l'appellation « biologique » se pose en obstacle à la reconnaissance des obligations qui lui sont dues. Entre autres, l'utilisation de synonymes pour abuser du potentiel de vente des appellations réservées remet des doutes sur la véracité de l'information. De plus, l'émergence de régimes d'équivalences est loin de dissiper ce nuage de doutes du consommateur alors que les termes réservés varient selon les langues. Au Canada, même un accroc minime à l'accessibilité de l'information, l'équivalence linguistique de « biologique » et « organique », constitue un facteur de confusion chez le consommateur. D'autre part, dans un élan d'exhaustivité de l'information, il est recommandé pour les autorités publiques d'envisager un meilleur synchronisme entre l'appellation « biologique » et les appellations d'origine contrôlées puisque le consommateur revendique la connaissance du lieu de production biologique. Pour gérer ces notes discordantes, une harmonisation internationale des appellations réservées nationales est indispensable. Le défi premier de la FAB est de s'entendre une bonne fois pour toutes sur sa terminologie, que ce soit par la désignation mondiale d'une seule appellation entre « biologique », « organique », « écologique », « naturel », « biodynamique » ou même par la réservation de tous ces termes. Dans cette optique, les directives sur l'agriculture biologique de la *Commission du Codex Alimentarius* apportent un élément de réponse à partir duquel les États doivent s'entendre.

Ensuite, l'étiquette des produits biologiques, cette plateforme hybride d'informations, est soumise à la réglementation des autorités mais laisse une marge de manoeuvre considérable aux stratégies de commercialisation des acteurs privés. Au plan public, le régime de divulgation traite essentiellement avec les aliments transformés. En réservant une place à la mixité entre ingrédients biologiques et conventionnels même pour les aliments arborant l'appellation « biologique », le régime public manque définitivement à

sa mission d'exhaustivité. Le consommateur, lorsqu'il apprend qu'il achète à son insu des produits « impurs » malgré la prime additionnelle sur le prix, se questionne légitimement sur l'intégrité globale du produit, sur la véracité de l'information. Bien que répandue, cette pratique continue à jeter une ombre sur la FAB car elle permet le nivellement vers le bas de la qualité des produits biologiques. Une façon de compenser serait d'encourager de toutes les façons possibles la mixité des certifications. L'avenir se situe d'ailleurs de ce côté alors que d'autres conceptions de la qualité émergent (alimentation locale, commerce équitable, indication de l'empreinte écologique) pour venir compétitionner l'agriculture biologique sur les terrains de l'agriculture alternative et durable.

Enfin, dans les cas où il est reconnu par plusieurs consommateurs, le label public s'avère une bénédiction pour le consommateur. Cela dit, l'accessibilité provoquée par la création de symboles nationaux ne met pas un terme au contexte où une pluralité de versions privées s'affichent, ce qui continue à confondre le consommateur. Au surplus, leur emmêlement avec d'autres labels « durables » et même avec de simples logos de marque de commerce fait en sorte que le consommateur n'arrive plus à déchiffrer l'information qui lui est présentée. Pour ajouter à cela, les labels nationaux laissent présager que l'aliment a été produit dans le pays qu'ils représentent alors que ces labels signifient seulement que l'aliment répond aux normes du pays. En bout de compte, ce manque général d'exhaustivité minimise la capacité du consommateur d'intégrer une information exhaustive comprenant le lieu de production. Ce manque revient d'ailleurs constamment dans les doléances des consommateurs par rapport à leurs perceptions des objectifs de la certification biologique⁵²¹.

À l'aune de la maturité du premier créneau de consommation durable, le consommateur est toujours négligé dans l'échaffaudage de ce type de systèmes normatifs et économiques. Accablé par une série d'incertitudes quant à l'intégrité du produit biologique, ce dernier se contente du choix offert tout en persistant à réclamer

⁵²¹ Parmi les critères d'appréciation des labels, une référence à l'origine nationale d'un produit se classe au sommet : M. JANSSEN et U. HAMM, préc., note 8, p. 17-29.

une information véridique, accessible et exhaustive. Pour ce faire, son regard se tourne vers la gouvernance de la FAB et il constate que le portrait en présence est la mesure de la qualité des normes d'information.

Une première caractéristique du méta-système juridique de la FAB a trait à sa configuration à la fois centralisée et décentralisée⁵²². Les courants normatifs du droit de la consommation durable s'y exécutent de manière ascendante et descendante. Dans un premier temps, à partir d'une approche de bas en haut. Les acteurs privés de la FAB façonnent, influencent et participent indirectement à la naissance du droit du développement durable, cet amalgame de droits économiques, sociaux et environnementaux. Dans un deuxième temps, à partir d'une approche de haut en bas. Le droit du développement durable fournit en retour des définitions de principes à la FAB qui réadapte à sa réalité ces concepts juridiques et les politiques associées. Ainsi, s'il appert que le développement et la consommation durables sont toujours à la recherche d'un corps de doctrine, l'agriculture biologique s'avère l'exemple concret qui doit lui donner ses contours.

Une deuxième caractéristique de cette gouvernance normative nous amène à observer que le droit fait aussi l'objet d'un changement de paradigme. Ce constat est mis à l'épreuve à l'échelle nationale dans la mesure où la primauté du droit aura toujours un fort ascendant sur les normes privées. L'exemple de la FAB, seul secteur de consommation durable qui allie les normes publiques aux normes privées, en fait foi. En dépit de la stagnation relative de la réglementation publique devant les stratégies de croissance des normes privées, la loi s'est tout de même approprié les vecteurs clés d'information et le secteur privé n'a d'autre choix que de graviter autour de ces dispositifs.

En vérité, le renouvellement du droit se trouve plutôt à l'échelle mondiale où le droit international cède sa place de meneur de jeu au droit transnational. Les effets de ce

⁵²² Kenneth W. ABBOTT et Duncan SNIDAL, « Strengthening International Regulation Through Transnational New Governance : Overcoming the Orchestration Deficit », (2009) 42 *Vanderbilt Journal of Transnational Law* 501-578.

dernier sont toujours incertains et cela soulève maintes questions à propos de la légitimité démocratique d'une gouvernance privée et de sa capacité à promouvoir des objectifs durables⁵²³. Plusieurs chercheurs pointent que les organisations privées tenteraient de contourner ou de saper le droit international et le droit national public⁵²⁴. Elle-même sujette à ces critiques, l'IFOAM se retrouve dans une position délicate face à ce sujet aux profondes conséquences. En effet, malgré la légitimité relative de la fédération, son silence par rapport à certains objectifs du développement durable trahit le poids de son contingent d'acteurs aux visées d'abord économiques.

Qu'à cela ne tienne, les actions du droit transnational sont de plus en plus jumelées avec les actions du droit international. Cette paire forme un métasystème juridique mettant en relief l'implication des multiples acteurs privés et publics. Ce déplacement juridique entre en compétition avec une tendance du droit international où les grandes ententes consensuelles sont pratiquement choses du passé et cèdent dorénavant l'espace d'intervention aux ententes bilatérales. La FAB, avec le désintéressement des normes de la CCA et la venue d'un système d'équivalence, n'échappe pas à cette orientation du droit international. Cela pose d'ailleurs la question des impacts de l'implication plus active des États. Or, si les systèmes d'équivalence procurent des gains systématiques aux producteurs, ils impliquent une complexification de l'information pour les consommateurs dans l'éventualité où différents régimes de divulgation, d'émission et de vérification interagissent pour produire l'information aux consommateurs. Si cette information ne paraît pas avoir changé sur l'étiquette du produit biologique, c'est parce qu'elle est simplifiée à outrance. Le contrôle de l'information est désormais principalement partagé entre les initiatives de son représentant transnational et celles des États, mettant de côté le droit international.

En marge du 50^e anniversaire de la déclaration de J.F. Kennedy sur les droits du consommateur, un des modèles les plus avancés de la consommation durable,

⁵²³ Doris FUCHS, Agni KALFAGIANNI, Jennifer CLAPP et Lawrence BUSCH, « Introduction to symposium on private agrifood governance: values, shortcomings and strategies », (2011) 28 *Agriculture and Human Values*, 335-344.

⁵²⁴ *Id.*, 336.

l'agriculture biologique, est donc à un point tournant. Au sein de cette nouvelle conjoncture, le droit à l'information du consommateur affiche un bilan mitigé en bonne partie parce qu'il souffre de l'échec du consensus habituellement fourni par le droit international. Cette année célèbre aussi le 20^e anniversaire de la *Conférence de Rio*, moment charnière du droit au développement durable. Alors que les derniers préparatifs sont effectués pour la *Conférence Rio+20*, la planète dirigera ses espoirs vers une entente capable de répondre efficacement aux défis environnementaux. Cela dit, si comme prévu la place d'une action étatique concertée se révèle illusoire, espérons que ces derniers auront au moins la sagesse d'accorder au consommateur le droit de prendre ses responsabilités, le droit à une information véridique, accessible et exhaustive.

Bibliographie

Table de la législation

Canada

Fédéral

Loi fédérale sur le développement durable, L.C. 2008, c. 33.

Loi sur l'accès à l'information, L.R.C. 1985, c. A-1.

Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments, L.C. 1997, c. 6.

Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation, L.R.C. 1985, c. C-38.

Loi sur les produits agricoles au Canada, L.R.C. 1985, c. 20 (4^e supp.).

Règlement sur les produits biologiques, DORS/2009-176 (Gaz. Can. II).

Provincial

Charte des droits et libertés de la personne, L.R.Q., c. C-12.

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnel, L.R.Q., c. A-2.1.

Loi sur le développement durable, L.R.Q., c. D-8.1.1.

Loi sur les appellations réservées, L.R.Q., c. A-20.02.

Règlement sur les appellations réservées, R.R.Q., 1981, c. A-20.03, r. 1.

États-Unis

Fédéral

Freedom of Information Act, 5 U.S.C. § 552 (1966).

Organic Foods Production Act [OFPA], 7 U.S.C. § 6501-6522 (1991)

National Organic Program, 7 C.F.R. § 205.300

Amendment to the Organic Foods Production Act of 1990, 7 CFR pt. 205 (2006).

Étatique

CAL. HEALTH AND SAFETY CODE ch. 5, § 26569.11 (Deerings 1981).

CAL. FOOD AND AGRIC. CODE, tit. § 46000 (West 2010).

OR. REV. STAT. tit. § 632.925 (1973).

OR. REV. STAT. tit. § 616.406 (1991).

France

Loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.

Loi n° 80-502 du 4 juillet 1980 d'orientation agricole, J.O. 5 juill. 1980, p. 1670.

Décret n°81-227 du 10 mars 1981 relatif à l'homologation des cahiers des charges définissant les conditions de production de l'agriculture n'utilisant pas de produits chimiques de synthèse, J.O. 5 mars 1981, p. 750.

Loi n°95-101 du 2 févr. 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, J.O. 3 févr. 1995, p. 1840, devenue l'article L 200-1 du *Code rural* puis L 110-1 du *Code de l'environnement*.

Loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, J.O. 29 juin 1999.

Loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, J.O. 10 juill. 1999, p. 10231.

Arrêté du 28 août 2000 portant homologation du cahier des charges concernant le mode de production et de préparation biologique des animaux et des produits animaux définissant les modalités d'application du Règlement CEE n° 2092/91 modifié du Conseil et/ou complétant les dispositions du Règlement CEE n° 2092/91 modifié du Conseil, J.O. 30 août 2000, p. 13409.

Arrêté du 5 janvier 2010 portant homologation du cahier des charges concernant le mode de production biologique d'animaux d'élevage et complétant les dispositions des règlements (CE) n°834/2007 du Conseil et (CE) n°889/2008 de la Commission, J.O. 15 janvier 2010, p. 853.

Loi constitutionnelle n°2005-205 du 1^{er} mars 2005 relative à la Charte de l'environnement, J.O. 2 mars 2005.

Loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, J.O. 5 août 2009.

Union européenne

Traité instituant la Communauté européenne, 25 mars 1957, en ligne : <eur-lex.europa.eu/fr/treaties/dat/12002E/pdf/12002E_FR.pdf> (consulté le 20 août 2011) [Traité CEE].

Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, 13 décembre 2007, en ligne : <<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:C:2007:306:SOM:FR:HTML>> (consulté le 17 septembre 2011) [Traité de Lisbonne].

UE, Règlement (CEE) 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, [1991] JO, L 198/1.

UE, Directive (CE) 96/22 du Conseil du 29 avril 1996 concernant l'interdiction d'utilisation de certaines substances à effet hormonal ou thyrostatique et des substances β -agonistes dans les spéculations animales et abrogeant les directives 81/602/CEE, 88/146/CEE et 88/299/CEE, [1996] JO, L 125/3.

UE, Règlement (CE) 1804/1999 du Conseil du 19 juillet 1999 modifiant, pour y inclure les productions animales, le règlement (CEE) n° 2092/91 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, [1999] JO, L 222/1.

UE, Règlement (CE) 331/2000 de la Commission du 17 décembre 1999 modifiant l'annexe V du règlement (CEE) no 2092/91 du Conseil concernant le mode de

production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, [2000] JO, L 48/1.

UE, *Règlement (CE) 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission*, [2001] JO, L 145/43.

UE, *Directive (CE) 2003/4 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la directive 90/313/CEE du Conseil*, [2003] JO, L 41/26.

UE, *Règlement (CE) 1831/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003 relatif aux additifs destinés à l'alimentation des animaux*, [2003] JO, L 268/29.

UE, *Directive (CE) 2003/98 du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public*, [2003] JO, L 345/90.

UE, *Règlement (CE) 166/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants, et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE du Conseil*, [2006] JO, L 33/1.

UE, *Règlement (CE) 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91*, [2007] JO, L 189/1.

UE, *Règlement (CE) 889/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant [sur les] modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles*, [2008] JO, L 250/1.

UE, *Règlement (CE) 967/2008 du Conseil du 29 septembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 834/2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques*, [2008] JO, L 264/1.

UE, *Règlement (CE) 1235/2008 de la Commission du 8 décembre 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil en ce qui concerne le régime d'importation de produits biologiques en provenance des pays tiers*, [2008] JO, L 334/25.

UE, *Règlement (CE) 1254/2008 de la Commission du 15 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 889/2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles*, [2008] JO, L 337/80.

UE, *Règlement (CE) 710/2009 de la Commission du 5 août 2009 modifiant le règlement*

(CE) n° 889/2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n°834/2007 du Conseil en ce qui concerne la production biologique d'animaux d'aquaculture et d'algues marines, [2009] JO, L 204/15.

UE, Règlement (CE) 767/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des aliments pour animaux, modifiant le règlement (CE) n° 1831/2003 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 79/373/CEE du Conseil, la directive 80/511/CEE de la Commission, les directives 82/471/CEE, 83/228/CEE, 93/74/CEE, 93/113/CE et 96/25/CE du Conseil, ainsi que la décision 2004/217/CE de la Commission, [2009] JO, L 229/1.

UE, Règlement (UE) 271/2010 de la Commission du 24 mars 2010 modifiant le règlement (CE) n° 889/2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil en ce qui concerne le logo de production biologique de l'Union européenne, [2010] JO, L 84/19.

UE, Règlement d'exécution (UE) 344/2011 de la Commission du 8 avril 2011 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles, [2011] JO, L 96/15.

UE, Règlement d'exécution (UE) 426/2011 de la Commission du 2 mai 2011 modifiant le règlement (CE) n° 889/2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles, [2011] JO, L 113/1.

Règlement d'exécution (UE) n° 590/2011 de la Commission du 20 juin 2011 modifiant le règlement (CE) n°1235/2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n°834/2007 du Conseil en ce qui concerne le régime d'importation de produits biologiques en provenance des pays tiers, [2011] JO, L 161/9.

Textes de droit international

Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, Résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay. Textes juridiques, secrétariat du GATT, Genève, 1994.

Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, 15 avril 1994, en ligne : <http://www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/spsagr_f.htm> (consulté le 12 septembre 2011).

Accord de libre-échange nord-américain, Can./Mex./É.-U., [1994] R.T.Can. n°2.

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS, *Norme générale pour l'étiquetage des denrées*

alimentaires préemballées, 1985, en ligne :

<www.codexalimentarius.net/download/standards/32/CXS_001f.pdf> (consulté le 11 décembre 2011).

COMMISSION DU *CODEX ALIMENTARIUS*, *Directives concernant la production, la transformation, l'étiquetage et la commercialisation des aliments issus de l'agriculture biologique*, 1999, en ligne :

<www.codexalimentarius.net/download/standards/360/cxg_032f.pdf> (consulté le 12 décembre 2011).

CONSEIL DE L'EUROPE, AP, Recommandation 1431 de la 729^e réunion des Délégués des Ministres du 4 novembre 1999, *Action future du Conseil de l'Europe en matière de protection de l'environnement*, art. 11(ii)a), en ligne :

<<http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta99/FREC1431.htm>> (consulté le 22 avril 2012).

CONSEIL DE L'EUROPE, AP, Résolution 1292 de la 21^e séance du 26 juin 2002, *Sommet mondial sur le développement durable : dix ans après Rio*, art. 11, en ligne :

<<http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta02/FRES1292.htm>> (consulté le 21 avril 2012).

CONSEIL DE L'EUROPE, AP, Résolution 1318 de la 7^e séance du 30 janvier 2003, *Mondialisation et développement durable*, art. 20(iii), en ligne :

<<http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta03/FRES1318.htm>> (consulté le 12 mars 2012).

CONSEIL DE L'EUROPE, AP, Recommandation 1636 de la 898^e réunion des Délégués des Ministres du 30 septembre 2004, *Développement de l'agriculture biologique*, en ligne :

<<http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/WorkingDocs/Doc04/FDOC10302.htm>> (consulté le 12 avril 2012).

CONSEIL DE L'EUROPE, AP, Recommandation 1786 de la 9^e séance du 26 janvier 2007, *Pour une consommation alimentaire responsable*, en ligne :

<<http://assembly.coe.int/mainf.asp?Link=/documents/adoptedtext/ta07/frec1786.htm>> (consulté le 12 avril 2012).

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE L'ONU, *Principes directeurs des Nations Unies pour la protection du consommateur (tels qu'étendus en 1999)*, New York, Nations Unies, 2003.

ONU, *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, 3-14 juin 1992, Doc. off. A.G. N.U. A/CONF.151/26, en ligne :

<<http://www.un.org/french/events/rio92/aconf15126vol1f.htm>> (consulté le 14 février 2012).

ONU, *Agenda 21*, 3-14 juin 1992, Doc. N.U. A/CONF.151/26, en ligne :

<<http://www.un.org/esa/sustdev/documents/agenda21/french/action0.htm>> (consulté le 15 avril 2012).

ONU, « Annexe. Déclaration de Johannesburg sur le développement durable », dans *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable. Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002*, Doc. N.U. A/CONF.199/20, en ligne : <http://www.un.org/esa/sustdev/documents/WSSD_POI_PD/French/POI_PD.htm> (consulté le 20 mars 2012).

ONU, *Principes directeurs des Nations Unies pour la protection du consommateur*, Rés. 39/248, Doc. Off. A.G. N.U. 39e sess., (1985), art. 39 : en ligne : <http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/39/248> (consulté le 11 décembre 2012).

Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 19 décembre 1966, [1976] R.T.Can. n°47.

UNITED NATIONS ECONOMIC COMMISSION FOR EUROPE [UNECE], *Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement*, Aarhus, 1999.

Table des jugements

Affaire relative au Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie c. Slovaquie), C.I.J. Recueil 1997.

Communautés européennes – Mesures concernant les viandes et les produits carnés, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS48/AB/R (16 janvier 1998), en ligne : <http://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds48_f.htm#top> (consulté le 11 septembre 2011).

Harvey v. Veneman, 396 F.3d 28 (1st Cir. 2005).

Doctrine

Monographies et ouvrages collectifs

AERTSENS, J., *Organic food as an emerging market: personal determinants of consumption, supply governance and retail strategies*, thèse de doctorat, Gand, Faculté d'ingénierie en science biologique, Université de Gand, 2011.

ALBERT, J., *Innovations in food labelling*, Rome, FAO, 2010.

ARBOUR, J.M. et S. LAVALLÉE, *Droit international de l'environnement*, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2006.

AUDET, R., *Les inégalités Nord/Sud dans la régulation commerciale : analyse critique des certifications de l'agriculture alternative*, mémoire de maîtrise, Montréal, département des sciences de l'environnement, Université du Québec À Montréal, 2006.

BALFOUR, E. B., *The Living Soil : evidence of the importance to human health of soil vitality*, London, Soil Association, 2006.

BEMPORAD, R. et M. BARANOWSKI, *Conscious Consumers Are Changing the Rules of Marketing. Are You Ready?. Highlights of the BBMG Conscious Consumer Report*, 2007, en ligne : <<http://www.docstoc.com/docs/41841275/Conscious-Consumers-Are-Changing-the-Rules-of-Marketing-Are#>> (consulté le 18 février 2012).

BENYEKHEF, K., *Une possible histoire de la norme : les normativités émergentes de la mondialisation*, Montréal, Éditions Thémis, 2010.

BONNIN, C.A., *L'intégration de la consommation durable en droit français et canadien*, thèse de doctorat, Québec-Nice, faculté de droit, Université Laval et Université de Nice - Sophia Antipolis, 2010.

BOURGOIGNIE, T., *Éléments pour une théorie du droit de la consommation : au regard du droit belge et du droit de la Communauté économique européenne*, Bruxelles, Story-Scientia, 1988.

BOUTIN-GUILLEMOT, A., *La filière biologique : enjeux des distributeurs spécialisés*, mémoire de maîtrise, Nantes, Faculté de science économique, Université de Nantes, 2001.

BOYLE, A., et D. FREESTONE (dir.), *International Law and Sustainable Development : Past Achievements and Future Challenges*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

CARSON, R., *Silent Spring*, Boston, Houghton Mifflin, 1962.

CHAIRE DE RESPONSABILITE SOCIALE DE DEVELOPPEMENT DURABLE [CRSDD] et CENTRE DE DROIT INTERNATIONAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE [], *Commentaires sur la Stratégie fédérale de développement durable 2010*, Montréal, 2010, en ligne : <<http://www.crsdd.uqam.ca/Pages/docs/04-2010.pdf>> (consulté le 20 décembre 2011).

CLARK, L. F., *Organic limited: The Corporate Rise and Spectacular Change in the Canadian and American Organic Food Sector*, thèse de doctorat, Vancouver, département de science politique, Université Simon Fraser, 2007.

CONSEIL SONDAGE ANALYSES [CSA], *Baromètre de consommation et de perception des produits biologiques en France*, Rapport n°1001174, 2010, en ligne : <<http://www.agencebio.org/pageEdito.asp?IDPAGE=139>> (consulté le 13 novembre).

CONFORD, P., *The Origins of the Organic Movement*, Université du Michigan, Floris Books, 2001.

CORDONIER SEGGER M.C. et A. KHALFAN, *Sustainable Development Law: Principles, Practices and Prospects*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

CRANFIELD, J., B.J. DEATON et S. SHELLIKERI, *Evaluating consumer preferences for organic food production standards*, International Food Economy Research Group, University of Guelph, 2007.

DABBERT, S., C. ABAY, S. ROSI BELLIERE et al., *Economic Analysis of Certification Systems in Organic Food and Farming : Synthesis Report of Results*, rapport pour CERTCOST, 2011, en ligne : <<http://www.certcost.org/Lib/CERTCOST/Deliverable/D23.pdf>> (consulté le 12 février 2012).

DEUMIER, P., *Le droit spontané*, Paris, Economica, 2002.

DERNBACH, J.C., *Agenda for a sustainable America*, Washington, ELI Press, 2009.

FONDATION DU BARREAU DU QUÉBEC, *L'étiquetage des produits alimentaires et le développement durable*, 2011, en ligne : <<http://www.fondationdubarreau.qc.ca/publications/etiquetage-aliments/index.html>> (consulté le 11 janvier 2012).

FRANCIS, C., *Organic Farming : An International History*, vol. 25, coll. « Renewable Agriculture and Food Systems », Wallingford, CABI, 2007.

FRIEDMAN, M., *Capitalism and Freedom*, Chicago, University of Chicago Press, 1962.

FRENCH, D., *International Law and Policy of Sustainable Development*, Manchester, Manchester University Press, 2005.

GALIBERT, T., *Le principe de précaution : du droit de l'environnement au droit de la sécurité des aliments*, mémoire de maîtrise, La Réunion, Faculté de droit et des sciences économiques, Université de la Réunion, 2002.

GENDRON, C., A. PALMA TORRES et V. BISAILLON (dir.), *Quel commerce équitable pour demain? Pour une nouvelle gouvernance des échanges*, Montréal, Écosociétés, 2009.

HEFFERNAN, W., M. HENDRICKSON et R. GRONSKI, *Consolidation in the Food and agriculture system*, National Farmers Union, 1999, en ligne : www.foodcircles.missouri.edu/whstudy.pdf (consulté le 18 septembre 2011).

HOWARD, A., *An Agricultural Testament*, London, Oxford University Press, 1943.

HOWELLS, G., A. JANSSEN et R. SCHULZE (dir.), *Information Rights and Obligations: A Challenge for Party Autonomy and Transactional Fairness*, Burlington, Ashgate, 2005.

IFOAM, *2010 Annual Report: One Earth, Many Gifts*, 2010, en ligne : http://www.ifoam.org/about_ifoam/inside_ifoam/pdfs/IFOAM_Annual_Report_2010_web.pdf (consulté le 13 octobre 2011).

JANSSEN, M. et U. HAMM, *Consumer Preferences and Willingness-to-Pay for Organic Certification Logos: Recommendations for Actors in the Organic Sector*, rapport pour CERTCOST, 2011, en ligne : http://www.certcost.org/Lib/CERTCOST/Deliverable/D33_D17.pdf (consulté le 12 janvier 2012).

JESPERSEN, L.M., *Organic Certification in Selected European Countries: Control Fees and Size of the Sector*, rapport pour CERTCOST, 2011, en ligne : http://www.certcost.org/Lib/CERTCOST/Deliverable/D13_D8.pdf (consulté le 12 janvier 2012).

JONAS, H., *Le principe de responsabilité : une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Les Éditions du cerf, 1997.

KING, F. H., *Farmers of Forty Centuries or Permanent Agriculture in China, Korea and Japan*, Kessinger Publishing, 1911, en ligne : <http://www.soilandhealth.org/01aglibrary/010122king/ffc.html> (consulté le 11 novembre 2011).

KRISTIANSEN, P., A.M. TAJI et J.P. REGANOLD, *Organic agriculture: a global perspective*, Ithaca, New York, Comstock Pub. Associates, 2006.

KUZNESOF, S. et M. BRENNAN, « Perceived risk and product safety in the food supply chain », dans Michael A. BOURLAKIS et Paul W.H. WEIGHTMAN (dir.), *Food Supply Chain Management*, Oxford, Blackwell Publishing, 2004, p. 32-48.

LAMPKIN, N.H., « Organic Farming and Agricultural Sustainability », dans S.D. TURNER et D. ALFORD (dir.), *Agriculture and the Environment : Challenges and conflicts for the new millenium*, Wolverhampton, Adas, 1999, p. 146-154.

LAMPKIN, N.H. et S. PADEL, *The Economics of Organic Farming*, Wallingford, CAB International, 1994.

LANG, T. et E. MILLSTONE, *Atlas de l'alimentation dans le monde*, coll. « Atlas/Monde », Paris, Éditions Autrement, 2003.

MACEY, A., *Certified Organic: The Status of the Canadian Organic Market in 2003*, Ottawa, Agriculture and Agro-Food Canada, 2004, en ligne : <http://www.ota.com/pics/documents/Organic%20Stats%20Report%20revised%20May%202004.pdf> (consulté le 12 novembre 2011).

MACRAE, R., *History of Sustainable Agriculture: Strategies for Overcoming the Barriers to the Transition to Sustainable Agriculture*, thèse de doctorat, Montréal, Département d'agriculture économique, Université McGill, 1990, en ligne : http://eap.mcgill.ca/AASA_1.htm (consulté le 14 novembre 2011).

MORIN, E., *La Méthode : La Nature de la Nature*, coll. « Opus », Paris, Seuil, 1997.

NADVI, K. et F. WÄLTRING, *Making sense of global standards*, Duisburg, INEF, 2002.

NICOLAS, F. et E. VALCESCHINI, *Agro-alimentaire : une économie de la qualité*, Paris, Économica, 1995.

NORTHBOURNE, L., *Look to the Land*, London, Sophia Perennis, 1940.

OCDE, *Promoting Sustainable Consumption: Good Pratices in OECD Countries*, 2008, en ligne : www.oecd.org/dataoecd/1/59/40317373.pdf (consulté le 11 janvier 2012).

ONE WORLD TRUST, *2008 Global Accountability Report*, 2008, en ligne : http://www.oneworldtrust.org/index.php?option=com_content&view=article&id=114&Itemid=144/ (consulté le 17 novembre 2011).

ORGANIC MONITOR, « Organic Companies Taking Sustainability Route », dans *The Global Market for Organic Food & Drink*, 3^e ed., rapport #7003-40, 2010, en ligne : <http://www.organicmonitor.com/r0605.htm> (consulté le 23 novembre 2011).

ORGANIC MONITOR, « The Future of Organic Products: Brands or Retailer Private Labels? », dans *The Global Market for Organic Food & Drink*, 3^e ed., rapport #7003-40, 2010, en ligne : <http://www.organicmonitor.com/r0811.htm> (consulté le 23 novembre 2011).

ORGANIC TRADE ASSOCIATION, *2011 Organic Industry Survey*, 2011, en ligne : <<http://www.ota.com/organic/mt/business.html>> (consulté le 11 novembre 2011).

OUELLET, M., *Marketing tribal et labels alternatifs : analyse comparative de deux cas de certification*, mémoire de maîtrise, Montréal, département d'administration des affaires, Université du Québec à Montréal, 2006.

PADEL, S. et al., *Balancing and integrating basic values in the development of organic regulations and standards: proposal for a procedure using case studies of conflicting areas*, rapport du Organic Revision Project, 2007, en ligne: <<http://www.organic-revision.org>> (consulté le 24 décembre 2011).

PADEL, S., L. M. JESPERSEN et O. SCHMID, *Final project report: EEC 2092/91 revision*, rapport du Organic Revision Project, 2007, en ligne: <<http://orgprints.org/13343>> (consulté le 24 décembre 2011).

PAULL, J., *The Value of Eco-Labeling : Price Premiums & Consumer Valuations of Organic, Natural and Place of Origin Food Labels*, Saarbrücken, VDM Verlag, 2009.

PERSICO, N., *Incidence de la réglementation actuelle et future des aliments génétiquement modifiés sur leur exploitation*, mémoire de maîtrise, Montréal, Faculté de droit, Université de Montréal, 2002.

QUOC DINH, N., P. DAILLIER et A. PEULET, *Droit international public*, 6^e éd., Paris, L.G.D.J., 1994.

REEVES, H., *Mal de terre*, Paris, Éditions du Seuil, 2003.

RICQUART, M., *Les exigences des consommateurs face à la mise en marché des aliments issus de l'agriculture biologique au Canada*, rapport pour OPTION CONSOMMATEURS, 2004, en ligne : <<http://www.ic.gc.ca/app/oca/crd/dcmnt.do?id=1490&lang=fra>> (consulté le 27 septembre 2011).

STEINER, R., *Agriculture. Fondements spirituels de la méthode bio-dynamique*, coll. « Sciences de l'esprit », Yverdon-les-Bains, Éditions anthroposophiques romandes, 1924.

SMUTS, J., *Holism and Evolution*, Londres, Macmillan & Co, 1926.

WAGNER, K.L., *Organic Farming : an Institutional Ethnography*, mémoire de maîtrise, Victoria, département de sociologie, Université de Victoria, 2008.

WILLER, H. et L. KILCHER (dir.), *The World of Organic Agriculture. Statistics and Emerging Trends 2011*, Frick, Rapport IFOAM-FiBL, 2011.

Articles de périodiques et études d'ouvrage collectif

ABBOTT, K.W. et D. SNIDAL, « Strengthening International Regulation Through Transnational New Governance : Overcoming the Orchestration Deficit », (2009) 42 *Vanderbilt Journal of Transnational Law* 501-578.

ALLARD, M., « Un poulailler sans antibiotiques », (24 octobre 2011) *La Presse*, en ligne : <http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/sante/201110/23/01-4460142-un-poulailler-sans-antibiotiques.php?utm_categorieinterne=trafficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B4_manchettes_231_accueil_POS3> (consulté le 24 octobre 2011).

ALONSO, N. « Common rules for "out of home" catering » (2010) 110 *The Organic Standard* 12-15, en ligne : <<http://orgprints.org/17545>> (consulté le 22 janvier 2012).

ALRØE, H.F., J. BYRNE et L. GLOVER, « Organic agriculture and ecological justice: ethics and practice », dans Niels HALBERG, Hugo Fjelsted ALRØE, Marie Trydeman KNUDSEN et Erik Steen KRISTENSEN (dir.), *Global Development of Organic Agriculture: Challenges and Prospects*, Wallingford, CABI, 2006, p. 75-112.

ALRØE, H.F., et E. NOE, « What makes organic agriculture move - protest, meaning or market? A polyocular approach to the dynamics and governance of organic agriculture », (2008) 7 *International Journal of Agricultural Resources, Governance and Ecology* 5-22.

APRIL, L., « Partnering for sustainability : Business-NGO alliances in the coffee industry », (2005) 15 *Development in Practice* 600-614.

BACON, C. M., « Who decides what is fair in fair trade? The agri-environmental governance of standards, access, and price », (2010) 37-1 *Journal of Peasant Studies* 111-147.

BARHAM, E., « Towards a theory of values-based labeling », (2002) 19-4 *Agriculture and Human Values* 349-360.

BEEKMAN, V., « Consumer Rights to Informed Choice on the Food Market », (2008) 11 *Ethical Theory and Moral Practice* 61-72.

BERG, A., « Not Roadmaps but Toolboxes: Analysing Pioneering National Programmes for Sustainable Consumption and Production », (2011) 34 *J. Consum. Policy* 9-23

BIAO, X., W. XIAORONG, D. ZHUHONG et Y. YAPING, « Critical Impact Assessment of Organic Agriculture », (2003) 16 *Journal of Agricultural and Environmental Ethics* 297-311.

BINGEN, J. et L. BUSCH, « Introduction: A New World of Standards », dans Jean BINGEN, et Lawrence BUSCH (dir.), *Agricultural Standards : The Shape of the Global Food and Fiber System*, vol. 6, coll. « The International Library of Environmental, Agricultural and Food Ethics », Dordrecht, Springer, 2006, p. 3-27.

BINGEN, J. et L. BUSCH, « Shaping a Policy and Research Agenda Agricultural Standards », dans Jean BINGEN et Lawrence BUSCH (dir.), *Agricultural Standards : The Shape of the Global Food and Fiber System*, vol. 6, coll. « The International Library of Environmental, Agricultural and Food Ethics », Dordrecht, Springer, 2006, p. 245-251.

BOSTRÖM, M. et M. KLINTMAN, « State-centered *versus* Nonstate-driven Organic Food Standardization: A Comparison of the US and Sweden », (2006) 23 *Agriculture and Human Values* 163-180.

BOUCQUEY-NORGAARD, N., « La normalisation européenne au service de la consommation durable : état des lieux des textes et de leur application » (2002) 4 R.E.D.C. 251-320.

CAPLAT, G. et C. GIRAUDEL, « L'agriculture biologique et la normalisation », dans Catherine GIRAUDEL (dir.), *L'agriculture biologique, une agriculture durable? Étude de droit comparé de l'environnement*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 1996, p. 101-109.

CARRETO-GARCIA, A., « Signes distinctifs de qualité alimentaire en droit espagnol », dans Geneviève Parent (dir.) avec la collab. de Sophie Lavallée et Georges Azzaria, *Production et consommation durables : de la gouvernance au consommateur-citoyen*, coll. « CÉDÉ », Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2008, p. 541-566.

CLARK, L. F., « Business as usual? Corporatization and the changing role of social reproduction in the organic agrofood sector », (2007) 80 *Studies in Political Economy* 55-74.

CODRON, J.-M., L. SIRIEX et T. REARDON, « Social and environmental attributes of food products in an emerging mass market: Challenges of signaling and consumer perception, with European illustrations », (2006) 23 *Agriculture and Human Values* 283-297.

COENEN, F., D. HUITEMA et J. WOLTJER, « Participatory Decision-Making for Sustainable Consumption », dans Frans H.J.M. COENEN (dir.), *Public Participation and Better Environmental Decisions: The Promise and Limits of Participatory Process for the Quality of Environmentally Related Decision-making*, Dordrecht, Springer, 2009, p. 89-110.

COLEMAN, E., « Organic agriculture: deeply rooted in science and ecology », (2011) *Grist Magazine*, en ligne : <<http://www.grist.org/sustainable-farming/2011-04-20-eliot-coleman-essay-organic>> (consulté le 14 novembre 2011).

COMMINS, K., « The History of the IFOAM Accreditation Programme », (2005) pour *INTERNATIONAL ORGANIC ACCREDITATION SERVICE* [IAOS], en ligne : <http://ioas.org/who.htm> (consulté le 22 novembre 2011).

DANIEL, W.D., « Globalization, harmonization, and competition: the different pathways to policy convergence », (2005) 12-5 *Journal of European Public Polic* 841-859.

DANIELA, V., « Policies Supporting Organic Food and Farming in the EU: Assessment and Development by Stakeholders in 11 European Countries », (2009) 21-2 *Journal of International Food & Agribusiness Marketing* 214-227.

DARNHOFER, I., T. LINDENTHAL, R. BARTEL-KRATOCHVIL et W. ZOLLITSCH, « Conventionalisation of organic farming practices : from structural criteria towards an assessment based on organic principles. A review », (2010) 30 *Agronomy for Sustainable Development* 67-81.

DEATION, B.J. et J.P. HOEHN, « The social construction of production externalities in contemporary agriculture: Process *versus* product standards as the basis for defining "organic" », (2005) 22 *Agriculture and Human Values* 31-38.

DE GROVE-VALDEYRON, N., « La stratégie de l'Union européenne en faveur d'une production et d'une consommation durables », dans Geneviève Parent (dir.) avec la collab. de Sophie Lavallée et Georges Azzaria, *Production et consommation durables : de la gouvernance au consommateur-citoyen*, coll. « CÉDÉ », Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2008, p. 489-515.

DERNBACH, J. C., « Progress Toward Sustainability : A Report Card and a Recommended Agenda », (2009) 39 *Environmental Law Reporter* 10275-10284.

DI LAURO, A., « Le mensonge dans les règles de la communication : instruments pour une gestion soutenable et "adéquante" de l'information du consommateur », dans Geneviève Parent (dir.) avec la collab. de Sophie Lavallée et Georges Azzaria, *Production et consommation durables : de la gouvernance au consommateur-citoyen*, coll. « CÉDÉ », Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2008, p. 517-539.

DOEKHARAN, K., W. CHUNG et B. VAN DER MEULEN, « International Federation of Organic Agriculture », dans Christian TIETJE et Alan BROUDER (dir.), *Handbook of Transnational Economic Governance Regimes*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2009, p. 683-693.

DONALD, B. ET A. BLAY-PALMER, « Manger biologique à l'ère de l'insécurité », (2007) 57 *Lien social et Politiques* 63-73.

DOWELL, G., S. HART et B. YEUNG, « Do Corporate Global Environmental Standards Create or Destroy Market Value? », (2000) 46 *Management Science* 1059-1074.

DUPUIS, E.M. et S. GILLON, « Alternative modes of governance: organic as civic engagement », (2009) 26 *Agriculture and Human Values* 43-56.

DURHAM, C.A., « The Impact of Environmental and Health Motivations on the Organic Share of Purchases », (2007) 36 *Agricultural and Resource Economics Review*, 304-320.

ENGELS, S.V., R. HANSMANN et R. SCHOLZ, « Toward a Sustainability Label for Food Products: An Analysis of Experts' and Consumers' Acceptance », (2010) 49-1 *Ecology of Food and Nutrition* 30-60.

FIEVET G., « Réflexions sur le concept de développement durable : prétention économique, principes stratégiques et protection des droits fondamentaux », (2001) 1 *Revue Belge de droit international*, 128-184.

FORTIN, N.D., « Codex Alimentarius Commission », dans Christian TIETJE et Alan BROUDER (dir.), *Handbook of Transnational Economic Governance Regimes*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2009, p. 645-653.

FREWER, L.J. et S. MILES, « Risk Perception, Communication and Trust: How might Consumer Confidence in the Food Supply be Maintained », dans Lynn FREWER, Einar RISVIK et Hendrik SCHIFFERSTEIN (dir.), *Food People and Society: A European Perspective of Consumers' Food Choices*, New York, Springer-Verlag, 2001, p. 401-414.

FRIANT-PERROT, M., « La consommation durable et la protection des consommateurs : réflexions sur les nouveaux rapports entre le droit de la consommation et le concept de développement durable », dans Geneviève Parent (dir.) avec la collab. de Sophie Lavallée et Georges Azzaria, *Production et consommation durables : de la gouvernance au consommateur-citoyen*, coll. « CÉDÉ », Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2008, p. 541-566.

FUCHS, D., A. KALFAGIANNI, J. CLAPP et L. BUSCH, « Introduction to symposium on private agrifood governance: values, shortcomings and strategies », (2011) 28 *Agriculture and Human Values*, 335-344.

GEIER, B., « A look at the Development of IFOAM in its First 25 years », (1998) *IFOAM* 1-10, en ligne:
<http://www.ifoam.org/about_ifoam/inside_ifoam/history.html> (consulté le 11 novembre 2011).

GEIER, B., « IFOAM and the History of the International Organic Movement », dans William LOCKERETZ (dir.), *Organic Farming: An International History*, Wallingford, CABI, 2007, p. 175-186.

GENDRON, C., « Vers Johannesburg. Le développement durable : slogan creux ou théorie visionnaire? Le débat entre croissance économique et préservation de l'environnement reste entier », (29 juin 2002) *Le Devoir*, en ligne :

<<http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/4496/vers-johannesburg-le-developpement-durable-slogan-creux-ou-theorie-visionnaire>> (consulté le 15 décembre 2011).

GUTHMAN, J., « The Trouble with 'Organic Lite' in California: A Rejoinder to the Conventionalisation Debate », (2004) 44 *Sociologica Ruralis* 301-316.

HARLAND, D., « The United Nations guidelines for consumer protection », (1987) 10 *Journal of Consumer Policy* 245-266.

HARRISON, K. L., « Organic Plus: Regulating Beyond the Current Organic Standards », (2008) 25 *Pace University School of Law* 1 -20.

HARROUCH, A., « Le rôle de Nature et Progres dans l'histoire de la bio en France : Témoignage d'une actrice engagée », (2003) 44 *Revue Nature & Progrès*, en ligne <http://www.actionconsommation.org/publication/docs/NP_histoire_bio.pdf> (consulté le 11 novembre 2011).

HENSLEY, S., « Organic Foods Have Broad Appeal, But Costs Temper Demand », (20 juillet 2011) *National Public Radio*, en ligne :

<<http://www.npr.org/blogs/health/2011/07/20/138534183/organic-foods-have-broad-appeal-but-costs-temper-demand>> (consulté le 10 janvier 2012).

HIGGINS, V., J. DIBDEN et C. COCKLIN, « Building alternative agri-food networks: Certification, embeddedness and agri-environmental governance », (2008) 24 *Journal of Rural Studies* 15-27.

HILL, S. B. et R. J. MACRAE, « Organic Farming in Canada », (1992) 39 *Ecological Agriculture Projects Publications* 71-85.

HJELMAR, U., « Consumers' purchase of organic food products : A matter of convenience and reflexive practices » (2011) 56-2 *Appetite* 336-344, en ligne : <<http://orgprints.org/18797>> (consulté le 12 janvier 2012).

HUBER, B., « Comparison between two accreditation criteria: A report on the differences between the IFOAM Accreditation Criteria and ISO 65 (EN 45011) », (2003) 30 *The Organic Standard* 1-2, en ligne : <http://orgprints.org/2809> (consulté le 11 janvier 2011).

ILCAN, S., et L. PHILLIPS, « Circulation of Insecurity: Globalizing Food Standards in Historical Perspective », dans James BINGEN et Lawrence BUSCH (dir.), *Agricultural Standards: The Shape of the Global Food and Fiber System*, vol. 6, coll. « The International Library of Environmental, Agricultural and Food Ethics », Dordrecht, Springer, 2006, p. 51-72.

ISREAL, G., « Taming the Green Marketing Monster: National Standards for Environmental Marketing Claims Comments », (1993) 20 *B. C. Env'tl. Aff. L. Rev.* 303-333.

LYNEDJIAN, M., « Le principe de précaution en droit international public », (2000) 3 *Revue de Droit International de Sciences Diplomatiques et Politiques*, 247-262.

JAFFEE, D. et P.H. HOWARD, « Corporate cooptation of organic and fair trade standards », (2010) 27 *Agriculture and Human Values* 387-399.

JAHN, G., M. SCHRAMM et A. SPILLER, « The Reliability of Certification: Quality Labels as a Consumer Policy Tool », (2005) 28-1 *Journal of Consumer Policy* 53-73.

JUNGBLUTH, N., O. TIETJE et R.W. SCHOLZ, « Food purchases: Impacts from the consumers' point of view investigated with a modular LCA » (2000) 5 *International Journal of Life Cycle Assessment* 134-142.

KAMTO, M., « Les nouveaux principes du droit international de l'environnement », (1993) 1 *R.J.E.* 11-22, 20.

KASTEL, M. A., « Wal-Mart: The Nation's Largest Grocer Rolls-Out Organic Products. Market Expansion or Market Delusion? », (2006) *The Cornucopia Institute*, en ligne : <http://www.cornucopia.org/WalMart/WalMart_White_Paper.pdf> (consulté le 22 novembre 2011).

KLEIN, K. et D. WINICKOFF, « Organic regulation across the Atlantic: emergence, divergence, convergence », (2011) 20-2 *Environmental Politics* 153-172.

KLINTMAN, M., « Framings of Science and Ideology: Organic Food Labelling in the US and Sweden », (2004) 13-3 *Environmental Politics* 612-632.

KRÄMER, L., « De nouvelles parties prenantes : la responsabilité sociales de entreprises et le droit européen de l'environnement », (2003-2004) 4 *Revue des affaires européennes* 549-562.

LATHROP, K. W., « Pre-empting Apples with Oranges: Federal Regulation of Organic Food Labelling », (1991) 16 *Journal of Corporation Law* 885-930.

LOWE, V., « Sustainable Development and Unsustainable Arguments », dans Alan BOYLE et David FREESTONE (dir.), *International Law and Sustainable Development: Past Achievements and Future Challenges*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

MACRAE, R., J. HENNING et S. HILL, « Strategies to overcome barriers to the development of sustainable agriculture in Canada: The role of agribusiness », (1993) 6 *Journal of Agricultural and Environmental Ethics* 21-51.

MACRAE, R., R. MARTIN, A. MACEY, P. DOHERTY, J. GIBSON et R. BEAUCHEMIN, « L'adoption de systèmes alimentaires et agricoles biologiques peut-elle résoudre de nombreux problèmes liés aux politiques agricoles? », (2003) *Centre d'agriculture biologique du Canada*, en ligne :
<http://www.organicagcentre.ca/docs/oacc%20paper_benefits_version2%20french1.pdf> (consulté le 10 octobre 2011).

MARETTE, S., « The Labels in Agriculture, Their Impact on Trade and the Scope for International Policy Action », dans Ulrike GROTE, Arnab BASU et Nancy H. CHAU, *New Frontiers in Environmental and Social Labeling*, New-York, Physica-Verlag, 2007, p. 151-168.

MARTIN, G., « Précaution et évolution du droit », (1995) 39 *Recueil Dalloz Sirey* 299.

MASON, M., « Information disclosure and environmental rights: The Aarhus Convention », (2010) 10(3) *Global Environmental Politics* 10-31.

MATTHIESSEN, P., « Environmentalist Rachel Carson », (1999) *Time Magazine*, en ligne :
<<http://www.time.com/time/printout/0,8816,990622,00.html>> (consulté le 14 novembre 2011).

MCLAUGHLIN, D., « Fooling with Nature: Silent Spring Revisited », *Frontline. PBS*, en ligne :
<<http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/nature/disrupt/sspring.html>> (consulté le 14 novembre 2011).

MORGAN, P.M. et S.M. LINDA, « The Potential Impact of Social Accountability Certification on Marketing: A Short Note », (2004) 50 *Journal of Business Ethics*

MUTERSBAUGH, T., « Just-in-space : Certified rural products, labor of quality, and regulatory spaces », (2005) 21 *Journal of Rural Studies* 389-402.

MUTERSBAUGH, T., D. KLOOSTER, M.C. RENARD et P. TAYLOR, « Certifying rural spaces: quality-certified products and rural governance », (2005) 21-4 *Journal of Rural Studies* 381-388.

NELSON, E., L. GOMEZ TOVAR, R. SCHWENTESIUS RINDERMAN et M.E. GOMEZ CRUZ, « Participatory organic certification in Mexico: an alternative approach to maintaining the integrity of the organic label », (2010) 27 *Agriculture and Human Values* 227-237.

PADEL, S., « How do ethical values of organic agriculture relate to standards and current practice? », dans Werner ZOLLITSCH, Christoph WINKLER, Susanne WAIBLINGER et Alexander HASLEBERGER (dir.), *Sustainable Food Production and Ethics*, Wageningen, Wageningen Academic Publishers, 2007, p. 26-30.

PADEL, S., H. ROECKLINSBERG et O. SCHMID, « The implementation of organic principles and values in the European Regulation for organic food », (2009) 34 *Food Policy* 245-251.

PAULL, J., « Permanent Agriculture: Precursor to Organic Farming », (2006) 83 *Journal of Bio-Dynamics Tasmania* 19-21.

PAULL, J., « From France to the World: The International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM) », (2010) 2-1 *Journal of Social Research & Policy* 93-102.

PONTE, S. et P. GIBBON, « Quality standards, conventions and the governance of global value chains », (2005) 34 *Economy and Society* 1-31.

PRATT, S., « Organic products hit mainstream », (29 décembre 2005) *The Producer*, en ligne : <http://www.producer.com/News/Archive-Article.aspx?aid=213062> (consulté le 12 novembre 2011).

PRIEUR, M., « Agriculture biologique et développement durable », dans Catherine GIRAUDEL (dir.), *L'agriculture biologique, une agriculture durable? Étude de droit comparé de l'environnement*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 1996, p. 259-277.

RAYNOLDS, L.T., « Re-embedding global agriculture : The international organic and fair trade movements », (2000) 17 *Agriculture and Human Values*, 297-309.

RAYNOLDS, L.T., « Consumer/Producer Links in Fair Trade Coffee Networks », (2002) 42 *Sociologia Ruralis* 404-424.

RICE, R.A., « Noble goals and challenging terrain: organic and fair trade coffee movements in the global marketplace », (2001) 14 *Journal of Agricultural and Environmental Ethics* 39-66.

RIGBY, D. et D. CARCERES, « Organic Farming and the Sustainability of Agricultural Systems », (2001) 68 *Agricultural Systems* 21-40.

RITSON, C. et S. KUZNESOF, «Food Consumption, Risk Perception and Alternative Production Technologies», dans Jorgen EILENBERG et Ingeborg Menzler T. HOKKANEN (dir.), *An Ecological and Societal Approach to Biological Control*, vol. 2, coll. « Progress in Biological Control », Dordrecht, Springer, 2006, p. 47-64.

ROLLER, G. et A. SCHWANNA, « Agriculture biologique en Allemagne : vers un développement durable? », dans Catherine GIRAUDEL (dir.), *L'agriculture biologique, une agriculture durable? Étude de droit comparé de l'environnement*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 1996, p. 155-168.

RUIZ-MARRERO, C., « Clouds on the Organic Horizon », (25 November 2004) *CorpWatch*, en ligne : <<http://www.corpwatch.org/article.php?id=11712> > (consulté le 22 novembre 2011).

SALTMARSH, M., « Strong Sales of Organic Foods Attract Investors », (23 mai 2011), *The New York Times*, en ligne: <http://www.nytimes.com/2011/05/24/business/global/24organic.html?_r=1> (consulté le 22 octobre 2011).

SALZMAN, J., « Sustainable Consumption and the Law », (1997) 27 *Environmental Law* 1243-1293.

SAPKOTA, A. R., R. M. HULET, G. ZHANG, P. MCDERMOTT, E. L. KINNEY, K. J. SCHWAB et S. W. JOSEPH, « Lower Prevalence of Antibiotic-resistant Enterococci On U.S. Conventional Poultry Farms That Transitioned to Organic Practices », (2011) *Environmental Health Perspective*, National Institute of Environmental Health Science [NIEHS] 1-36, en ligne: <<http://ehp03.niehs.nih.gov/article/info%3Adoi%2F10.1289%2Fehp.1003350>> (consulté le 11 novembre 2011).

SEPPÄNEN, L. et J. HELENIUS, « Do inspection practices in organic agriculture serve organic values? A case study from Finland », (2004) 21 *Agriculture and Human Values* 1-13.

STASSART, P.M. et D. JAMAR, « Agriculture biologique et verrouillage des systèmes de connaissances: Conventionalisation des filières agroalimentaire bio », (2009) 4 *Carrefours de l'Innovation Agronomique* 313-328.

TCHOTHOURIAN, I., « Aspects environnementaux et sociaux de la R.S.E. et management des entreprises : une éthique au centre et autour de l'entreprise », (2006) 10 *Revue management et avenir* 57-77.

TEIL, G. et S. BARREY, « La force du soupçon : une reconfiguration de la viticulture bio portée par la crainte de "conventionnalisation" », dans Geneviève TEIL, Sandrine BARREY, Pierre FLOUX et Antoine HENNION, *Le vin et l'environnement : faire compter la différence*, Paris, Presses de l'École des Mines, 2011, p. 211-224.

TEUBNER, G.N. et N. BOUCQUEY, « Pour une épistémologie constructiviste du droit », (1992) 47 *Annales Histoire Sciences Sociales* 1149-1169.

THÉPAUT, Y., « Le concept de l'information dans l'analyse économique contemporaine », (2006) 44 *Hermès* 161-168.

TUKKER, A., « Sustainable Consumption by Certification : The Case of Coffee », dans Louis LEBEL, Sylvia LOREK et Rajesh DANIEL (dir.), *Sustainable Production Consumption Systems*, Dordrecht, Springer, 2010, p. 179-199.

UTTING, P., « The struggle for corporate accountability », (2008) 39-6 *Development and Change* 959-975.

VAGNERON, I. et S. ROQUIGNY, « Value distribution in conventional, organic and fair trade banana chains in the Dominican Republic », (2011) 32-3 *Revue canadienne d'études du développement* 324-338.

VOS, T., « Visions of the middle landscape: organic farming and the politics of nature », (2000) 17-3 *Agricultural and Human Values* 245-256.

WILKINSON, J., « The Final Foods Industry and the Changing Face of the Global Agro-Food System », (2002) 42 *Sociologia Ruralis* 329-346.

WILHELMSSON, T., « Consumer Law and the Environment : From Consumer to Citizen », (1998) 21 *Journal of Consumer Policy* 45-70.

WOOD, S., « Voluntary Environmental Codes and Sustainability », dans RICHARDSON, Benjamin J. et Stepan WOOD (dir.), *Environmental Law for Sustainability*, Oxford, Hart, 2006, p. 229-276.

Documents gouvernementaux et internationaux

AGENCE BIO, *L'agriculture biologique, chiffre clés*, 2011, en ligne : <http://www.agencebio.org/pageEdito.asp?IDPAGE=143&n2=134> (consulté le 12 octobre 2011).

BUREAU DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ENVIRONNEMENT CANADA, *Planifier un avenir durable. Stratégie fédérale de développement durable pour le Canada*, 2010, en ligne : http://www.ec.gc.ca/dd-sd/F93CD795-0035-4DAF-86D1-53099BD303F9/FSDS_fr.pdf (consulté le 20 décembre 2011).

BUREAU DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ENVIRONNEMENT CANADA, *Rapport d'étape sur la stratégie fédérale de développement durable 2010-2013*, 2011, en ligne : <http://www.ec.gc.ca/dd-sd/default.asp?lang=Fr&n=917F8B09-1> (consulté le 21 décembre 2011).

Conseil des appellations réservées et des termes valorisants [CARTV], *Cahier des charges relatif aux produits portant des indications se référant au mode de production biologique*, 2008.

COMMISSAIRE À L'INFORMATION DU CANADA, *Rapport annuel du Commissaire à l'information 2001-2002*, Ottawa.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES [CCE], *Développement durable en Europe pour un monde meilleur : stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable*, Proposition de la Commission en vue du Conseil européen de Göteborg, 2001.

CCE, *Livre vert sur la politique intégrée de produits*, Communication de la Commission, Bruxelles, 2001.

CCE, *Plan d'action européen en matière de d'alimentation et d'agriculture biologiques*, Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, Bruxelles, 2004.

CCE, *Politique intégrée de produits : développemnt d'une réflexion environnementale axée sur le cycle de vie*, Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, Bruxelles, 2003.

CCE, *Plan d'action européen en matière d'alimentation et d'agriculture biologiques*, Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, Bruxelles, 2004.

COMMISSION EUROPÉENNE [CE], *Principes directeurs de la deuxième Stratégie en faveur du développement durable*, Communication de la Commission, Bruxelles, 2006.

CE, *Livre vert. La politique de développement de l'UE en faveur de la croissance inclusive et du développement durable. Accroître l'impact de la politique de développement de l'Union européenne*, Communication de la Commission, Bruxelles, 2010.

COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ONU, *Notre avenir à tous*, Montréal, Éditions du Fleuve, 1988.

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION [FAO], *World Agriculture Towards 2015/2030 : An FAO Perspective*, « Chapter 11.3: Organic Agriculture », FAO, 2003, en ligne : <<http://www.fao.org/docrep/005/y4252e/y4252e13.htm>> (consulté le 2 novembre 2011).

OFFICE DES NORMES GÉNÉRALES DU CANADA [ONGC], *Systèmes de production biologique : principes généraux et normes de gestion*, CAN/CGSB-32.310-2006.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ [OMS], *Cumulative number of confirmed human cases for avian influenza A(H5N1) reported to WHO : 2003-2011*, Rapport du 15 novembre 2011, en ligne : <http://www.who.int/influenza/human_animal_interface/EN_GIP_20111115CumulativeNumberH5N1cases.pdf> (consulté le 17 novembre 2011).

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT [PNUE], *Assessing the Environmental Impacts of Consumption and Production*, 2010.

PNUE, *Impacts environnementaux de la production et de la consommation : produits et matières prioritaires*, 2010.

PNUE, *Planning for Change : Guidelines for National Programmes on Sustainable Consumption and Production*, 2008.

Conférences, documents de travail et publications web

ALRØE, H.F., E.S. KRISTENSEN et B. HANSEN, « Identifying the basic normative principles for organic farming », document de travail pour *Cultivating Communities : 14th IFOAM Organic World Congress*, 2002, p. 281.

ANDERSEN, A.H., « Organic food and the plural moralities of food provisioning », document de travail pour NATIONAL ENVIRONMENTAL RESEARCH INSTITUTE, Aarhus University, 2010.

BRISTER, D., « The Process of Certification », en ligne : <<http://library.enaca.org/certification/publications/expertworkshop/18%20IFOAM%20process%20and%20procedure.pdf>> (consulté le 15 novembre 2011).

DARBISHIRE, H., « Access to Information : A Fundamental Right, A Universal Standard », document de travail pour Access Info Europe, Madrid, 2006, en ligne : http://www.access-info.org/documents/Access_Docs/Thinking/Get_Connected/Access_Info_Europe_Briefing_Paper.pdf (consulté le 14 février 2012).

DAUGBJERG, C. et K.M. SØNDERSKOV, « Environmental Policy Performance Revisited : Do Organic Food Policies Matter for Sustainable Consumption », document de travail pour *5th ECPR General Conference*, Postdam, 2009.

DENVER, S. et T. CHRISTENSEN, « Is organic food a quality attribute or a product category? », document de travail pour *Institute of Food and Resource Economics*, Université de Copenhague, 2010.

DE WIT, J., H. VERHOOG et U. PRINS, « Why regionality is an important value in organic agriculture : the case of the Netherlands », document de travail pour *Joint Organic Congress*, Odense, 2006.

FOOMSGAARD, S.I., « *The Evolution and Status of Organic Principles in an International Perspective* », document de travail pour *Department of Economics, Politics and Public Administration*, Aalborg University, 2006.

HOWARD, P. H., « Cartographic Map of Cooperative Distributors, 1982-2008 », Michigan State University, en ligne : <https://www.msu.edu/~howardp/organicdistributors.html> (consulté le 14 novembre 2011).

HUBER, B., « Organic Certification and Organic Regulations in the World », document de travail pour *BioFach Congress 2006*, Nurembourg, 2006.

HUBER, B. et J. NEUENDORFF, « How to safeguard integrity within organic systems », document de travail pour *European Organic Congress*, Bruxelles, 2007.

IKERD, J. E., « Reclaiming the Heart and Soul of Organics », présentation à *The Organic Summit*, 2008, en ligne : http://web.missouri.edu/ikerdj/papers/Boulder%20Organic%20Summit%20--%20Soul%20of%20Organic.htm#_edn1 (consulté le 17 novembre 2011).

KJÆRGÅRD, B., K. BRANSHOLM PEDERSEN et B. LAND, « The Future Path of Organic Farming : Values, Standards and Controversy », document de travail pour *Joint Organic Congress*, Odense, 2006.

JESPERSEN, L.M., L.S. SØRENSEN et S.O. REBSDORF, « Organic Rules and Certification », document de travail, 2009, en ligne: <<http://orgprints.org/17074>> (consulté le 14 février 2012).

KENNEDY, J.F., « Special Message to the Congress on Protecting the Consumer Interest », (15 mars 1962), en ligne : <<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=9108>> (consulté le 10 février 2012).

LEAR, L., « Rachel Carson's Biography », 1998, en ligne : <<http://www.rachelcarson.org/>> (consulté le 10 novembre 2011).

LUND, T.B., L.M. ANDERSEN et K. JENSEN O'DOHERTY, « The emergence of diverse organic consumers : Who are they and how do they shape demand? » document de travail pour *Institute of Food and Resource Economics*, University of Copenhagen, 2010.

LUTTIKHOLT, L.W.M., « Principles of Organic Agriculture : Worldwide participatory stakeholder process », document de travail pour *Joint Organic Congress*, Odense, 2006.

MIRAN, B., O.K. UYSAL, C. ABAY et M. BOYACI, « Stakeholders' views on improving the organic certification system », document de travail pour CERTCOST, Ýzmir, Turquie, 2009.

MUSICK, M., « A Brief History of Tilth », en ligne : <<http://www.washingtontilth.org/history.htm>> (consulté le 11 novembre 2011).

NELSON, E., L. GOMEZ TOVAR, R. SCHWENTESIUS RINDERMAN et M.A. GOMEZ CRUZ, « Participatory Guarantee Systems : New Approaches to Organic Certification - The Case of Mexico », document de travail pour *Cultivating the Future Based on Science: 2nd Conference of the ISO FAR*, Modena, 2008.

PADEL, S. et K. ZANDER, « Organic Plus values and their relevance to consumers : First results from the CORE FCP project », document de travail pour *Towards increased sustainability in the food supply chain : 1st Nordic Organic Conference Proceedings*, Swedish University of Agricultural Sciences, 2009, p. 104-106.

PADEL, S., P. NICHOLAS, A. JASINSKA et N. LAMPKIN, « Ethical concerns associated with organic food in Europe », document de travail pour *Actes du 16^{ème} Congrès Mondial IFOAM*, Modena, 2008.

PADEL, S., « Principles of organic agriculture and the market place », document de travail pour *Actes de la 1ère Conférence internationale IFOAM pour la commercialisation des valeurs biologiques et régionales*, Bonn, 2008, p. 49-55.

PAULL, J., « Climate Change, Carbon Offsets and Certified Organic Forestry », document de travail pour *Actes du 16^{ème} Congrès Mondial IFOAM*, Modena, 2008.

ROTHERHAM, T., « Selling Sustainable Development: environmental labeling and certification programs », document de travail pour *Meeting of Technical Specialists and Policy Experts on Environmentally-Sound Trade Expansion in the Americas*, Université de Miami, 1999.

RUNDGREN, G., « Break-out Group : The Role of Certification Services in Organic Produce Market », document de travail pour *Standards and Conformity Assessment in Trade : Minimising Barriers and Maximising Benefits*, Berlin, 2005.

TRUDEL, P., « Le droit à l'information », Chaire L. R. Wilson, en ligne : <http://www.chairelrwilson.ca/cours/drt3805g/droitainformation.html> (consulté le 12 janvier 2012).

TWAROG, S., « Organic Agriculture : A Trade and Sustainable Development Opportunity for developing Country », document de travail pour *Making Sustainability Standards Work for Small-scale Farmers : A Pre-UNCTAD XII Event*, Arusha, 2008.

WOODWARD, L., D. FLEMING et H. VOGTMANN, « Health, Sustainability, the Global Economy: the Organic Dilemma », 11^e Conférence internationale IFOAM, Newbury, Elm Farm Research Centre, 1996.

Sites internet

AGENCE BIO, « La FNAB », en ligne : <http://www.agencebio.org/pageEdito.asp?IDPAGE=14> (consulté le 17 novembre 2011).

AQUABOUNTY TECHNOLOGIES, « Our Technology », en ligne : <http://www.aquabounty.com/technology/technology-296.aspx> (consulté le 22 novembre 2011).

BIO INVEST, « Accueil », en ligne : <http://www.bio-invest.be> (consulté le 24 novembre 2011).

BIO-LUB CANADA, « Accueil », en ligne : <http://www.bio-lubcanada.com> (consulté le 24 novembre 2012).

BIOQuébec, « Accueil », en ligne : <http://www.bioquebec.com/> (consulté le 3 janvier 2012)

BIO-VERT, « Accueil », en ligne : <http://www.bio-vert.com/> (consulté le 2 novembre 2011).

CALIFORNIA CERTIFIED ORGANIC FARMER [CCOF], « Home », en ligne : <http://ccof.org> (consulté le 14 novembre 2011).

CONSEIL DES APPELLATIONS RÉSERVÉES ET DES TERMES VALORISANTS [CARTV], « Agriculture biologique : historique et fondement », en ligne : <http://cartv.gouv.qc.ca/node/231> (consulté le 22 septembre 2011).

COMITÉ FRANÇAIS D'ACCREDITATION [COFRAC], Présentation générale du Cofrac, en ligne : <http://www.cofrac.fr/fr/cofrac> (consulté le 11 décembre 2011).

COMMISSION EUROPÉENNE, « Agriculture biologique », en ligne : http://ec.europa.eu/agriculture/organic/home_fr (consulté le 13 octobre 2011).

CONSUMER INTERNATIONAL, « Consumer Rights », en ligne : <http://www.consumersinternational.org/who-we-are/consumer-rights> (consulté le 13 août 2011).

EUROPA, « Index », en ligne : http://europa.eu/index_fr.htm (consulté le 27 septembre 2011).

FAIRTRADE INTERNATIONAL, « Standards », en ligne : <http://www.fairtrade.net/standards.html> (consulté le 13 août 2011).

FAOSTAT, « RessourceSTAT », en ligne : <http://faostat.fao.org/site/377/default.aspx#ancor> (consulté le 22 octobre 2011).

FÉDÉRATION NATIONALE D'AGRICULTURE BIOLOGIQUE [FNAB], « Accueil », en ligne : <http://www.fnab.org/> (consulté le 17 novembre 2011).

FOOD ALLIANCE, « Certification Standards », en ligne : <http://foodalliance.org/certification> (consulté le 14 août 2011).

FOREST STEWARDSHIP COUNCIL [FSC], « FSC Certification », en ligne : <http://www.fsc.org/certification.html> (consulté le 13 août 2011).

GLOBAL ORGANIC MARKET ACCESS [GOMA], « Home », en ligne : <http://www.goma-organic.org> (consulté le 12 janvier 2012).

GLOBALG.A.P., « Fully Approved Standards », en ligne : http://www2.globalgap.org/full_app_stand.html (consulté le 14 août 2011).

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ [INAO], « Agriculture biologique », en ligne : http://www.inao.gouv.fr/public/home.php?pageFromIndex=textesPages/Agriculture_biologique407.php~mnu=407 (consulté le 11 décembre 2011).

INTERNATIONAL STANDIZATION ORGANIZATION [ISO], « ISO 26000:2010 », en ligne : http://www.iso.org/iso/fr/catalogue_detail?csnumber=42546 (consulté le 12 février 2012).

INTERNATION FEDERATION OF ORGANIC AGRICULTURE MOVEMENTS [IFOAM], « Home », en ligne : <http://www.ifoam.org> (consulté le 11 novembre 2011).

MARINE STEWARDSHIP COUNCIL [MSC], « Un écolabel crédible », en ligne : <http://www.msc.org/a-propos-du-msc/credibilite> (consulté le 12 août 2011).

NATURE & PROGRÈS, « de 1964 à nos jours », en ligne : http://www.natureetprogres.org/nature_et_progrzzes/histoire_nature_progres.html (consulté le 14 novembre 2011).

NORTHEAST ORGANIC FARMERS ASSOCIATION [NOFA], «What We Stand For?», en ligne : <http://www.nofa.org/whatwestandfor.php> (consulté le 14 novembre 2011).

NORTHEAST ORGANIC FARMERS ASSOCIATION OF CONNECTICUT, « 1977-2005 Records », en ligne : <http://www.library.umass.edu/spcoll/ead/mums525.xml> (consulté le 17 novembre 2011).

NORTHWEST SHADE COFFEE CAMPAIGN, « About Shade Coffee », en ligne : <http://shadecoffee.org/shadecoffee/Coffee/AboutShadeCoffee.aspx> (consulté le 14 août 2011).

ORGANIC CROP IMPROVEMENT ASSOCIATION [OCIA], « Home », en ligne : <http://www.ocia.org> (consulté le 18 novembre 2011).

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE, « Le grand dictionnaire terminologique », en ligne : <http://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/gdt.html> (consulté le 12 janvier 2012).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES DE L'ONTARIO, « Biocarburants », en ligne : http://www.omafra.gov.on.ca/french/engineer/ge_bib/biofuel.htm (consulté le 12 novembre 2011).

OREGON TILTH, « About Us: History » en ligne : <http://tilth.org/about/history> (consulté le 11 novembre 2011).

ORGANIC LIMITED, « Home », en ligne : <http://organic.com.au/people/AlbertHoward/> (consulté le 11 novembre 2011).

ORGANIC RULES AND CERTIFICATION, « Home », en ligne : <http://organicrules.org> (consulté le 4 novembre 2011).

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ [OMS], « Accueil », en ligne <<http://www.who.int/fr>> (consulté le 22 novembre 2011).

QUEBEC VRAI, « À propos de Québec Vrai », en ligne : <<http://www.quebecvrai.org/presentation>> (consulté le 17 novembre 2011).

RAINFOREST ALLIANCE, « About Us », en ligne : <<http://www.rainforest-alliance.org/about>> (consulté le 14 août 2011).

RODALE INSTITUTE, « About Us », en ligne : <http://www.rodaleinstitute.org/about_us> (consulté le 14 novembre 2011).

RODALE PRESS, « Rodale Story », en ligne : <<http://www.rodale.com/rodale-story?page=1>> (consulté le 14 novembre 2011).

SALINS AGRO ALIMENTAIRE, « Produits biologiques », en ligne : <http://www.salins-iaa.com/Produits_Biologiques-p-21.html> (consulté le 12 novembre 2011).

SOIL ASSOCIATION, « Our history: Our achievements », en ligne : <<http://www.soilassociation.org/Aboutus/Ourhistory/Ourachievements/tabid/71/Default.aspx>> (consulté le 14 novembre 2011).

SUSTAINABLE FOOD SUMMIT, « New Horizons for Eco-Labels and Sustainability », en ligne : <<http://www.sustainablefoodssummit.com/>> (consulté le 22 novembre 2011).

UNECE, « Status of ratification », en ligne : <<http://www.unece.org/env/pp/ratification.html>> (consulté le 24 février 2012).

USDA AGRICULTURAL MARKETING SERVICE, « Home », en ligne : <<http://www.ams.usda.gov>> (consulté le 11 décembre).

UTZ CERTIFIED, « Que signifie Utz Certified? », en ligne : <<http://www.utzcertified.org/fr/aproposdutzcertified>> (consulté le 11 août 2011).

WASHINGTON TILTH, « Home », en ligne : <<http://www.washingtontilth.org>> (consulté le 11 novembre 2011)

